

مكتبة النهر

Le PS et les Verts protestent contre la décision de la loi d'abandonner Jacques D

# Le Monde

Le Monde des livres  
L'héritage de Jean Genet  
Un cahier de 8 pages

QUINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 18005 - 7 F

VENDREDI 12 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBAN

## Le Front national impose ses choix à la bibliothèque municipale d'Orange

**PHILIPPE DOUSTE-BLAZY** a écrit à Jacques Bombard, maire Front national d'Orange, pour dénoncer la sélection d'ouvrages opérée, sur ses instructions, par la bibliothèque de la ville. Le ministre de la culture s'appuie sur un rapport qu'il avait commandé à l'inspection générale des bibliothèques. Denis Pelletier, l'auteur de celui-ci, a constaté qu'avant d'être rayés de la liste des livres en commande, notamment ceux concernant le racisme, le rap, le mondialisme, ou écrits par des auteurs s'étant opposés à l'extrême droite. Cette exclusion a par exemple frappé la récente biographie de Montaigne par Jean Laconteur. M. Douste-Blazy a décidé de réexaminer l'octroi d'une subvention de l'Etat destinée à une nouvelle médiathèque municipale. Ses services préparent un projet de loi sur le pluralisme dans les bibliothèques.

Lire page 7

## Les « sans-papiers » parents d'enfants français

Une circulaire du ministre de l'Intérieur rappelle aux préfets la nécessité de régulariser au plus vite la situation des parents étrangers d'enfants français qui n'étaient jusqu'à présent ni expulsables ni « régularisables ».

p. 26

## Le nouveau mandat de Boris Eltsine

A peine réélu, le président russe est confronté à la reprise des combats en Tchétchénie.

p. 2

et notre éditorial p. 12

## Les charniers de Bosnie

L'enquête sur les massacres de musulmans provoque des tensions en Bosnie.

p. 3

## Le fichier juif

Le point de vue de trois historiens et une lettre de René Rémond.

p. 11

## Un équipementier automobile à vendre

Le groupe Michel Thierry, numéro deux européen des revêtements pour sièges automobiles, cherche acquéreur.

p. 14

## Les espoirs de Miguel Indurain

Dans le Tour de France cycliste, l'Espagnol n'a pas abdiqué pour décrocher une sixième victoire.

p. 17

Allemagne, 2 DM; Autriche-Guyane, 5 F; Belgique, 20 ATS; Espagne, 40 Ptas; France, 2,50 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 200 Lira; Japon, 200 Yens; Pays-Bas, 200 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 200 Pounds; Suisse, 200 Francs; Suède, 200 Kronor; Taiwan, 200 NTD; Thaïlande, 200 Baht; Turquie, 200 Lira; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,00 \$.

M 0147-0712-7.00 F

## Trente-huit régiments seront dissous dans l'armée de terre en trois ans

Jacques Chirac réunit les chefs militaires au ministère de la défense

LE GOUVERNEMENT devrait faire connaître, au milieu de la semaine qui débute le 15 juillet, les restructurations des armées qu'il se propose de conduire entre 1997 et 1999. Ces réorganisations, échelonnées dans le temps pour permettre la mobilité des personnels concernés, devraient se traduire notamment par la suppression de trente-

huit formations dans l'armée de terre, la fermeture ou le regroupement d'une dizaine de bases aériennes. Elle n'épargne pas les détachements français outre-Rhin. Dès le vendredi 12 juillet, Jacques Chirac a prévu de s'entretenir de cette réforme avec les titulaires de grands commandements militaires et des chefs de corps. Durant les

trois jours qui suivront le défilé du 14 juillet, marqué à Paris par une série de nouveautés, le ministre de la défense présentera les décisions du gouvernement à des cadres militaires, aux préfets et aux membres des commissions parlementaires de la défense.

Lire page 5



## Le dernier film d'Antonioni dans les « nuages » de la censure nipponne

PAR-DELÀ LES NUAGES, il y a encore des nuages. C'est ce qu'ont découvert Michelangelo Antonioni et Wim Wenders, lorsque leur film a abordé les ravages du Japon. Le 19 mars, l'autorité officielle de contrôle des films étrangers ne trouvait rien à redire à *Au-delà des nuages*. C'était compter sans l'Eirin.

Le 15 avril, cet organe de surveillance mis en place par les professionnels du cinéma nippon pour veiller aux bonnes mœurs des productions, et leur attribuer un « label » (tout public, interdit au moins de quinze ans, ou de dix-huit ans), rendait son verdict.

Les moins de quinze ans ne pourront pas voir le dernier chef-d'œuvre d'Antonioni. Et les plus de quinze ans ne verront pas tout, puisque l'Eirin a décidé d'insérer à toutes les copies le traitement particulier qui, au Japon, vise à sauvegarder la pudeur des spectateurs : une tache floue, surnommée « nuage », brouille la vision des parties de l'écran qu'il convient de cacher, notamment

lorsqu'apparaissent des poils pubiens. Erin impose que soient apposés des « nuages » sur deux scènes d'*Au-delà des nuages* (une dans la deuxième partie, avec Sophie Marceau et John Malkovich, l'autre dans la troisième, avec Peter Weller et Chiara Caselli). Hayao Shibata, distributeur du film au Japon (et grand pourvoyeur au pays du Soleil-Levant du cinéma d'auteur occidental) s'est aussitôt mis en campagne. Il est prêt à accepter que l'interdiction soit portée à dix-huit ans, mais refuse toute altération des images.

Rappelant que, sans l'accord de l'Eirin, les salles refuseront de projeter le film, le distributeur plaide que « dans la plupart des pays du monde, on permet aux spectateurs adultes de voir les images dans leur intégralité. Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'adultes au Japon ? »

A travers ce cas d'espèce, c'est une pratique ancienne, inspirée du puritanisme de Hayes en vigueur dans les années 30 à 50 aux États-Unis, qui est mise en cause.

Malgré la mobilisation de la communauté cinéphilie, Erin a jusqu'à présent refusé de modifier sa position, sans doute par crainte de remettre en cause tout le système de contrôle. Il y a deux ans, un document de cet organisme créé en 1956 reconnaissait pourtant qu'il convenait de modifier ses règles, « du fait de l'évolution de la société et de l'opinion collective ».

En attendant, la sortie du film, initialement prévue fin juillet, est repoussée. Pour tenter de débloquer la situation, Wim Wenders, coauteur du film aux côtés d'Antonioni, a fait le voyage de Tokyo, où il a tenu une conférence de presse le 8 juillet. Il a souligné que les « nuages » de la censure faussaient l'œuvre en laissant croire qu'il y avait quelque chose à cacher. Ce sont ces caches qui, à son avis, créent l'obscurité. Et de conclure : « J'espère que le soleil de Michelangelo va bientôt sortir de derrière les nuages. »

Jean-Michel Frodon

Lire la suite page 12

## Inquiétudes

« CALAMITEUX » : le premier ministre, Alain Juppé, avait eu la gentillesse de qualifier ainsi le bilan de son prédécesseur, membre comme lui du RPR, mais rival malheureux de Jacques Chirac à l'élection présidentielle. Un an après l'annonce de cette sentence, celle-ci pourrait presque lui être retournée. Mais l'inquiétude née de la situation psychologique et politique du pays va bien au-delà des hommes qui le conduisent et dépasse bien d'avantage encore la question de leur avenir politique immédiat.

Un an plus tard donc, nous ne sommes pas loin d'un constat accablant. Le pouvoir fait face à une triple fracture : sociale, politique et civique. La dénonciation de la première avait été le thème central de la campagne du candidat Chirac. Elle procédait d'une analyse pertinente de l'état de la France, qui ne se limitait pas aux grands indicateurs de l'économie - dont on peut soutenir qu'ils sont toujours au beau fixe (inflation maîtrisée, commerce extérieur florissant, franc stable) - mais qui se voulait au contraire attentive aux mal-

heurs particuliers des Français. C'est peu de dire que cette fracture sociale n'a pas été réduite. Elle s'est aggravée à mesure que le chômage retrouvait son niveau record des premiers mois du gouvernement Balladur. Les progrès enregistrés en 1994-95 ont donc été rapidement effacés.

La fracture politique, elle, est née du scrutin présidentiel. Le dernier épisode connu - les écoutes pratiquées aux dépens de François Léotard - traduit tristement le degré de violence auquel conduit non seulement le fait de n'avoir pas su pratiquer le pardon des offenses, mais surtout celui de laisser une moitié de la majorité sur le bord de la route. Elle s'est aggravée en outre par l'absence d'une stratégie claire vis-à-vis de l'extrême droite et surtout de ses idées : après tout, le seul événement politique notable intervenu dans la vie de la majorité n'a-t-il pas été le ralliement au RPR du maire de Nice, ancien du Front national ? Le président, tout à son bonheur d'être président, ne s'appuie toujours que sur les 20,20 % du premier tour, c'est-à-dire sur une base bien faible pour affronter les temps difficiles.

J.-M. C.

Lire la suite page 12

## Profanations sataniques

DEPUIS le 8 juin, six cimetières ont été profanés en France. A Toulon, quatre jeunes gens ont été arrêtés pour avoir planté un crucifix dans la dépouille mortelle d'une femme décédée en 1976. Trois d'entre eux se sont dits fascinés par Satan et par la mort. Selon les spécialistes du satanisme, ce phénomène ne traduit pas l'implantation d'organisations structurées, mais la dérive d'adolescents en quête d'identité. De la Norvège à la Pologne, d'autres pays sont confrontés aux mêmes problèmes. La musique joue un rôle essentiel chez ces jeunes, en particulier le black metal, l'une des formes du hard rock.

Lire page 8

## Couacs franco-allemands sur la défense

QUAND, voilà quelques mois, la France a annoncé que, pour des raisons financières et stratégiques, elle allait passer à l'armée professionnelle et « remettre à plat » les programmes d'armement, ce fut un tollé en Allemagne. Le ministre de la défense, Volker Rühe, eut des mots peu amènes pour son collègue français, reprochant à Charles Millon non seulement de ne pas l'avoir tenu informé, mais même de lui avoir menti.

Ces frictions avaient beau être nées en haut lieu, il fallut que Jacques Chirac se rende à Bonn à la mi-mai pour que la bonne entente franco-allemande soit publiquement rétablie.

Deux points de la réforme décidée à Paris étaient particulièrement sensibles pour les Allemands : l'abandon de la conscription provoquait un débat sur leur propre service militaire, dont ils se seraient bien passés, tandis que la remise en cause, même démentie, des programmes communs d'armement - hélicoptères NH 90 et Tigre, avion de transport du futur - leur donnait la fâcheuse impression de s'être fait flouer quand le chancelier Kohl avait accepté, en décembre 1995, de participer au satellite

d'observation Helios II, enfant chéri du président de la République.

Voici que, moins de six mois plus tard, ce sont les Allemands eux-mêmes qui s'interrogent sur l'avenir de la conscription et qui, les économies budgétaires faisant loi, nourrissent des doutes sur le financement des programmes communs.

Ce n'est pas seulement la faute des Français. Tout le monde est d'accord à Bonn pour dire que, avec ou sans la réforme lancée par Jacques Chirac, la question du service national se serait posée. Helmut Kohl a beau répéter que la conscription est l'école et la garantie de la démocratie, le principe du service militaire pour tous (les garçons) est depuis longtemps écorné.

Les considérations stratégiques qui ont amené Jacques Chirac à privilégier des forces professionnelles pouvant être « projetées » dans des crises régionales, par rapport à une armée chargée de la défense du territoire, ne sont pas absentes des réflexions allemandes.

Daniel Vernet

Lire la suite page 12

## Francofolies, douzième



JEAN-LOUIS FOULQUIER

AVEC ses allures de père tranquille et son expérience de la vie de bohème, Jean-Louis Foulquier, natif de l'île de Ré, est le patron des Francofolies, qu'il a créées à La Rochelle, puis exportées au Québec, en Belgique et en Argentine. animateur de radio - son « Studio de nuit » est devenu célèbre parmi les artistes -, il ouvre, vendredi 12 juillet, la douzième édition de son festival.

Lire page 22

International	2	Aujourd'hui	17
France	5	Agenda	20
Société	1	Abonnements	20
Cronique	1	Météorologie	20
Horizons	10	Mots croisés	20
Entreprises	20	Culture	21
Finances	15	Radio-Télévision	21



**RUSSIE** Une bombe a explosé, jeudi matin 11 juillet, dans un trolley-bus en plein centre de Moscou. Cet attentat non revendiqué intervient au moment où les différentes

factions de l'entourage du président Boris Eltsine se livrent à d'intenses luttes de pouvoir. ● **L'ENQUÊTE** d'un journal russe accuse les « durs », limogés entre les deux

tours de l'élection présidentielle, d'avoir exercé une corruption à grande échelle. ● **LE PRÉSIDENT ELTSINE** a demandé, mercredi, des « corrections sérieuses » à la poli-

tique économique, prônant une politique de relance pour financer, notamment, ses promesses électorales alors que le chef du gouvernement, Viktor Tchernomyrdine, affirme que

la priorité est à la lutte contre l'inflation. Le FMI a demandé à Moscou de se préoccuper avant tout de la situation budgétaire. (Lire aussi notre éditorial page 12.)

## Des accusations de corruption aggravent la « guerre des clans » au Kremlin

Boris Eltsine a multiplié les engagements économiques contradictoires dans son discours télévisé, mercredi 10 juillet. Il n'a pas commenté les luttes d'influence de son entourage, relancées par des « affaires » révélées par la presse

MOSCOU

de notre correspondante  
L'activité publique de Boris Eltsine reste, depuis la mise à l'écart dramatique des chefs de ses services de sécurité il y a trois semaines, limitée à d'épisodiques allocutions télévisées pré-enregistrées, au contenu très vague et largement coupé de la réalité. C'est de cette manière que le président est encore intervenu, mercredi 10 juillet, pour prendre acte de l'annonce officielle de sa réélection, faite la veille par la commission électorale centrale. Mais Boris Eltsine n'a pas jugé bon d'évoquer à cette occasion la reprise - contrairement à toutes ses promesses - des bombardements aériens à grande échelle en Tchétchénie. Il les avait justifiés la veille par un bref communiqué en rejetant toute la responsabilité sur les indépendantistes. Le président n'a pas non plus réagi à la publication dans la presse, trois jours plus tôt, de graves accusations contre le clan déchu de ses proches (les généraux Alexandre Korjakov, Mikhaïl Barsoukov et l'ex-numéro deux du gouvernement, Oleg Soskovets), mais surtout contre leur ami encore en fonction, le ministre des sports, Chamul Tarpichev.

Entraîné par Boris Eltsine, renommé pour ses capacités à relever, en cas de besoin, l'hu-



meur défaillant du président, Chamul Tarpichev était aussi président du Fonds national du sport (FNS), un organisme qui fut doté du privilège d'importer, sans taxes, alcool et cigarettes en Russie. L'hebdomadaire Novaya Gazeta l'a accusé, lundi, de même que les autres membres du « clan », de liens étroits avec la mafia, de pillage des richesses de l'Etat sous prétexte d'aide à la campagne électorale de M. Eltsine, et d'assassinats pour effacer les traces de ces turpitudes. Ces accusations, pour « banales » qu'elles puissent paraître en Russie, dé-

fraient néanmoins la chronique et ont amené les députés communistes de la Douma à demander, mercredi, au Parquet l'ouverture d'une enquête.

Les faits rapportés sont en bien des points exacts, selon des spécialistes moscovites des affaires criminelles. Ils mettent en cause de célèbres « parrains » russes vivant à Paris et à Londres, liés au partage de la propriété, toujours en cours, du secteur métallurgique russe que gère Oleg Soskovets. Ce partage, qui a fait en moins de trois ans des dizaines de morts (plus, dit-on, que le nombre

des victimes des privatisations dans le secteur du pétrole), était placé sous la responsabilité de M. Soskovets, avant son renvoi par Boris Eltsine entre les deux tours de l'élection présidentielle, en même temps que celui de ses amis, les généraux responsables des services secrets présidentiels.

Mais le but poursuivi par les auteurs des révélations, visait à accabler le « clan », semble dépasser de loin le simple journalisme d'investigation, auquel affirme se livrer l'auteur de la publication, Alexandre Minkine, un journaliste de réputation « libérale ». Ce der-

nier a mis les accusations dans la bouche du successeur de M. Tarpichev à la tête du Fonds national du sport, un jeune « businessman » du nom de Boris Fedorov nommé à ce poste au moment où les affaires du FNS se sont mises à déclinier - ses privilèges furent réduits au moment où ses obligations de dépenses - électorales et autres - s'élevaient.

LE RETOUR DE M. KORJAKOV ?

Se sentant menacé, M. Fedorov aurait fait, à la mi-avril, un enregistrement de ses déclarations, utilisé par Alexandre Minkine. Le jeune Fedorov fut arrêté peu après et remplacé à la tête du FNS par un adjoint du général Korjakov. Relâché, il fut victime d'un attentat dont il a néanmoins échappé. Interrogé au téléphone, mercredi, par un autre quotidien russe « dans un hôpital d'Europe » où il se cachait, M. Fedorov a partiellement reconnu les propos qui lui ont été attribués, mais a accusé en retour les auteurs de la publication « d'avoir tout mélangé » pour « dresser contre lui » tous les clans à la fois. « Ceux qui se battent contre Korjakov comprennent que si ce dernier parvient à redresser sa position [auprès de Boris Eltsine], il les déchirera en morceaux », a-t-il dit à la Komsomolskaya Pravda.

De telles péripéties montrent

que la lutte féroce qui se poursuit dans l'ombre en Russie, pour les richesses et pour le pouvoir, ne s'est pas arrêtée le 20 juin, quand le « clan des libéraux », mené notamment par l'ancien numéro deux du gouvernement et père des privatisations, Anatoli Tchoubaï, a réussi à convaincre Boris Eltsine de se débarrasser, avant le second tour du 3 juillet, du « clan Korjakov », seul vrai contre-poids en Russie au pouvoir croissant des « batons » du secteur de l'énergie.

Le président semble ne s'en être pas encore relevé, mais M. Tchoubaï et ses amis veulent apparemment pousser l'avantage acquis à la faveur de l'élection et s'assurer qu'aucun retour en arrière n'est possible. Alors que des rumeurs à Moscou affirment qu'Alexandre Korjakov va occuper de nouvelles fonctions à l'administration présidentielle, son rival Viktor Ilouchine, premier assistant du président, a affirmé, mercredi, que c'est au contraire Anatoli Tchoubaï qui devrait être nommé prochainement à un poste important de « conseil » auprès du président. Et ce, en dépit des récents démentis de ce dernier, affirmant qu'il allait abandonner tout emploi auprès du gouvernement ou de l'administration présidentielle.

Sophie Shihab

### Les Tchétchènes déplorent 500 victimes

Les bombardements massifs menés par les forces russes en Tchétchénie depuis le début de la semaine ont fait plus de 500 victimes - 370 morts et 170 blessés - dans les rangs tchétchènes, a affirmé, mercredi 11 juillet, Movladi Oudougov, le porte-parole des indépendantistes. « Le nombre de morts est extrêmement élevé car on ne s'attendait pas à une offensive aérienne et à des attaques de l'artillerie lourde dans des villages aussi peuplés », a-t-il estimé.

Appuyés par endroits par l'artillerie et les lance-roquettes multiples GRAD, des avions et des hélicoptères sont revenus de quart d'heure en quart d'heure, mercredi, bombarder les villages montagnards au Sud. Le service de presse des forces russes a affirmé que ces frappes « précises » visaient « l'état-major du dirigeant indépendantiste, Zelimkhan Iandarbiev ». - (AFP)

### Le président et son premier ministre divergent sur la politique économique

MOSCOU

de notre correspondant  
Après l'élection présidentielle, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, reconduit dans ses fonctions, a jugé que l'heure était désormais au serrage des celaturs après les excès de la campagne. Il s'agit de boucher rapidement les trous du budget pour éviter une crise majeure à l'automne, notamment une reprise de l'inflation. Mais dans un discours télévisé à la nation, mercredi 10 juillet, Boris Eltsine a clairement annoncé que la lutte contre l'inflation ne serait plus la priorité. Le président a promis de « sérieuses corrections » de sa politique économique après l'« importante leçon » de la présidentielle. « Le but principal est de faire revivre la production, d'assurer des commandes aux entreprises et du travail aux gens, d'élever le niveau de vie de chaque famille russe », a déclaré M. Eltsine.

Bref, le président a assuré que

ses promesses de campagne seraient respectées. Son conseiller économique, Alexandre Livchits, avait précisé mardi qu'« une inflation basse ne peut plus être le but final de la politique économique ». M. Livchits avait souligné que la priorité « est désormais la hausse des investissements et la reprise de la croissance ». Pourtant, la fameuse « stabilisation » est loin d'être acquise. Elle est notamment menacée par les dépenses de la campagne électorale et la chute, pendant cette période, des rentrées fiscales. Selon M. Tchernomyrdine, pour les six premiers mois de l'année, les recettes fiscales des budgets de l'Etat et des régions sont inférieures de 15 milliards de dollars (78 milliards de francs) aux objectifs. Au premier semestre, le gouvernement n'a réussi à collecter que 60 % des sommes prévues dans le budget.

Au lendemain du scrutin, le représentant du Fonds monétaire international à Moscou, qui

n'avait que des éloges à faire pendant la campagne, a changé de ton. Le gouvernement doit « s'occuper de la situation budgétaire afin d'augmenter les revenus aussi vite que possible et s'assurer que le programme de dépenses correspond aux buts généraux du budget », a déclaré Thomas Wolf. « La très mauvaise collecte des impôts, le versement des retraites, le financement exagéré des régions et les taux d'intérêt artificiellement élevés des titres d'Etat vont avoir une influence très négative sur la situation budgétaire à l'automne », a reconnu M. Livchits.

Entre le programme de « relance » du président russe, réélu sur un programme de « gauche », et celui d'austérité de son premier ministre, garant de la « stabilité », la contradiction semble évidente. Pour poursuivre, voire augmenter les dépenses sans relancer l'inflation, les autorités russes n'ont qu'une solution : améliorer les recettes fiscales de l'Etat. Le pre-

mier ministre a donc annoncé son intention de combattre « les faibles rentrées fiscales ainsi que les exonérations excessives d'impôts ».

### Le FMI, qui n'avait que des éloges à faire pendant la campagne, a changé de ton

Selon un expert du ministère russe des finances, le gouvernement a l'intention d'imposer de sévères amendes, voire un contrôle d'Etat, aux entreprises qui refusent de payer leurs impôts. Les autorités veulent aussi renforcer le contrôle sur les exportations d'énergie et le paiement des droits sur l'alcool. Le gouvernement veut également fi-

nançer son emprunt de façon non inflationniste en empruntant, notamment sur le marché international, en eurobonds. Sur le marché russe, les autorités ont l'intention de réduire sérieusement les intérêts offerts sur les bons du Trésor, qui assurent en partie le financement du déficit budgétaire. A la veille de l'élection, ceux-ci avaient atteint le taux record de près de 200 % d'intérêt par an. Ils sont redescendus à 90 % après le scrutin mais c'est encore très supérieur aux taux d'inflation, qui ne devaient pas dépasser 25 % à 30 % cette année. Une réduction des taux d'intérêt pourrait avoir plusieurs conséquences négatives. D'abord, l'Etat risque d'avoir des difficultés à emprunter sur le marché intérieur à ces taux peu alléchants. Ensuite, la réduction des taux d'intérêt sur les bons du Trésor pourrait précipiter une crise bancaire.

Jean-Baptiste Naudet

### En Ukraine, la jeune garde des entrepreneurs se lance à l'assaut de la bureaucratie rouge

KIEV

de notre envoyée spéciale  
Valentin Kobelanski, trente-quatre ans, appartient à la nouvelle génération d'entrepreneurs privés ukrainiens : celle des « trentenaires » qui tentent, non sans mal, de déborder « ces directeurs rouges quinquagénaires, issus de la vieille nomenklatura, qui veulent tout contrôler », celle qui doit se débrouiller dans les « espaces gris » d'une législation kafkaïenne où « chaque loi en contredit une autre », celle, surtout, qui rêve d'une Ukraine « européenne » et non plus rattachée, aux yeux du monde, à son grand voisin oriental, la Russie. Valentin Kobelanski est l'un de ces hommes d'affaires « précurseurs », qui s'abonnent au Financial Times plutôt qu'à Izvestia et qui négocient des contrats avec Hambourg et Londres plutôt qu'avec Moscou. « Je suis certain que mon pays ne suivra pas la voie russe, qui est celle du désordre et des affrontements », dit-il, ajoutant que, pour réussir en Ukraine, deuxième pays d'Europe après la Russie pour la superficie, « il faut comprendre les règles. Or, les règles ne sont pas toujours les lois... »

A Kiev, Valentin Kobelanski est le « roi de la distribution ». Il a ses gardes du corps et prend ses vacances au bord de la Méditerranée. Sa compagnie, MDM (Marketing Development Manufacturing), touche à tout : « Nous écoutons la

vodka Smirnoff, le Malibu, le Cinzano, nous faisons venir une trentaine de camions par semaine d'Europe occidentale, nous importons du café de Colombie via Helsinki, du fromage via l'Allemagne, des haricots, des cacahuètes, des soupes Knorr, du Pepsi, des cigarettes. Notre réseau compte 3 000 points de vente dont 1 000 kiosques à Kiev, nous louons des locaux à IBM, General Electric et Bayer », énumère le PDG qui reconnaît qu'« il n'y a pas moyen d'importer de façon locale » en raison du chaos juridique. Pour encore se diversifier, il projette de construire une fabrique d'instruments gynécologiques et une usine de café. Le chiffre d'affaires prévu pour 1996 est de 28 millions de dollars (145 millions de francs), en augmentation de 30 % par rapport à 1995. Les 200 employés de MDM reçoivent un salaire d'environ 900 francs (trois fois le salaire moyen ukrainien) et disposent de soins médicaux gratuits.

UN SYSTÈME BANCAIRE FAIBLE

« Je suis docteur en géophysique et fils d'ingénieurs, jamais je n'aurais cru devenir distributeur d'alcool », constate Valentin Kobelanski dont les premières affaires juteuses remontent à 1989 dans l'immobilier, « à une époque où rien n'était privatisé » mais où tout contact bien placé dans l'administration facilitait les ventes d'immeubles. MDM compte

aujourd'hui comme principal actionnaire le Fonds ukrainien, une organisation pilotée par l'IFC (une filiale de la Banque mondiale), la BERD et une banque de Boston qui a accordé des prêts à une vingtaine d'institutions ukrainiennes ayant au moins 51 % de capital privé.

Ce genre de « success story » est encore rare en Ukraine où la transition vers une économie de marché se fait à pas comptés en dépit de la violence affichée par le président Leonid Koutchma, d'« accélérer » le processus, notamment au moyen de remaniements ministériels intervenus depuis le mois de mai. Cinq ans après le démantèlement du système soviétique, la part de l'économie privée dans le produit intérieur brut ukrainien est de 35 % (60 % dans les Pays baltes). Le montant des investissements étrangers est de 700 millions de dollars (en Pologne voisine, ils atteignent 6,8 milliards de dollars). Mais l'Ukraine a fait bien du chemin depuis 1993 où le pays semblait au bord du gouffre avec une hyperinflation de 4 740 % (l'inflation est de 350 % pour l'année 1995), et une loi adoptée, en mars, vise à attirer de nouveaux investisseurs.

L'un des principaux obstacles au développement de l'entreprise privée reste la faiblesse du système bancaire, « minuscule et passif » selon l'économiste cana-

dien Peter Sokhan, conseiller auprès du Parlement de Kiev. « La somme totale des actifs des quelque 220 banques ukrainiennes est de seulement 10 milliards de dollars, ce qui correspond à une seule banque occidentale de petite taille. » Il n'est pas pessimiste pour autant : « L'environnement est en train de changer. Avant, les banques prêtaient seulement aux amis d'amis, aux vieux apparatchiks. Voilà qu'elles commencent à s'intéresser aux nouveaux entrepreneurs, ceux qui ont percé, par exemple, dans la vente, le commerce... »

Alexandre Pashaver, conseiller économique du président Koutchma, estime que soixante-dix ans de communisme n'ont pas complètement tué l'esprit d'entreprise en Ukraine. « Traditionnellement les Ukrainiens n'attendent rien de l'Etat qui les a toujours opprimés. C'était après tout un pays où la terre, si fertile, pouvait nourrir l'importe qui. Aussi le caractère national ukrainien est-il prédisposé au petit business individuel... »

Dépourvu d'hydrocarbures (dont l'exportation fait la fortune de plus d'un business russe), l'Ukraine de demain sera-t-elle un pays de petites et moyennes entreprises ? C'est ce qu'espère Viktor Skrotovski, qui a récemment fondé Holn, une société mixte américano-ukrainienne qui fabrique 80 types différents d'aiguilles chirurgicales dans la banlieue

de Kiev en employant vingt personnes, dont son épouse, Tania, chargée de la comptabilité. Une production locale pour un marché local. Viktor Skrotovski prévoit de vendre cette année 200 000 aiguilles chirurgicales (à 4 dollars chacune) aux divers hôpitaux du pays, qui manquent cruellement d'instruments neufs. Il guette avec impatience l'émergence d'une médecine privée.

LA REVANCHE D'UN ENNEMI DU PEUPLE

Face au dédale bureaucratique, la clé du succès, explique-t-il, est de « savoir distinguer du premier coup d'oeil à qui on a affaire : est-ce un gros bras du racket, l'ancien membre du Parti ou bien un opportuniste facile à mettre dans sa poche ? ». La réussite de Viktor Skrotovski a surtout un goût de revanche : fils d'un « ennemi du peuple », victime de la répression stalinienne, il avait lui-même été renvoyé de son poste de professeur de mécanique appliquée en 1985, puis détenu dans un hôpital psychiatrique, le KGB l'accusant de soutien au dissident Andreï Sakharov. Aujourd'hui, les hôpitaux rattachés à d'anciens du KGB achètent ses aiguilles à tour de bras. « Ceux qui me persécutaient sont défunts, mais mes clients », constate-t-il avec ironie.

Natalie Nougayrol



مكتبة النهر

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 12 JUILLET 1996 / 3

## L'enquête sur les charniers provoque des tensions en Bosnie

Les équipes du Tribunal pénal international veulent fouiller huit fosses communes avant l'hiver pour rassembler des preuves des massacres

Des enquêteurs internationaux poursuivent l'exhumation de corps dans l'est de la Bosnie, accumulant les preuves des massacres de musulmans commis par les Serbes il y a tout juste un an. Mandatée par

le Tribunal pénal international de La Haye, l'équipe rassemble des policiers, des médecins, des démineurs et des archéologues. Ils ont commencé leurs travaux dimanche, près du village de Cerska, à quelques kilo-

mètres de Srebrenica, l'enclave musulmane tombée aux mains des Serbes le 11 juillet 1995. Protégés par la force multinationale de l'OTAN, l'IFOR, les enquêteurs regagnent chaque soir une base militaire

américaine pour y passer la nuit. Un groupe d'une vingtaine d'experts finlandais, mandaté par les Nations unies, a lui-même été contraint de quitter la Republika Srpska, pour des raisons de sécurité.

CERSKA (Bosnie orientale)

de notre envoyé spécial  
L'exhumation des corps des « disparus » de Srebrenica se poursuit. Les enquêteurs travaillent méticuleusement, et ont découvert les dépouilles de vingt-cinq victimes. Ce premier charnier se trouve près du village de Cerska, à 30 kilomètres de l'ancienne enclave musulmane, tombée le 11 juillet 1995 aux mains des forces serbes. La mission d'enquête du Tribunal pénal international (TPI) devrait durer trois mois, au cours desquels huit fosses communes seront fouillées.

Le charnier est situé au bord d'un chemin de campagne, non loin de la route Sarajevo-Belgrade. Sur une longueur de 30 mètres, des amas de terre ont été déversés. Dès leur arrivée sur les lieux, les enquêteurs se sont assurés que l'endroit n'était pas miné, piégé. Ils ont ensuite débroussaillé le peu de végétation, avant de commencer à creuser, lentement, armés de pelles et de pioches. Une chaussure apparaît parfois, ou un os.

Les hommes de TPI deviennent alors de plus en plus minutieux. « Les corps sont à l'état de squelettes », raconte William Haglund, le chef de la mission. Nous devons être très prudents afin de sauvegarder les preuves dont nous avons besoin. Nous devons veiller à ne pas disperser les morceaux d'un même corps. Par exemple, nous nous attachons à ne jamais emporter une main sans les doigts qui lui appartiennent. »

En trois jours, vingt-cinq dépouilles ont ainsi été exhumées, « enchevêtrées sur trois niveaux », selon M. Haglund. Jusqu'ici, les corps demeurent dans la fosse

commune, recouverts de bâches en plastique afin de les protéger du soleil, de la pluie ou des animaux sauvages. A partir de jeudi, ils devaient être peu à peu transportés vers une morgue à Tuzla, en zone bosniaque, afin d'y être expertisés. « Les analyses devaient permettre de déterminer le sexe et l'âge de la victime, ainsi que la cause de la mort », précise l'enquêteur. En revanche, nous avons très peu d'espoir de réussir à identifier les corps. » Un an après les massacres de Srebrenica, qui ont entraîné la mort présumée de huit mille hommes, les familles attendent encore des nouvelles de leurs parents disparus.

UN ENQUÊTE CRUCIAL

Sur le sentier de Cerska, le travail continue. Les enquêteurs sont policiers, médecins, démineurs, archéologues... Recrutés par le Tribunal de La Haye, certains sont des spécialistes des fosses communes, qui ont pratiqué des excavations de charniers sur tous les continents. Selon leurs pre-

mères observations, plusieurs dizaines de personnes pourraient avoir été réunies au bord du talus, avant d'être exécutées par des rafales de fusils automatiques. Des douilles ont été retrouvées parmi les corps. Ensuite, l'engin de chantier aurait recouvert les cadavres de terre.

Cette fosse commune serait cependant minime par rapport aux autres charniers que visitera la mission d'enquête. Certains sites pourraient recueillir des centaines de cadavres, parfois plus d'un millier. Les multiples précautions dont s'entourent les enquêteurs ne leur permettent toutefois que de creuser sept ou huit fosses communes avant l'arrivée de l'hiver, dans les régions de Srebrenica et de Vukovar (Croatie), contre vingt répertoriées à l'origine.

Leurs recherches serviront à étayer l'accusation du TPI à l'encontre de l'armée serbe de Bosnie, et de son chef Ratko Mladic, inculpé de « crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide » pour avoir personnellement su-

pervisé les carnages commis dans la région. Le « président » serbe bosniaque, Radovan Karadzic, est également inculpé. La semaine dernière, lors des lectures des actes d'accusation à La Haye, le tribunal a estimé que les crimes de Srebrenica étaient les plus graves survenus en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

L'enjeu de la mission d'enquête est donc crucial. Il ne fait plus aucun doute que les hommes de Srebrenica, séparés de leurs femmes et de leurs enfants sous les yeux des « casques bleus » de la Forproun, ont été massivement abattus. Trop de réfugiés, et de rares rescapés, ont raconté des histoires semblables. Les satellites espions américains avaient photographié des champs de terre retournée d'où les prisonniers avaient disparu.

MEMOIRES

Plus récemment, à La Haye, un jeune soldat de l'armée serbe (lui-même étant d'origine croate), Drazen Erdemovic, a reconnu avoir participé à l'élimination des musulmans de Srebrenica, et a confirmé la présence du général Mladic dans le secteur (Le Monde daté 7-8 juillet).

L'important demeure que des experts internationaux déterminent les causes exactes de la mort. MM. Karadzic et Mladic, s'ils sont arrêtés de nier l'existence des charniers, affirment que les victimes furent tuées au cours de combats réguliers. Les traces de balles sur les os, les lambeaux de vêtements civils, les éventuels cadavres de femmes ou d'enfants devraient contredire les théories de « Pale ». L'accumulation de preuves pourrait accroître la

pression sur la communauté internationale, afin qu'elle réagisse plus fermement au refus des Serbes de collaborer avec le TPI.

Les autorités de Pale ont d'ailleurs expulsé, mercredi 10 juillet, une équipe d'enquêteurs de l'ONU qui tentaient d'identifier d'autres cadavres près de Srebrenica. Non-mandatés par le Tribunal de La Haye, ces experts étaient envoyés par le Centre pour les droits de l'homme des Nations unies, et rassemblaient des squelettes abandonnés dans un champ. Puisque les hommes du TPI sont occupés à creuser les charniers, l'ONU avait souhaité récupérer les corps de ces victimes.

La mission a été interrompue, officiellement parce qu'elle n'avait « pas obtenu les garanties de sécurité de la part des autorités serbes ». Il semblerait en fait que les experts ont reçu de claires menaces des Serbes de Srebrenica, déjà peu ravis de voir travailler la mission du TPI, placée sous la protection des soldats de l'OTAN.

Sur le sentier de Cerska, l'odeur de mort est de plus en plus tenace, au fur et à mesure que les corps sont déterrés. Plus loin, le long du chemin, des maisons détruites évoquent aussi la réalité quotidienne de la « purification ethnique ». Ici, il n'y a pas eu de combats violents, et les habitations ont été rasées avec de l'explosif, parce qu'elles étaient musulmanes. Les toits sont avachis dans l'herbe folle. Les gens sont parfois parvenus à fuir, lorsqu'ils ont eu de la chance. Des autres ne subsistent que ces restes que les équipes du TPI s'efforcent de mettre à jour.

Rémy Ourdan

## Le rattachement de la Wallonie à la France évoqué à la Chambre belge

BRUXELLES

de notre correspondant

Pour la première fois, le rattachement éventuel de la Wallonie à la France a été évoqué au cours d'un débat à la Chambre des représentants belge, mercredi 10 juillet. Les députés examinaient un projet de loi-cadre sur la réforme de la Sécurité sociale, une occasion pour certains élus flamands de développer le thème de la « Wallonie profiteur » et de demander la fin du système national de protection sociale, un des derniers symboles de la Belgique unitaire de naguère.

En pleine séance publique, Claude Eerdeken, chef du groupe des socialistes francophones, a fini par exploser : « Si une majorité de Flamands pense comme vous, alors les heures de ce pays sont comptées. [...] Nous, Wallons, sommes fiers de nous trouver à côté d'un grand pays comme la France. Si vous voulez que la France se trouve aux portes de Bruxelles, alors allez-y. » Réponse immédiate d'un libéral flamand (VLD), en français : « Vous voulez la France, eh bien, allez à la France ! »

Il existe à Liège un Mouvement wallon pour le retour à la France, et quelques hommes politiques passent pour avoir des sympathies « rattachistes », mais la question de l'avenir de la Wallonie en cas d'éclatement de la Belgique est taboue dans les propos officiels. D'où l'émotion suscitée par l'intervention de M. Eerdeken. Celui-ci a ensuite nuancé ses paroles : « J'ai simplement voulu dire aux Flamands de faire gaffe. » Pour sa part, Didier Reynders, personnalité libérale de l'opposition francophone (PSC), s'est ironiquement étonné que « le PS opte pour la France de Chirac » et a invité les francophones à « se réunir pour réfléchir à leur avenir ». Au nom du Parti social-chrétien francophone, associé au PS dans la coalition gouvernementale, le député Jacques Lefèvre a estimé que « les Wallons veulent rester Belges et solidaires de Bruxelles ».

L'hypothétique rattachement de la Wallonie à la France ne résoudrait pas le problème de Bruxelles, francophone à 85 % mais enclavée en Flandre et revendiquée comme capitale par bien des Flamands. Témoins des surenchères entre jusqu'au-boutistes des deux bords, les Bruxellois sont de moins en moins rassurés. Ils s'interrogent notamment d'un discours aujourd'hui fréquent chez les Flamands : si la Belgique ne peut pas satisfaire à temps aux critères de convergence de Maastricht et perd, de ce fait, les avantages supposés du partage de la monnaie unique européenne avec les pays les plus performants, ce sera à cause des Wallons.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Jean de la Guévière

Peter Piot, responsable du programme des Nations unies de lutte contre le sida

## « Il faut négocier avec les multinationales pharmaceutiques afin d'abaisser le coût des médicaments antisida »



PETER PIOT

sida de l'OMS notamment - l'accent était essentiellement mis sur la prévention. Avec Onusida, nous avons cherché à faire évoluer les choses et à mettre également l'accent sur la prise en charge thérapeutique. - Voulez-vous dire que vous travaillez la main dans la main avec Act Up ? - Onusida n'a pas de stratégie commune avec Act Up. A la veille de la conférence de Vancouver, nous avions néanmoins discuté de ces questions. J'ai pour ma part toujours été très choqué par la limitation géographique de certaines revendications associatives. Il ne peut pas y avoir de véritable solidarité dans le champ du sida dès lors que celle-ci est limitée à son village.

### Trois millions d'enfants contaminés par leur mère

Onusida a annoncé, mardi 7 juillet à Vancouver, le démarrage d'un nouvel essai clinique visant à prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Trois millions d'enfants ont été contaminés de cette manière depuis le début de l'épidémie, dont près de 90 % en Afrique subsaharienne. 1 900 femmes enceintes séropositives participent à cet essai qui sera conduit dans trois pays (Afrique du Sud, Tanzanie et Ouganda). Cette étude utilisera une association d'AZT et de trois TC.

Vancouver nous montre que la nécessité d'une solidarité internationale est présente dans bon nombre de discours.

- Il y a une dizaine d'années, les organisations sanitaires internationales estimaient qu'il ne fallait pas faire du sida un cas particulier et que la solution résidait dans le programme dit des « médicaments essentiels », visant à mettre à la disposition du tiers-monde l'essentiel de la pharmacopée utile via des médicaments génériques. Onusida a-t-il sur ce point une analyse différente ?

- Oui et non. J'estime que le programme des médicaments essentiels, qui reste prédominant à l'OMS notamment, doit être poursuivi. Pour autant, nous devons chercher et améliorer l'accès aux médicaments pour un groupe spécifique, celui des sidéens. Nous devons le faire dès maintenant pour limiter dans le tiers-monde la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Il y a en effet une forte demande sociale sur ce thème parce qu'il s'agit de la maternité, de la génération future. C'est pourquoi nous allons soutenir un essai sur ce thème, mené auprès de 1 900 femmes enceintes séropositives dans trois pays d'Afrique (voir ci-dessous). Nous pouvons aujourd'hui travailler à plusieurs niveaux. Avoir une approche immédiate plus opportuniste et nous inscrire également dans le long terme afin de modifier les structures sociales à des fins préventives.

- Le coût des nouveaux médicaments antisida est-il aujourd'hui un obstacle infranchissable pour le tiers-monde ?

- Ce coût n'est qu'un des aspects de la prise en charge. Il faut bien évidemment négocier avec les firmes productrices. On peut ici faire de substantielles économies d'échelle. Plus le volume des médicaments commandés sera grand et plus le prix baissera. Il n'est pas très réaliste de demander à l'industrie et aux multinationales pharmaceutiques de vendre à perte. Nous ne

sommes absolument pas dans une telle perspective. Il n'est pas question de notre point de vue de reproduire une stratégie « missionnaire » consistant à distribuer simplement les médicaments. Il nous faut travailler dans le tiers-monde avec des infrastructures médicales ou associatives, permettant - comme en Ouganda - d'œuvrer au service de la santé publique. Le parachutage des médicaments (ceux contre le VIH, les médicaments antituberculeux, les antibiotiques, les antidiabétiques et les antihypertenseurs) serait la pire des choses.

- Pensez-vous pouvoir faire l'économie d'un conflit avec les multinationales pharmaceutiques ?

- Oui. Personne ne gagnerait à ce type d'opposition. Des collaborations sont possibles. Dans l'étude africaine mère-enfant, GlaxoWellcome donnera les médicaments et collaborera pleinement à ce travail. La société Janssen fournit également une aide notable pour les médicaments antifongiques. Nous n'avons pas encore véritablement discuté et négocié avec les firmes - Merck, Abbott et Roche - qui commercialisent les antiprotéases dans les pays industrialisés. L'intérêt d'une telle collaboration ne se réduit pas pour les firmes à une question d'image. Il y a également des marchés non négligeables à gagner dans les pays à économie émergente, en Asie notamment. Nous pouvons également compter avec quelques personnalités véritablement engagées pour des raisons individuelles dans certaines multinationales, comme chez GlaxoWellcome.

- Cette collaboration avec les multinationales pharmaceutiques vaut-elle également pour les vaccins contre le sida, domaine dans lequel aucun progrès n'est plus enregistré depuis quelques années ?

- On note plusieurs évolutions importantes. Pour la première fois, le monde associatif demande, aux Etats-Unis notamment, que l'on in-

tensifie les travaux sur les vaccins. Jusque-là, les associations faisaient valoir que les ressources disponibles devaient surtout être consacrées aux traitements. A l'inverse, les investissements nécessaires pour le développement d'un vaccin antisida ne sont toujours pas faits. Le groupe Méricum - Connaught reste ici une exception remarquable dans un paysage où le nombre de firmes productrices va en diminuant. Je ne peux pas prendre position sur la responsabilité des producteurs de vaccins. J'estime en revanche qu'il y a une responsabilité morale du secteur public et de ses organismes de recherche. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Jean de la Guévière

## RAPPORT FAUROY



Lisez avant de juger !

calmann-lévy

La diffusion des savoirs



## Paris « s'interroge » sur la régularité de l'élection présidentielle au Niger

NIAMEY. La police a de nouveau fait usage de gaz lacrymogène, mercredi 10 juillet, à Niamey, pour disperser des manifestants protestant contre la manière dont le chef de la junte, le général Ibrahim Baré Maïnassara, a pris le contrôle du dépouillement du scrutin présidentiel après avoir supprimé la commission électorale nationale indépendante. Quelques vingt-cinq opposants ont été interpellés devant le siège du parti de Mahamane Ousmane, l'ex-président renversé en janvier, indique l'AFP. Selon des résultats publiés mercredi, et contestés par l'opposition, M. Maïnassara l'aurait emporté avec 52,22 % des suffrages ; M. Ousmane, deuxième, en aurait 19,75 %. L'opposition reproche à la France son soutien à M. Maïnassara. « Les événements qui se sont produits depuis quarante-huit heures... soulèvent des interrogations », a commenté, à Paris, le Quai d'Orsay.

### AFRIQUE

■ **OUA** : le sommet de l'Organisation de l'unité africaine a pris fin, mercredi 10 juillet, à Yaoundé, avec l'adoption d'une résolution approuvant le principe d'une intervention internationale pour tenter de mettre un terme à la guerre civile au Burundi. Ce principe, établi le 25 juin à Arusha (Tanzanie) par les États de la région des Grands Lacs, voisins du Burundi, devait avoir l'aval de l'OUA ; mais son application reste incertaine tant les dirigeants burundais sont divisés à son sujet. — (AFP)

■ **SOMALIE** : douze personnes ont été tuées et dix-huit autres blessées, selon des témoins, dans la nuit de mardi 9 au mercredi 10 juillet, lors d'affrontements entre milices rivales à Mogadiscio. Des tirs sporadiques ont encore été entendus mercredi. — (AFP)

### ASIE

■ **CHINE** : le bilan des inondations de fin juin s'aggrave ; il s'élevait jeudi 11 juillet à 556 morts au moins. Neuf provinces sont touchées, principalement le Hubei. Quelque 15 millions de personnes sont affectées et 140 000 sont isolées. — (AFP)

■ **PAKISTAN** : « aucune irrégularité » n'a été commise lors de l'achat récent de quarante Mirage III à la société française SAGEM, a déclaré le lundi 8 juillet le ministre de la défense pakistanaise. Selon la presse nationale, ce contrat, qui a porté sur 118 millions de dollars, aurait donné lieu à versement de pots-de-vin. La société française doit reconformer l'électronique d'appareils achetés essentiellement dans l'Hexagone. Leur livraison est prévue en 1998. — (AFP)

### EUROPE

■ **BOSNIE** : la commission électorale de Mostar refuse de publier les résultats officiels définitifs des élections, dix jours après la tenue de ce premier scrutin depuis le début de la guerre en Bosnie, a indiqué, mercredi 10 juillet, de l'administration de l'Union européenne. Seuls des résultats partiels, montrant la victoire des nationalistes des deux bords, ont été rendus publics. Le scrutin a été organisé par l'UE, qui administre Mostar depuis juillet 1994. — (AFP)

■ **UKRAÏNE** : Pavel Lazarenko a été reconduit au poste de premier ministre, mercredi 10 juillet, par le Parlement de Kiev, dominé par les communistes. — (AFP)

■ **REPUBLIQUE TCHÈQUE** : 200 écologistes tchèques et étrangers ont mis fin, mercredi 10 juillet, au blocus partiel de la centrale nucléaire de Temelin (sud de la Bohême) qu'ils avaient entamé dimanche 7. La mise en service est prévue pour 1998. — (AFP)

### AMÉRIQUES

■ **COLOMBIE** : Santiago Medina, ex-trésorier de la campagne du président Ernesto Samper, a été condamné à six ans de prison pour avoir accepté de l'argent provenant du trafic de la drogue en vue de financer les activités électorales du futur chef de l'État, a indiqué, mercredi 10 juillet, la presse colombienne. — (AFP)

### ÉCONOMIE

■ **MAROC** : le déficit commercial a atteint 33,9 milliards de dirhams (20 milliards de francs) en 1995, indique la Banque commerciale du Maroc publiée mercredi 10 juillet. Cette étude note que « l'inflation a pu être contenue dans la limite de 6,3 %, contre 5,1 % en 1994 ». Le secteur agricole a reculé de 45 % du fait de la sécheresse. — (AFP)

■ **ALLEMAGNE** : pour faciliter ses ventes d'armes, Bonn a décidé que, s'agissant de matériels conçus par l'Allemagne en coopération avec des Européens, l'autorisation d'exporter relèvera du gouvernement du pays dans lequel est située l'entreprise réalisant la plus grande part de la commande. — (AFP)

■ **JORDANIE** : les bailleurs réunis par la Banque mondiale ont annoncé mercredi 10 juillet l'octroi à la Jordanie d'un crédit de 1 milliard de dollars (5,2 milliards de francs), dont 600 millions sont prévus dès 1996. — (AFP)

### PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des Minutes du Secrétariat-Greffier de la Cour d'Appel de Versailles  
Par arrêt en date du 28.02.96 la 9ème Chambre de la Cour d'Appel de Versailles, a condamné Mr SOUM Pierre, demeurant 6, route de Valmy, chez M. STURN, 66700 ARGELLES S/MER, à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis pour :  
Soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, fraude fiscale, possession d'écritures incriminées ou fausses, délits commis couramment, 1990/1991 à Châteaufortaine en Yvelines. A ordonné la publication ainsi que l'affichage de ladite décision par Extrait. Pour extrait conforme. P.le Greffier en Chef.

### CABINET DE MAÎTRE EVANGELISTA, AVOCAT ALA COUR

Par arrêt de la Cour d'Appel de PARIS, 11ème Chambre (A), en date du 12 Juin 1996, Jean PEYRELEVADE, Président-Directeur-Général du CREDIT LYONNAIS, a été condamné sur le fondement des articles 29 alinéa 1 et 32 alinéa 1er de la loi du 29 juillet 1881, à verser la somme de 40.000 Frs de dommages et intérêts à Jean-Louis LAGUENS, ancien directeur de l'Agence du CREDIT LYONNAIS du CAIRE, pour avoir publiquement diffamé celui-ci, lors d'une conférence de presse tenue à LONDRES le 7 Avril 1995.

## L'attitude de M. Nétanyahou inquiète les partisans de la paix

Le sort d'Hébron reste en suspens

L'intransigeance manifestée par le premier ministre israélien, mardi 9 et mercredi 10 juillet lors de sa rencontre avec Bill Clinton à Washington, a suscité de vives inquiétudes dans les territoires palestiniens et en Syrie mais aussi chez les travaillistes israéliens, qui craignent que le processus de paix soit en danger de mort.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Inquiétude et émotion. Au lendemain de la première rencontre entre le président Bill Clinton et le nouveau chef de l'exécutif israélien, Benjamin Nétanyahou, tous ceux, israéliens et Arabes, qui soutiennent le processus de paix au Proche-Orient s'inquiètent de l'intransigeance réitérée, à Washington, par le premier ministre de l'État juif.

« Le monde arabe explose de colère », a expliqué, mercredi 10 juillet, sur la chaîne de télévision publique, Ehoud Yari, éditeur-éditeur vedette d'Israël. « Jamais, a-t-il ajouté, depuis la première conférence israélo-arabe de Madrid, en octobre 1991, on n'avait entendu un discours aussi violent et pessimiste qu'aujourd'hui ».

Soulignée à longueur de colonnes par la presse locale, la « froideur » apparente des relations entre l'allié numéro un d'Israël et le premier ministre de la droite refait, selon la plupart des commentateurs, « un abysse » qui ne pourra, « si Bill Clinton est réélu en novembre, que s'accroître ».

« Une froide étreinte », a titré, à la une, le Yediot Aharonot, premier quotidien du pays. « Rendez-vous en novembre », a annoncé un éditorial du même journal, tandis que Maariv, quotidien de droite, a expliqué que, quatre mois avant les élections, « Clinton avait besoin de montrer aux Juifs américains qu'il reste un ami d'Israël et que par conséquent ils peuvent encore voter pour lui ».

Battus aux élections générales du 29 mai, les travaillistes, qui étaient et qui demeurent largement minoritaires au sein de la

communauté juive américaine organisée, n'ont plus ces pudeurs.

« Le processus de paix est en danger de mort », a ainsi expliqué, sur les ondes de la radio publique, l'ancien ministre de la santé, Ephraïm Soeb. « M. Nétanyahou, a-t-il ajouté, veut au moins 250 000 colons juifs dans les territoires (palestiniens) cette année (au lieu de 145 000 actuellement, hors Jérusalem-Est). Cela signifie qu'il ne pourra pas y avoir deux entités nationales distinctes, israélienne et palestinienne ».

Les accords d'Oslo signés en septembre 1993, à Washington, sont-ils déjà morts ? « Je ne veux pas être celui qui annoncera cela », répond Ahmed Tibi, conseiller arabe israélien de Yasser Arafat. Mais si on veut le tuer, il n'y a qu'à continuer sur la ligne suivie depuis un mois. « Conçus dans une demi-douzaine de « confettis » autonomes dépourvus de continuité territoriale entre eux et bouclés par quatre mois pour « raisons de sécurité », les Palestiniens prennent peu à peu la mesure du danger qui les menace ».

« Le processus de paix est en train de nous filer entre les doigts comme du sable », s'exclame Saeb Erakat, « ministre » des collectivités locales de l'Autorité autonome que préside Yasser Arafat. « Quand M. Nétanyahou parle de paix, note-t-il, il le fait en anglais, mais quand il s'agit de l'appliquer, il donne des instructions totalement différentes en hébreu ». Regrettant qu'aucune « pression américaine ne soit exercée sur Nétanyahou », Freilich Abou Meddine, « ministre » de la justice, estime que « la politique israélienne, comme l'ont prédit les dirigeants égyptiens, risque... de... ».

### Pas de « mur de Berlin » à Jérusalem

S'adressant à une session commune des deux Chambres du Congrès américain qui l'a ovationné, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a déclaré, mercredi 10 juillet, que Jérusalem « ne sera jamais divisée de nouveau » et que les Israéliens « ne laisseront jamais un « mur de Berlin » être érigé dans la Ville sainte. « Nous ne voulons chasser personne mais nous ne nous laisserons pas chasser », a-t-il ajouté.

A l'autre part invité la communauté internationale à « faire bien davantage » pour empêcher l'Irak et l'Iran « d'acquiescer la puissance nucléaire », Téhéran étant, à ses yeux, gouverné par le régime « le plus dangereux ». Lors d'une conférence de presse au National Press Club, M. Nétanyahou a accusé la Syrie de « mener une campagne de terreur par procuration » en utilisant le Hezbollah chiite libanais. C'est pourquoi, a-t-il dit, l'État juif doit maintenir une « zone tampon » au Liban sud. Il a invité Damas à « démanteler » le parti chiite pro-iranien. — (AFP)

## Malgré des assouplissements, la rigidité de l'emploi au Japon continue à pénaliser les jeunes

### TOKYO

correspondant

Depuis les années 50, le rituel annuel de l'embauche n'a guère changé dans les entreprises japonaises. Au début de l'été, les grandes entreprises accueillent des vagues de jeunes diplômés ; tout au long de carrières qui progresseront à un rythme similaire, ils continueront à se connaître par référence à leur année d'embauche, comme s'il s'agissait d'une même « promo » d'université. Le 1er juillet s'est ouverte la période officielle de recrutement de ceux qui obtiendront leur diplôme en mars suivant. Un parcours du combattant : jadis courtisés, les étudiants doivent aujourd'hui assister par centaines à des séminaires de recrutement et enchaîner des entretiens de pré-sélection dans les entreprises.

Les conditions ont changé depuis la fin des années de forte croissance. En 1994, les étudiants sont même entrés dans la « super-ère glaciale de l'embauche ». L'an dernier, les deux tiers seulement des diplômés « bac + 4 » ont trouvé un travail, contre 81 % en 1990. Cette année, cependant, les grandes entreprises, ragillardes par la baisse du yen et la hausse des profits, ont annoncé que l'embauche reprendrait un peu en mars 1997. Une bonne nouvelle pour les diplômés. L'aggravation du chômage, qui a culminé à 3,5 %

en mai dernier, a particulièrement touché les jeunes : 7 % des moins de 24 ans étaient sans emploi. Phénomène nouveau : certains des nouveaux embauchés continuent de chercher ailleurs. Adeptes des petits boulots, les « free-lancers » ont rendu populaire un nouveau mode de vie, en rébellion ouverte contre « Japan Inc. ».

### Une reprise sans embauches

Dans son dernier rapport mensuel, l'Agence de planification économique japonaise confirme le diagnostic de reprise économique dans le pays — la hausse de 3 % du PIB au premier trimestre 1996 est la plus forte depuis vingt-trois ans sur cette période. Les investissements et la demande privée sont en train, estime-t-elle, de « reprendre le rôle moteur », même si des interrogations subsistent pour certains secteurs. Les commandes de biens d'équipement, en particulier, en hausse pour le huitième mois consécutif, ont augmenté de 18,9 % en mai, après 17,9 % en avril. La dépréciation du yen favorise aussi les exportations. Mais l'Agence constate que le chômage demeure le point noir et que la production industrielle reste atone. — (AFP)

Ces évolutions ne sont probablement que le prélude à des mutations beaucoup plus profondes de la structure de l'emploi au Japon, à la fois pour répondre aux besoins de la situation économique actuelle et aux aspirations nouvelles de la population. Le livre blanc sur le travail, que le ministre du travail, M. Takano Nagai, a présenté début juillet au conseil des ministres, souligne sans ambages que l'emploi à vie et

la promotion à l'ancienneté, trop rigides, sont mal adaptés aux évolutions économiques et démographiques : en 2010, près de 30 % des travailleurs auront plus de 55 ans, l'âge où les salaires atteignent leur niveau le plus élevé. Que ce constat soit repris par les plus hautes instances gouvernementales montre que l'idée d'un assou-

plissement du système est acquise. Mais, malgré tous les signes d'effritement du système de l'emploi à vie et d'avancement à l'ancienneté relevés par la presse nipponne depuis deux ans, les pratiques n'ont guère changé, et continuent à jouer contre les jeunes. Selon le Livre blanc, 4,3 % seulement des entreprises interrogées auraient adopté un système de promotion au mérite. Récemment, plusieurs instituts écono-

miques avaient déjà montré la faible proportion d'entreprises passées à l'acte. Cette situation contraste avec les attitudes des jeunes : selon le rapport, seulement 20 % de « 20-29 ans » souhaitaient en 1995 rester dans la même entreprise, alors qu'en 1987, tous les âges confondus, 52,6 % des travailleurs condamnaient le fait de changer de travail. Par ailleurs, la formation des salariés dans l'entreprise, longtemps considérée comme une force du système japonais, serait devenue inadaptable, selon le rapport, qui recommande vivement de faire appel à l'extérieur : à des centres de recyclage ou à des programmes de perfectionnement universitaires.

Le marché du travail ne répond pas davantage, d'après le Livre blanc, aux besoins des femmes qui ont des enfants : 42,7 % des femmes interrogées désirent reprendre un travail au bout de quelques années, mais la majorité, contraintes d'abandonner leur poste, ne retrouvent ensuite que des emplois à temps partiel. Seulement 2,5 % des postes permettant de poursuivre une carrière ascendante sont occupés par des femmes. Devant toutes ces rigidités du système de l'emploi, on comprend pourquoi la crise actuelle est vue par certains comme salutaire.

Brice Pedroletti

## Un islamiste conseille le retrait des forces occidentales d'Arabie saoudite

L'UN DES OPPOSANTS islamistes les plus en vue au régime saoudien, Oussama Ben Laden, « conseiller » à la Grande-Bretagne et à la France de retirer leurs forces d'Arabie saoudite. Dans un entretien recueilli dans la province de Nangarhar, en Afghanistan, et publié mercredi 10 juillet par le quotidien britannique The Independent, M. Ben Laden a déclaré : « Il n'y a pas longtemps, j'ai conseillé aux Américains de retirer leurs troupes » du royaume wahabite. « Je conseille aujourd'hui aux gouvernements britannique et français de retirer leurs [propres] troupes, parce que ce qui s'est passé à Ryad et à Khobar montre que les auteurs savent très bien choisir leurs cibles. Ils frappent leur ennemi principal, qui sont les Américains. Ils n'ont pas tué d'ennemis secondaires, ni leurs frères de l'armée ou de la police saoudiennes ».

M. Ben Laden, qui a été déchu de sa nationalité saoudienne il y a un peu plus de trois ans, faisait allusion aux attentats qui, le 13 novembre 1995, à Ryad, et le 25 juin 1996, à Khobar, dans l'est du pays, ont tué vingt-quatre Américains. Dirigeant de l'Organisation (islamique) de la réforme et du conseil, M. Ben Laden s'est réfugié en mai en Afghanistan, après avoir été expulsé du Soudan sous la pression des États-Unis, qui accusent Kharouf de soutenir des organisations terroristes.

Des membres de la communauté française à Djeddah, interrogés samedi à l'occasion de la visite officielle en Arabie saoudite du président Jacques Chirac, avaient affirmé au Monde qu'aucune menace n'avait été adressée jusqu'alors aux Français, en contrepartie, selon eux, qu'aux citoyens britanniques, bien que des soldats des deux nationalités participent, aux côtés des forces américaines, à la surveillance du sud de l'Irak à partir du territoire saoudien.

### « SAUVEURS ET ENVAHISSEURS »

Ces Français avaient indiqué que les autorités saoudiennes, qui, depuis l'attentat de Khobar, ont considérablement renforcé la garde des mini-cités habitées par les Américains, avaient jugé inutile d'en faire de même pour les communautés d'autres pays occidentaux. Selon un directeur de société qui a requis l'anonymat, le consulat du Canada a conseillé par écrit aux ressortissants canadiens de « ne pas se trouver au mauvais moment au mauvais endroit ». Ce qui revient à dire, faisait-il remarquer : fréquenter le moins possible les Américains.

Un militaire expliquait de son côté que les terroristes semblaient prendre pour seule cible les États-Unis parce que, depuis la guerre contre l'Irak en 1991, les Américains sont à la fois « les sauveurs et les envahisseurs ». L'image du sauveur s'est de plus en plus estompée, au profit de celle d'« envahisseur », les Américains se comportant, aux yeux des Saoudiens, comme en terrain conquis, ajoutait-il.

Dans son entretien à l'Independent, M. Ben Laden, dont les auteurs de l'attentat de Ryad s'étaient idéologiquement réclamés, n'en revendique pas pour autant la responsabilité, pas davantage que celle de l'attentat de Khobar. Il estime néanmoins que ces actes marquent « le début de la guerre entre les musulmans et les États-Unis ». Membre de l'une des plus riches familles saoudiennes, M. Ben Laden disposerait, selon l'hebdomadaire Time Magazine, d'une fortune personnelle de quelque 300 millions de dollars.

Après l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, il fut l'un des principaux dirigeants de volontaires arabes partis combattre l'armée rouge. Ceux-ci étaient alors soutenus et encouragés par l'Arabie saoudite et par les États-Unis, qui qualifiaient les résistants à l'invasion soviétique de « combattants de la liberté ».

Mourid Naim

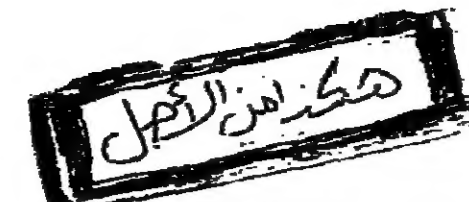
DESPER

L'armée de ter

Des policiers des ambassades et des Britanniques de



anyahou  
de la paix



## FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 12 JUILLET 1996

**DÉFENSE** Le projet de restructuration des armées, dont Jacques Chirac doit s'entretenir, vendredi 12 juillet, au ministère de la défense, avec les officiers titulaires de grands

commandements interarmées et chefs de corps, prévoit la suppression, en trois ans, de quelque trente-huit formations de combat et de soutien de l'armée de terre et celle,

des 1997, de cinq bases aériennes. **CHARLES MILLON**, ministre de la défense, doit détailler ces dissolutions, le 16 juillet, d'abord à une centaine d'officiers généraux réunis à

l'Ecole militaire, puis aux préfets des régions ou départements concernés. Il sera entendu le lendemain par les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat. **LE DÉFILÉ** du

14 juillet associera cette année des policiers et des ambulanciers militaires. Des aviateurs britanniques de la Royal Air Force survoleront les Champs-Élysées.

# L'armée de terre va perdre trente-huit régiments en trois ans

Annoncée après le 14 juillet, la réorganisation des forces, que le gouvernement voudrait accélérer, n'épargnera pas l'Eurocorps. Les préfets vont être informés avant les commissions parlementaires, devant lesquelles le ministre de la défense se rendra le 17 juillet

L'ARMÉE DE TERRE doit se préparer à supprimer, durant les trois années à venir, quelque trente-huit de ses formations de combat et de soutien. L'armée de l'air aura fermé cinq bases aériennes dès l'an prochain. Le service de santé des armées réorganisera ses hôpitaux, et la marine fera de même avec certains de ses établissements, en liaison avec la restructuration attendue des arsenaux. Ce plan n'épargne pas les forces françaises basées en Allemagne, même si la France se déclare toujours liée par ses engagements sur l'Eurocorps.

Seule, pour l'instant, la gendarmerie n'est pas directement touchée par cette rétraction du dispositif militaire, que le ministère de la défense préfère qualifier de « mesures d'adaptation » dans le cadre de la professionnalisation progressive des unités et de la réduction de leur « format ». Charles Millon, ministre de la défense, doit détailler ces dissolutions, le 16 juillet, d'abord à une centaine de ses grands subordonnés à l'Ecole militaire, ensuite aux préfets des régions ou départe-

ments concernés. Enfin, les commissions de la défense de l'Assemblée nationale et du Sénat ont prévu d'entendre M. Millon, le 17 juillet, avant qu'il s'explique devant la presse.

Auparavant, Jacques Chirac se sera rendu, vendredi 12 juillet, à une réception dans les jardins et les salons de l'hôtel de Brienne, au ministère de la défense, à laquelle huit cents titulaires de grands commandements interarmées et chefs de corps ont été invités. Le chef de l'Etat pourra évoquer de nouveau, comme il l'a fait le 23 février à l'Ecole militaire, les raisons de la réforme en cours.

### SITUATION STABILISÉE EN 1999

Le président de la République ne souhaite pas que la réorganisation du dispositif militaire traîne trop en longueur. Pour d'évidentes raisons de cohérence et d'efficacité du nouveau système à mettre en place, notamment pour ce qui concerne les forces proprement opérationnelles, mais aussi pour des considérations d'ordre psychologique et matériel, qui touchent à la mutation des per-

sonnels d'active et aux répercussions sur leur vie familiale ou la scolarité des enfants. On devrait s'attendre à une accélération de ces mesures dites d'adaptation, de façon que, pour l'essentiel, le plan se rapportant plus spécialement à l'armée de terre soit stabilisé en 1999 au plus tard.

En effet, le plan triennal 1997-1999, qui sera révélé au début de la semaine prochaine, prévoit que trente-huit régiments seront supprimés, y compris des régiments-écoles, comme celui de l'Ecole d'application de l'arme blindée et de la cavalerie de Saumur. Dans ce dernier cas, les matériels resteront sur place, et les formations tenues à des périodes d'instruction devront se déplacer dans les camps d'exercice. Des écoles seront regroupées, comme celles des sous-officiers techniciens et d'active d'Issoire (Puy-de-Dôme) et de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), qui seront réunies à Saint-Maixent, un régiment de transmissions s'installant, en échange, à Issoire.

A ce jour, l'armée de terre aligne quelque cent quatre-vingts régiments de combat et de soutien.

Durant les trois années en question, les réorganisations s'appliqueront à un régiment sur cinq. Durant les trois années suivantes, c'est-à-dire de 2000 à 2002, année qui marque la fin de la programmation militaire, désormais approuvée par le Parlement, ce sont surtout les structures de commandement et le soutien réservé aux forces qui devraient faire l'objet des réformes.

Ces « mesures d'adaptation » ne sont pas sans conséquences sur le déploiement militaire français en Allemagne. Pour des raisons politiques assez compréhensibles, il est difficile de ne pas toucher au dispositif outre-Rhin actuel, alors que de nombreuses communes en France perdraient leurs garnisons, dans le même temps, avec tous les effets économiques et sociaux que de telles disparitions entraînent localement.

### 12 BASES AÉRIENNES FERMÉES

A terme, le volume des forces françaises en Allemagne devrait donc passer - avec l'assentiment des autorités fédérales à Bonn - de 20 000 à environ 3 000 hommes.

Pour autant, la France ne se désengage pas de l'Eurocorps, ce corps d'armée de 50 000 hommes qu'elle a formé avec l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique, et dont les missions demeurent inchangées. Elle désignera des unités dites « abonnées » à l'Eurocorps, qui en feront partie intégrante et qui manœuvreront avec les formations alliées à partir du sol national où elles resteraient stationnées. En ce sens, la France ne ferait que reprendre une formule déjà en vigueur avec l'Espagne et avec la Belgique, dont les troupes affectées à l'Eurocorps restent sur le territoire national.

Quant à l'armée de l'air, il est prévu qu'elle cherche à rationaliser ses implantations actuelles, avec, d'ici à 2002, la disparition d'une douzaine de ses bases sur les quarante-quatre qu'elle

La gendarmerie, dont les effectifs croîtront de 4,5 % durant les six années à venir, attendra la fin de 1996 pour commencer à remanier son dispositif. Des discussions avec le ministère de l'Intérieur et, sur le plan local, avec les préfets devraient être entreprises à cette fin, à la suite d'un arbitrage rendu par les services du premier ministre.

Le redéploiement des unités de gendarmerie - une force de sécuri-

### Oskar Lafontaine écrit à Jacques Chirac

Oskar Lafontaine, qui est en même temps président du Parti social-démocrate allemand et ministre-président de la Sarre, a écrit à Jacques Chirac pour lui expliquer qu'il ne voit aucun inconvénient à ce que les troupes françaises quittent l'Allemagne, à condition qu'il en reste dans son Land. Il a insisté sur les liens d'amitié entre la Sarre et la France pour justifier cette demande.

Le président de la République a répondu à M. Lafontaine qu'il sera tenu au courant en temps utile... par l'intermédiaire du chancelier. Le chef de l'opposition allemande n'a pas apprécié d'être ainsi placé dans un état de subordination par rapport à Helmut Kohl.

compte aujourd'hui. Sur les bases nouvelles seront regroupées plusieurs des activités dont l'armée de l'air a la charge, pour des raisons d'économies. Dès 1997 auront été fermées cinq installations d'importance variable, à Chartres (Eure-et-Loir), à Cenon (Gironde), à Toul (Meurthe-et-Moselle), à Limoges (Haute-Vienne) et sur le plateau d'Albion, avec le 1<sup>er</sup> groupement de missiles stratégiques, qui devrait être démantelé d'ici à septembre 1999.

Le statut militaire mais à vocation interministérielle n'est pas un problème spécifique de défense. Il est lié à la définition d'une politique de la ville (dans les « zones franches », par exemple) et il dépendra de la solution retenue pour ce qui est de la répartition des prérogatives police-gendarmerie dans les zones de police d'Etat et dans les zones de responsabilité exclusive des gendarmes.

Jacques Isnard

## Charles Millon relance les activités du comité stratégique

MINISTRE DE LA DÉFENSE, Charles Millon a annoncé, le 10 juillet, sa décision de relancer les activités du comité stratégique qui rassemble, sous sa présidence, les grands responsables du ministère de la défense et dont le secrétariat est assuré par Jean-Claude Mallet, le délégué aux affaires stratégiques (DAS). Le comité avait été mis en veilleuse après avoir achevé ses réflexions sur la programmation militaire 1997-2002 et l'armée professionnelle.

Créé en 1995, le comité stratégique réunit notamment, outre les chefs d'état-major, les hauts responsables de la défense, tels le délégué général pour l'armement, le secrétaire général de la défense nationale, le secrétaire général pour l'administration des armées et le titulaire de la DAS. Au cours d'une vingtaine de rencontres, présidées par M. Millon, le comité stratégique avait mis au point le projet de réorganisation des armées, la restructuration des industries de défense et la programmation militaire (1 100 milliards de francs de crédits aux armées en six ans).

Depuis, le comité stratégique avait vocation à disparaître, sauf l'un de ses groupes de travail, le numéro 5, pour continuer ses réflexions sur la modernisation de la gestion du ministère de la défense au titre des études sur la réforme de l'Etat. Cependant, M. Millon a décidé que le comité stratégique, dans son intégralité, devra prolonger et élargir ses activités à partir de septembre. Il devrait devenir un instrument de contrôle des ré-

formes entreprises dans les armées - « pour examiner si cette réforme est menée à bien avec fermeté et souplesse », selon une expression de M. Millon - et proposer au président de la République les « ajustements » qui s'imposent en matière de restructurations militaires, de professionnalisation, de réorganisation des industries de défense (les armements terrestres et les constructions navales) et de mise sur pied du « renouveau des armées ».

De même, M. Millon a demandé au comité stratégique de réfléchir à une série d'orientations stratégiques à long terme. Les thèmes définis sont l'exportation des armements, la recherche, l'espionnage, la coopération internationale et la réforme de l'OTAN. Ces réflexions seront soumises à de nouveaux conseils de défense présidés par M. Chirac.

Enfin, le ministre de la défense a décidé de prolonger la mission confiée au général Pierre de Percin-Northumberland, qui préside une commission chargée de déterminer la nouvelle organisation territoriale des armées en harmonie avec le « découpage » administratif civil. Cette commission butte sur plusieurs difficultés, notamment la coordination qui devrait exister entre les commandements des trois armées, ceux de la gendarmerie et les diverses circonscriptions administratives civiles.

J. I.

## Des policiers, des ambulanciers militaires et des Britanniques défilent le 14 juillet

TROIS NOUVEAUTÉS devaient marquer, dimanche 14 juillet, le défilé militaire sur les Champs-Élysées, qui a été placé sous le signe des forces armées françaises mises « au service du respect du droit international et de la sécurité intérieure ». Ce défilé, que présidera Jacques Chirac, mobilise 104 avions et 6 hélicoptères de l'armée de l'air, 15 avions et 8 hélicoptères de la marine, 29 hélicoptères de l'armée de terre, 300 véhicules, 250 chevaux et 4 500 hommes de troupes à pied.

Pour la première fois depuis trente-huit ans, la police nationale, qui a été requise en 1959 pour la sécurité intérieure dans le cadre du plan Vigipirate de lutte contre le terrorisme, défilera avec deux unités sous les ordres du commissaire divisionnaire Jean-Pierre Rousseau. Il faut remonter à 1958, lorsque des CRS ont défilé sur les Champs-Élysées, pour trouver un précédent. Cette fois-ci, il s'agit, d'abord, de détachements de la direction centrale de la sécurité publique, de la direction centrale de contrôle de l'immigration et de lutte contre l'emploi de clandestins (l'ex-police de l'air et des frontières), des CRS et de la préfecture de police de Paris. Il s'agit, ensuite, de 120 policiers auxiliaires, c'est-à-dire de jeunes volontaires du service national en stage à l'école nationale de police

de Fos-sur-mer (Bouches-du-Rhône).

La deuxième innovation sera le défilé à pied - et non pas en véhicules comme pour des 14-juillet précédents - de 126 conductrices-sambulancières de réserve, revêtues de la tenue de combat et portant le brassard à croix-rouge. Ce corps est hérité de volontaires, qui débarquèrent en Normandie et en Provence pendant la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, ce sont des réservistes, qui exercent des métiers très divers dans le civil, de celui d'infirmière à celui d'avocate, en passant par le journalisme ou l'éducation nationale. Trois d'entre elles servent aujourd'hui en Bosnie dans une unité médicale de la division française qui est intégrée à la force internationale de paix de l'OTAN.

### UNE DOUBLE CÉLÉBRATION

Le défilé s'achèvera sur une troisième nouveauté, dans les airs. En effet, 4 avions Tornado et 3 Harrier de la Royal Air Force britannique survoleront les Champs-Élysées, derrière un avion-ravitailleur C-135 français, et ils seront suivis de 7 avions Mirage F1CT français, simulant un ravitaillement en vol derrière un appareil VC10 britannique.

Des Britanniques avaient défilé, en France, en 1939, pour symboli-

ser l'entente cordiale menacée par la montée du nazisme en Allemagne. Cette fois-ci, la France et le Royaume-Uni ont voulu célébrer de la sorte un double événement : la coopération de leurs deux armées dans l'ancienne Yougoslavie, d'abord dans le cadre de l'ONU, puis dans celui de l'OTAN, et la création, en octobre 1995, par Jacques Chirac et John Major, d'un commandement commun de leurs aviations (le groupe aérien européen franco-britannique ou Gaebo), à Wycombe, qui est une structure chargée de planifier des opérations de crise conjointes. A cette occasion, le « patron » de la Royal Air Force sera dans la tribune officielle aux côtés du chef d'état-major de l'armée de l'air française.

En 1994, François Mitterrand avait pris l'initiative de faire défilé à Paris des détachements de l'Eurocorps, un corps de 50 000 hommes composé à partir des forces françaises, allemandes, espagnoles et belges.

Les Parisiens devaient voir enfin quatre Mirage IVR, qui sont des bombardiers nucléaires - dont la mission vient de s'achever treute-

J. I.

On ne peut pas  
passer sa vie sans savoir.



CEP  
COMMUNICATION

Courrier International,  
un magazine  
du groupe C.E.P. Communication.



## M. Juppé et sa majorité s'accordent sur une allocation-dépendance réduite

Financièrement, le premier projet gouvernemental était inapplicable

Le Parlement devrait examiner, à l'automne, une proposition de loi créant une allocation de 4 300 francs par mois maximum pour les personnes âgées dépendantes

ALAIN JUPPÉ a reçu, mercredi 10 juillet, les dirigeants de sa majorité parlementaire ainsi que Jean Puech, sénateur PR et président de l'Association des présidents des conseils généraux (APCG), pour donner son feu vert à la proposition de loi sénatoriale sur la création d'une « prestation spécifique » en faveur des personnes âgées dépendantes. Cette réforme devrait être soumise au Parlement à l'automne et entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997. Le premier ministre remet ainsi sur le métier – mais à moindre coût – l'un des principaux engagements de Jacques Chirac au cours de sa campagne présidentielle.

Privé de toute marge de manœuvre financière par la dégradation des comptes de la Sécurité sociale et de l'Etat, M. Juppé a dû

tierce personne (ACTIP), actuellement financée par les départements. Cette dernière serait réservée aux handicapés, conformément à sa finalité initiale. L'allocation-dépendance serait versée en nature pour favoriser le développement des emplois d'aide à la personne et éviter qu'elle ne soit détournée de son objet. M. Juppé a, cependant, tenu à ce que les quelque cent quatre-vingt-dix mille personnes recevant actuellement l'ACTIP puissent continuer à bénéficier d'un versement en espèces. De même, l'expérimentation d'aide aux personnes dépendantes en cours dans douze départements se poursuivrait.

La prestation serait octroyée aux personnes vivant à leur domicile ou en établissement, dont le revenu net ne dépasse pas 7 694 francs par

ayant un revenu mensuel inférieur à 7 694 francs. Il est moins ambitieux que le projet gouvernemental reporté sine die faute de moyens financiers.

dont il bénéficie déjà. Les sénateurs ont également souhaité qu'au-delà d'un certain seuil, les départements puissent récupérer sur la succession les sommes versées au titre de cette prestation. Enfin, pour assurer une bonne coordination des aides servies par le département et la Sécurité sociale, comme l'aide ménagère, les conseils généraux et les caisses devront passer des conventions de coopération.

Le gouvernement estime que cette réforme marquera « un vrai progrès » en substituant une approche centrée autour des besoins de la personne à une logique administrative dans laquelle la prise en charge des personnes âgées dépendait essentiellement du statut de l'établissement où elles se trouvaient. Il y a, cependant, fort à parier que les conseils généraux, de plus en plus inquiets de la dérive des dépenses sociales, se montreront très rigoureux dans l'octroi de l'allocation-dépendance.

Jean-Michel Bezat

## Le PS propose une politique économique marquée par « l'audace et la maîtrise »

Henri Emmanuelli a été chargé par Lionel Jospin de préparer à l'automne la convention socialiste sur la redistribution

« IL FAUT FAIRE preuve d'audace et de maîtrise », Lionel Jospin a ainsi défini le cahier des charges de la convention du Parti socialiste sur la redistribution, ou plutôt la politique économique et sociale, en en définissant mercredi 10 juillet, devant le bureau national, l'organisation. Le premier secrétaire a confirmé que le grand ordonnateur de cette convention serait son prédécesseur, Henri Emmanuelli, qu'il avait déjà chargé, en octobre 1995, d'une mission sur la redistribution (*Le Monde* du 11 juin).

Un choix qui confirme, après celui d'un proche, Pierre Moscovici, pour l'Europe et celui de Jack Lang pour la démocratie, sa stratégie de rassemblement. Un choix qui marque aussi sa volonté d'exclure tout « modérantisme » dans un domaine sur lequel, a-t-il dit, le PS est très attendu, par son électeur comme par ses « adversaires ».

Comme pour la convention sur la démocratie, M. Emmanuelli se-

ra assisté par quatre commissions, avec pour chacune trois responsables. La première – « croissance et emploi » – sera pilotée par deux anciens ministres, Marie-Noëlle Lienemann (Gauche socialiste) et Dominique Strauss-Kahn, proche de M. Jospin, ainsi que par Vincent Peillon, porte-parole d'Agir en socialisme. La deuxième – « fiscalité et épargne » – est confiée à l'ancien secrétaire d'Etat Véronique Neiertz, secrétaire nationale sans affectation, emmanuelliste et auteur d'une loi sur le surendettement des ménages, au rocardien Alain Richard et au fabiusien Christian Pervet.

Trois anciens ministres – Elisabeth Guigou, Jean Poperen et Louis Mermaz – animeront la troisième : « cohésion sociale et solidarités territoriales ». Enfin, la quatrième – « culture et éducation » – réunit deux secrétaires nationaux, le rocardien Alain Bergougnoux et l'ancien ministre fabiusien Frédérique Bredin, et Jean Glavany, qui, proche de M. Em-

manuelli, a été secrétaire d'Etat à l'enseignement technique. Le calendrier donne le temps au temps. Installées début septembre, les quatre commissions prépareront leurs premiers rapports pour le 7 octobre, avec mise en place, le 8, d'une commission centrale de coordination. Celle-ci présentera son texte à un conseil national le 9 novembre, texte qui sera soumis au vote des militants entre le 15 novembre et le 6 décembre. Les travaux seront conclus par une convention nationale les 14 et 15 décembre.

COUP DOUBLE

En choisissant M. Emmanuelli, M. Jospin fait coup double. La posture de gauche de l'ancien président de l'Assemblée nationale lui permet de donner un signal fort sur sa volonté de proposer une politique en rupture tant avec celle du gouvernement qu'avec celle des derniers gouvernements socialistes. Ancien secrétaire d'Etat au budget, M. Emmanuelli, peu suspect de sympathie pour la « pensée unique », a souligné, devant le bureau national, qu'il serait un « coordinateur responsable ». Il a identifié deux attitudes possibles : un programme « à minima » et – ce qui a évidemment sa préférence – « des propositions courageuses ». Tactiquement, alors que cette convention risque de faire réapparaitre des clivages « gauche-droite » au sein du PS, M. Jospin se donne la possibilité, en l'ouvrant « à gauche », de mieux la maîtriser et d'éviter les débordements.

M. Jospin a aussi voulu faire un geste personnel à l'égard de son prédécesseur, dont il a été proche puis éloigné, surtout au moment de la campagne présidentielle, et dont il a apprécié le fait qu'il a manifesté en acceptant, il y a un an, de s'effacer, d'une façon de lui exprimer de nouveau sa solidarité, alors que la Cour de cassation pourrait se prononcer, avant la convention, sur le pourvoi intenté par M. Emmanuelli après sa condamnation en appel, dans l'affaire Urbis, à dix-huit mois de prison avec sursis, 30 000 francs d'amende et deux ans de privation des droits civiques.

Ariane Chemin

Michel Noblecourt

### Quatorze mille lits médicalisés

La proposition de loi sénatoriale prévoit une réforme de la tarification des établissements hébergeant des personnes âgées afin que leur prise en charge ne se fonde plus sur le régime juridique des établissements (maison de retraite, section de cure médicalisée, hôpital...), mais sur l'état de leurs pensionnaires. Le gouvernement travaille depuis plusieurs mois sur ce dossier, mais en raison de l'ampleur de la tâche, explique-t-on à Matignon, la réforme ne pourra pas entrer en vigueur avant 1998. Par ailleurs, Alain Juppé a confirmé à ses interlocuteurs parlementaires que, d'ici à la fin de 1997, 14 000 lits seraient médicalisés dans les maisons de retraite. Actuellement, de nombreuses personnes dépendantes sont hébergées dans des établissements non médicalisés. Faute de financement de l'assurance-maladie, ceux-ci rémunèrent le personnel paramédical qu'ils emploient sur le prix de journée – souvent très élevé – payé par les personnes âgées.

renoncer à un projet de loi plus ambitieux, qui avait été adopté le 4 octobre 1995 par le conseil des ministres. Ce texte prévoyait l'attribution d'une allocation d'un montant maximum de 4 300 francs à environ six cent cinquante mille personnes. « Contrairement à d'autres, nous ne ferons pas une réforme à crédit », souligne-t-on à Matignon, où l'on ajoute que le texte préparé au Sénat, qui concernera les personnes les plus modestes et les plus dépendantes, est la « première étape » d'une réforme plus large destinée, à terme, à couvrir toutes les personnes âgées dépendantes.

Le texte « d'attente » des sénateurs RPR et UDF reprend plusieurs points du projet gouvernemental. La prestation, d'un montant maximum de 4 300 francs par mois, remplacerait l'allocation compensatrice pour

mois, alors que le projet gouvernemental prévoyait un plafond plus élevé (9 329 francs). Le texte précise que l'allocation serait accordée par le président du conseil général. Une équipe médico-sociale serait chargée d'évaluer les besoins de la personne et de vérifier que l'aide est bien utilisée. Pour ce faire, elle s'appuierait sur la grille nationale d'évaluation de la dépendance, qui a fait ses preuves dans les douze départements expérimentaux. La prestation serait « révisée périodiquement » pour tenir compte de l'évolution de l'état physique et psychique de ceux qui en bénéficient.

Le projet prévoit aussi que le montant de l'allocation sera « modulé en fonction du besoin de surveillance et d'aide reçus par l'état de dépendance de l'intéressé », mais aussi de son environnement et des aides

## Les fantasmes du soldat Mitterrand

L'ÉCRITURE est presque définitive, même si elle s'est un peu allongée depuis. Sur dix petites feuilles de bloc, la nouvelle a été soigneusement calligraphiée à l'encre bleue, en ce mois de mai 1940, « peut-être pour être offerte à une dame amie », confie un expert. Premier accord, qui conte les « brèves amours » d'Élsa et de Philippe, est un texte littéraire inédit de François Mitterrand. Confiée à maître Loudmer par un collectionneur et mis à prix à 6 000 francs, mardi 9 juillet, à l'hôtel Drouot, le texte a été vendu 38 000 francs à Gérard Oberlé, écrivain, éditeur et libraire ami du président, aujourd'hui retiré au manoir de Pron, près de Châteauneuf-Chinon.

L'œuvre est de jeunesse, comme on dit poliment. Elsa, « visage précis et fin, yeux clairs », « riche et confuse chevelure blonde », réveille ses « brèves amours » par des promenades matinales dans la chambre, « vêtue de son peignoir bleu, chaussée de ses mules blanches brodées d'or ». Philippe l'observe depuis le lit. « Jamais elle n'avait osé parader nue dans la chambre, car Philippe possédait une pudique curiosité chez un homme dont la coquetterie, les manies, les délicatesses demeurent inégalement allusives ».

Les deux amants « ne savaient pas rire ensemble ». Elsa est « pétillante » dès le réveil, quand lui, paresseux au lit, « se débarrasse mal de la nuit ». Elsa « fredonne des airs à la mode », et Philippe est obligé de protester : « Tais-toi, ces rengaines sont insupportables ». Elsa se contente d'une « exubérance silencieuse », que seule tolère Philippe, se donne sans compter, ne parle pas « mariage » malgré sa « pureté ». Devant tant de complaisance et d'abnégation,

une envie de sang se mêle au désir de Philippe. « Le contact lui déplaçait de l'effluve crissante du peignoir sur sa peau et la ceinture trop longue qui lui battait les cuisses l'agaçait ». Alors que, « dans son rite matinal », elle applique son rouge à lèvres, le voilà qui la surprend par des « caresses renouvelées », et enlève son peignoir. « Le cou offert, bombé, elle semblait un marbre veiné, chaud, vibrant, lourd de vie ». Philippe « saisit ses seins de ses mains douces et appliqua sa bouche contre la sienne maquillée », observe cette bouche « agrandie, déformée et qui mangeait le visage comme une tache de rouille ». Ses éclats de rire sont trop longs, trop vifs. « Ce fut ce jour-là que Philippe ne revint plus ».

Gérard Oberlé n'a pas voulu du poème, *Phile assis*, vendu 8 000 francs dans le lot précédent : « Celui-là, il était franchement trop mauvais ». L'ancien libraire a acheté *Premier accord* « par affection » pour cet homme qu'il a connu « bien avant qu'il soit président », lorsqu'il venait flâner chez lui, rue Henner, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, pour acheter « un *Fargue* ou un *Lautréamont* ». Faut-il voir une ressemblance entre Elsa et Catherine Langeais, dont les récentes biographies ont révélé, à cette époque, la correspondance amoureuse avec François Mitterrand ? Les experts haussent les épaules, et songent à des inspiratrices plus nombreuses. « Comme le manuscrit s'est bien vendu, il ne m'étonnerait d'ailleurs pas qu'on voie surgir d'autres textes littéraires de ce genre », sourit avec malice l'ami acquéreur.

Ariane Chemin

Michel Noblecourt

## Les électeurs, les élections, les femmes et le moral des Français au menu de Matignon

ON DÉJEUNE beaucoup, dans la majorité, en ce moment. Mercredi 10 juillet, les principaux dirigeants de l'UDF et du RPR se sont retrouvés à l'hôtel Matignon pour le quatrième déjeuner de la majorité, organisé par le premier ministre et président du RPR, Alain Juppé. Ils ont décidé de se revoir, lundi 15 juillet, toujours à déjeuner, mais cette fois, dans le plus vieux café de Paris, le Procope, pour la première réunion du « conseil de l'union », une structure commune destinée à élaborer la stratégie électorale de la majorité pour les législatives.

A Matignon, mercredi, on a deviné élections et surtout électeurs. Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire et de la ville, et vice-président de l'UDF chargé des élections, a indiqué que, dans la perspective de 1998, « une trentaine de députés poseront problème de part et d'autre » parce qu'ils ne seraient plus « en phase » avec le terrain. Il a donc invité ses partenaires RPR à attacher un soin particulier au choix des investitures. Il a été conforté par Alain Juppé, qui a invité tous les responsables de la majorité à se saisir de cette question dès le mois de septembre. M. Gaudin, qui est également président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, se préoccupe aussi beaucoup des élections régionales. Avec ses onze collègues UDF patrons d'un exécutif régional, ils ont décidé, mercredi, de tenter de convaincre



Alain Juppé de réouvrir le dossier de la réforme du mode de scrutin qu'il a reformé il y a quelques semaines. « Nous avons parlé des Français, de la France, du moral des Français en espérant que la politique actuelle leur permette de comprendre qu'il n'y a aucune raison pour que ce moral soit bas », a expliqué, de son côté, Jean-François Mancol, secrétaire général du RPR. « Il faut éviter que le pessimisme ambiant s'auto-développe », observe-t-il. Les dernières études d'opinion le confirment. Après celles de l'IFOP, de la Sofres, de BVA ou de Gallup, une nouvelle enquête, réalisée les 5 et 6 juillet par l'Institut Louis-Harris

auprès d'un échantillon de 1 001 personnes et publiée par *Profession politique*, est venue confirmer, mercredi, la morosité des Français. Selon ce sondage, l'action du premier ministre est jugée de façon négative par 60 % des Français, contre 57 % en juin dernier. Plus inquiétant encore pour Alain Juppé : près du quart (23 %) des sympathisants du RPR et 41 % de ceux de l'UDF jugent que le gouvernement ne va pas dans le bon sens.

De tels résultats n'incitent pas la majorité à se chamailler. Deux jours après la révélation concernant la mise sur écoute téléphonique d'anciens collaborateurs de François

Léotard au ministère de la défense, le président de l'UDF et le premier ministre, qui avait autorisé cette procédure, se sont ostensiblement serré la main sur le parvis de Matignon devant les caméras et les objectifs des photographes. M. Léotard avait toutefois tenu à ce que le sujet ne fit pas totalement escamoté de l'ordre du jour de ce déjeuner. Alain Juppé a donc renouvelé les explications données dès lundi soir : Oui, ces écoutes ont été réalisées ; bien entendu, toutes les procédures prévues par la loi de 1991 sur les interceptions de sécurité « ont été strictement respectées ». Donc, « l'affaire est close », a confirmé, après M. Léotard, le premier ministre.

On pouvait donc passer aux choses sérieuses, parmi lesquelles la composition de la délégation de chaque parti, au sein du « conseil de l'union ». Initialement, le RPR et l'UDF devaient envoyer chacun quinze représentants. Le problème, c'est les femmes. Le RPR n'était pas peu fier d'en afficher deux, alors que l'UDF, qui n'en comptait que deux, faisait vraiment figure de parent pauvre. Plutôt que d'évincer un homme, les dirigeants de la confédération ont suggéré – et obtenu – d'augmenter d'un membre chaque délégation, afin de faire la place à une troisième femme.

Au sein de la majorité, les voix dissidentes sont venues de ceux qui avaient décliné l'invitation de Matignon. Parmi elles, Charles Pasqua, qui, dans un entretien accordé à *Paris-Match* (daté jeudi 11 juillet), se dit « furieux » de la situation économique et affirme : « Si nous ne faisons rien, nous risquons de perdre les

élections législatives ». « Les Français ont besoin d'un coin de ciel bleu », poursuit-il.

Absent lui aussi de ce déjeuner, comme des précédents, Édouard Balladur ne désarme pas davantage. Le programme de ses déplacements pour le dernier trimestre est déjà arrêté. Il se rendra notamment à Fréjus, la ville de François Léotard, et à Lyon, dont le maire est Raymond Barre. Dans le premier numéro de la lettre bimestrielle, tirée à quinze mille exemplaires, qu'il dirige avec Nicolas Sarkozy, il écrit que « personne ne peut être sûr de devenir à lui seul la vérité ».

Privé de déjeuner à Matignon par la volonté de François Léotard, Alain Madelin a trouvé l'hospitalité auprès des séguinistes, qui lui ont ouvert largement les colonnes de leur revue *Respublica*. « La majorité se trouve confrontée à une exigence accrue de la part de ses électeurs qui

ne se contentent plus de l'union sacrée, mais lui demandent de faire du neuf », observe-t-il, ajoutant que « le gouvernement dirige des élections électorales difficiles conciliables avec l'horizon des législatives ».

Le calendrier de réformes, il avait justement été question auparavant au cours du conseil des ministres. S'exprimant sans notes, François Bayrou a présenté celui de la réforme de l'éducation. Le président de la République, qui lui avait, à plusieurs reprises, séchement reproché son peu d'empressement, l'a écouté, le visage fermé. « Petit à petit, la réforme s'amplifie », a-t-il simplement commenté. Soucieux lui aussi du moral des Français, il a appelé ses ministres à leur porter la bonne nouvelle : le bac, au moins, s'est bien déroulé.

Résumé du service France

## ÉTVDES

Retrouvez notre sommaire de juillet sur :

Minitel : 3615 SJ Etudes

(2 23 1 la minute)

En vente dans les grandes librairies.

ETUDES - 144 pages - 58 F (11 n° par an)

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ (1) 44 39 48 48



مكتبة الرمال

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 12 JUILLET 1996 / 7

## M. Douste-Blazy dénonce « les critères de choix des ouvrages » de la bibliothèque d'Orange

Le maire Front national refuse les livres sur le racisme ou ceux d'auteurs lui déplaissant

Selon un rapport commandé par le ministre de la culture à l'inspection générale des bibliothèques, qui vient d'être rendu public, la biblio-

thèque municipale de la ville d'Orange, dirigée par le maire Front national Jacques Bompard, se livre à un choix d'ouvrages sur des critères poli-

tiques. Philippe Douste-Blazy a indiqué qu'il partageait « pleinement les conclusions » du rapport, qui pointe « trois dérives ».

COMMANDÉ il y a trois mois par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy (Le Monde du 12 mars 1996), le rapport d'une mission d'inspection à la bibliothèque municipale d'Orange, adressé mardi 9 juillet à son maire (FN), Jacques Bompard, vient d'être rendu public. Établi par le doyen de l'inspection générale des bibliothèques, Denis Pallier, ce texte de quatorze pages « traduit les constatations négatives sur le rôle du personnel professionnel et les critères de choix des ouvrages » dans la bibliothèque de cette ville dirigée depuis juin 1995 par le parti d'extrême droite.

Alors qu'une nouvelle médiathèque en construction à Orange bénéficie d'une aide de l'État, M. Douste-Blazy s'« interrogeait » dans sa lettre de mission, avant d'engager de nouvelles subven-

tions, sur la politique municipale « en matière de crédits d'achat de documents », mais aussi sur le « fonctionnement même de la bibliothèque », plus ancienne, « et en particulier sur la teneur des ouvrages à acquérir et l'accès du public aux fonds et collections ».

La réponse est nette. Le rapport pointe en effet trois « dérives ». D'abord, « des collections qui ne répondent qu'à la fonction de distraction de la bibliothèque municipale, en réduisant son rôle d'information, d'études et de culture ». En second lieu, « une interprétation du pluralisme qui postulerait un réajustement systématique de thèmes et d'auteurs jugés de gauche (concept possiblement émis à Orange) par des thèmes et des auteurs de droite, avec une faible zone neutre. Enfin, le rapporteur note un clair « principe d'esth-

nocentrisme » dans le choix du catalogue.

M. Pallier appuie ses conclusions sur l'examen des listes d'acquisitions lors de son inspection, le 25 avril. L'échantillon limité (environ deux cents titres), « ne se prête pas à une analyse quantitative », reconnaît-il ; mais, grâce aux rayures apposées sur les ouvrages rejetés, avec annotation le cas échéant, il donne de précieuses indications sur la politique culturelle suivie. Quatre critères de refus apparaissent clairement. La spécialisation de l'ouvrage est un obstacle à l'acquisition : Le métier de bibliothécaire et deux ouvrages généraux consacrés à la philosophie et à la pédagogie ont été ainsi refusés. Le thème traité par les livres est un autre critère de refus : « le racisme, le rap, dans de petites collections encyclopédiques ». Autre mo-

tif repéré, « la vision politique de l'auteur » : romans policiers de Didier Daeninckx, série Le Poulpe aux éditions Baleine, mais aussi Montaigne à cheval, de Jean Lacouture, qui a pris position contre la municipalité à propos des Chorégies, n'ont pas leur place dans la bibliothèque. Le rapport isole « l'aspect mondialiste » comme dernier critère de refus. Les Contes régionaux de tous les pays font l'objet d'un refus motivé par écrit. Les Contes maghrébins sont écartés. Le maire d'Orange, dans une note, cite également le critère du « respect des bonnes mœurs » pour expliquer la suppression de quelques titres de romans.

« Les problèmes qui se posent à Orange sont des problèmes de principe, conclut le rapport. Ils ne se sont pas présentés avec cette acuité depuis l'année 1987. » Cette année-là, le maire de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), Pierre Bernard, actuellement député en tant que suppléant d'Eric Raoult, avait demandé le retrait de la bibliothèque municipale de ce qu'il jugeait être « d'authentiques horreurs ». En 1983, à Dreux (Eure-et-Loire), après la victoire de la liste (UDF, RPR, FN) conduite par Jean Hieaux (RPR), Mireille Brion, adjointe FN au maire, avait manifesté des velléités de censure similaires. La revue littéraire Europe, fondée par Romain Rolland, avait subitement disparu de la bibliothèque (Le Monde du 6 janvier 1984). De même, les magazines Justice (publication du Syndicat de la magistrature) et Différence (éditée par le MRAP) étaient devenus introuvables sur les présentoirs.

Ariane Chemin

## « La culture dirigée est l'apanage des dictatures »

« ET MAINTENANT, qui va décider le ministre ? » Telle est la question que se posent aujourd'hui tant Serge Julien, responsable d'Alerte Orange, association qui s'est créée au lendemain de l'arrivée d'un maire Front national à la tête de la ville, que certains élus comme Thierry Mariani, député (RPR) du Vaucluse et directeur des Chorégies. Pour ceux-ci, le rapport du doyen de l'inspection générale des bibliothèques, Denis Pallier, est moins une révélation qu'une « confirmation » des pratiques du maire, Jacques Bompard, et de son directeur du service communication, André-Yves Beck.

Créateur du réseau OAS Cambrome de Montpeller, ancien militant d'Ordre nouveau, membre du Front national depuis 1972, M. Bompard, que l'on présente volontiers au sein du Front national comme un idéologue, se pique de culture. Il trouve un fidèle second auprès d'André-Yves Beck, un des dirigeants de Nouvelle résistance, organisation d'extrême droite nationaliste révolutionnaire.

M. Mariani espère que le rapport fera réfléchir M. Douste-Blazy sur l'éventuelle reconduction de la subvention exceptionnelle accordée par le ministre aux Chorégies, après le désengagement du maire FN. Pour ce député RPR, l'État ne peut pas continuer ainsi à se substituer aux obligations de la mairie. La

lettre que M. Douste-Blazy adresse à M. Bompard avec une copie du rapport donne des éléments de réponse sur son attitude future.

Le ministre de la culture y indique qu'il « partage pleinement les conclusions de M. Pallier ». Il annonce qu'il a « demandé au préfet de région (...) d'être attentif à n'accorder les tranches suivantes de la subvention envisagée pour le projet municipal de centre culturel que si le maire donne des garanties, notamment sur la nomination du nouveau conservateur (poste vacant depuis mars 1996), ainsi que sur le choix des ouvrages. « Les élus doivent se garder d'imposer a priori des orientations idéologiques », précise M. Douste-Blazy dans sa lettre.

Dans un entretien accordé à L'Express du 11 juillet, il ajoute : « Le fossé se creuse entre notre vision de la culture et celle que développe le FN, via ses élus (...). Il y a toujours eu opposition entre la culture dirigée, apanage de toutes les dictatures, et la culture plurielle, qui se bat contre l'intolérance ».

Jeudi matin, un ministre de la culture, on faisait savoir que le ministre, qui « estime que le pluralisme dans les bibliothèques doit se régler au niveau d'une loi », prépare un texte pour 1997.

Christiane Chombeau

CORRESPONDANCE

## Une lettre de Patrick Labaune

Mis en cause dans un article publié dans nos colonnes, le 16 mai, sous le titre : « Les nouveaux maîtres de droite s'attaquent à la politique sociale de leurs prédécesseurs », Patrick Labaune, maire (RPR) de Valence, nous a adressé la lettre suivante :

Les passages de l'article relatifs à la politique menée par la nouvelle majorité municipale sont inexacts, et Patrick Labaune souhaite rétablir la vérité. S'il est vrai qu'un certain nombre d'associations n'ont pas vu leur subvention reconduite dans le cadre du budget primitif 1996, il ne faut pas pour autant ériger des cas particuliers en générali-

tés. Il faut ainsi savoir que Patrick Labaune a soumis au vote du conseil municipal, le 25 mars dernier, l'attribution de 1,65 milliard de centimes pour 103 associations subventionnées qui œuvrent dans des secteurs divers et complémentaires. La baisse par rapport à 1995 est de 435 000 francs. Soit 2,6 % !

Est-ce que cela justifie l'utilisation de l'expression : « Patrick Labaune, le nouveau maire RPR de Valence, n'y va pas par quatre chemins » ? Contrairement à ce qu'indique Le Monde, le Planning familial se verra octroyer pour 1996 une subvention de 10 000 francs. Si la mairie de Valence n'a pas subven-

tionné La Croix-Rouge, c'est parce que le député Patrick Labaune a réussi à obtenir en faveur de cette association une somme de 100 000 francs au titre de la réserve parlementaire.

Enfin si les subventions en faveur des syndicats ont été supprimées, ce n'est pas pour des raisons « politiciennes », mais simplement parce qu'une jurisprudence constante du Conseil d'État interdit ce type d'aide. La préparation du budget primitif 1996 de la Ville de Valence a été conduite avec un souci extrême de cohérence dans un contexte économique particulièrement difficile.

## La révision des valeurs locatives

Les conséquences de la réforme sur la taxe d'habitation (quelques exemples de villes)

Cotisations pour les ILM (variation en %)			Cotisations pour les autres habitations (variation en %)		
Cotisations pour les autres habitations (variation en %)			% de logements sociaux		
10 - BAR-SUR-SEINE	+10,1	▲	09 - GIVORS	+4,4	▲
13 - MIRAMAS	+10,0	▲	09 - VAUX-EN-VEIN	+3,9	▼
14 - HÉROUVILLE-ST-CLAIR	+7,1	▼	76 - DIEPPE	+4,7	▲
21 - CHENOVE	+2,4	▼	76 - LE HAVRE	+0,9	▼
27 - ÉVREUX	+0,0	▼	76 - PENLY	+15,8	▲
30 - LA GRANDE COMBE	+2,7	▲	76 - LE PETIT-QUEVILLY	+2,1	▲
33 - CENON	+2,8	▼	77 - LOGNES	+3,3	▲
37 - SPHERE-DES-CORRS	+0,3	▼	77 - TORCY	+1,0	▲
38 - L'ISLE-D'ABEAU	+0,7	▲	91 - ÉVRY	+0,0	▼
40 - ANGERS	+1,2	▼	92 - GENNEVILLIERS	+0,7	▼
50 - CHERBOURG	+2,2	▼	92 - NANTERRE	+2,3	▼
51 - REIMS	+1,1	▼	92 - SURESNES	+0,2	▲
57 - WOPPY	+0,8	▼	92 - MALAKOFF	+4,9	▲
59 - ROUBAIX	+0,4	▼	93 - ALAIN-V-SOUS-BOIS	+5,5	▲
59 - WATTELOS	+2,4	▲	93 - LA COURNEUVE	+1,0	▼
60 - BEAUNAIS	+2,4	▲	93 - SAINT-DENIS	+2,1	▲
60 - CREIL	+2,5	▼	94 - ORLY	+7,5	▲
63 - AULNAY	+0,0	▲	95 - PERSAN	+11,4	▲

Nous republions le tableau paru dans « Le Monde » du 11 juillet, dans lequel nous avons inversé par erreur les deux colonnes de cotisations que devront payer les contribuables ; il fallait lire les chiffres de la première colonne comme ceux prochainement acquittés pour les logements sociaux, et non pour les ILM.

## Les présidents de région UDF proposent une réforme du mode de scrutin

RÉUNIS mercredi 10 juillet à Paris, les douze présidents de conseils régionaux UDF ont adopté, à l'unanimité, une proposition de réforme du mode de scrutin régional. Le principe retenu est celui d'un scrutin régional avec vote par section départementale. Chaque liste doit être présente dans chacun des départements, avec autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir. Les présidents de conseils régionaux suggèrent l'institution d'une prime (de 20 ou 30 %) pour la liste arrivée en tête au niveau de la région. Ce système limite considérablement la formation de petites listes locales et renforce l'exécutif régional en lui assurant une solide majorité. François Léotard, président de l'UDF, devrait soumettre prochainement cette proposition à Alain Juppé.

## Facilités fiscales pour l'implantation d'entreprises étrangères

JEAN ARTHUIS devait annoncer, jeudi 11 juillet, une série de mesures destinées à faciliter l'implantation d'états-majors de sociétés internationales en France. Lors d'un colloque de l'association Paris Europlace, le ministre de l'économie et des finances devait indiquer que les aménagements fiscaux dont bénéficient déjà les « quartiers généraux » d'entreprises étrangères allaient être étendus aux secteurs financiers et aux groupes français. La liste des « frais », non imposables à l'impôt sur le revenu, des étrangers mutés en France sera étendue ; cet aménagement ne sera plus réservé aux personnes travaillant dans les « quartiers généraux », mais ouvert à tous les étrangers appelés par leur entreprise à venir travailler en France, et même aux rappelés après un séjour professionnel hors de l'Hexagone.

### DÉPÊCHES

■ SONDAGE : la victoire de la gauche aux élections législatives de 1998 est considérée comme « certaine » ou « probable » par 50 % des Français, alors que 38 % pensent le contraire, selon une enquête réalisée par l'Institut Louis-Harris les 5 et 6 juillet auprès d'un échantillon de 1 001 personnes et publiée par Valeurs actuelles daté 13 juillet. Toutefois, 69 % des personnes interrogées estiment que la gauche n'est pas « prête » à revenir au pouvoir.

■ AFFAIRE CARIGNON : les socialistes istrois ont demandé, mercredi 10 juillet, la dissolution du conseil général de l'Isère après l'incarcération d'Alain Carignon, qui en est toujours le président. « Il nous semble nécessaire que l'assemblée retrouve au plus tôt sa crédibilité », écrit le groupe socialiste au conseil général, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur.

■ INTÉGRATION : Antoine Karam (parti socialiste guyanais), président du conseil régional de Guyane, a plaidé en faveur de l'intégration des étrangers dans ce département, lors d'un entretien avec Eric Raoult, ministre délégué à la ville, de passage à Cayenne, mardi 9 juillet. « Ce n'est pas très porteur électoralement », a déclaré M. Karam, mais tant pis, nous sommes des militants ».

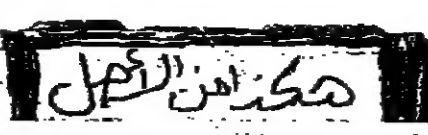
■ FONCTIONNAIRES : le protocole d'accord instituant un « congé de fin d'activité », pour 1997, devrait être signé mardi 16 juillet par six fédérations de fonctionnaires sur sept.

On ne peut pas  
passer sa vie sans savoir.



10/18, un éditeur  
du groupe C.E.P. Communication.





## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 12 JUILLET 1996

**PROFANATIONS** A la suite de la profanation d'une tombe au cimetière central de Toulon dans la nuit du 8 au 9 juin, quatre jeunes gens ont été arrêtés. Trois d'entre eux, ac-

cusés d'avoir planté un crucifix dans la dépouille d'une femme décédée en 1976, se sont dits fascinés par Satan et la mort. Depuis, cinq autres cimetières ont été profanées, des graf-

fités satanistes ont été relevés sur des édifices religieux dans le Doubs et le Var. **SELON LES SPÉCIALISTES** du satanisme, ce phénomène ne traduit pas l'implantation en France

d'organisations structurées. La plupart de ces actes de vandalisme seraient le fait d'adolescents en quête d'identité. D'autres pays sont confrontés aux mêmes problèmes.

**LA MUSIQUE** semble jouer un rôle essentiel chez ces jeunes. Principaux accusés : le rock « gothique » et surtout l'un des sous-courants du hard rock, le black metal.

# La France semble relativement épargnée par le mouvement sataniste

Depuis un mois, plusieurs cimetières ont été profanées. Ces actes de vandalisme laissent craindre l'implantation d'organisations structurées. En réalité, il semble s'agir surtout d'adolescents en quête d'identité, fortement influencés par un sous-courant du hard rock, le black metal

« **IN NOMINE SATANI** ! Ave Lucifer ! Hoathaha Satan ! Mort aux chrétiens, mort aux humains ! » Emilie courait entre les tombes, elle était en criant « Je suis le juge et le bourreau ! ». Avec ses amis Laurence et Anthony, cette lycéenne de dix-huit ans venait d'ouvrir la tombe d'une femme décédée en 1976. Le corps embaumé d'Yvonne Foin était là, devant eux, un crucifix enfoncé à la hauteur du cœur. Un crucifix à l'envers, à la manière du diable. Emilie continuait de crier, de courir, de danser dans le cimetière de Toulon. Aux policiers qui l'interrogeront deux jours plus tard, le 10 juin, elle confiera : « Je suis une succube, un démon femelle ! » Elle racontera aussi, sans émotion aucune, la fin de cette équipée nocturne : « Arrivés chez Anthony, on s'est lavés parce qu'on avait les doigts qui puaient. »

Dans les semaines suivantes, d'autres cimetières et des lieux saints ont été profanés à Charenton-le-Pont, Marignac, Rezé, Vieux-Berguin... A Valentigney (Doubs), des graffiti ont été relevés sur une église : « 666 » (le signe

du démon dans l'Apocalypse), un pentagramme inversé, « Sodom », « Dieu est mort, Satan est le meilleur ». Le diable envolerait-il la jeunesse de France ? Rien ne prouve que ces actes de vandalisme soient tous le fait d'adolescents, mais l'éternel débat sur le Malin et ses adeptes est relancé.

Un sondage CSA publié par *Le Monde*, *La Vie* et *L'Actualité* religieuse, le 12 mai 1994, montrait déjà l'enracinement du phénomène, puisque 34 % des personnes interrogées affirmaient croire en l'existence du diable ; elles étaient 25 % huit ans plus tôt, en 1986. Cette évolution, confirmée par le succès grandissant des bureaux d'exorcistes (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> janvier), ne se traduit pas toutefois par une implantation de véritables organisations satanistes.

Les mouvements internationaux tels que l'Eglise de Satan et le Temple de Seth, qui compteraient chacun 3 000 fidèles, ne sont pas représentés sur le territoire national ; pas plus, d'ailleurs, que les En-

fants de Satan (200 personnes en Italie). L'un des rares groupuscules satanistes français, les Croisés de la nouvelle Babylone, réunira tout au plus une demi-douzaine d'adeptes. Quant aux sectes d'inspiration luciférienne, elles semblent également en perte de vitesse. De l'avis des services de police et des chercheurs spécialisés, ces groupes seraient plus « folkloriques que dangereux ».

Reste le satanisme « sauvage », pratiqué par des jeunes en quête de sensations fortes. Il connaît, lui, un net développement. Le scénario est souvent le même : un soir d'ennui et d'alcool, à la sortie d'une salle de concert ou d'une fête, quelques garçons et filles visitent un cimetière, brisent des stèles, renversent des crucifix, sortent les « bombes » de peinture... C'est ce qui s'est passé, le 2 mars, à l'île-sur-la-Sorgue (Vaucluse) : après avoir assisté à la répétition d'un groupe de hard rock, six lycéens et étudiants, fans de Death Metal et de Thrash Metal, se sont rendus au cimetière pour « chercher un crâne ». Interpellés une semaine plus tard, l'un d'eux

annoncera aux enquêteurs : « Nous sommes tous des satanistes ! » Le 10 juin, trois des quatre profanateurs du cimetière central de Toulon - Anthony, Emilie et Laurence - affichaient la même détermination devant les policiers. « Je n'aime pas les hommes en général, assura Anthony. Je ne m'aime pas moi-même, je veux dire que ma mort ne dérange pas, par contre j'aime voir souffrir les humains. Nous voulons dévorer un cadavre pour le plaisir. Les deux filles sont descendues dans le cimetière au niveau du domicile du gardien. On voulait tuer le gardien, histoire de faire quelque chose en plus. »

Raut-il pour autant conclure à un essor du satanisme en cette fin de millénaire propice à la résurgence des psychoses ancestrales ? Les adolescents susceptibles de passer à l'acte en profanant un cimetière restent peu nombreux (quelques centaines en France). Ils se recrutent dans les milieux du rock et, plus rarement, chez les amateurs de jeux de rôles. Le diable attire d'abord pour ce qu'il a de choquant, d'anticonformiste.

« Satan est le dernier tabou, estime le chercheur italien Massimo Introvigne, considéré comme le meilleur spécialiste mondial des nouvelles religions. En général, les jeunes s'assagissent une fois devenus adultes, rares sont ceux qui franchissent le pas et intègrent des organisations structurées. »

Il n'empêche que le satanisme « sauvage » touche pratiquement tous les pays (Italie, Hongrie, Grèce...). En quatre ans, de 1989 à 1993, une vingtaine d'églises médiévales ont été incendiées en Norvège par des musiciens de Black Metal. Les Etats-Unis ne sont pas épargnés, comme le confirme l'anthropologue américaine Cheryl Mulhern, conférencière à l'Ecole des hautes études : « A Los Angeles, certains gangs de rue se revendiquent satanistes. C'est avant tout un symbole, un défi à la société. On l'affiche comme un badge, pour se forger une identité. Mais, attention, concernant les jeunes, la vraie question n'est pas celle de Satan. En fouillant un peu, au-delà de l'habil-

lage et de la violence, vous trouvez des conflits familiaux, des histoires de drogue ou d'argent, un grave malaise de jeunesse. »

En France aussi, les actes satanistes - ou présentés comme tels - seraient donc le fait de bandes isolées, sans liens avec les organisations. Cheryl Mulhern rejette l'hypothèse d'un réseau international : « On nous parle parfois de sociétés de l'ombre, de rites secrets, de crimes de sang contre des enfants, mais cela ne repose que sur des rumeurs ! Le problème, c'est que les ligues antisectes ont tendance à faire l'amalgame entre les sectes, le diable, le rock, les tueurs en série... Les journalistes s'en donnent à cœur joie pour amplifier tout cela ! Satan fascine, c'est un sujet rentable, qui réveille de vieux fantasmes. Mais je crois que le problème de fond est ailleurs : les adultes ont peur des jeunes, de leur violence, ils ne savent pas comment agir face à eux. Or une société qui a peur de sa jeunesse est une société en danger. Il est grand temps de faire marche arrière. »

Philippe Broussard

## « Tuez les chrétiens, tuez les chrétiens... »

**THRASH METAL**, death metal, black metal... La grande famille du rock « dur » (hard rock) des années 70 n'en finit plus d'engendrer des sous-courants. A chacun son style, à chacun ses dévotions ; mais tous ont largement recours à la symbolique sataniste. Les « pères fondateurs » (Black Widow, Black Sabbath, Led Zeppelin...) avaient montré la voie : le diable rapporte autant qu'il effraie. Les Anglais de Judas Priest, vedettes du genre, ont même été accusés de diffuser sur leurs disques des messages subliminaux d'incitation au suicide. La justice américaine les a innocentés.

Il n'est pourtant pas nécessaire de recourir à l'inconscient pour célébrer Satan. Ses adeptes avancent à visage découvert, le plus souvent dans un but commercial. Le « chanteur » de Delcide, formation de death metal, hurle, d'une voix d'outre-tombe : « Vous êtes ceux que nous méprisons... J'aimerais vous voir mourir... Tuez les chrétiens, tuez les chrétiens... Armées de l'obscurité, détruisez par le feu leurs temples et leurs églises... » Dans un genre différent, Cannibal Corpse recommande « l'orgasme par la torture » et les « souffrances perverses ». Ces disques sont disponibles partout en France.

Mais c'est dans un autre dérivé du hard rock, le black metal, qu'il faut chercher l'inspiration des adolescents responsables de la profanation d'une tombe à Toulon. Lancé par les Anglais de Venom en 1979, le mouvement s'est développé en Europe et aux Etats-Unis. Avec des groupes tels que Mayhem, Emperor ou Burzum, la Norvège occupe l'avant-scène du satanisme militant. Les disques de Burzum s'attachent surtout depuis que son chanteur a tué le guitariste de Mayhem de vingt-cinq coups de couteau, en 1993. A Oslo, son procès a fait la une de l'actualité durant deux semaines. Du fond de sa prison, ce fils de diplomate s'affirme aujourd'hui « national-socialiste ».

« Politiquement, l'évolution est malsaine »

Cette affaire, largement relayée dans la presse anglo-saxonne, a relancé le mode du black metal. De nouveaux fans, de plus en plus jeunes, ont rejoint les rangs du mouvement. Avec un bagage d'idées de trois mille à quatre mille personnes, essentiellement en province, la France paraît toutefois en retard sur la Grèce, l'Allemagne ou les Etats-

Unis. La maison de disques française Osmose Productions, installée dans le Pas-de-Calais, fait malgré tout figure de leader sur le marché international.

Ses responsables affirment avoir vendu deux cent mille disques au 1995 (95 % à l'exportation). « Nous ne sommes pas satanistes », précise l'un d'eux, mais l'année cette démarche anticonformiste. Nous n'imposons aucune censure. A mon avis, seuls les Suédois de Morbid et les Grecs de Necromancia sont d'authentiques satanistes. Le problème actuel, c'est que des ados de quinze ans arrivent dans ce milieu et font l'importe quoi, sans aucun recul. Le black metal, ce n'est pas brûler des églises, c'est d'abord une démarche artistique ! Politiquement, l'évolution est malsaine : nous refusons les groupes polonais parce que ce sont des nazis ! »

Emilie D., l'une des adolescentes toulonaises, avait justement des connaissances très pointues en matière de black metal. Elle écoutait Dummi Bgrt (Norvège), Corova (Autriche), Legion (Allemagne) et surtout les Polonais de Vêles. La jeune fille était à l'évidence réceptive à leur idéologie puisqu'elle a déclaré aux policiers : « Je déteste en particulier les Arabes, les chrétiens, les juifs, les ruppelles, les Noirs et l'humanité ! »

Ph. Br.

**UNE SOIRÉE ROCK « GOTHIQUE » AU MÉTRO LA FOURCHE**

CETTE NUIT-LÀ, la sorcière portait un chapeau pointu. Un grand chapeau noir à bords larges, comme au Moyen Age. Il lui manquait peut-être un balai, un grimoire et un corbeau sur l'épaule, mais elle n'avait pas l'air vraiment cruelle, cette diablesse parisienne ; plutôt souriante même. Au moins, elle était dans le ton de la soirée organisée par l'association Bal des vampires. L'endroit était tout trouvé : une vieille cave transformée en boîte de nuit, à deux pas de la station de métro La Fourche, la bien-nommée.

Sous les voûtes de pierres apparentes, des dizaines de bougies brûlaient comme autant de cierges, une brume artificielle montait entre les piliers. Les filles au teint blafard portaient des bas résille, des gants de dentelle et des crucifix miniatures, à l'encre ou à l'envers, selon leur humeur du moment. Quelques dandys en redingote et pantalons de cuir s'étaient maquillés les yeux, façon mort-vivant sur le retour. Le visage faridé, les cheveux hérissés, ils gesticulaient sur la piste de danse, au rythme d'une musique importée d'Allemagne ou d'Angleterre. Du rock « gothique », lourd et lancinant, idéal pour les ténébreux qui aiment Dracula, Frankenstein et les chauve-souris.

**PAS D'AMALGAME**

Beethoven n'était pas pour autant de la fête. Pas plus, d'ailleurs, que les succubes (démons femelles) et les incubes (démons mâles). Les vampires des Carpathes manquaient également à l'appel. Il n'était pas davantage question de messe noire, de rituels macabres ni de poulets égorgés. Les « gots », comme ils se surnommaient eux-mêmes, s'étaient simplement rassemblés à la manière de n'importe quelle autre « tribu » du rock, pour boire un verre et écouter leurs groupes préférés (Christian Death, Dead can Dance...).

Ph. Br.

## La progression de la population carcérale se poursuit

LE RAPPORT annuel de l'Administration pénitentiaire s'attarde longuement, comme chaque année, sur un chiffre : celui de l'augmentation de la population carcérale. Au 1<sup>er</sup> janvier, les prisons françaises comptaient plus de 55 000 détenus, soit l'un des chiffres les plus élevés que la France ait connus depuis l'existence des statistiques pénitentiaires, en 1852. « Cette augmentation est une tendance de fond », résume le directeur de l'Administration pénitentiaire, Gilbert Azibert. En vingt ans, de 1976 à 1996, la population carcérale a plus que doublé, passant de 27 000 détenus à environ 55 000 aujourd'hui.

Cette explosion est récente : pendant un siècle, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au début des années 70, le nombre de détenus est resté relativement stable. Avant la première guerre mondiale, il avait même tendance à reculer. « Les effets cumulatifs du surris, de la libération conditionnelle, de la rélegation, de la transportation et d'une meilleure surveillance policière rendaient l'incarcération moins obligatoire », analyse l'historien Michel Pierre. Cette baisse s'était pour-

suivie pendant l'entre-deux-guerres, conduisant l'administration pénitentiaire à fermer plus d'une dizaine de prisons. Puis, dans les années 70, la tendance s'est brusquement inversée. Contrairement à l'idée reçue, cette explosion n'est pas liée à l'augmentation de la détention provisoire. La réforme Badinter, qui a obligé le juge d'instruction à organiser un débat contradictoire avant tout placement en détention, semble avoir été bénéfique : depuis son adoption, en 1984, la part des prévenus est tombée de 52 % à moins de 40 %.

**ALLONGEMENT DES PEINES**

« L'accroissement de la population carcérale provient en fait d'un allongement des peines », analyse Gilbert Azibert. De 1980 à aujourd'hui, la durée moyenne de détention est passée de 4,6 mois à 7,6 mois, soit une augmentation de plus de 60 % en seize ans. Il y a un siècle, le détenu « moyen » était, selon l'historien Jacques-Guy Petit, « un journalier agricole ou une domestique, célibataire, de vingt à trente ans, condamné(e) pour un vol simple à

trois ans d'emprisonnement correctionnel ». En 1995, pour la première fois depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le vol a cessé d'être l'infraction la plus fréquente. Les prisons accueillent désormais de plus en plus de détenus à de longues peines, voire de très longues peines : plus de 60 % des condamnés criminels se sont vu infliger des peines de dix à vingt ans. Pour tenter de donner un sens à ces années, l'administration expédiente actuellement dans dix établissements-pilotes des « projets d'exécution de peine » dont les étapes sont consignées dans un livret qui suit le détenu.

Depuis la fin des années 70, l'administration pénitentiaire peine à suivre le rythme de l'augmentation de la population carcérale. Au 1<sup>er</sup> janvier, le taux d'occupation des prisons, qui dépasse 130 % dans certaines grandes maisons d'arrêt, s'établissait en moyenne à un peu plus de 110 %. L'administration pénitentiaire a pourtant lancé il y a dix ans un plan de construction sans précédent : 13 000 nouvelles places ont été programmées lorsque Albin Chandon était le garde des

## Les ventes dans l'immobilier parisien ont légèrement augmenté au premier semestre

DANS UNE ÉTUDE rendue publique mardi 9 juillet, la Chambre syndicale des notaires indique que le marché immobilier parisien a timidement relevé la tête au cours des six premiers mois de 1996, sans pour autant que ce redressement, s'il se poursuivait au second semestre, ramène le marché au niveau de 1994. Les ventes d'appartements anciens, sur Paris et la petite couronne, ont progressé de 3,2 % au cours des six premiers mois de l'année par rapport à la même période de 1995. Mais les prix ont continué de baisser. Les appartements parisiens se sont vendus au premier trimestre de cette année 2 % moins cher qu'un trimestre précédent de 1995.

**JUSTICE** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi 10 juillet, la détention de Jacques Crozemarie, l'ex-président de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). M. Crozemarie avait été écroué le 27 juin pour « abus de confiance, faux, usage de faux et complicité ».

**BANLIEUE** : des jeunes du quartier du Val-Fourré de Marais-la-Jolie (Yvelines) ont brûlé deux voitures et lancé un engin incendiaire sur un bureau de police, mardi 9 juillet. La veille, un jeune homme de vingt ans s'était noyé après avoir plongé dans la Seine pour échapper aux gendarmes qui le poursuivaient pour vol de scooter.

**IMMIGRATION** : soixante-quinze ressortissants étrangers en situation irrégulière ont été reconduits, mercredi 10 juillet, dans leurs pays d'origine, le Maroc et le Mali. Il s'agit de la 21<sup>e</sup> opération de reconduite à la frontière groupée depuis l'arrivée de Jean-Louis Debré au ministère de l'Intérieur, en mai 1995.

**ACCIDENT** : deux spéléologues - une Anglaise et un Hongrois - ont trouvé la mort et quatre autres ont été récupérés « très affaiblis », mercredi 10 juillet, dans un gouffre du massif du Vercors (Isère). Les six spéléologues étaient bloqués dans ce gouffre profond de 1 122 mètres depuis dimanche 7 juillet.

★ Rapport annuel d'activité, La Documentation française, 400 pages, 140 francs.  
★ L'Histoire des galères, baynes et prisons, « Bibliothèque historique », Privat.







# La Pologne aux portes de l'Union européenne

**D**ÉJÀ presque membre du club ? « Interrogez les gens dans la rue, neuf sur dix vous diront qu'ils souhaitent que la Pologne rejoigne les structures de l'Europe. C'est un enjeu historique, le sens de notre vie. » Ainsi parle, en son palais du Belvédère, au centre de Varsovie, Alexandre Kwasniewski, quarante-trois ans, l'ancien communiste, le vainqueur de Lech Walesa, élu en décembre président de la République de Pologne. Jovial, optimiste, familier des dirigeants européens - il venait de téléphoner à Jacques Chirac à propos du calendrier des futures négociations.

Grâce à leurs succès économiques et au bon fonctionnement de leurs institutions démocratiques, cette volonté majoritaire des Polonais d'adhérer aussi vite que possible à l'Union européenne ainsi qu'à l'OTAN, hier perspective incertaine, devient, vue de Bruxelles comme de Varsovie, chaque jour plus crédible. Nul doute que les arguments en faveur de cette double adhésion soient d'abord géopolitiques, culturels, ensuite économiques.

« C'est le retour aux racines de cette nation ; c'est un choix politique, nous ne l'envisageons pas comme une perte de souveraineté, mais, même si cela peut paraître paradoxal, comme l'affirmation de notre souveraineté, comme une démarche pour rattraper le temps perdu », explique Jacek Saryusz-Wolski, le sous-secrétaire d'État pour les affaires européennes. Un homme réputé, politiquement engagé, qui, depuis le début de la transition et par delà les changements de gouvernements, se débat quotidiennement au milieu des innombrables problèmes que soulèvent les relations avec la Communauté.

Par cette inamovibilité, il illustre sa maîtrise des dossiers, mais aussi le fait qu'il s'agit là d'une cause nationale à laquelle souscrivent avec la même ardeur les partis issus de « Solidarité », battus aux élections de septembre 1993, comme les sociaux-démocrates (SLD), nouvelle appellation des anciens communistes, qui dominent la coalition au pouvoir.

Nous nous trouvons près de Varsovie, à Natolin. Ce château qui appartenait aux Potocki, l'une des grandes familles de la noblesse polonaise, a été mis à la disposition du « Collège d'Europe », dont l'établissement principal se trouve à Bruges, en Belgique. Le vice-recteur est irlandais ; les étudiants, venus des quatre coins de l'Union et des pays associés, consacrent une partie importante de ces cours de troisième cycle aux réformes conduites à l'Est depuis l'effondrement du communisme et aux problèmes posés par l'élargissement.

De fait, celui-ci, dans cette ambiance confortable, presque militante, semble aller de soi. On en oublie le sous-emploi, la grisaille des banlieues varsoviennes, les gesticulations de Boris Eltsine. « On nous demande souvent si nous préférons l'Union européenne ou l'OTAN, nous répondons les deux. Cette partie de l'Europe souffre d'un sentiment profond d'insécurité. La Pologne n'a pas d'alternative. La seule alternative est tragique », explique M. Saryusz-Wolski.

**L**e veto mis par la Russie à la candidature à l'OTAN de ses anciens partenaires du Pacte de Varsovie est très largement rejeté, même si le président Kwasniewski y met quelques formes. « Je suis convaincu qu'à Moscou chacun comprend que la Russie ne dispose d'aucun droit de veto. Et qu'en Europe chacun est conscient que l'élargissement de l'OTAN n'est d'aucune manière dirigé contre la Russie. » Adam Michnik, le directeur de *Gazeta Wyborcza*, le grand quotidien polonais, hier l'un des principaux soutiens de « Solidarité », ne s'embarrasse guère de telles circonlocutions : « Eltsine, c'est peut-être un obstacle pour vous, mais pas pour nous. Il n'est pas le président de la Pologne. » Et de qualifier le veto russe « d'hystérie bête, de rhétorique pour campagne électorale ».

Les Polonais aspirent aux meilleures relations possibles avec les Russes, mais refusent qu'ils leur dictent leur conduite. Quelle que soit leur impatience, le calendrier d'adhésion à l'OTAN est pour l'instant brouillé, ne serait-ce qu'en raison de l'élection présidentielle en Russie. Alors, autant parler de l'entrée dans l'Union européenne, pour



**Varsovie, arguant de ses succès économiques et du bon fonctionnement de ses institutions, se voit déjà en seizième étoile de l'Europe d'ici à l'an 2000. Cause nationale, la perspective d'une adhésion polonaise paraît de plus en plus crédible**

laquelle une esquisse de calendrier a été approuvée par les Quinze. Usant d'une formulation alambiquée, ceux-ci ont annoncé en décembre que les négociations d'adhésion pourraient débiter, à l'instar de ce qui est prévu pour Chypre et Malte, six mois après la conclusion de la Conférence intergouvernementale (CIG). Celle-ci, lancée fin mars à Turin, afin de réformer les institutions de l'Union dans la perspective de son élargissement, devrait durer une bonne année.

Compte tenu des procédures internes de l'Union (la Commission doit présenter un « avis » sur chacun des pays candidats, le conseil des ministres les étudier puis adopter des mandats de négociation), les négociations d'adhésion seront engagées au mieux début 1998. Avec lesquels des candidats ? Selon toute probabilité, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque. Les cas de la Slovaquie, de la Slovaquie, des Républiques baltes sont déjà plus problématiques. A Varsovie, on rappelle volontiers que la Pologne, en termes de population, pèse autant que les neuf autres candidats.

Dans l'hypothèse la plus optimiste, les négociations dureront au moins deux ans, ce qui pourrait laisser espérer une adhésion officielle à l'Union en l'an 2000. Super-

be symbole ! On en rêve sur les bords de la Vistule, sans trop y croire. Côté communautaire, il y a les inconnues de la CIG. Rien ne se fera - les Polonais en sont conscients - tant que les Quinze n'auront pas décidé comment recevoir leurs institutions. Ensuite, les débats qui suivront, au sein de

**« C'est un pays qui a fait des progrès énormes. Le coût social, très élevé, de la thérapie de choc pratiquée après 1989 commence à donner des fruits »**

l'Union, sur les aménagements à apporter à la politique agricole commune (PAC), sur le budget de l'Europe, sur les fonds structurels, peuvent interférer dans les négociations d'adhésion. Les Polonais craignent de se retrouver otages de l'impuissance des Quinze à aller de l'avant. « Nous avons besoin d'un objectif plus concret, d'une perspective bien ciblée », souligne M. Kwasniewski.

Car, pour leur part, les Polonais, forts de leurs performances des dernières années, ne doutent pas une seconde qu'à la fin du siècle, ils seront en mesure d'adhérer, sans

risque de traumatisme majeur, à l'Union européenne. « C'est un pays qui a fait des progrès énormes. Le coût social très élevé de la thérapie de choc pratiquée après 1989 commence à donner des fruits. Tous les indicateurs sont positifs et les gens reprennent confiance », commente Rolf Timians, le délégué de la

Commission européenne à Varsovie. « L'aigle de l'Europe prend son vol. » Telle est le slogan inattendu choisi par le ministre des finances pour présenter les résultats de la politique néo-libérale mise en œuvre par l'actuel gouvernement, dans la ligne des réformes entreprises, de 1989 à 1993, par ceux de centre-droit, issus de « Solidarité », qui l'ont précédé.

Le retour à la croissance date de 1992. En 1995, elle a atteint près de 7 %, fondée sur l'essor des exportations et des investissements. Malgré le ralentissement de l'activité dans l'Union européenne (2/3 des expor-

tations y sont destinées), elle devrait encore se situer autour de 6 % en 1996. La production industrielle s'envole (+9,4 % en 1995, mais +26 % dans le secteur privé). La productivité fait de même, comme en témoignent, par exemple, les résultats spectaculaires de l'usine de Thomson Polkolor, le numéro un du tube couleur à l'Est et le principal investissement français dans le pays : la production par ouvrier, qui ne dépassait guère cent tubes par jour en 1991, atteint cette année 1 730 tubes ! L'inflation, encore trop forte, est néanmoins ralentie : 21 % en rythme annuel en décembre 1995, et, selon Grzegorz Kolodko, le très prééminent ministre des finances, elle ne devrait pas excéder 17 %, fin 1996.

Les investissements étrangers, hésitants au début de la transition - ils préféreraient se diriger vers la Hongrie ou la Tchécoslovaquie -, sont en progression rapide : 2,5 milliards de dollars en 1995, plus de 3 milliards de dollars attendus en 1996, illustrant une amélioration des conditions d'accueil (même si les réactions négatives, quasi xénophobes, ne sont pas l'exception), ainsi que la confiance des groupes occidentaux dans la stabilité du pays.

Le chômage, inégalement réparti selon les provinces, régresse depuis

1994, mais se situait néanmoins encore à près de 15 % de la population active fin 1995. L'importance de l'économie souterraine fait penser que la situation est cependant moins sombre que ne l'indiquent ces statistiques officielles. Dans les zones urbaines de Varsovie ou de Poznan, le chômage, en fait, est très bas, nécessitant de faire appel à des travailleurs étrangers, comme l'illustre cette entreprise maraîchère, à Mysiadlo, dans les faubourgs de la capitale (56 hectares de tomates et de fleurs sous serres), où, sur 800 employés, 150 sont ukrainiens ou biélorusses, sous-payés, comme tous les travailleurs immigrés.

Les succès enregistrés montent à la tête des dirigeants polonais, qui sous-estiment les difficultés qu'il leur faudra encore surmonter. La Pologne est en bonne posture, mais elle demeure une nation pauvre où le salaire moyen se situe autour de 300 dollars (1 545 francs) par mois, le salaire minimum à peine au-dessus de 150 dollars. Le niveau de vie, même amélioré par des « petits boulots » en marge de l'occupation officielle, ne dépasse guère 30 % de la moyenne communautaire.

La privatisation est loin d'être achevée et a laissé de côté des secteurs de l'industrie lourde, difficiles à restructurer : charbon, sidérurgie, pétrochimie, industrie de la défense. Les services financiers, qui dépendent pour l'essentiel encore du secteur public, sont inefficaces. Surtout, l'agriculture (encore 25 % de la population active et 15 % dans dix ans, selon les prévisions officielles) est anachronique, handicapée par son sous-équipement et par la taille très modeste des exploitations. « Notre compétitivité s'améliore d'année en année », affirme Roman Jagielski, le ministre de l'Agriculture, qui appartient au parti paysan (PSL), l'élément le plus conservateur de la coalition au pouvoir. « Nous sommes favorables à l'adhésion, parce que nous avons besoin d'exporter. Nous travaillons dur, nous avons une main-d'œuvre bon marché et nous vendons des produits sains. Chez nous, il n'y a pas de viande aux hormones. Ouvrez les frontières, et vous verrez ce qui va se passer ! », renchérit, provocateur, un paysan venu dialoguer avec les visiteurs bruxellois.

Les agriculteurs, hier réticents à l'égard de l'Europe, semblent avoir changé d'avis. Les primes de la politique agricole commune n'y sont pas étrangères ! « Comme c'est parti, nous pouvons obtenir une croissance de 5 % au cours de chacune des trois années à venir. Pour créer suffisamment d'emplois, nous devons faire davantage. Il faut accélérer les réformes, les privatisations, baisser les impôts, réformer la sécurité sociale. Sur ce dernier dossier notamment, l'opposition est prête à coopérer », explique Leszek Bakciewicz, l'ancien ministre des finances, le père de la « thérapie de choc », qui a pris la tête de l'Union pour la liberté », le parti de centre-droit issu de « Solidarité ».

**U**n raisonnement que peut comprendre M. Kolodko, dont la « Stratégie pour l'an 2000 » met l'accent sur le désengagement progressif de l'Etat, la dérégulation, la baisse des impôts, avec, en fin de parcours, une économie nationale remplissant les critères de Maastricht. Mais ses thèses font parfois grincer des dents au sein de la coalition. Un discours toutefois conforme au souhait de Włodzisław Cimoszewicz, le premier ministre, qui a offert à l'opposition d'engager le dialogue avec le gouvernement sur les dossiers les plus importants.

Après les violences des années 80, qui ont précédé l'effondrement du communisme, la société polonaise est-elle apaisée ? Pas encore, selon Adam Michnik, pour qui la méfiance à l'égard des post-communistes demeure vive. « Si, eux, sont des sociaux-démocrates, moi je suis monarchiste. Ce sont tous des hommes de l'ancien régime, mais ce n'est pas pour autant la restauration de la dictature. » Les réticences s'adressent davantage aux hommes qu'aux politiques conduites. Sur celles-ci, au-delà des procès d'intention, le consensus n'est pas loin. « La crainte que nous retournerions en arrière ? Les faits montrent qu'elle n'est pas fondée. Chacun de nos mouvements confirme que nous sommes attachés à une Pologne stable et démocratique », conclut, confiant dans l'avenir, le président Kwasniewski.

Philippe Lemaître  
Dessin : Hanna Pyrzyńska



portes  
éenne



économiques  
stitutions se voit  
d'ici à l'an 2000  
l'une adhésion  
les crédible

U

## Fichier juif : l'erreur de Serge Klarsfeld

par Anne Grynberg, Catherine Nicault et Annette Wiewiorka

**O**n ne peut que comprendre l'émotion des Juifs de France devant la découverte du « fichier » en 1991. Beaucoup d'entre eux ont tout perdu pendant la guerre : parents et biens, mais aussi toute trace de leur vie passée. Il existe bien des familles où n'a subsisté aucun document portant témoignage de la vie avant l'Occupation : ni photos, ni papiers d'identité, ni bulletins scolaires... Rien. La fiche devient alors une double trace : trace de la vie avant, trace d'une persécution qui menait à la mort. Pourtant, à l'heure de décider du lieu de conservation de ce fichier, dans le dictionnaire français actuel, il convient de maîtriser ses sentiments, de réfléchir plutôt que de polémiquer, d'agir dans la clarté et la vérité, et en pesant ses actes.

Deux questions de nature différente qui ont alors fait l'objet de polémiques rebondissent avec la mise et la publication du rapport Rémoudon (Serge Klarsfeld, point de vue publié dans *Le Monde* du 6 juillet 1995). La première concerne la nature du fichier. Elle ne relève pas de l'opinion, mais de faits, vérifiables par tous, analysables. La seconde, le lieu de conservation du fichier, relève, en revanche, de l'opinion, et peut prêter à discussion. Encore faut-il que la question soit bien posée, et que les enjeux du débat soient clairement exposés.

La première question d'abord : le fichier est-il celui du recensement ordonné par les Allemands et décodé par la préfecture de police le 10 octobre 1940 ? La réponse ap-

faut, cesser de projeter les années noires sur les cinquante années qui les ont suivies

ortée par le rapport Rémoudon est laite : ce n'est pas ce fichier. Il y a donc eu erreur en 1991. Cette erreur - car tout homme est faillible - il faut avoir le courage de la reconnaître. Le travail des historiens membres de la commission, les universitaires dont l'indépendance n'est pas à prouver, montre bien qu'il s'agit d'un fichier composite, qui a été constitué et conservé dans le seul but de permettre l'établissement des certificats de décès et l'indemnisation des victimes et de leur ayants droit après la guerre.

Il faut cesser de projeter les années noires sur les cinquante années qui les ont suivies. La libération constituait réellement pour les Juifs de France la réintégration dans la communauté nationale dont ils avaient été exclus par la contre-révolution vichyssoise. Dans les années d'après-guerre, l'antisémitisme en France a atteint un étiage. Ceux des Juifs vivant en France avant la guerre et qui avaient survécu ont souhaité - à une extrême minorité près - choisir Israël ou émigrer dans d'autres pays - vivre en France.

Trente mille Juifs rescapés de Pologne immigrèrent dans notre pays dans la seconde moitié des années 40. Les Juifs étrangers se firent en grand nombre naturaliser. Nombre de leurs enfants ont pu, enfants sont aujourd'hui médecins, avocats, mais aussi enseignants, c'est-à-dire fonctionnaires de l'État français. Le raisonnement qui consiste à dire : ce fichier est en partie celui du recensement, parce qu'il contient des renseignements qui ont figuré dans les fiches constituées en 1940, c'est donc le fichier de la préfecture, est un pur sophisme.

Nous ne voyons pas l'utilité d'égaler l'opinion publique par des raisonnements spéculatifs, ni l'intérêt de faire croire qu'il se traitait, au sein du ministère des anciens combattants, on ne sait trop quel complot. Oui, des pensions ont été et sont versées à des survivants de

la déportation. Oui, des certificats de décès ont été et sont établis. Les enfants de déportés furent pupilles de la nation. Si les réparations n'ont pas été pleines et entières, notamment dans l'ordre du symbolique (d'ailleurs, pouvaient-elles l'être ?), il y a bien eu, dans l'après-guerre, à ceux qui avaient survécu à la persécution.

Où conserver ce fichier ? La question n'est pas anodine. Elle en cache en vérité deux autres. La persécution et l'extermination des Juifs de France sont-elles du ressort de l'histoire juive, ou appartiennent-elles à l'histoire de la France ? Des Français Juifs ? Un peuple ? Une nation ? Une communauté ?

Pour nous, historiens, travaillant particulièrement dans le champ de l'histoire des Juifs de France et de la Shoah, la persécution des Juifs de France fait partie de l'histoire nationale. C'est l'État français qui mit son appareil au service de la puissance occupante. Les multiples fichiers mis au jour par la commission Rémoudon sont la magistrale démonstration. En tant que telles, les marques de cette race noire de l'histoire de France doivent être conservées dans les archives publiques.

Dans la culture politique française, celle de la République, il n'existe pas de minorités nationales. Depuis la Révolution, qui les a émancipés, les Juifs sont des Français comme les autres, jouissant de la totalité des droits de citoyens. Les Juifs de France sont aujourd'hui dans ce pays pleinement citoyens. Ils sont respectés. Dans le même temps, ils peuvent vivre pleinement, avec l'aide de l'État et des collectivités territoriales et grâce aux institutions qui sont les leurs, foyers pour certains, voilà près de deux siècles, leur vie religieuse et culturelle.

Le lieu et le statut des dépôts d'archives expriment bien cette dualité. Aux archives publiques ce qui relève de l'État. Aux archives privées (Alliance israélite universelle, Centre de documentation juive contemporaine, Consistoire, etc.), celles qui relèvent de la vie des organisations juives.

Anne Grynberg est maître de conférences à l'INALCO ;

Catherine Nicault est professeur à l'université de Poitiers ;

Annette Wiewiorka est directrice de recherche au CNRS.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### QUEL EMBARRAS ?

Contribuer à l'apaisement de la controverse ayant été une préoccupation majeure de notre commission, je ne polémiquerai pas avec Serge Klarsfeld. La publication de notre rapport permettra à chacun de se faire une conviction personnelle et de choisir entre notre démonstration et son interprétation. Je m'étonne seulement et je regrette qu'au lieu de se féliciter que pour l'essentiel nous corroborons les résultats des recherches auxquelles il a consacré le meilleur de son œuvre il s'obstine à batailler sur une question secondaire et à soutenir un point de vue erroné.

Sur un point, cependant, le souci qui nous a animés de substituer aux approximations des données véridiques une affirmation parfaitement fautive. Serge Klarsfeld n'a attribué une déclaration publique que l'année 1992. Mais sur le fait qu'il n'y eut ce jour-là, comme l'atteste la presse, aucune déclaration, je présume qu'il vise le rapport d'étape adressé à Jack Lang et que celui-ci rendit public trois jours plus tard.

À le lire, ma déclaration « aurait pu faire croire » que les fiches sur la nature desquelles nous divergeons auraient peut-être été établies après la libération. Formulation étrange, on en conviendra. Car de deux choses l'une, ou j'avais risqué ce propos ou je ne l'avais point tenu ; ce qui est le

## Irritantes victimes de Srebrenica

par Véronique Nahoum-Grappe

**L**A TRAGÉDIE DE Srebrenica-Zepa, dans son déroulement complet, (printemps 1993 - été 1995) offre le résumé emblématique de la spécificité de la guerre en Bosnie et constitue un événement collectif encore opaque, définitivement inscrit dans le débat historique et juridique européen.

Si les informations parues dans la presse internationale, concernant un accord entre le pouvoir français et celui de Belgrade garantissant la libération de quelque trois cents « casques bleus » (dont de nombreux Français) contre la promesse de ne pas bombarder en cas d'attaque des enclaves, étaient avérées, nos otages auraient été sauvés par le sacrifice de ceux-là mêmes qu'ils auraient dû protéger.

Quoi qu'il en ait été, la question énigmatique de la non-application de l'engagement de l'ONU (protéger les enclaves déclarées zones de sécurité grâce à l'action d'un général français, le général Morillon, au printemps 1993 au prix du désarmement unilatéral des Bosniaques) resterait en suspens. La sécurité de nos soldats au sol a été un argument permanent du refus d'effectuer les frappes aériennes, lors des attaques militaires de Mladic en terre bosniaque (comme à Bilac en 1994). Attaques qui se traduisaient toujours en territoire conquis par la déportation totale des non-Serbes, le vol intégral de tous leurs biens, les assassinats, immédiats ou non, plus systématiques pour les hommes que pour les femmes, les tortures, les viols, plus systématiques pour les femmes que pour les hommes, les internements en camp de détention concentrationnaire.

Depuis le début de la guerre, le refus de défendre les civils bosniaques s'est le plus souvent fondé sur cet argument de la « sécurité » de nos soldats, et le sacrifice de ces populations a été permanent. Parler de la « sécurité » du mandat de l'ONU en ex-Yugoslavie ne suffit pas, il s'agit en réalité de son insécurité.

L'originalité de l'histoire de toute cette guerre est sa gestion par les instances internationales pendant qu'elle se produit. L'action de l'ONU dans ce conflit peut se résumer en partie à un ralentissement humanitaire (non militaire) du nettoyage ethnique, comme à Sarajevo ou à Srebrenica en 1993, mais aussi à sa coagulation de fait avec Mladic, comme à Srebrenica et Zepa en juillet 1995.

La résistance bosniaque, désespérée et victorieuse à Bilac en 1994, a changé le cours de la guerre, malgré l'ONU, et malgré le verdict des Américains en juillet 1994 qui affirmait : « Les Serbes ont gagné » au moment où ils commençaient à perdre.

À la fin de l'été 1995, les bos-

bardements mesurés de l'OTAN ont autant arrêté le retournement du rapport de forces en cours (et donc la libération de la Bosnie) qu'ils ont éloigné les canons serbes de Sarajevo.

Les informations et les images ont circulé en même temps que la guerre se déroulait, mais il semble qu'il y ait des difficultés parfois à imaginer ce que l'on voit, pour des raisons qui ne tiennent pas seulement aux désignations, voire aux censures éventuelles officielles.

Ce qui fait « digérer » le génocide en train de se commettre, ce n'est pas seulement la lâcheté, « les intérêts » (ou leur absence) ou encore le sadisme latent de tous contre tous. C'est surtout l'élabo-

payé dont elles compliquent l'action. Dans le camp de concentration, dans le ghetto, leur défiguration démontre leur culpabilité aux yeux des passants jeunes et gais. L'élégance des femmes bosniaques dans les villes assiégées était une haine contre cet enchaînement, l'affirmation esthétique d'être quelqu'un de « bien », donc non coupable puisque ne ressemblant pas à une victime.

Inversement, le vainqueur qui a pris le pouvoir dans le meurtre accroît son prestige, il existe politiquement, il attire les regards. Il est toujours intéressant. L'armée serbe yougoslave, en tant que vainqueur, échappait à ce processus de disqualification qui ne s'exerce que

ration d'une version présentable des faits à laquelle on puisse faire semblant d'adhérer sans perdre la face.

Le temps de la mettre au point est celui-là même du meurtre de masse, quelques jours, comme lors de la conférence internationale de Londres en juillet 1995, où a été décidé un « cercle rouge autour de Gorazde », alors même que Zepa (20 000 personnes) n'était pas tombée, et que Mladic séparait les hommes des femmes à Srebrenica et caressait la joue de l'enfant dont il avait décidé de tuer le père.

Une ombre portée par la conviction impensée de l'inégalité entre « les autres » et « les nôtres » disqualifie d'emblée les victimes qui irritent toujours le passant comme le gestionnaire international sur-

contre les victimes et constitue une des conditions de l'acceptation par les témoins de bonne volonté du massacre en masse pendant qu'il se produit.

Seul le luxe d'une société gorgée de paix et de fictions peut faire croire à ses enfants que les héros prennent la défense des malheureux. Dans la réalité, le brave type responsable neutre de la Forprom ne voit rien. Un rien énorme et énervant, un bloc sombre : tous ces morts dont il refuse le sens.

Une autre distribution inégale de valeur a joué contre la visibilité du génocide en Bosnie : le prestige du pire n'a pas été reconnu au nettoyage ethnique au regard du souvenir historique du génocide perpétré par les nazis.

Notre souhait tragique du « plus

jamais cela ! » concernant la Shoah est devenu petit à petit constatar peinant : ce n'est plus jamais « cela ». Et il y a peu de chances historiques pour que « cela » prenne les mêmes formes cinquante ans après, comme l'avait bien vu Primo Levi. Lorsque la comparaison sera « exacte », lorsque les morts seront comptés par millions, quel intérêt de comparer ? Il y a un paradoxe piquant pour un Milosevic (seul représentant de l'ancien système à avoir gardé son poste après la chute du Mur) à voir le souvenir de la Shoah construire le rempart d'invisibilité de la purification ethnique.

Est-ce qu'il n'y aurait pas une sorte d'incapacité à penser le présent à l'aune du passé, ou, plutôt, de la représentation de ce passé bouleversant à condition qu'il soit passé ? Est-ce que notre capacité d'émotion en face du génocide, tellement vertigineuse en nous dans la salle noire du cinéma, ne se déclencherait que lorsqu'il est trop tard ? Quand le crime est perpétré en temps réel, et trop près, une espèce de gêne ulcérée et bizarre ne rendrait-elle pas hargneuse et froide la belle âme que la victime trop proche dérange ?

Il a fallu dans ce conflit que les mécanismes intellectuels qui produisent la disqualification a priori de la version des victimes soient rudement efficaces pour en arriver à faire accepter en temps réel par les militaires et les politiques le sacrifice des valeurs auxquelles ils doivent leur légitimité. La phrase de Robert Antelme : « On peut tuer un enfant vivant dans un four, et la nuit ne hurle pas », peut, seulement maintenant, être complétée : cinquante ans après, le jour aussi se tait.

Véronique Nahoum-Grappe est ingénieure à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

On ne peut pas  
passer sa vie sans savoir.

MEGA  
France

NATHAN

CEP  
COMMUNICATION

Nathan, un éditeur  
du groupe C.E.P. Communication.

René Rémoudon



**Le Monde** est édité par le SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Lévy, directeur général ;  
Nathalie Lévy, directrice générale adjointe  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction :  
Thierry Fournier, Robert Solé  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Paul Bessis, Bruno de Cans, Pierre Gaspard, Laurent Goussier, Danièle Heymann,  
Bernard Le Goff, Jean-Pierre Lemaire, Vincent Luchini, Luc Rosenzweig  
Directeur adjoint : Dominique Roynet  
Rédacteur en chef technique : Eric Azou  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Directeur adjoint : Eric Pelloux / directeur délégué : Anne Chausson  
Conseiller de la direction : Alain Ruffin / directeur des relations internationales : Daniel Verrier  
Médiateur : André Laurent  
Conseil de surveillance : Alain Milot, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Administrateurs : Hubert Beau-Méry (1994-1995), Jacques Fauvet (1995-1996),  
André Laurens (1996-1997), André Fontaine (1997-1998), Jacques Lacroix (1998-1999)  
Le Monde est édité par le SA Le Monde  
Droits de la propriété : tous droits réservés. Les droits de reproduction sont réservés.  
Capital social : 250 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Éditions du Monde »,  
Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des Éditions du Monde,  
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Miro Press, Le Monde Prévisions  
Siège social : 10 rue de Valenciennes, 75001 PARIS CEDEX 05  
Tél. : (0) 1 47 33 20 40. Télécopieur : (0) 1 47 33 20 41. Telex : 330 500 F

## Couacs franco-allemands sur la défense

Suite de la première page

Ainsi Roman Herzog, président de la République fédérale d'Allemagne, a-t-il récemment déclaré que le service militaire « n'est pas un principe général, valable éternellement », mais qu'il « dépend des situations concrètes ». Or, depuis la fin de la guerre froide, les dirigeants allemands vont répétant que leur pays n'est plus menacé par aucun de leurs voisins avec lesquels ils entretenaient des relations d'amitié et il leur est difficile d'évoquer l'ombre de la Russie, alors que Helmut Kohl ne tarit pas d'éloges sur les réalisations de Boris Eltsine.

D'autre part, les objectifs de conscience, qui sont astreints à un service civil, sont pratiquement aussi nombreux que les jeunes servant sous les drapeaux. Et on peut difficilement s'en passer. D'abord, le service civil permet de remplir des tâches humanitaires qui ne sont plus assurées par des salariés du secteur public. Ensuite, si le nombre des recrues dépassait les 175 000 actuels par an, le budget de la Bundeswehr ne suffirait pas pour les entretenir. L'Allemagne est arrivée à ce paradoxe que le chiffre de 340 000 soldats arraché de haute lutte par le chancelier Kohl à Mikhaïl Gorbatchev (qui aurait préféré une armée allemande plus petite) en 1990, est difficile à atteindre faute de combattants et de crédits.

La même remarque vaut pour les programmes d'armement. Les Allemands se sont indignés quand la partie française a annoncé qu'elle souhaitait revoir le calendrier, le volume et les caractéristiques des équipements. Mais dès qu'il a eu connaissance des réductions de crédits que lui imposait son ministre des finances, Volker Rübe a remis en cause les accords passés, surtout Helios II, dont les experts allemands ne veulent pas. Les considérations de politique intérieure n'étaient pas absentes. En agissant ainsi, le ministre de la défense a tenté de faire pression sur Helmut Kohl, qui fa très mal pris. Le budget allemand de la défense, qui d'après la loi de programmation militaire aurait dû être de 50 milliards de marks (environ 170 milliards de francs), est tombé à 47 puis 46,5 milliards, mais le chancelier a promis qu'il remonterait à partir de 1997.

Ce rapide survol montre que Français et Allemands sont pratiquement logés à la même enseigne : les problèmes posés des deux côtés du Rhin sont semblables, les contraintes analogues. La conclusion s'impose : une concertation entre les responsables, en amont, avant que les décisions soient prises et annoncées, aurait sans doute permis d'éviter les malentendus et les tensions. Or les Allemands se plaignent de ne pas avoir été consultés sur la réforme française. Sans doute les contacts entre hauts fonctionnaires ont-ils été nombreux à partir de l'automne 1995, mais « il y a consultation et consultation », remarque un haut responsable du ministère allemand de la défense.

On a le sentiment à Bonn que les Français ont donné des informations dans la mesure où ils étaient au courant des intentions du président de la République, mais qu'à aucun moment il n'a été tenu compte des susceptibilités du parlementaire et des problèmes que celui-ci serait amené à affronter à la suite de telle ou telle décision. L'exemple le plus flagrant est la dissolution des régiments français stationnés en Allemagne - « Le chapitre est clos », dit-on chez M. Rübe -, dont les conséquences écono-

miques seront désastreuses pour certaines petites villes et qui ne manquera pas d'avoir des effets sur l'Eurocorps, présenté pourtant comme le fleuron de la coopération entre les deux pays.

La secrétaire du Conseil de défense et de sécurité, réanimé par François Mitterrand dans les années 80, qui regroupe à Paris des diplomates et des militaires français et allemands, n'a jamais été saisie des projets français.

Bref, les Allemands ont dû se débrouiller avec les conséquences directes ou indirectes des décisions prises à Paris, sans avoir eu leur mot à dire. Ils mettent ces dysfonctionnements sur le compte de l'inexpérience relative des nouvelles équipes arrivées au pouvoir après l'élection présidentielle. Avant 1995, la coopération franco-allemande, avec ses divergences elles-mêmes, était devenue une seconde nature ; il y a, entre les responsables à divers niveaux, des automatismes à réinstaller, dont l'absence est imparfaitement compensée par l'amitié affichée entre le président de la République et le chancelier.

### UN « DOCUMENT-CADRE »

Jacques Chirac et Helmut Kohl ont compris qu'une dérive dangereuse menaçait. Quand ils se sont vus à Bonn, à la mi-mai, ils ont mis noir sur blanc un relevé de leurs accords, véritable feuille de route pour leurs collaborateurs. Maintenant que les cadres budgétaires sont fixés, tous les programmes seront mis sur la table à l'automne et examinés en fonction de leur valeur intrinsèque, de leurs rapports les uns avec les autres et de leurs conséquences industrielles ou sociales dans les deux pays.

Parallèlement, un groupe de travail regroupant des militaires et des diplomates prépare un « document-cadre » sur les doctrines stratégiques, qui passera en revue les nouveaux risques pour la stabilité et la sécurité de l'Europe, les réponses à y apporter et les implications pour les armées des deux pays. Une première version a été présentée au sommet franco-allemand de Dijon, début juin, mais le travail n'est pas terminé. Français et Allemands recherchent un langage commun, tenant compte de leur situation géopolitique et de leur degré d'intégration (encore) différent dans l'OTAN. La question de savoir si ces généralités, qui ne sont certes pas nouvelles, suffisent à éviter de nouveaux cafouillages reste ouverte.

Daniel Verrier

## Inquiétudes

Suite de la première page

La fracture civique, enfin, est celle qui oppose le pouvoir et la justice. Elle existait avant l'avènement de Jacques Chirac, chacun s'en souvient. Mais elle s'est aggravée de multiples tentatives de mises au pas de la justice. Tout se passe comme si le pouvoir avait, en la matière, une règle de conduite - si l'on ose dire - simple. L'impunité pour les siens (jurisprudence Juppé-Tibert), le risque maximum pour les autres. Selon que vous serez RPR - du bon côté du RPR s'entend - ou non, la justice peut donc passer pour tous ceux qui ne font pas partie du camp des vainqueurs, ou qui ne l'ont pas rejoint.

Cela pourrait bien déboucher sur le retour de l'Etat partial sous sa forme bien connue d'Etat RPR. Dans l'ordre des mœurs « civiques », ressurgissent des pratiques qui avaient cours avant l'élection... de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Comme si trois septennats libéraux - celui de l'ancien président de l'UDF et ceux de François Mitterrand - n'avaient pas suf-

fi à nous garantir contre tout retour en arrière.

Naturellement, il serait injuste de limiter l'action du gouvernement Juppé à ce constat. C'est un gouvernement qui agit, et même qui réforme : la Sécurité sociale, avec une loiable, mais probablement insuffisante, tentative de remise sur pieds ; mais aussi le réarmement ou la modernisation de grands services publics, Air France, France Télécom ou récemment la SNCF. Réformes nécessaires, et pour certaines d'entre elles courageuses. Mais leur perception dans l'opinion reste brouillée.

En effet, les réformes fondamentales que l'on était en droit d'attendre d'un nouveau pouvoir n'ont pas été engagées, privant le pays d'un changement espéré. Et cela dans au moins deux domaines : l'Etat et l'emploi. La réforme de l'Etat, celle des institutions, que Jacques Chirac avait promis de « démonarchiser », celle de la justice, de la pratique politique (le Parlement, malgré la session unique, ne s'est pas redressé) ne dépendait certainement pas d'une telle contrainte extérieure. Elle était simplement affaire de volonté politique. Rien ne s'est produit sur ce front, pas même un référendum

pour la suppression du service national. Or, si l'on veut bien considérer que, sur la longue période, le pays est plus que jamais en transition vers l'économie de marché, il serait temps de progresser, concomitamment, dans l'ordre de la démocratie et de la transparence ; il serait même urgent de rompre enfin avec les excès de la V<sup>e</sup> République.

### LE CHOIX DES HOMMES

S'agissant de l'emploi, le pays attendait, compte tenu des proclamations électorales, à tout le moins un peu d'audace, d'avantage de volontarisme en tout cas. Au lieu de quoi, il s'est résigné à une vision comptable ; la piste du temps de travail n'a pas été véritablement explorée ; quant à la lutte contre l'exclusion, elle attendra aussi des jours meilleurs. En fait, le pari d'Alain Juppé était celui du rebond de l'activité économique pour financer quelques mesures nouvelles et desserrer les contraintes budgétaires : sous le poids d'un prélèvement record, c'est le contraire qui s'est produit.

Ainsi, le fait, pour un gouvernement, d'être actif et réformiste dans certains domaines ne suffit pas. Croire qu'il serait suffisant,

pour gouverner, d'affirmer et d'imposer sa propre vision de la rationalité permet tout au plus de définir avec précision ce qu'est un gouvernement technicien. Et Dieu sait si le règne de la technocratie a été dénoncé pendant la campagne présidentielle par ceux-là mêmes qui paraissent aujourd'hui incarner la quintessence du gouvernement technocratique. Dans ces conditions, quelque peu préoccupantes pour les citoyens et acteurs de la vie économique, que faire ?

Comme toujours sous la V<sup>e</sup> République, le pays attend la parole présidentielle. Il y ajoute peut-être cette fois l'espoir d'un miracle présidentiel. Le chef de l'Etat, en tout cas, ne peut plus se contenter du registre - simplicité, proximité - qui lui a habilement permis de sortir de la contradiction entre le candidat Chirac et le tournant de la rigueur de l'automne 1995 ; bref, qui lui a permis de s'installer dans sa fonction. Ce registre ne lui permet plus d'exercer celle-ci complètement. Il lui faudra donc certainement s'attacher à répondre aux problèmes des Français, alors qu'il s'est surtout occupé (à travers le réalignement de l'outil de défense et de son repositionnement stratégique) des problèmes de la France.

Dire aux Français où Jacques Chirac veut les conduire, définir une stratégie, tracer une perspective, qui aille au-delà du « on-fait-ce-qu'on-peut-dans-un-monde-difficile », sans laquelle l'action gouvernementale resterait sans visibilité : à cette tâche urgente, le président devra aussi ajouter celle de la réunification de la majorité pour marquer aux yeux de l'opinion la fin de la guerre présidentielle. Il lui faudra enfin accepter l'idée qu'une fraction du pays, fit-elle au pouvoir, ne saurait se considérer comme étant au-dessus des lois.

Un chef d'Etat exprime toujours sa stratégie par le choix des hommes. La symbolique présidentielle, décisive dans ce pays, passe donc par le choix d'un premier ministre. En l'espèce, elle devrait passer par le choix d'un nouveau premier ministre, tant nous sommes proches de cette phase classique sous la V<sup>e</sup> République dans laquelle un président doit faire payer au chef du gouvernement le prix de sa propre sauvegarde. Sauf à laisser le pays avec un sentiment de surplage et de déjà vu qui risquerait un jour de le conduire de l'inquiétude au désespoir.

J.-M. G.

## Le Monde

EDITORIAL

## Nouveau cours en Russie ?

LES Russes, qui ont cru se prononcer pour la paix en Tchétchénie en votant pour Boris Eltsine, en sont pour leurs frais. Les résultats de l'élection présidentielle n'étaient pas encore proclamés que la chasse aux indépendantistes et les bombardements des populations civiles reprenaient de plus belle, malgré les déclarations réitérées du général Lebed en faveur d'une solution politique. L'élimination des « durs », ou prétendus tels, de l'entourage de Boris Eltsine n'a pas suffi à démanteler le « parti de la guerre ».

Au Kremlin, les rapports de forces sont toujours plus complexes que la distinction entre les « bons » et les « méchants », même dans cette période où l'opacité a reculé devant les embryons de démocratie. L'orientation économique du prochain gouvernement n'est pas plus claire. Mercredi 10 juillet, le président fraîchement élu a tenté de rassurer ceux qui ont voté pour les réformes - en annonçant qu'elles seraient poursuivies - et de ne pas décevoir ceux qui avaient voté contre - en laissant espérer des « corrections sérieuses ». Aucune précision n'a été donnée, mais cette réorientation pourrait prendre la forme d'une interven-

tion plus directe de l'Etat dans la vie économique, afin d'assurer « les commandes des entreprises, des emplois pour la population » et d'« augmenter le niveau de vie de chaque famille russe ».

Tout cela est plus facile à dire qu'à faire. En admettant que le président et son premier ministre - qui sera toujours Viktor Tchoumyrine - soient décidés, cette politique se heurtera à de nombreux obstacles. Il n'est pas certain qu'un cours plus volontariste ou plus social soit possible compte tenu des moyens financiers limités dont dispose la Russie, surtout après une campagne électorale pendant laquelle le président et son équipe n'ont pas hésité à puiser sans vergogne dans les caisses ; de plus il entrera très vite en contradiction avec les prescriptions du Fonds monétaire international, destinées à réussir la sacro-

sainte « stabilisation macro-économique », qui reste la condition de futurs crédits internationaux.

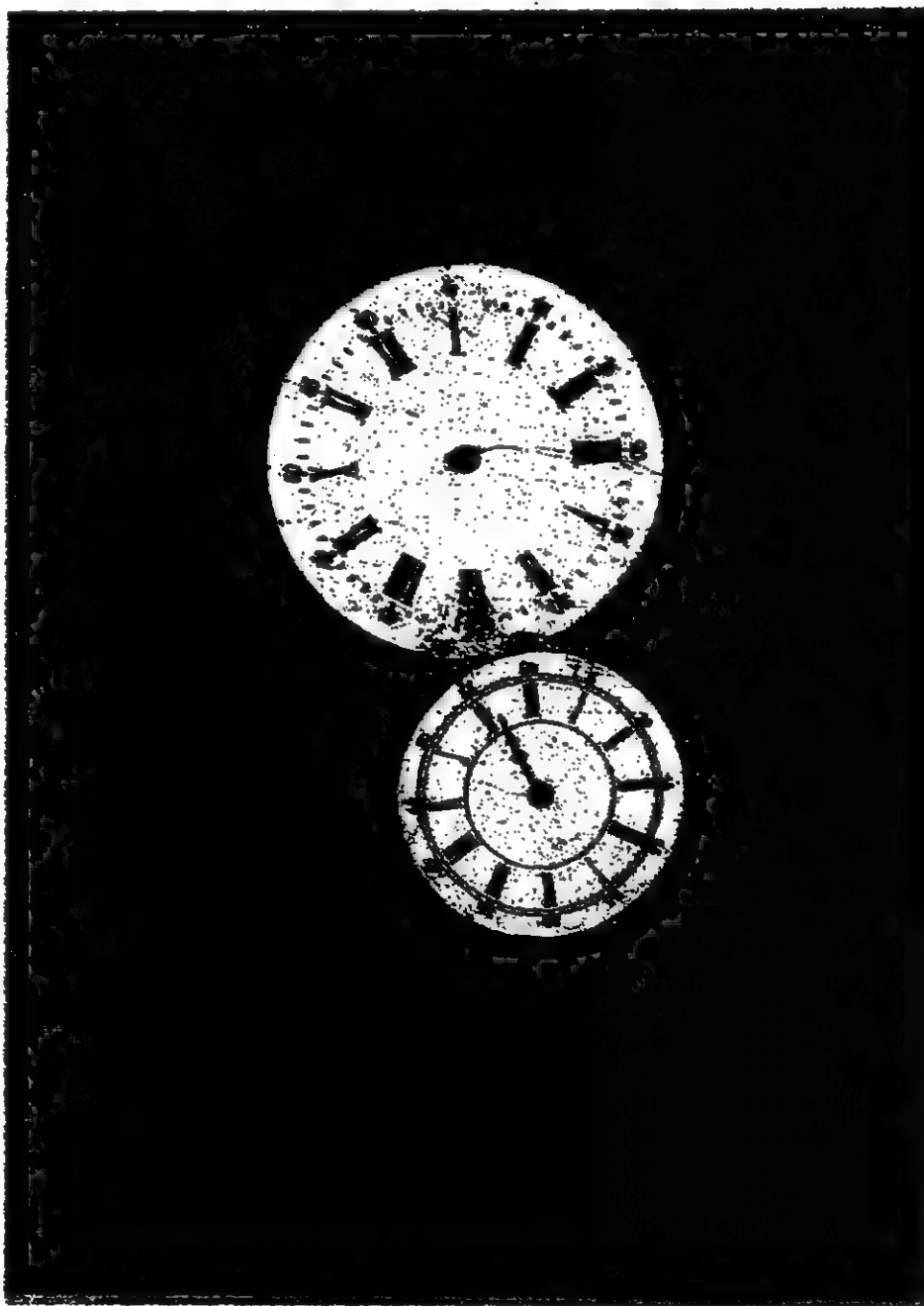
Pourtant, une telle politique pourrait paradoxalement rallier des hommes politiques venant aussi bien de la mouvance communiste que des milieux réformateurs, auxquels Boris Eltsine a promis de faire appel s'ils abandonnent leurs étiquettes partisans. Grigori Iavlinski, par exemple, le chef du parti Iabloko, arrivé quatrième au premier tour de l'élection présidentielle, est certes un partisan convaincu de l'économie de marché, mais il a toujours insisté sur la nécessité de lui donner une dimension sociale, sans laquelle il est vain d'attendre une large adhésion populaire.

L'obstacle principal à cette réorientation reste la corruption, le fonctionnement mafieux de l'économie, l'accaparement des richesses nationales par quelques monopoles contrôlés par les nouveaux riches ou par l'ancienne nomenklatura (quand les deux termes ne sont pas synonymes). Pour remplir son nouveau « programme », Boris Eltsine devra s'attaquer à ces groupes ; en s'attaquant à ces groupes, il sciera la branche sur laquelle est assis son pouvoir.

## Hommages irrespectueux d'André François

Le peintre et dessinateur célèbre à sa manière quelques maîtres illustres.

Rafaël : « Time is mummy »



### DANS LA PRESSE

#### EUROPE 1

Alain Duhamel

La visite d'Alain Juppé en Corse ne peut pas être un déplacement banal ou un geste rituel (...). Il lui faudra commencer par tenir un langage de fermeté. Il en appellera à l'ordre républicain, au dialogue démocratique, au respect de la loi. Il devra tenter de rendre confiance aux magistrats et aux policiers. Il devra aussi, à l'instigation de toute la population, réaffirmer que la solidarité nationale implique le respect des normes civiques. Il annoncera toute une série de mesures économiques et financières, que l'on rassemblera sous le vocable de zone franche.

#### THE NEW YORK TIMES

Il y a huit siècles, les Mongols conquièrent la moitié du monde lorsque les cavaliers de Gengis Khan se rendent maîtres de l'Asie et de l'Europe, fondant ainsi le plus grand empire terrestre de tous les temps. La semaine dernière, les descendants de ces conquérants ont donné un exemple bien différent, en chassant du Parlement le parti qui avait gouverné le pays pendant soixante-quinze ans, sous l'égide des communistes jusqu'en 1990 et, depuis, sous celle des anciens communistes. Cela ne pouvait tomber à un meilleur moment pour réfuter les prétentions des régimes autoritaires de Chine, d'Indonésie ou de Birmanie, qui tiennent la responsabilité politique et le multipartisme pour des idées étrangères aux valeurs asiatiques.

#### THE TIMES

Un quart des patrons des quarante plus grandes entreprises françaises font l'objet d'une enquête pour fraude ou corruption. Une culture ponde semble avoir pervers les grandes firmes françaises. (...) Si la France veut convaincre les investisseurs étrangers que sa culture est ouverte et honnête, toute la vérité doit être mise au jour. D'où la nécessité d'une magistrature forte et indépendante.



ROMANS POLICIERS  
« Le Codicille »,  
de Tom Topor  
page II



MAXIME DU CAMP  
l'ami de Flaubert  
page III

# Le Monde des LIVRES

VENDREDI 12 JUILLET 1996

LA CHRONIQUE  
de Roger-Pol Droit  
« La Philosophie  
d'Auguste Comte »,  
de Juliette Grange  
page VI

MAX WEBER  
page VII



## Virée dans Soho avec Robin Cook

**P**our situer The French House sur Dean Street, en plein cœur de Soho, il n'est même pas besoin de demander des renseignements ou de consulter sa carte. Avec ses clients qui, dès midi, leur chope de bière ou leur verre de whisky à la main, débordent sur le trottoir et dans la rue, The French House s'impose à l'œil comme une immense cénacle dont les proéminences annulent tous les autres pubs et restaurants riverains. « Vous n'êtes pas vraiment dans Soho ici. Vous êtes au bout du monde », explique l'un des habitués du pub. C'est dans ce bout du monde qu'il décrit dans *Quand se lève le brouillard rouge*, son ultime roman, dont l'action se situe, presque intégralement, dans Soho. « Cook voulait que son dernier roman fût sur Londres. J'ai eu du mal à accepter la valeur testamentaire de ce livre, mais je crois maintenant qu'elle est réelle. Robin

savait qu'il allait mourir, il a prudemment terminé le livre la veille de sa mort », raconte Mark Timlin, l'un des amis de Cook, romancier lui-même.

« L'hôtel lorgnait amèrement dans la rue, malgré tout, comme une ancienne vedette silencieuse, dans la robe de son dernier rôle à l'écran (...). » Le Soho de *Quand se lève le brouillard rouge* est à l'image de cet hôtel décrit au début du livre : un amas de gravas dont les fissures ont été maladroitement colmatées et repeintes en prévision d'une dernière représentation. Une succession de ruines qui ne demanderait qu'à s'écrouler une fois que Gust, le protagoniste principal du roman, un petit truand sorti de prison, se retrouverait en possession de deux mille passeports britanniques volés, sera finalement rattrapé par les membres de l'ex-KGB et des services anglais du contre-espionnage lancés à sa poursuite. L'œuvre de Cook, depuis *Comment vivent les morts*, est marquée par une inter-pénétration du monde des vivants et de celui des morts, par une volonté pathétique des humains d'établir le contact avec les disparus. Dans *Quand se lève le brouillard rouge*, ce sont les murs qui servent d'interlocuteurs : « Jamais

« Disparu », le quartier londonien du romancier anglais. Seul demeure le French House, pub de prédilection et théâtre de son inspiration. Et les fantômes et les ombres de ce Londres désincarné auquel il a offert son dernier roman

au cours de sa vie, Gust n'avait imaginé qu'il se retrouverait un jour dans une situation aussi épouvantable. C'est ce qu'il expliqua à la fenêtre nue ; et quand il eut fini de parler à la fenêtre il s'adressa aux murs. » Le disparu, ici, n'est autre que Londres. Cook ne cherche pas à humaniser Soho, mais, au contraire, à le désincarnier. Le Soho

de *Quand se lève le brouillard rouge* renvoie à une topographie précise, c'est même le seul roman de Cook que l'on puisse suivre à l'aide d'une carte d'état-major, encore plus que *Vices privés, vertus publiques* et *Les mois d'avril sont meurtriers*, qui se déroulent eux aussi dans Soho. De Shaftesbury Avenue à Berwick Street et Broadway, se dessine un quadrilatère étroit, délimitant les frontières réduites de Soho, dont Gust devient de plus en plus prisonnier, comme si la Terre avait cessé d'être ronde pour devenir plate et dévoiler l'immense précipice qui allait s'ouvrir sous ses pieds.

Pourtant, même décrit avec cette précision maniaque, le Soho de Robin Cook n'a rien de référentiel. C'est le Soho des années 60 que Cook transplante en plein cœur des années 80. Un quartier mort-vivant dépeint de son sépiolisme. Il suffit de voir ce qu'est devenu Soho aujourd'hui - une longue série de sent-shops et de restaurants chics entrecoupés d'épicerie et de magasins de disques envahis par des cohortes de touristes - pour comprendre à quel point il ne pouvait plus intéresser Cook. Il n'y a pas de trace de The French House dans *Quand se lève le brouillard*

rouge, pas plus, d'ailleurs, que dans les autres livres de Cook. Dans *Quand se lève le brouillard rouge*, The French House s'incarne dans une succession de pubs aux noms imaginaires : Le Diadème, L'Eclipse, Les Neuf Vies, Le Point du jour, qui structurent le roman de Cook et se révèlent comme autant de balises auxquelles Gust s'accroche désespérément. On peut toujours refaire le parcours des pubs tel qu'il était effectué par Cook - si l'on en croit plusieurs de ses proches : Mark Timlin, Sandy Rawkes, l'auteur de *The French*, une monographie à la gloire du pub, vendue uniquement au comptoir... et, encore, si l'on est prêt à prendre un verre de whisky avec Noel Bottom, le propriétaire du French.

Samuel Blumenfeld

Cook commençait sa journée à trois heures au Coach and Horses, la poursuivait au French, puis dans un autre pub, le Gerry's Club, enchaînait sur Madame Jojo's, un bar de travestis sur Brewer Street, et la terminait à Cambridge Circus, dans un bar fréquenté par la pègre. Refaire ce parcours revient à chasser des fantômes ou à rechercher des ombres en pleine lumière. Il n'y a

plus rien à trouver du côté du Coach and Horses ou du Gerry's Club, si ce n'est un pub de plus, un autre verre, et les mêmes murs, parfaitement repeints cette fois-ci. Le Soho en ruine de Cook n'existe bien que dans ses livres. La topographie de *Quand se lève le brouillard rouge* n'a rien de littéral, la prendre à la lettre ne mène nulle part. Il faut la prendre comme une radiographie, une empreinte mentale du cerveau de Cook, et prendre la succession de noms de pubs pour une série de signes abstraits renvoyant d'abord à une *Terra incognita*. « Je n'ai jamais eu besoin d'inventer énormément pour écrire. L'existence que je décris semblait désormais aussi réelle que celle que j'avais vécue, que ce soit

dans les faits, dans mes rêves éveillés ou dans les deux simultanément ; quant aux bars, si je les voyais comme un théâtre, c'est ainsi que je voyais mon esprit : des portes qui s'ouvrent, des gens qui entrent et sortent, livres ou sobres, débattant leurs états d'âme, cassant les pieds à tout le monde, s'asseyant seuls, affalés dans un coin devant un verre vide, marmonnant face au mur. Le pub était ce que je pouvais imaginer de plus proche de l'intérieur de ma tête », écrivait Cook dans *Mémoire vive*, son essai d'autobiographie.

Se renseigner au French sur Robin Cook revient à demander à un père s'il se souvient de son fils. Tout le monde ici se souvient de « Cook », pas tant comme d'un enfant prodige - c'est à peine si l'on a lu ses livres - que comme d'un type bien, que l'on respectait suffisamment pour ne pas lui demander ce qu'il faisait une fois sorti du French. Il va de soi pour tous les habitués qu'il n'aurait jamais mentionné le French dans ses livres, à croire qu'il s'agissait là d'un secret de famille inviolable. Comme pour mieux préserver le mystère, Cook écrivait en Angleterre sous le pseudonyme de Derek Raymond. Pour Sandy Rawkes, « la compagnie de Robin était tellement plus agréable que ses livres. Pour être franche, j'ai du mal à lire ses livres, ils me font mal au ventre. Il ne mentionnait de toute façon jamais ses livres. Il ne disait même pas qu'il travaillait très dur. Robin possédait une connaissance incroyable de Londres, presque incomparable. Toute sa vision de Londres découle de l'époque où il a été pendant huit ans chauffeur de taxi à South London. »

« Robin ne voulait pas que les gens trouvent le moindre élément tangible dans ses livres. Il connaissait beaucoup de monde, et pas mal de personnes sortant de prison. Robin ne voulait surtout pas être retrouvé au French », explique Mark Timlin. Du passage de Cook au French, il reste son héritage, posé sur une coupe en métal peinte, derrière le comptoir du bar, et un portrait de lui accroché au fond du pub. On peut aussi y croquer quelques-unes de ses cinq ex-femmes, qui semblent avoir plus de choses à se dire entre elles que sur leur ex-mari. Quant aux livres de Cook, ils s'inscrivent dans une autre vie. Comme le dit le barman du French : « Je connaissais bien Robin, mais c'est à Derek Raymond que vous devriez poser vos questions. »

QUAND SE LÈVE LE BROUILLARD ROUGE (Not till the red fog rises) de Robin Cook. Traduit de l'anglais par Jean-Paul Gréas, Rivage, 287 p., 119 F.

## L'héritage de Genet

**I**l y a dix ans, Jean Genet mourait dans un petit hôtel du XIII<sup>e</sup> arrondissement. C'était le 15 avril 1966. 1996 aura été l'année Genet. Numéros spéciaux de revues, expositions, congrès, mises en scène se multiplient. Depuis dix ans, deux biographies, un essai sur son cinéma, deux recueils d'études, deux recueils de textes posthumes, un livre d'entretiens avec Bertrand Poirot-Delpech et avec Hubert Fichte, une correspondance avec Marc Barbezat, deux pièces retrouvées, un scénario, un album sur Rembrandt ont paru chez différents éditeurs. Juan Goytisolo, dans *Les Royaumes déchirés* (1), Mohamed Choukri, dans *Jean Genet et Tennessee Williams à Tanger* (2) ont apporté leurs témoignages. Jean Genet, couronné par Sartre et Derrida, appartenait désormais à une sorte de patrimoine international de la littérature mondiale, peut-on dire, si l'on ne craint

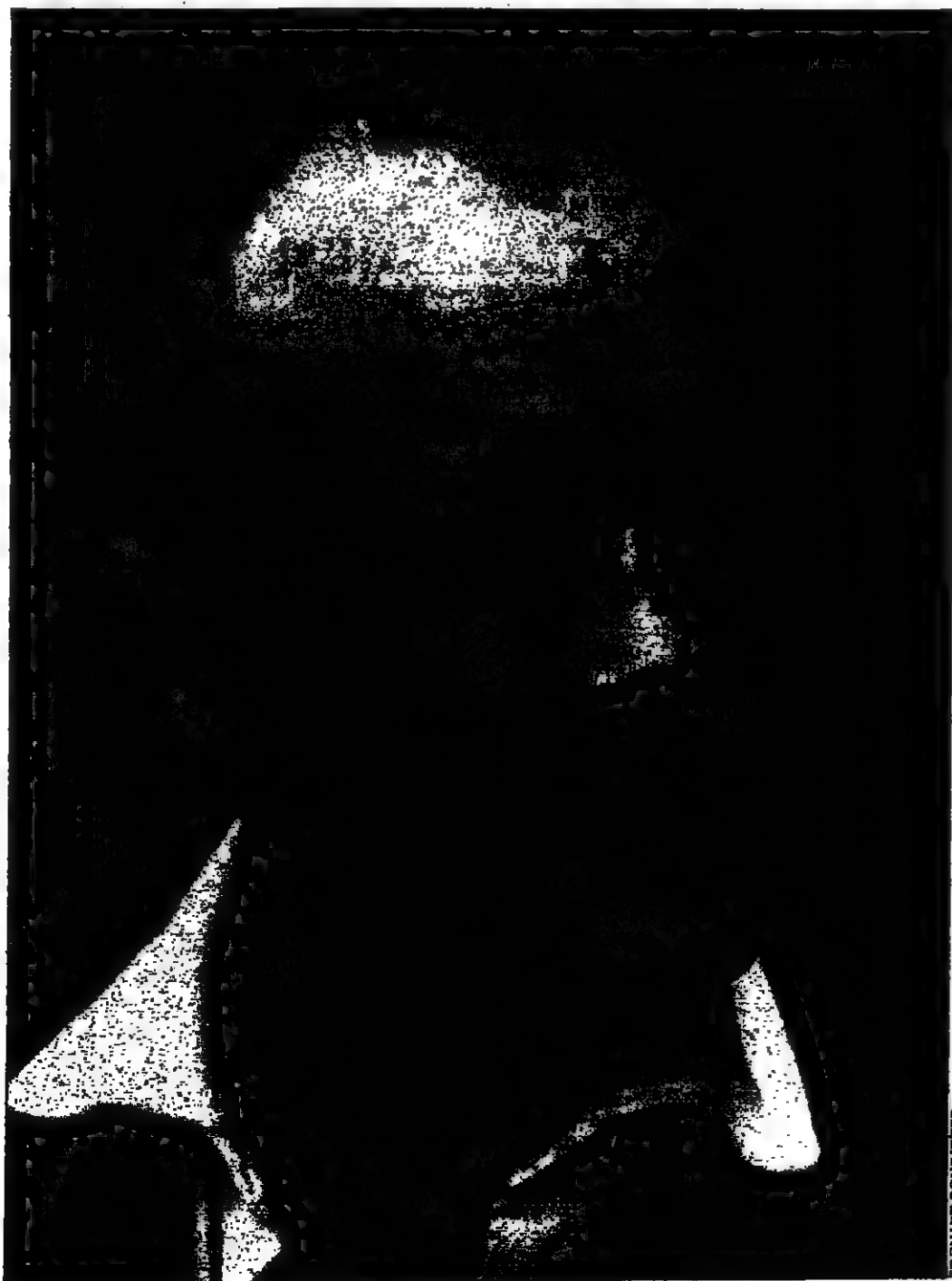
René de Ceccatty

pas les paradoxes en chaîne. Pour rendre hommage à l'écrivain, dont la renommée ne cesse de grandir au rythme de parutions et d'analyses diverses et parfois contradictoires - et c'est tant mieux -, nous nous sommes adressés à plusieurs personnalités liées à son œuvre par un intérêt amical, intellectuel ou politique. Tahar Ben Jelloun, qui fut un ami personnel de l'écrivain, lui envoie une Lettre ouverte, dans ce monde des morts qu'il a tant célébré. Hadrien Laroche, auteur d'un *Dernier Genet* (3), remonte le cours des événements politiques de son existence. Albert Dichy, auquel nous devons un *Essai de chronolo-*

Dix ans n'ont pas épuisé cette œuvre plurielle et brûlante. Comme l'illustrent un texte inédit et un hommage rendu par Tahar Ben Jelloun, Edmund White, Patrick Chamoiseau

gie, 1910-1944 (4), fait le point sur les archives Genet, dont il a la responsabilité. Le romancier américain Edmund White, auteur de la biographie parue chez Gallimard en 1993, souligne l'apport ambigü de l'auteur de *Journal du voleur* à la question homosexuelle. Enfin, Patrick Chamoiseau lit l'œuvre et la vie comme une révision de nos certitudes. Bref, c'est l'héritage de Genet dont nous percevons les multiples aspects, brillants toujours, à jamais irrécupérables, comme le prouve un texte inédit datant de la dernière décennie de sa vie, note préparatoire à *Un captif amoureux*.

(1) Fayard, repris dans la « Petite bibliothèque cosmopolite », Stock.  
(2) Quai Voltaire.  
(3) A paraître au Seuil en 1997.  
(4) Rédigé en collaboration avec Pascal Fouché, Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'université Paris-VII.  
Lire également pages IV et V.









## Justice pour Maxime Du Camp

Plus d'un siècle après sa mort, l'ami décrié de Flaubert méritait une réhabilitation.  
C'est chose faite avec l'ouvrage que lui consacre Gérard de Semeville

MAXIME DU CAMP  
de Gérard de Semeville.  
Stock, 438 p., 150 F.

**L**a Renommée ne manque pas de convoquer à la barre de son tribunal tous ceux qui, peu ou prou, entrent dans l'existence d'un grand écrivain dont elle entend établir le culte. Les catégories sont au banc du ministère public. Ainsi défilent souvent sous leurs plumes les parents obtus, les veuves abusives, les fils indigues et les amis félons. Parmi ces derniers, Maxime Du Camp (1822-1894) eut le triste privilège d'être longtemps considéré comme le Ganelon de Flaubert, doublé d'un bourgeois réactionnaire. A son endroit, le procès fut double : littéraire et politique. Aujourd'hui, M. de Semeville fait appel.

On sait que le fameux voyage en Orient associa les deux hommes. Quand ils se rencontrent en 1843, les jeunes gens partagent les mêmes aspirations romantiques et littéraires. Mais les crises d'épilepsie de Flaubert et les réticences de sa mère l'empêcheront d'accompagner son ami lors d'un premier voyage en Orient. Avant le départ, ils échantent des bagues pour mieux affirmer leurs liens. L'un est homme d'action, l'autre un contemplatif ; le premier part à la conquête du réel, le second n'en retient que les aspects transposables pour son art. A son retour, Maxime, qui a pris une maîtresse, ne manque pas d'en vanter les charmes à son ami dans les termes les plus crus, comme si le fera encore lorsqu'il soufflera Valentine Delessert au trop délicat Mérimée. Le sceptique Flaubert, qui sera toujours jaloux des amours trop absorbantes ou légalisées de ses amis, le met en garde : « J'ai peur pour toi quand je te vois une amour sérieuse. La vérole est moins à craindre que la

passion. » Max s'engage, Gustave observe – de loin. Il n'en présentera pas moins Louise Colet à son ami, qui s'en fera un allié.

## PARFAITE COMMUNION

En 1847, les deux hommes parcourent la Bretagne, ce qui leur inspirera un ouvrage commun : *Par les champs et par les grèves*. « Jamais nous n'avons été dans une communion plus parfaite », se souviendra Du Camp. Elle le sera moins lors de leur voyage en Orient, mais leurs projets et curiosités sont différents. Maxime topographe, inventeur, photographe tandis que son compagnon, vite ennuyé par les temples, rêve aux formes, aux couleurs, aux figures. « Le mouvement, l'action lui étaient antipathiques », écrit Du Camp. Il eût aimé voyager, s'il eût pu, couché sur un divan et ne bougeant pas... Malgré quelques heurts, les deux hommes restent proches.

Devenu animateur de *La Revue de Paris*, Du Camp aspire à un renouveau littéraire. A côté de figures célèbres, il publie des auteurs peu connus, l'essai de Baudelaire sur Poe mais aussi des extraits des *Contemplations* de Hugo. Notre ami, ce qui est une bravade en 1856. Il déplore le retrait de Flaubert à Croisset : « Sors de ta tanière, où personne n'ira te chercher, et viens au jour. Frotte-toi au monde. » Très peu pour « l'ermite » qui, dans une très belle lettre, réplique : « Etre connu n'est pas ma principale affaire (...). Je vise à mieux, à me plaire. » Max gâche le pouvoir des lettres, Gustave celui de l'esprit créateur. Les coupes que Du Camp impose dans sa revue à la publication de *Madame Bovary* ulcèrent Flaubert, mais la censure est là, qui guette. Cette revue agace le pouvoir : le procès d'Emma aura bien lieu. Et en 1858 la publication est interdite. Les deux amis, auront fait front



Un témoin privilégié de son temps

commun contre les autorités. Flaubert garde sa confiance, sollicite son ami pour sa documentation, lui soumet les manuscrits de *Salammbo*, de *L'Education sentimentale*, l'appelle son « juvénat ».

On pardonnera moins que les coupes les révélations qu'après la mort de son ami il apportera sur le mal de Flaubert : l'épilepsie.

Pourtant, il avait vu juste. Au cours du colloque consacré à Flaubert à Rouen en 1969, le docteur Galérant affirma qu'il avait donné à « une observation médicale de Flaubert que nous considérons comme un modèle scientifique et littéraire » (1). Mais la brèche était ouverte. En 1927, Edouard Maynial lance le mot de « faux ami ». Puis c'est René Dumesnil,

éminent flaubertien, qui dénonce les souvenirs de Du Camp où l'on sent « tellement la haine, qu'on ne peut les lire sans être soulevé de dégoût ». Sartre, dans *L'Idiot de la famille*, renverra le « faux ami » dans les rangs de « la volatilité de plume » avec « ses idées dont nul n'a cure ». Aujourd'hui, on peut s'insurger contre des jugements aussi réducteurs. Dans sa belle édition de la *Correspondance* de Flaubert, Jean Bruneau a livré des documents qui « aideront à comprendre ce personnage attachant et fin, pour qui la postérité, à mon avis, s'est montrée bien trop sévère » (2). L'ouvrage de Gérard de Semeville renforce utilement ce plaidoyer.

Le deuxième procès intenté à Maxime Du Camp est lié à la Commune. Après une enquête minutieuse, à partir de registres officiels et de scènes constatées de visu, il va montrer dans *Convulsion de Paris* les excès, les outrances et les bamboches, bref la « chienlit » des insurgés. Il est regrettable qu'il ne nous ait pas offert aussi, en contrepoint, un témoignage tout aussi indigné sur les atrocités versaillaises. Mais nul intellectuel de l'époque, à l'exception du Hugo des *Choses vues*, n'a vu dans les Communes autre chose qu'une horde de barbares, pas plus Flaubert qui voulait les faire jeter à la Seine que la républicaine socialisante George Sand. Avec le temps, la Commune, Marx aidant, devenue un mythe, Du Camp restera l'incarnation d'un pourfendeur et d'un bourgeois réactionnaire.

Mais sait-on qu'après avoir pris part, comme garde national, aux journées de juin 1848, du côté de l'ordre, il rejoignit plus tard l'armée de Garibaldi en lutte contre le régime des Bourbons ? Que ce « bourgeois » cache chez lui, après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, un député de gauche et qu'il lui procure un

passport pour fuir ? Il agira de même, après Sedan, avec le préfet de Paris pourchassé. « Le premier devoir d'un peuple civilisé, dira-t-il, est d'être pitoyable aux vaincus. »

## INDIVIDUALISTE ATTENTISTE

Ennemi des extrêmes et des luttes partisans, indifférent à la nature des régimes tant que la sécurité des individus y est assurée, pragmatique soucieux de cohésion sociale mais conscient des injustices, généreux, franc, parfois brutal, Maxime Du Camp a eu trop le tort de ne pas choisir un camp, la politique lui indifférent, ce qui fait de lui moins un réactionnaire qu'un individualiste attentiste, narquois ou révolté. Si l'on omet son œuvre proprement littéraire, qui décalque souvent sa vie, il reste une sorte de « grand reporter », toujours curieux de l'actualité. Son registre est vaste. Il va de ses récits de voyage à des études d'urbanisme à des essais d'économie sociale, des considérations où il dénonce le colonialisme et ses conquêtes et à des souvenirs où il sait se montrer dur. Dans ses *Souvenirs d'un demi-siècle*, son jugement sur l'impératrice Eugénie est ainsi implacable : « Jamais créature plus futile ne mit au service d'une ambition désordonnée une plus médiocre intelligence. »

C'est le grand mérite de l'ouvrage de Gérard de Semeville, à partir d'un travail très documenté, d'avoir replacé dans sa véritable perspective un homme trop décrié, qui, au-delà de ses contradictions, reste un témoin privilégié de son temps et moins un faux ami de Flaubert qu'un secourable complice.

Pierre Kyrja

(1) *Revue Europe*, septembre - octobre - novembre 1969.  
(2) Flaubert, *Correspondance*. Bibliothèque de la Pléiade, tome I.

## Des corps en folie

## Le périple des Goncourt en Italie

Cent ans après la mort d'Edmond de Goncourt, un texte inédit nous rappelle les conceptions esthétiques de ces « parfaits gentilshommes des lettres »

NOTES SUR L'ITALIE  
d'Edmond de Goncourt.  
Edition établie d'après  
le manuscrit inédit,  
présentée et annotée  
par Nadejda Laveyrie-Dagen  
et Elizabeth Launay.  
Ed. Desjonquères/  
Ed. des Musées nationaux,  
346 p., 290 F.

**V**oici un ouvrage qui vient à son heure. Pour des raisons de calendrier, d'abord : cette année marque le centenaire de la mort d'Edmond de Goncourt, survenue le 16 juillet 1896. Ensuite parce que ces *Notes sur l'Italie*, prises sur le vif par les deux frères lors d'un voyage entrepris en 1855, demeurent à ce jour inédites et qu'elles inciteront peut-être à la redécouverte d'une œuvre trop méconnue.

Les Goncourt n'ont jamais séparé l'art pictural de la littérature. Ils ont toujours écrit « à l'œil », en amateurs raffines, maniant le crayon aussi bien que la plume, prompts à traquer un relief, à chanter une couleur, à poursuivre un jeu d'ombres et de lumières. Du XVIII<sup>e</sup> français aux japonaiseries, ils parcourent allègrement la gamme de leurs goûts artistiques, mais ils les soumettent à une volonté scrupuleuse d'examen, de description parfois élogique, et l'on sait qu'Edmond de Goncourt se complaira dans *La Maison d'un artiste*, publié en 1881, à établir un relevé précis des œuvres d'art réunies dans sa demeure.

« L'écriture artiste », hautement revendiquée comme moyen d'investigation en matière de style, a servi leur appétit du Beau, de l'impression rare, du détail « qui parle », mais ces coloristes impénitents en ont tiré un moins bon parti dans le roman. Médiocres architectes de fiction, ils travaillent trop sur l'effet, le contraste, le ren-

du sensible pour que leurs personnages n'apparaissent pas quelque peu étouffés par une surcharge de matière narrative, et ce parti pris de visualisation entrave souvent le déroulement d'une intrigue qui lourde, serpente et se disloque tant soit peu dans l'accumulation de ces mises en scène qui sentent trop la mise en œuvre.

C'est un paradoxe, à partir de telles conceptions, qu'Edmond de Goncourt se soit voulu un précurseur du naturalisme alors qu'à l'évidence les deux frères s'avèrent meilleurs aquarellistes que brosseurs de fresques. Ce n'était pourtant pas faute de se documenter : ces messieurs d'Anteuil hasardèrent leurs bottines par les plus douteux chemins du réalisme urbain, mais la fameuse écriture artiste les faisait dériver sur le pavé gras alors que Zola y lançait sans vergogne, avec une tout autre force, un lyrisme autement musclé toute la piétaille de ses personnages. Le succès de ce « cochon grossier et brute » aigrit Edmond de Goncourt qui disait : « Quand je veux écrire un morceau de style, j'ai besoin de me laver les mains avant... » Un « morceau de style », toute la question est là pour définir le goncourisme.

Ces notes sur l'Italie font évidemment référence à leurs propres conceptions artistiques mais avec une franchise sélective, sans s'embarrasser d'une admiration convenue. Ainsi les chefs-d'œuvre de Léonard de Vinci ou de Michel-Ange les laissent-ils indifférents, alors qu'ils s'étendent longuement sur les primitifs, passionnément requis par Giotto et Andrea del Sarto. Nulle attitude révérentielle dans leur approche mais une discrimination revendiquée avec ferveur, sollicitant parfois des parallélismes discutables, soutenue par des croquis et des aquarelles dont un certain nombre figurent dans cette belle édition. Ils ne s'en tiennent pas à l'art, il

s'en faut. Les Goncourt ont toujours aimé les scènes de rue, les instantanés, les traits pris sur le vif qui révèlent des rites, des mœurs, la singularité des individus. Ils se promènent dans la vie comme dans une galerie marchande. « Curieux de tout, très flâneurs, capables d'abandonner un vieux monument pour une jeune femme qui passe », ils traquent la vie mais à distance respectueuse, privilégiant le voyeurisme. Ainsi peuvent-ils nous livrer le « chant du parnasse » en détaillant ses secrets de fabrication, l'état d'un marché, la tournure d'une robe, la gestuelle des autochtones. A Florence, « ville tout anglaise » où le « noir de suie » des monuments leur rappelle Londres, ils s'égarent dans un carnaval, relevant « la fin extrême du plaisir » mais quelque peu alarmés par l'ambiguïté sexuelle que favorise le domino. A Naples, c'est toute la diversité renuante et bigarrée du petit peuple misérable qu'ils évoquent avec gourmandise. On les retrouve ici cherchant « un art où l'observation soit juste, la description pénétrante, le sentiment disséqué – un art d'intelligence et d'idées » écrit Nadejda Laveyrie-Dagen. Une manière d'art qui ne suffit sans doute pas à rendre un roman toujours convaincant mais qui renforce l'amateur, l'essayiste ou le voyageur soucieux de conforter ses aspirations esthétiques dans son rôle de témoin privilégié.

Il ne faudrait pas qu'une pure question de forme éloigne des multiples beautés que recèle cette œuvre, tableau de mœurs et de rituels de société appréhendés par les exigences d'un art de vivre.

R. Ky.

\* Signalons *Le Voyage d'Italie* dans les littératures européennes de Marie-Madeleine Martinet, recensement thématique de l'inspiration italienne dans la littérature (PUF, 328 p., 168 F.).

## Le miroir aux désirs

Patrick Drevet poursuit sa quête des corps, des formes, du réel.  
De ses multiples sensations volées à l'instant et révélées par l'écriture

PETITES ÉTUDES  
SUR LE DÉSIR DE VOIR, II  
de Patrick Drevet.  
Gallimard, 180 p., 82 F.

**R**égulièrement, le romancier fige son regard et l'examine dans un miroir. Ces pauses, Patrick Drevet, nous y habitue dans ses romans ou ses récits qui sont, jusque dans leur narration même, des méditations sur l'acte de voir, de sentir, d'écrire. La littérature, selon lui s'assigne à elle-même la tâche infinie de rendre compte des sensations multiples, fuyantes, envahissantes, impérieuses dont l'écrivain est la proie. Son style adhère, avec une précision sans égale chez ses confrères, au temps volatil de l'émotion, du trouble affectif et sensuel. En cela le travail littéraire de Patrick Drevet constitue un apport considérable à la connaissance de l'être humain, si élémentaire soit-il dans sa vie charnelle et spirituelle. Proche des simples, mais aussi des artistes de génie, le regard de l'écrivain capte « le trésor de la virginité du monde » et offre son butin, pour le répercuter et l'amplifier. Il poursuit ici dans un deuxième recueil (1) sa quête des corps, des formes, du réel. Le cinéma (avec Rohmer qu'il rapproche de Murnau), la sculpture, la peinture, la gravure, la lecture, la matière – pierre, marbre, eau –, la nudité sont les objets d'une analyse qu'il définit comme une « entreprise romanesque du regard ». Qu'est-ce qu'un corps qui lit ? Dans le miroir, dans une bibliothèque, dans une librairie : « Le

corps est l'épiphonie d'une solitude qui demeure opaque. » Réverie mélancolique sur le corps offert qui se dérobe, comme dans un sommeil généralisé d'inconnus qui, visibles et parfois obscènes, ignorent qu'ils

sont pris dans les rets du désir d'un observateur passionné, ces neuf petites études décrivent un « ravissement mêlé d'effroi », restitué à l'art sa fonction presque sacrée de révélation.

R. de C.



Jonathan Coe

## TESTAMENT À L'ANGLAISE

« Un pamphlet caressé, autographé, cruel et malheureux... Du romancier au poète, du réalisme descriptif aux fantasmes de l'imagination, du reportage social aux séductions de l'énigme policière, de la citation cultivée aux plongées dans les mythes de la littérature populaire... Coe est avant tout un ingénieur expert en machinerie romanesque. »

Pierre Lapeyre, *Le Monde*

« Jonathan Coe réussit la plus palpitante des jeux de masquerade. À la fois terrifiant, attendrissant et d'une drôlerie irrésistible, il conduit son intrigue d'une main de maître. Il s'en donne à cœur joie. Le lecteur aussi, qui rit chaque fois qu'il arrive à reconnaître son vaufle. »

Stephane Hoffmann, *Madame Figaro*

LE MONDE ENTIER  
GALLIMARD

(1) Le précédent, *Huit petites études sur le désir de voir*, a paru chez le même éditeur en 1991. L'œuvre romanesque de Patrick Drevet est publiée chez Gallimard et chez Belfond.



# Cher Jean Genet

**L**à où tu es enterré, sais-tu que tu te trouves entre un ancien bordel et une prison ? Cela faisait rire Mohamed, qui disait : « Jean est enterré dans un roman ! » Le cimetière chrétien de Larache était oublié. Il n'y avait plus de chrétiens à Larache, je ne sais plus si tu avais envie d'être enterré là. Nous avions pensé que cela ne te déplairait pas. Après tout, ce fut toi qui avais choisi cette ville pour construire une maison pour Mohamed et son fils Azzedine. Tu avais dessiné les plans sur un papier d'emballage et tu l'avais confié à l'un de tes amis architecte. Aujourd'hui, le gardien est souvent sollicité par des touristes pour leur montrer ta tombe. Elle est simple. Elle aurait pu être anonyme. Mais on a planté une stèle où Jacky a écrit le minimum. Sais-tu que la première a été volée ? Par qui ? Le voleur volé dans sa tombe... Cela te ressemble.

Te souviens-tu de cette vieille femme que nous avions vue sous

un arbre entre Asilah et Larache parler toute seule face à une tombe ? Elle mettait au courant son défunt mari de ce qui arrivait dans la famille. Elle lui racontait tout, comme s'il était vivant. Cela t'avait fait sourire. Je ne sais pas si ce que je vais te raconter est de nature à t'amuser. Hélas, je crains le contraire. Cela te chagrinerait d'apprendre que Mohamed a acheté avec une partie de l'argent de l'héritage une vieille voiture. Il ne savait pas très bien conduire. Il s'est tué sur la route entre Casablanca et Rabat. Jacky et Léila se sont occupés d'Azzedine. Ils l'ont mis en pension et s'occupent bien de lui. J'ai vu Jacky au Maroc avec Azzedine. Il était inquiet. Il croyait même qu'aucun de tes amis intimes ne te survivrait, persuadé qu'il existe un « meilleur amour de ta disparition ». Mais Ahmed, ton troisième héritier, se porte bien malgré son cancer.

Je sais que tu n'aimes pas les anniversaires. Tu es mort un jour après Simone de Beauvoir. Alors on évite de vous célébrer en même temps. Je sais que tu n'aurais pas aimé. Tu ne le portais pas dans ton cœur. Le jour de la mort de Sartre, nous étions ensemble ; j'avais hésité avant de te demander si cette mort te faisait quel-

que chose, puis tu m'as dit avec ton ironie : « C'est un peu de fumée qui s'en va. » C'était méchant.

Tu continues d'être lu, et sache que sur tes livres en format de poche il y a ton prénom et ton nom. Tu m'avais raconté que tu avais refusé que Gallimard publie *Journal du voleur* en « Folio » parce qu'il n'y avait que le nom sur la couverture. Tu aurais protesté en rappelant que tu avais un prénom.

On se demande parfois ce que tu aurais fait ou dit à propos

de C'est le genre de choses qui te laisse indifférent, du moins tu fais comme si cela ne t'intéressait pas. Peut-être que si Rushdie était de peau noire persécuté par le racisme des Blancs, tu l'aurais défendu comme tu as si bien fait avec George Jackson.

La guerre du Golfe a été terrible. Le peuple irakien a été puni d'avoir à sa tête un dictateur qui l'entraîne dans des guerres inutiles. Figure-toi que la plupart de ceux qui ont fait la guerre à l'Irak n'occupent plus la scène politique : Bush n'est plus président, François Mitterrand est mort, Perez de Cuellar n'est plus à l'ONU, M<sup>rs</sup> Thatcher est à la retraite, le pape souvent en voyage... et Saddam est toujours là.

Palestiniens et Israéliens se serrent la main, se paient et négocient. Notre amie Léila est ambassadrice de l'Autorité palestinienne en France. Mahmoud Darwish ne vit plus en exil à Paris ; il est rentré chez lui, en Palestine, même si pour le moment il s'est établi à Amman. La paix « juste et durable », comme on dit, n'est pas encore réalisée. Emile Habibi nous a quittés le 2 mai 1996.

d'événements importants. Durant la guerre du Golfe, j'avais rencontré par hasard Roland Dumas. Il me dit : « Croyez-vous qu'il aurait soutenu Saddam ? » Peut-être. Mais avec toi, rien n'est simple. Quand tu donnais raison à Romy, ce n'était pas parce que tu approuvais sa politique, mais parce que tu étais content que quelqu'un donnât la migraine à l'Occident. En même temps, tu te moquais de Michel Foucault qui avait fait le voyage au pays des ayatollahs. Je ne sais pas comment tu aurais réagi à la fatwa qui a condamné à mort Salman Rush-

© Fonds Genet, IMEC.

Jean Genet

## La trahison est une aventure spirituelle...

**L**a trahison est une aventure spirituelle trop riche pour qu'on puisse l'exécuter par une sanction morale. Quand Pierre le Vénérable envoie à Tolède une équipe chargée de faire - et d'en ramener - la traduction exacte du Coran, que s'est-il passé ? Traduit, connu, enfin étudié, le Coran sera mieux combattu. Combattu mais connu, il pourra compréhensible et vivifier l'esprit qui s'opposait à lui. La décision de l'abbé de Cluny a l'apparence de la droiture intellectuelle : quelles bouffées portées par le vent du sud lui sont venues de l'Islam, du Coran, quels charmes ?

Si traduire est peut-être le désir de trahir, trahir, c'est abandonner un monde où l'on est arrivé comme dans une nature, l'abandonner pour

rejoindre - jeter un pont, traverser un précipice idéal ou non, peut-être pour se trouver et s'achever dans la solitude, ou pour se noyer à son contraire. Dérégler les fils, les fibres qui ont conduit à la tentation, induit à la tentation. La trahison, c'est un travail très délicat car il nécessite une grande chaleur et qu'on reste glacé devant l'objection (abjection ?) morale.

Qu'on accepte de se référer à une morale - à celle, par exemple qui est encore codifiée en Europe et qui tend à l'être dans le monde, et qui est bien d'origine chrétienne, qu'on interprète différemment certaines obligations touchant à la propriété privée, à la sexualité, au respect de la vie humaine - qu'est-ce qui, en chaque homme, appliquera cette morale ? Puisque aucun homme n'est tout à fait un être

social dans la mesure où il a une « histoire personnelle » pouvant être dévolue sans trop de risques et qui entre en conflit avec l'ordre établi, et puisqu'il a encore une « histoire familiale », une vie secrète parfaitement ou imparfaitement protégée, dont les fonctions semblent être compensatoires alors qu'elle est source, ou bouillonnement où naissent des idées nouvelles ! L'être social accepte la morale et la loi. Il se calcule sur elles. L'« histoire personnelle » est en conflit avec elles. L'« histoire familiale » non seulement les nie, mais exalte leurs contraintes. Superficialité du respect légal et moral ! Le monde, non inventé mais secrété, en est l'opposé.

## Mon frère ambassadeur chez les vivants...

**L'**attitude de Jean Genet envers l'homosexualité a subi de nombreux revirements au cours de sa vie mouvementée, dans la mesure où ses idées ont été également influencées par des changements de société. Il présente, dans ses romans, une forme théâtralisée de sadomasochisme, expérimentée dans les maisons de correction et en prison. Alors qu'un général les anciens prisonniers déplorent la violence carcérale, exigent des réformes pénales et dénoncent amèrement l'homosexualité infligée de force par une société entièrement masculine, Genet a été l'un des rares à soutenir ce système.

Adolescent dans la colonie pénitentiaire de Metz, il était recherché par ses codétenus non seulement parce qu'il était attirant, mais probablement parce que c'était un « vrai » homosexuel qui prenait un plaisir authentique dans les relations sexuelles auxquelles on le forçait. Il était traité comme « une très haute dame » par ses admirateurs. D'un naturel romantique, en quête d'amour plus que de satisfaction érotique, Genet avait l'art de charger de tendresse les moindres gestes échangés.

A dix-huit ans, alors soldat à Damas, il connut avec un coiffeur de seize ans sa première histoire d'amour. Il était impressionné par la façon gentiment moqueuse dont les Syriens jugeaient son engouement : « Les goryons, les jeunes, les vieux souriaient, s'amusaient. Ils me disaient : "Eh bien, va avec lui !" (1). »

Les relations sexuelles, si éphémères qu'elles aient été, ont toujours été liées, chez lui, au sentiment. Il devait reconnaître à la fin de sa vie : « Je n'ai jamais vécu la sexualité à l'état pur. » (2)

Dans la trentaine, quand il commença à écrire ses romans, il semblait faire une distinction entre ses « béguins » romantiques pour

des hétérosexuels qui se laissent séduire sans partager ses goûts et des « michetons » qui le payaient et qu'il méprisait. Sa notoriété était déjà assurée quand il vécut avec un malfaiteur surnommé Java qu'il encouragea à rouler des homosexuels.

Comme il était attiré presque exclusivement par des hétérosexuels, il devait tolérer leurs compagnes. C'est ainsi qu'il se lia à la femme et aux enfants de son amant Lucien Sénémaud juste après la guerre. Il finança l'installation du fils adopté de Lucien, Jacky, qui devait devenir son amant. On ne peut pas pour autant voir en Genet un bourgeois soutenant des travailleurs de peine,

mais simplement un ex-voleur et vagabond, enfant de l'Assistance publique, qui faisait le bien, tout en glorifiant le mal dans son œuvre. Il prit, du reste, l'habitude de se présenter comme le « père » de ses amis, de plus en plus jeunes par rapport à lui.

La seule liaison que Genet eut avec un homosexuel « pur et dur », un gigolo italien, fut un désastre. Il fut plaqué pour un riche Anglais, ce qui lui inspira un texte très sombre sur l'homosexualité. Sans l'achever, il le publia en 1954, dans *Les Temps modernes*, sous le titre « Fragments... » (3). Comme le langage lui-même est fondé sur le partage d'une communauté humaine, les homosexuels n'ont d'autre recours que de railler ce langage : « Ils l'habitent, le parodient, le dissolvent. » Si la pédérastie, dit-il, constitue une civilisation, elle risque d'être plus que de réunir ses citoyens. Face à cette solitude extrême, le jeune amant peut simplement devenir le délégué de son aîné dans le monde humain, son « représentant sur terre », son « frère ambassadeur chez les vivants ».

Une autre façon de conjurer la stérilité de l'homosexualité lui était fournie par l'art, mais un art très particulier, consacré à la mort, sujet le plus constant de son œuvre. Genet offrait à une civilisation de fantômes un *livre des morts* : une Egypte homosexuelle de l'imaginaire. Comme il l'avait écrit dans une lettre à Jean-Paul Sartre, la seule issue était de convertir les thèmes funéraires de sa vie en œuvre d'art, en conférant un sens universel à des événements singuliers et limités.

L'âge venant, Genet acquit un point de vue plus optimiste. En prenant parti pour deux grandes causes, celle des Panthères noires et celle des Palestiniens, il ne cacha par son intérêt érotique

pour les deux groupes. Les Palestiniens, auxquels il ne dissimulait pas son homosexualité que son athéisme, furent choqués par ce qui leur apparut comme des excentricités, tout en admirant son courage de les assumer.

Genet ne participa à aucune manifestation en faveur des homosexuels en France, essentiellement parce que, au début des années 70, il ne s'intéressait plus du tout à la politique intérieure, se concentrant entièrement sur la cause palestinienne, dont il était, alors, l'unique soutien occidental admis.

Mais il ne mit jamais son homosexualité en sourdine : il exprima son agacement devant la manie que les Panthères avaient de traiter leurs ennemis blancs de « pédés », ce qui conduisit leur leader, Huey Newton, à publier, le 15 août 1970, un article fondamental : « La libération des femmes et les mouvements de libération homosexuelle », où il rappelait le droit pour chaque individu « d'être de son corps comme il l'entend » et avançait qu'« un homosexuel est peut-être plus révolutionnaire que tout autre ». De son côté, Genet

précisa dans un entretien de 1972 : « On n'est pas révolutionnaire juste parce qu'on est homosexuel. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a des homosexuels qui veulent affirmer leur différence et leur singularité, et ce besoin les conduit à démasquer l'arbitraire du système dans lequel ils vivent. Mais il y en a d'autres qui veulent passer inaperçus et se fondre dans le système, le renforçant ainsi (4). »

Un soir, Jean Genet, après avoir avalé un certain nombre de calmants, dansa en « négligé » rose devant quatre Panthères. Angela Davis devait affirmer, plus tard, que Genet avait apporté au mouvement de sérius éléments de réflexion sur l'identité sexuelle. De même, Kate Millet estimait que *Notre-Dame-des-Flours* était une œuvre féministe, parce que le roman montrait que la « féminité » n'était pas une réalité biologique, mais un rôle social que n'importe qui pouvait jouer, notamment un homme.

En 1983, il souligna toutefois qu'il n'avait « pas écrit ses livres pour la libération de l'homosexuel », mais « pour le goût des mots, pour le goût des virgules, même de la ponctuation, pour le goût de la phrase (5) ». Et il ajoutait que l'homme qui avait le plus œuvré pour la libération des homosexuels était lui-même hétérosexuel et nullement libéré : Freud, qui avait exposé la théorie de la bisexualité universelle et de la sexualité indifférenciée des enfants.

(1) Entretien avec Hubert Fichte in *L'Ennemi déclaré, Œuvres complètes*, tome VI, Gallimard, p. 171.

(2) *Ibid.*

(3) Repris dans *Fragments... et autres textes*, Gallimard.

(4) « Conversation avec Jean Genet », de Pierre Démonon, in *Oui*, novembre 1972.

(5) Entretien inédit avec Edward de Grazia.

Je ne te surprendrai pas en t'apprenant que l'Algérie vit depuis cinq ans une guerre frontale entre le pouvoir et les opposants islamistes. On dirait que depuis 1830 cette terre est vouée à être convoitée par la violence et le sang.

Je crois que c'est dans *Les Nègres* que tu dis : « Dieu nous a confié qu'il avait une âme en sur-nombre. » Cette âme est la tienne. Elle se penche sur nous et nous nargue exactement comme tu faisais quand tu te dérobaux à une question.

Un jour, nous parlions de voyages et de pays. Tu m'as demandé quel est, d'après moi, le peuple le plus féminin. Je n'ai pas su ce que cela voulait dire. Et tu as ajouté : « C'est l'Allemand, le peuple le plus féminin. » Je ne t'ai pas contrarié mais je n'ai pas compris ta remarque.

Ta lucidité nous a toujours

étonnés, ce qui rendait ton injustice à l'égard de certains de tes proches intolérable. Sensible mais pas sentimental. Je me souviens de la présence que tu trouvais encombrante de tes trois derniers compagnons, Ahmed, Jacky et Mohamed, dans ce studio près du métro Anvers. C'était au moment où tu soignais ton cancer. Ils étaient venus te témoigner leur amour. Tu ne supportais pas cette promiscuité, et tu réclamaux un peu de solitude. Ils ont ri puis sont partis faire un tour. Mohamed disait : « Il faut laisser le prophète seul ! »

J'ai l'impression que ta mort ressemble à l'une de ces disparitions auxquelles tu nous avais habitués. Tu parlais sans laisser d'adresse, et nous attendions ta réapparition. Ni toi ni nous n'étions surpris de ton retour. Nous poursuivions nos conversations comme si de rien n'était.



RENÉ SAINT-PAUL



## Un solitaire tout près de nous

**I**l m'a fallu du temps pour approcher Genet. Je veux dire pour l'approcher vraiment. Nous sommes allés de malentendu en malentendu et, aujourd'hui encore, je ne suis pas sûr de tout comprendre dans ce qu'il nous a laissé. Les raisons de ces malentendus étaient simples : je lisais Genet en colonisé, en nègre, en militant anticolonialiste, en homme du Sud, affrontant des ombres occidentales. Il se situait à part, comme nous, en décalage comme nous, hors normes et, à bien des égards, défiguré comme nous. Son théâtre, ses romans, ses poèmes, ses articles l'élevaient en compagnon de lutte contre les dominations ; et j'ai loué son courage dans les ghettos de Harlem, les marches délaissées contre la guerre du Vietnam, les camps palestiniens, les bagnes et les froids petits matins de la Goutte-d'Or autour des cadavres d'immigrés. A nos côtés. Tout près de nous.

C'était pour nous un nègre qui contestait le colonialisme. Un barbare égaré dans la cité occidentale. Un rebelle sans mesure dressé contre les pouvoirs en place. Un combattant précieux, déniché d'oxygène quand nos souffles hoquetaient. Premiers malentendus Genet : guerriers des guerres oubliées, épaule offerte aux ultimes désespoirs dans la gorge des enfers.

Lorsque je suis moi-même devenu

travailleur social, intervenant dans les prisons et devant assister jusqu'aux colères des hommes laminés par le joug carcéral, un autre malentendu surgit entre Genet et moi. Il me servit à fréquenter l'indigène des barreaux, l'arabe-ban des tombes cellulaires impossibles à seulement deviner. Cet inpartageable - croix de ces gens incarcérés que j'essayais d'aider - Genet semblait le mettre à ma portée. Son maniement d'une écriture devenue salvatrice, cet abandon aux ténèbres intimes qui le rendait tellement humain, le transformèrent pour moi en « marginal qui écrivait » et qui, avec son expé-

rience carcérale - ce désastre et cette mort goûtés au plus extrême - faisait de l'art.

Et les malentendus furent comme cela longtemps. Jusqu'à ce que les vieux champs de bataille se désertent, que les systèmes de pensée chevauchant nos esprits s'abîment et que nous nous retrouvions démunis devant un monde qui faisait monde parmi nos rêves échoués ; un monde qui happait nos consciences de son total insaisissable et qui, redoublant une indéfinie diversité, nous emportait dans la relativisation chaotique de nos cultures, de nos sacrés, des valeurs les plus hautes de nos imaginations. Processus déconcertant au cours duquel beaucoup réfugièrent leur trouble dans des nationalités sec-

taires et des puretés ethniques mâlement réconfortantes.

Et ce fut lors d'une nouvelle création des Nègres (fondée sur une de ces lectures invalidées) que je devins un autre Genet. J'eus soudain conscience de ces malentendus qui, sous mine de rapprochement, m'avaient séparé de lui. Genet ne contestait aucun pouvoir, mais écartait l'idée même de pouvoir. Il ne contestait pas un ordre mais les appauvrissements mêmes qu'entraînaient nos conceptions de l'ordre. La prison ne lui avait servi qu'à déployer des chevelures de liberté aux reflets inconnus. Dans ses nuits, il n'y avait ni père, ni mère, ni système familial, ni cadre de références, il allait seul jusqu'au bout du malheur. Et sa sexualité même, en rupture, à l'écart, renforçait cette extrême et voulue solitude.

Il n'était d'aucun pays, d'aucune langue, d'aucune race, fils de personne, sans mythe fondateur et sans dieux ténébreux, mais il errait à travers tout cela comme le pire vagabond, accumulant en sphères sensibles les kilomètres et les pays, les expériences et les combats, les surprises, les changements, les damnations, les péchés, les fusts débridés, il ne nous enseignait rien, mais enflammait ces certitudes sur lesquelles nous fondions nos assises. Les nègres, les colonisés, les démunis, les migrants, les guerriers se dé-

couvraient en lui, y percevaient des rumeurs de violences, alors qu'au profond de ses ombres il errait pacifique, désarmé de cela. Il était avec nous, mais au-delà de nous, au point de transmutation où le juste et l'injuste, le bien et le mal, le propre et le sale, l'ordre et le désordre, s'effaçaient sous l'a-venir solitaire du vivant.

Et ce point de transmutation ouvre au monde en ses diversités ; on comprend mieux ainsi son appétit des grands espaces, son désir de rencontre des autres cultures, des autres peuples, qu'il choisissait d'aborder par les portes délaissées. Nous comprenons mieux, comme le dirait Glissant, pourquoi sa solitude le rendait solidaire, comment ses ombres déclenchaient des éclats de lumière, comment le mal, le vol, le meurtre, la déroute des valeurs, explorés aux extrêmes, ouvrent à des libertés qui ne relèvent ni du Mal ni du Bien.

Ni immoral ni moraliste. Genet, au-delà des morales. Au-delà des combats pour susciter en nous des aptitudes nouvelles.

Avec force, avec drame, violence très calme, solitude raide et alliance généreuse, Genet a toujours été libre. Libre comme nous devons tenter de nous imaginer afin de renouer à la compréhension vraiment. Libre pour mieux tenter une divination des poétiques d'un monde maintenant sans absolu.

## Le fonds Genet : un puzzle et une dynamique

**C**réé du vivant de l'écrivain, en 1985, le fonds Genet de l'IMEC (1) a joué un rôle extrêmement dynamique pour les études internationales concernant son œuvre. Albert Dichey l'a institué dans le cadre d'un petit laboratoire de recherches de Paris-VII, à Jussieu, intitulé Bibliothèque de littérature française contemporaine, BLFC, ce qui permettait de reprendre les initiales de la Bibliothèque Louis-Ferdinand Céline, premier auteur à faire l'objet d'archives dans cette structure. Il s'agissait simplement de rassembler des documents, car Genet n'avait donné son accord qu'à la condition qu'aucune recherche biographique ne soit entreprise avant sa mort.

Albert Dichey reconnaît qu'à cette époque « nos connaissances sur la vie de Genet étaient très faibles, la légende, entretenue par l'écrivain et ses admirateurs, prédominant ». Or, quelques mois après sa mort, Pascal Fouché, qui travaillait sur la littérature sous l'occupation, était tombé sur des articles qui permettaient de situer certaines incarcérations de Genet. « Nous avons alors décidé de publier ces documents dans un cadre plus large qui recueillerait des informations sur l'ensemble de sa vie », Albert Dichey a donc commencé une enquête dans le village du Morvan, Alligny, où Genet avait passé son enfance. Peu à peu, le fonds s'est enrichi : « C'est souvent le système des archives de l'IMEC : une recherche alimente le fonds et le fonds lui-même, en retour, suscite des recherches ».

Le cas de Genet était particulier, puisqu'il n'avait ni famille ni maison stable. Les dépôts ont été successifs et fragmentaires. « C'est donc une sorte de puzzle, dit l'éditorial central a, au fond, été perdu. L'essentiel est constitué par l'ensemble des versions variées des scénarios qui donneront lieu à une édition. Elles ne sont consultables que sur autorisation de l'éditeur Laurent Boyer, conseiller juridique des éditions Gallimard. Il y a la Nuit venue, que Ghislain Ury devait tourner avec les comédiens du groupe TSE d'Alfredo Arias, Le Langage de la muraille, projet ambitieux de Genet, Mademoiselle, que Tony Richardson a réalisé avec pour protagoniste Jeanne Moreau, ainsi que Le Bague, publié en 1994 par Marc Barbéant ».

**SPECULATION**  
Et le reste des manuscrits ? Ils sont entre les mains de Jacques Guérin et d'autres particuliers. « Mais, précise Albert Dichey avec un sourire, il y a aussi des faux dont certains ont été authentifiés par Genet. Le certificat est plus authentique que le manuscrit lui-même ! » Par ailleurs, le manuscrit de Journal du voleur a été prêté à l'IMEC par un collectionneur anonyme, qui n'autorise sa présentation qu'en de rares occasions et ne souhaite pas sa libre consultation.

« Les manuscrits ont pris une telle valeur que la recherche a été court-circuitée par la spéculation. Genet est un des auteurs les plus chers, avec Céline et Artaud. L'université d'Austin au Texas possède plus de manuscrits qu'un collectionneur français : celui de Notre-Dame-des-Fleurs, plusieurs versions de Haute surveillance, des lettres de Genet à Cocteau. Les institutions françaises s'étaient complètement désintéressées de ces textes. Genet avait lui-même organisé cette spéculation. La légende veut que Genet ait offert à Cocteau le manuscrit de Notre-Dame-des-Fleurs, le lui ait volé et qu'il l'ait rendu ! » Mais les prix, du vivant de Genet, n'atteignaient pas les hauteurs actuelles. En 1977, Les Bonnes ont été vendues aux enchères 10 000 francs. Quelques années plus tard, la pièce était cotée 300 000 francs. Quelques mois après la mort de Genet, un des deux manuscrits connus de Journal du voleur valait un 1,7 million de francs.

Depuis dix ans, les colloques Genet se sont multipliés. Le premier a eu lieu à Parme, suivi par les Journées de l'Odéon. La plupart ont lieu à l'étranger, particulièrement en Italie et en Angle-

terre. Genet a été réinscrit dans le circuit de la réflexion, après avoir souffert d'un certain ostracisme universitaire. On négligeait ses romans, au profit de son théâtre, pendant longtemps seul à être respecté par les universitaires, à cause de l'aspect délibérément réflexif et théorique des pièces et surtout d'un éclairage moins directement homosexuel. Selon Albert Dichey, « c'est sans doute plus la thématique homosexuelle, que l'éloge du crime ou du vol, qui a contribué à écarter l'œuvre de Genet des études académiques. Par ailleurs, l'essai de Sartre a fait le vide. Les professeurs pensaient que le travail avait déjà été fait et souvent se contentaient de lire Sartre, en ignorant Genet lui-même. Le théâtre, en revanche, était monté par de grands metteurs en scène, Louis Jouvet, Roger Blin, Peter Brook, Antoine Bourgeois : il a connu un retentissement immédiat. Alors que la diffusion des romans a été plus clandestine, plus limitée à un cercle ».

Et, paradoxalement, la publication des Œuvres complètes par Gallimard a signifié Genet dans le passé. Ainsi Pommes luxembourgeoises, pourtant si violentes, a été déclassée par sa parution dans les Œuvres complètes. Il y a eu un étouffement par la reconnaissance. C'est sa mort qui a permis à son œuvre de sortir du purgatoire, parce que, de son vivant, il exerçait une très grande intimidation sur les chercheurs. Les proches ont enfin osé témoigner. Jusque-là, ils étaient fidèles à son désir de retrait, de rupture avec la société. Il regagne à présent sa place dans la littérature du XX<sup>e</sup> siècle. La biographie d'Edmund White a beaucoup contribué à la réhabilitation de l'œuvre. En mai, à Londres, un congrès a réuni Arrabal, David Bowie, Paul Smith, Tahar Ben Jelloun. Plus il y aura de livres, plus les recherches se multiplieront. En avril, l'Institut culturel français de Barcelone et l'IMEC ont célébré le dixième anniversaire de sa mort, avec des expositions, des débats, des numéros spéciaux de revue ».

La dernière phase du couronnement ne pouvait être assurée que par l'entrée dans « La Pléiade », dont Albert Dichey a la responsabilité avec Michel Corvin. Trois tomes sont prévus : le théâtre, les romans, les textes politiques. D'autres lettres à Roger Blin seront publiées dans le premier volume. Mais certaines pièces demeurent introuvables : un Héliogabale qui est apparu dans une vente publique, pour disparaître aussitôt et un Don Juan dont on est certain qu'il a été effectivement écrit par Genet. Par ailleurs, seront rassemblées et éditées les trois cents lettres à son traducteur et agent américain, Bernard Frechtman.

Enfin, dernier projet à l'étude, la publication d'un album d'un célèbre photographe autour du poétique cirque Romane d'Alexandre Bouhione qui fut un proche de Genet et entretint avec lui une correspondance régulière. Les images d'un cirque tzigane : quel plus bel hommage rêver pour l'ami d'un funambule ?

Propos recueillis par René de Ceccatty

(1) IMEC, Institut mémoires de l'édition contemporaine, 23, rue de Lille, 75007 Paris, tél. : 42-61-29-29.

\* Parmi les récentes publications, citons la revue Roman 20-50, revue d'études du roman du XX<sup>e</sup> siècle, n° 20, décembre 1995, avec des contributions de Francis Marmande, Pierre-Marie Héron, Patrice Boncompagni, Marc Dambore, Alain Buisine. La Règle du jeu, n° 18, janvier 1996, contient une conversation inédite en français de Juan Goytisolo et de Jean Genet et une étude de Jérôme Neutres. Un numéro spécial d'Europe est prévu pour septembre. Une lettre à Laurent Boyer sera publiée dans le prochain numéro de la NRF. D'autre part, Peter Sellars envisage de monter à Los Angeles Les Paravents. Philippe Adrien reprend au Vieux-Colombier sa mise en scène des Bonnes à la saison prochaine. Nathalie Heitzman vient de mettre en scène à Nîmes Haute surveillance, qu'elle compte présenter à Paris.

## La parole et le silence : un parcours politique

**G**enet passait hier le détroit de Gibraltar pour être entré à Larache, au Maroc. Il était mort le 15 avril 1985 à Paris. Partons de là, la fin violente, pour établir une généalogie de l'écrivain : c'est seulement à partir du dernier Genet, la politique en équilibre, qu'il est possible, en amont, de relier l'auteur de Journal du voleur (1948), en aval, de saisir ce qui demeure aujourd'hui comme l'œuvre de l'écrivain.

Où, pour reprendre les termes de Genet à propos de Breton (1), plutôt que revenir sur l'écrivain maintenant consacré, réappliquons l'histoire mouvementée de Genet sur les accidents de celle de son temps. C'est justement en 1968, au moment où le mouvement surréaliste, au plus fort de sa renommée et de son prestige,

à Ajloun, en Jordanie, chez une mère palestinienne dont le fils s'appelle Hassan ; pour une nuit, l'écrivain prendra sa place. Lors de son premier voyage sur les bords et les camps palestiniens, entre octobre 1970 et avril 1971, trente jours de Ramadan et cent quarante de rencontres, il découvre le pays de l'Unité. Déjà, son regard sur les camps vise à transformer une situation humanitaire en une réalité politique. Il n'est pas douteux qu'en se replon-

geant à ce barreau du monde il soit attiré par le combat métaphysique. Le souci de l'origine est celui du dernier Genet.

A Sabra et à Chatila, événements qui appartiennent à la guerre du Liban : le 19 septembre 1982, vers 10 heures, il descend dans la rue et entre dans les camps ; le vent mauvais de la guerre circule des poudres des Palestiniens aux poudres de l'écrivain.

Depuis au moins son intervention consacrée à la Fraction armée rouge,

il défendait un autre membre des Panthères, George Jackson, auteur du livre Les Frères de Soledad, condamné à vie pour un vol de quelques dollars. Il n'a jamais vu le corps de cet homme, pas plus qu'il n'a pu le voir. Il découvre alors la violence de procès des « hommes infimes » (3) : ils ne sont pas indignes mais hantent contre la honte d'être réduits à silence. Une question hante Genet, c'est le racisme.

Plus tôt, il a assisté dans les rues de Paris à la danse des étudiants. Elle se pro-

longe autour du monde selon un mouvement périodique dans lequel l'écrivain est alors emporté. C'est en effet à partir de là, je l'ai dit, que Genet change dans les bras de l'époque, soumis absolument à un monde réel, témoin d'une jeunesse qui n'aime pas pour elle-même mais pour ce qu'elle est traversée d'une force qui rompt l'ordre.

Son refus de signer le Manifeste des 121 (septembre 1960), pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie, manifeste la limite non caractérisée entre deux époques. Alors, il dit adieu à une trilogie théâtrale à succès : Le Balcon (1956), Les Nègres (1958) et Les Paravents (1961). Une période s'achève, une autre commence, créatrice mais nouvelle. Genet fait l'expérience de l'impossibilité de la décision et de sa responsabilité. Il n'était pas nécessaire de signer aux côtés des vaincus. Le livre publié en 1948, Journal du voleur, doit se lire dans le reflet de celui de 1986 : ici et là ce sont des « souvenirs », la voix est basse, libre d'écouter. En 1940, Genet n'entra pas dans la Résistance. Mieux, il s'était réjoui de la racée donnée aux Français par les Allemands. C'est à ce moment-là qu'il publie, les yeux fermés, ses romans, dont Pommes luxembourgeoises (1947). Une certaine admiration pour Hitler ne s'est jamais vidée : en son nom se nouent pour l'écrivain fiction de la race et mythe de l'origine.

A l'école dans le Morvan, vers 1920, alors qu'il devait décrire sa maison dans un dessin, les enfants s'exclamaient : « Ce n'est pas sa maison, c'est un enfant trouvé ». Puis ils rient de l'écrivain chétif. Privé de maison, privé de droits civiques (votant), il est privé de nationalité, étranger. La vie puis l'œuvre de l'écrivain tiennent dans cette conjonction entre une enfance aux conséquences politiques et une politique venue remplir ce vide de l'enfance. L'héritage de Genet, c'est le souci de l'invention de l'écriture. Il requiert pour advenir qu'à soi-même on se fasse violence. Le nom de son père reste inconnu.

(1) Le Monde, 16 février 1996.  
(2) « N° matricule 1155 », à l'occasion de l'exposition intitulée « La capture », sur le thème de l'immigration ; repris dans L'Ennemi déclaré, de Jean Genet, Gallimard, Paris, 1991.  
(3) Michel Foucault, « La Vie des hommes infimes », Les Cahiers du chemin, n° 29, 1977.

décide son autodissolution, que le seul Genet décide d'aborder les situations sociales qui provoqueront une politique. Entre le mouvement et l'écrivain, un souci commun : la destruction de l'autorité.

Le dernier écrit publié de son vivant, en 1983, est la description d'une fiche rose d'identité : il s'intitule « N° matricule 1155 » (2). La fiche est celle d'un Marocain né la même année que lui, en 1910. D'une certaine manière son dernier livre posthume, Un captif amoureux (1986), semble l'agrandissement de cette fiche aux dimensions de l'univers. L'espace de ce livre est la planète, Amérique et Moyen-Orient surtout, sa population composée d'hommes venus de partout, Panthères noirs, Palestiniens ou immigrés.

Le 21 juillet 1984, Genet se trouve

« Violence et brutalité », parue en septembre 1977 dans Le Monde, il était resté quasi silencieux. En décidant d'écrire au sujet des membres emprisonnés du mouvement allemand, il s'intéresse, au croisement du carcéral et du linguistique, à une certaine violence dans la langue.

Trois ans plus tôt, en 1974, il se décide à parler de quelques livres écrits par des immigrés, c'est-à-dire qu'il tente de parler avec ceux qui ne lui ont rien demandé. A partir de là, il peut se voir comme étranger dans le regard de l'autre, il peut s'éprouver lui-même comme étranger, il doit éprouver la vérité de l'amoureux. Genet n'a pas écrit pour défendre les immigrés : il se soucie du mouvement des hommes soumis à la violence de l'héritage. Il fut présent à une audience du procès de l'un des membres des Panthères noirs, Bobby Seale, le 14 avril 1970. Mais il vou-

Deux images de Jean Genet à vingt ans d'intervalle.



**LA PHILOSOPHIE D'AUGUSTE COMTE**  
Science, politique, religion  
de Juliette Grange.  
PUF, « Philosophie d'aujourd'hui », 448 p., 198 F.

**POLITIQUE D'AUGUSTE COMTE**  
Présenté par Juliette Grange.  
Petite Bibliothèque Payot,  
« Classiques », 314 p., 78 F.

On imagine volontiers un monsieur à la redingote ennuyeuse. Auguste Comte, grand esprit, architecte aux vastes vues, serait aussi intelligence austère et détraquée. L'homme paraît en même temps froid et sentimental, raisonneur et visionnaire, logique et dogmatique, sensible et obtus. Une fois achevée sa monumentale reconstruction des savoirs scientifiques existants, il s'attache à fonder une religion nouvelle. A partir de 1845, « l'armée sans parole », il s'emploie, « sous la sainte influence de Madame de Vaux », qui meurt de phthisie dès 1846, à planifier le culte de l'humanité. Pas une fête n'y manque, pas un grand homme, pas une vertu. Les rites sont répartis, les prières ajustées. Le fondateur conçoit ce culte de l'avenir comme d'autres calculent les points et les chances. Abstraite et raisonnable, cette glorification de l'humanité est une religion d'ingénieur. En 1857, le polytechnicien Auguste Comte, philosophe, prophète sans subsides et amoureux platonique, peut s'éteindre en paix : tout a été pesé. Le positivisme est en marche. La régénération de l'Europe, puis du monde, a reçu son impulsion première et décisive. Les disciples ont beaucoup à construire, mais les plans sont là. Tandis que se bâtissent des chemins de fer, des viaducs, des halles, bientôt des tours et des mètres, ces savants veilleront à l'édification mondiale de l'ordre et du progrès. La route sera longue, mais l'histoire de l'humanité a d'ores et déjà pris le cap de l'universel.

Industriels philanthropes ou généraux politiques, les rares disciples de l'Eglise positiviste se sont vite déchirés ou dispersés. Ils sembleraient presque appartenir à une époque plus ancienne, ou plus âgée, que

*Délaissé, incompris ou méprisé faute d'être simplement lu, le théoricien du positivisme, fondateur du culte de l'humanité, est plus actuel qu'on ne croit. Sa « religion laïque » est-elle fort différente des rites olympiques ?*

celle des militants, marxistes ou anarchistes, qui furent pourtant leurs contemporains. Ces braves esprits qui font confiance à la technique sont convaincus de l'irréversible prochain de l'harmonie sociale, croient dur comme fer à l'unification spirituelle des peuples ; comment ne pas remarquer qu'ils portent col dur, pince-nez et bottines – tous accessoires, idéologiques et vestimentaires, qui ne se fabriquent plus depuis longtemps. Passés et dépassés, ils n'attirent plus l'attention. Auguste Comte et les siens semblent habiter une niche immobile de l'histoire. La nostalgie parfois porte un visiteur dans leur solitude poussiéreuse. Mais c'est rare. On les a tout bonnement oubliés.

C'est un tort. Auguste Comte n'est pas simplement l'architecte d'un grand édifice intellectuel plus ou moins ennuyeux et guidé. Le mérite du travail de Juliette Grange est de faire saisir, thème par thème et point par point, qu'il s'agit bien d'un philosophe, englobant, en une réflexion générale et cohérente, une multitude de questions qui nous parlent toujours. Certaines des préoccupations majeures de Comte sont plus proches des nôtres que de celles de ses contemporains. Dans la France encore rurale et catholique de 1850, peu de gens se souciaient en effet de la mondialisation de l'industrie ou de l'effacement des grandes religions. Comte avait saisi,

entre autres, que le monde était désormais transnational, que les révolutions sacrées avaient fait leur temps. Il entrevoyait aussi que les formes anciennes de la politique s'estompent au profit d'une vie sociale et culturelle où le pouvoir allait s'exercer autrement, de manière diffuse et continue. Mais il ne dissociait pas l'effacement de la société scientifique et industrielle de l'invention nécessaire d'une spiritualité nouvelle.

Au contraire : il entend fonder la religion future sur le triomphe des sciences. Il ne s'agit pourtant pas d'imposer le règne du scientisme ni un quelconque « culte de la Raison ». On se tromperait totalement en faisant d'Auguste Comte un pape de laboratoires. La réussite des disciplines scientifiques consistait d'abord, à ses yeux, dans l'acceptation du relatif. Le relatif, selon une formule devenue célèbre, est désormais « le seul absolu ». L'idée vaut pour les sciences, où l'étude des relations entre les phénomènes a remplacé celle des causes premières et des réalités ultimes. Elle vaut aussi pour la vie religieuse. Comte considère la religion sous deux faces : indispensable au développement collectif et individuel, elle est aussi, dans sa prétention à détenir des vérités intangibles, définitivement ruinée. Il s'agit donc de fonder une religion... de l'absence de religion. Voilà un point intéressant – le plus mal compris, en général, du comtisme. L'humanité,

*Il avait pressenti la mondialisation de l'industrie, la fin du politique et l'exigence de spiritualité. Les grandes fêtes qu'il avait imaginées pour donner aux hommes une mémoire sont-elles reprises par les Jeux aujourd'hui ?*

telle qu'elle est célébrée par le positivisme, ne remplace pas Dieu : elle indique au contraire qu'il manque, sans remède. Cette subtilité marque d'absence passe habituellement inaperçue. Il est vrai qu'elle est recouverte par des programmes de fêtes et de calendriers commémoratifs. Imaginons Auguste Comte à l'ouverture des Jeux olympiques. Sans doute serait-il gêné par l'exploitation commerciale de l'événement. Peut-être comprendrait-il mal qu'une compétition sportive soit mêlée aux rivalités politiques du jour. Lui qui annonçait, pour le XIX<sup>e</sup> siècle, le règne de la paix et de l'harmonie n'avait pas prévu le règne de la pu-

blicité ni la reviviscence des nationalismes. En revanche, l'esprit de l'olympisme ne lui paraîtrait pas étranger. Sa diffusion internationale ne l'étonnerait guère. On pourrait même, quitte à forcer quelque peu les textes et les faits, poursuivre le rapprochement. De quoi s'agit-il dans la religion positiviste ? De célébrer le souvenir d'actions sociales désintéressées, de transmettre à la mémoire collective de hauts faits exemplaires et pacifiques. N'est-ce pas ce que font les athlètes, à leur manière ? La construction progressive de la légende olympique forge une image réduite de l'humanité et de ses héros. L'altruisme, le dépassement de soi, la solidarité, le sacrifice – sans le martyre ni même la vraie souffrance – se retrouvent ici et là.

La religion de l'humanité tend vers la tempérance, la chasteté, la sobriété... mais elle ne les prescrit pas comme des normes, ne les impose pas comme des règles bornes en elles-mêmes. La vie sportive, en un sens, est du même ordre : elle est morale par hygiène, non par rigueur. Parmi les traits essentiels de la religion positiviste figure l'abolition de la frontière entre privé et public : ce qui arrive à chacun en particulier, de manière apparemment anecdotique et contingente, appartient à tous et doit être vécu « pour autrui ». Celui qui participe aux Jeux le fait-il jamais simplement pour lui-même ? Ce n'est pas seulement à lui, comme individu singulier, qu'il ad-

vient de gagner ou de perdre. La course toujours engage une histoire, une mémoire, une communauté. Elle est faite du regard des autres et de la perte de soi autant que du désir d'être vainqueur et de goûter la gloire.

Les Jeux olympiques organisent la compétition et en même temps la nient. Au moment même où les rivaux sont portés à leur sommet, une voix réclame que participer suffit, que cela seul importe, et que la victoire vient par surcroît, comme un accessoire inessentiel ou un supplément incalculable. La victoire est bien, à proprement parler, sans prix : infini ou nul, suivant le côté que l'on considère. Cette réalité insaisissable et diaphane pourrait évoquer aussi l'individu dans la société dont rêvait Comte. L'existence individuelle est en effet, de la même manière, omniprésente et comme dissoute dans la collectivité. « Nous sommes tous membres les uns des autres », ne cesse d'écrire le philosophe, pour qui « la décomposition de l'humanité en individus proprement dits ne constitue qu'une analyse anarchique, autant irrationnelle qu'immorale ». Cela ne signifie pas pour autant que la société puisse exister indépendamment des intentions individuelles. On suggérerait volontiers d'illustrer ces affirmations par le statut des téléspectateurs suivant sur tous les continents la retransmission des Jeux.

Enfin, le relatif comme seule forme d'absolu. Que conquièrent les dieux du stade ? Une immortalité que chacun sait éphémère, une grandeur à la fois réelle et dépourvue de contenu. Au terme d'années d'efforts sans pause, de tensions incessantes, d'épreuves endurées, de patience obscure, ce fût instant où les champions peuvent se raconter que personne, jamais, ne les oubliera plus n'est qu'une parenthèse infime. Le métal peut briller le temps d'un éclair, et l'aile de la victoire froter les nuages. La mémoire peut s'efforcer de restituer les exploits, tenter de résumer des noms. Les commentaires peuvent puiser dans l'épopée un semblant de souffle. Chacun sait, et cela aussi fait partie des Jeux – de leur style et de leur grandeur –, que les récompenses ne sont que des satisfactions de surface.

## La foi en une seule histoire du christianisme

*La pratique de l'histoire peut-elle influencer sur les convictions religieuses ? Et à l'inverse ? Protestants ou catholiques, vingt-trois historiens répondent à ces deux questions posées par Jean Delumeau*

**L'HISTORIEN ET LA FOI**  
sous la direction  
de Jean Delumeau.  
Fayard, 354 p., 130 F.

Jean Delumeau a eu l'heureuse idée de poser à des collègues universitaires spécialistes de l'histoire du christianisme – et de se poser à lui-même – une double interrogation : « Vos convictions religieuses ont-elles influencé votre pratique de l'histoire ? » et « Votre familiarité avec l'histoire religieuse influence-t-elle votre position comme croyant ? » Vingt-trois d'entre eux lui ont répondu. Ce résultat constitue déjà en soi un bel exploit dans un milieu plutôt porté à penser, avec Pascal, que « le mal est haïssable » et il atteste le prestige d'un maître dont la science n'a d'égale que la bonté rayonnante. Il en résulte un ouvrage à la fois dense et varié (en dépit de quelques répétitions inévitables), où les témoignages sur un itinéraire personnel alternent avec des mises au point consacrées à l'évolution de tel ou tel domaine de la recherche, assez représentatif au total d'une communauté scientifique qui a beaucoup évolué au cours des trente dernières années. Depuis 1960 en effet, un nombre croissant de laïcs ont pris la relève des clercs dans un secteur où ces derniers avaient longtemps joué un rôle prépondérant et l'histoire de l'Eglise a fait place à une histoire religieuse. D'où une mutation profonde que les auteurs de ce livre ont vécue et dont certains d'entre eux, de René Rémond à Marc Venard en passant par Michel Mollat du Jourdain et Jean Delumeau lui-même, ont été les auteurs, chacun dans son domaine respectif. Parmi eux les catholiques se taillent la part du lion, mais les protestants (Pierre Chau-  
nu, Bernard Cottret, Marc Lienhard, Bernard Vogler) ont fourni

des contributions significatives. De toute façon, les clivages ne se situent pas sur le plan confessionnel mais plutôt au niveau des générations, les plus anciens se sentant visiblement à l'aise dans leurs Eglises respectives, tandis que les plus jeunes se situent en majorité dans ce qu'Alain Cabanous appelle avec bonheur « les marges vigoureuses ». A quoi il faudrait ajouter – pour que le panorama soit complet – ceux qui n'ont pas répondu à l'enquête : Renan disait que, pour bien écrire l'histoire du christianisme, il fallait avoir été chrétien et ne l'être plus. L'unité de pensée qui marque ce livre et en fait tout l'intérêt ne doit pas faire oublier que cette phrase n'a pas totalement perdu de son actualité.

Mais faut-il vraiment être chrétien – ou l'être encore – pour écrire l'histoire du christianisme ? En principe non, car il n'y a pas une façon chrétienne de faire de l'histoire. Mais si les exigences du métier d'historien sont bien les mêmes pour tous, on ne peut s'empêcher de se demander – surtout dans une société aussi profondément laïcisée que celle de notre pays, où l'approche du fait religieux s'effectue le plus souvent sur le mode du soupçon ou du rejet – si l'historien croyant peut être à la fois membre à part entière de la communauté scientifique et fidèle de l'Eglise. Aux yeux de nos auteurs, il s'agit désormais d'un faux problème : tout en se situant sans hésitation dans la mouvance chrétienne, ils s'affirment suffisamment libres et adultes pour être en communion avec leurs Eglises respectives sans s'y trouver asservis. Rejetant toute visée apologétique, ils ne se sentent pas tenus, à la différence d'un Daniel Rops ou d'un Augustin Filche, de consacrer leur temps à réfuter les critiques lancées au cours des siècles contre la papauté ou à opposer aux légendes noires

les beautés du christianisme et les services qu'il a rendus à l'humanité. Cela serait d'autant plus difficile que, comme le souligne Marc Lienhard, « si Dieu est à l'œuvre dans l'histoire, il y est bien caché » : l'histoire ne prouve pas Dieu ; elle n'est pas le lieu de sa gloire, plutôt celui de sa croix, dans la mesure même où de nombreuses pages de l'histoire religieuse de l'humanité illustrent davantage la faiblesse des hommes que la grandeur ou la bonté du Créateur. Cela dit, si la foi n'apporte aucune lumière particulière à l'historien des religions, force est de reconnaître qu'un minimum de bienveillance et de



Jean Delumeau.  
Professeur au Collège de France, où il tint de 1975 à 1994 la chaire d'histoire des mentalités religieuses, Jean Delumeau a toujours été pour les chercheurs qui l'entouraient de l'entière responsabilité de leurs travaux. Cette honnêteté intellectuelle, doublée d'une ouverture d'esprit qui le poussait, chrétien engagé, à oeuvrer pour un œcuménisme large, le prédisposait à diriger des entreprises collectives ambitieuses, tels *Les Mille ans du temps* (avec Y. Lequin, Larousse, 1987), une *Histoire des pères et de la postérité* (avec D. Roche, Larousse, 1990) et plus récemment *Le Fait religieux* (Fayard, 1993).

sympathie vis-à-vis du fait religieux est indispensable pour opérer efficacement dans ce champ. On imaginerait difficilement qu'un historien de l'art puisse être dépourvu de sensibilité esthétique. De la même façon, un historien de la vie religieuse privé du sens des réalités spirituelles risquerait de passer à côté de l'essentiel ; il doit en tout cas postuler la sincérité des adeptes des croyances qu'il étudie et essayer de comprendre – ce qui ne signifie évidemment pas approuver – des comportements parfois très éloignés de tout mentalité, en évitant l'anachronisme et le jugement dépréciatif. Ainsi, on ne peut faire correctement l'histoire de l'inquisition si l'on n'admet pas

que la plupart des inquisiteurs désiraient sincèrement le bien de leurs victimes et cherchaient non à s'enrichir ou à satisfaire des tendances sadiques, mais à leur procurer le salut éternel. De même, Francis Rapp a raison de rappeler que, si l'historien a le droit d'avoir ses préférences et de les manifester, rien ne l'autorise à effectuer des choix dans le tissu même de l'histoire. Exalter – comme il le mérite – Savonarole et rejeter Alexandre VI Borgia dans les oubliettes constitue une mutilation voire une manipulation d'un passé qu'il faut assumer dans sa totalité. La foi aide également à se mé-

fier des explications globalisantes et des idéologies réductrices. René Rémond a raison de rappeler que la plupart des historiens chrétiens sont restés insensibles aux sirènes marxistes, ce qui n'était pas si commun dans les années 60. C'est que la foi, sans en fournir la clé, donne un sens à l'histoire et, d'une façon qui paraît peut-être paradoxale, prédispose l'historien contre l'inclination à mettre de l'absolu dans un domaine qui est d'abord celui du relatif. D'autre part, Henri Irénée Marrou, cité par presque tous nos auteurs, a montré de façon définitive l'absence de la conception positiviste selon laquelle ne serait véritablement objectif que le savant auquel l'objet de sa recherche serait tota-

lement indifférent. En excluant toute passion, l'historien se condamnerait au contraire à n'avoir rien à dire aux hommes. L'historien croyant n'a donc pas à faire abstraction de ses convictions pour faire honnêtement son métier, mais à s'appuyer sur elles pour accéder à la vérité des autres et lutter contre toutes les formes d'autosatisfaction et de dogmatisme.

En fait, c'est la seconde question posée par Jean Delumeau aux historiens qui a suscité de leur part les réponses les plus intéressantes. Tous les auteurs soulignent à quel point l'histoire est utile pour le croyant. Elle constitue en effet pour lui, selon l'heureuse expression de Marcel Bernos, « un indispensable vaccin contre deux des maladies infantiles menaçant toute religion : l'angélisme et l'intégrisme ». Elle permet aussi d'éviter la naïveté et l'auto-suffisance que donne parfois la théologie, qui a naturellement tendance à se poser en science de l'absolu. L'approche historique en revanche permet de relativiser à la fois des fractures – par exemple celles qui ont éloigné l'une de l'autre les diverses Eglises chrétiennes – ou certains blocages, comme celui qui s'est établi au sein du catholicisme autour du célibat ecclésiastique, qui n'est devenu une règle qu'à partir de la fin du IX<sup>e</sup> siècle dans un contexte bien précis et daté. A cet égard, l'histoire a une fonction démythifiante qui est essentielle et le rôle de l'historien consiste bien souvent à refaire en sens inverse le chemin qui conduit tous les groupes – les Eglises ne faisant pas exception à cette règle – à l'amnésie de leur genèse, comme pour tenter de s'enraciner dans l'ordre des choses. Il n'y a pas deux histoires, l'une profane, l'autre sacrée, mais bien une seule. C'est pourquoi les phénomènes religieux ne sauraient échapper à l'analyse cri-

tique et l'histoire « sainte » prétendre à un statut privilégié. Dans ces conditions, on comprend que les institutions ecclésiastiques aient parfois tendance à se raidir face aux historiens, d'autant plus que la théologie se souvient avec nostalgie de l'époque où l'histoire était sa servante... Certains secteurs de la hiérarchie catholique en particulier – auxquels n'appartient pas le cardinal Decourtray – semblent en effet redouter que la mise en cause par les historiens de telle ou telle attitude de l'Eglise ne finisse par déboucher sur une critique potentielle de la tradition et des dogmes. D'où une tendance actuelle à distinguer entre l'histoire religieuse, faite par des laïques et donc libre, et une histoire de l'Eglise qui devrait être confiée à des clercs ou à des historiens « responsables ». Comme le montrent bien Nicole Lemaître et Jean-Pierre Massaut, rien ne serait plus grave que de laisser s'établir cette nouvelle dichotomie, car elle constituerait un retour en arrière par rapport à la théologie historique du père Chenu ou du cardinal Yves Congar, qui n'hésitaient pas à dire que « tout est historique, y compris la Bible et Jésus ». J'ajouterais pour ma part que le père sera d'autant plus facilement évité que les historiens français du religieux prendront plus nettement leurs distances vis-à-vis d'une approche anthropologique volontiers réductrice et accepteront d'intégrer dans le champ de leurs travaux – comme certains d'entre eux ont déjà commencé à le faire – l'étude de la théologie, de l'exégèse et de la spiritualité. Car en dernière analyse, suivant l'excellente formule du théologien protestant allemand Ernst Käsemann, « l'histoire sert la théologie en préservant la transcendance absolue de Dieu, comme elle sert aussi la liberté en défendant l'autonomie de l'homme ».

André Vassier



مكتبة الرجل

## Comment sortir de la « cage de fer » ?

Tout en montrant à quel point la pensée de Max Weber est la philosophie même de notre temps, Pierre Bourdieu en appelle à son dépassement

**LES PROMESSES DU MONDE**  
Philosophie de Max Weber  
de Pierre Bourdieu  
Avec une préface de Paul Ricoeur,  
Callimard, « NRF Essais »,  
625 p., 180 F.

Est-ce la pensée de Max Weber qui a été appelée, en cette fin de siècle, à remplir le rôle qui fut jadis celui de Marx : une magistrale description philosophique de la modernité ? Imparfaitement connu et traduit, l'impressionnant corpus weberien n'a véritablement été exploité en France qu'après la dernière guerre, notamment grâce à Raymond Aron. Considéré comme l'un des pionniers des sciences sociales, on n'a longtemps retenu de Weber que certaines notions éparses : l'éthique de la responsabilité (tournée vers les conséquences de l'action) par opposition à l'éthique de conviction, l'origine du capitalisme rapportée à l'ascétisme puritain et protestant, l'Etat comme détenteur du monopole de la violence légitime, la « neutralité axiologique » - nécessaire absence ou suspension du jugement scientifique - et l'individualisme méthodologique (qui consiste à appréhender les réalités sociales par les individus et non par les entités collectives).

A force de puiser dans ce réservoir de concepts et d'analyses, on avait presque fini par oublier que les ouvrages de Max Weber recelaient en leur fond la forte unité d'une vision de l'histoire - pulsante, estime Pierre Bourdieu, au même titre que les grands systèmes philosophiques de Hegel ou de Husserl. Restait à montrer le fil conducteur qui permet de parler, à propos de l'auteur de la *Sociologie des religions* (1), de philosophie à part entière. Pierre Bourdieu s'y est employé dans une réinterprétation globale de cette œuvre dont il est trop facile d'évacuer les sombres pressentiments en faisant de We-



Max Weber, Erfurt 1864, Munich 1920

ber un thématisme du nationalisme prussien ou un dévot du pangermanisme (2).

Une œuvre dont l'axe tout entier tourne autour de la notion de désenchantement. Pierre Bourdieu définit ainsi ce qu'il appelle le « moment Weber » : « Le spécialiste pourra encore pénétrer des fragments épars de l'univers de la nature et de l'homme, mais en faisant son deuil du désir d'en saisir le sens ou d'en changer le cours. » En insistant sur son essai *Promesses du monde*, Pierre Bourdieu montre explicitement que ce désabusement ne le satisfait pas. Les six cents pages, parfois ardues, de son livre consti-

tuent aussi un appel au dépassement de Weber. En quoi consiste-t-il d'en prendre le pessimisme au sérieux.

C'est que, par-delà l'espoir d'émancipation et d'autonomie porté par le mouvement de rationalisation d'un monde, sorti de la magie d'abord, de la religion ensuite, l'horizon de la modernité se révèle tristement, pour Weber, comme celui de la perte du sens. Dans cet univers, les valeurs finissent par s'entrechoquer sans que rien ne puisse jamais trancher leur conflit. Dans l'histoire reconstituée par Weber, c'est le mouvement même de la raison, et non

son sommeil, qui engendre des monstres.

Prenons par exemple l'ascétisme, mouvement spirituel et religieux, contemporain, pour Weber, de la formation du capitalisme. « Tout se passe comme si, écrit Pierre Bourdieu, la logique apparente de l'accroissement de la maîtrise de l'homme sur la nature par la production et l'appropriation méthodique des richesses s'accompagnait d'une logique cachée de soumission de l'humanité aux biens matériels. » Pour les puritains qui inventent le capitalisme, les biens matériels ne sont en effet qu'un « léger manteau qu'à chaque instant l'on peut rejeter », mais « la fatalité a transformé le manteau en une cage d'acier ». Les instruments de l'émancipation moderne se métamorphosent ainsi en mécanisme d'aliénation et d'oppression, laissant craindre que le règne de la raison produise des résultats symétriquement inverses aux espérances des Lumières. Nul besoin de souligner à quel point le XX<sup>e</sup> siècle a confirmé ce constat.

Face à une philosophie weberienne qu'on peut voir comme une version scientifique du nihilisme, Pierre Bourdieu propose d'en revenir à la démarche du dernier Husserl, interrogeant l'humanité européenne en crise pour en retrouver le sens recouvert par l'objectivité scientifique. Ce serait l'intersubjectivité, la relation éthique à autrui telle que la décrit Emmanuel Levinas, qui serait au fondement de notre monde - et non la « guerre des dieux » weberienne. Faute de quoi, force sera de nous résigner à un avenir oscillant entre dissolution et fanatisme.

Nicolas Weill

(1) Texte que Gallimard s'apprête à publier à la rentrée.  
(2) Voir le livre de Wilhelm Hennis, *La Problématique de Max Weber*, traduit de l'allemand par Liliane Derche-Gurcel, PUF, 256 p., 182 F. « Le Monde des livres » du 19 avril.

## La Schizophrénie du sujet citoyen

**FOLIE ET DÉMOCRATIE**  
Dany-Robert Dufour.  
« Le Débat », Gallimard,  
260 p., 138 F.

Dany-Robert Dufour invite le lecteur à méditer sur le problème de l'individu dans le système démocratique. La phrase du linguiste Benveniste, « Est-ce qui dit je », est le point de départ de sa réflexion. Il voit Rousseau comme l'inventeur de la notion de démocratie tandis que, avant celle-ci, le sujet se référait à une transcendance, Dieu ou le roi. Désormais, il est libre. Et, avec l'avènement de la liberté comme fondement social, le citoyen se perd en lui-même, dans le sens où son « je », au moment de se manifester et de se réaliser, ne se heurte plus qu'à sa propre expérience intime. Bref, le sujet démocratique devient schizophrène.

Sous la forme originale d'un dialogue sans issue, à la manière des apories platoniciennes, Dany-Robert Dufour développe une théorie de l'« univerté », où il voit le symbole de la malaise sociale. Les personnages, Logos et Sogol (raison et déraison), opposés en effet deux théories. Le premier soutient que le citoyen ne peut se passer du rapport à l'autre, tandis que le fou, Sogol, est persuadé que le sujet en société ne fait que se regarder lui-même dans un miroir aux multiples facettes. « Nous sommes tous des névrosés », clame ainsi Sogol, puisque « (...) devant le miroir, on se prend pour celui qui rassemble les morceaux ». Mais cette mise en scène est-elle réelle ? Le lecteur, semble-t-il, a été dupé : Logos et Sogol ne sont au fond que les deux aspects d'un personnage unique, le sujet démocratique en proie à ses angoisses existentielles.

Un livre original, riche en paradoxes, et qui mélange habilement les genres - entre philosophie et roman - pour exposer au grand jour notre mal-être en un monde sans Dieu ni père.

S.A.

## L'Europe des esprits

Dans une vaste fresque couvrant le XIX<sup>e</sup> siècle, Christophe Charle poursuit son étude sur les intellectuels dont il révèle les particularismes nationaux

**LES INTELLECTUELS EN EUROPE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**  
Essai d'histoire comparée de Christophe Charle.  
Seuil, « L'univers historique »,  
384 p., 150 F.

Qu'est-ce qu'un intellectuel ? Il n'est pas certain que les meilleures définitions figurent dans les dictionnaires, encore moins dans les brillantes saillies de fin de siècle. Christophe Charle s'emploie depuis plusieurs années à reconstituer, avec une grande minutie, la généalogie d'une catégorie sociale on ne peut plus floue.

Chacun sait que la fortune d'un mot apparut dans les années 1890, bien avant les développements de l'affaire Dreyfus. Les intellectuels se présentèrent alors sous la forme d'un groupe, rassemblant des professions qui, jusqu'alors, se fréquentaient assez peu. Professeurs d'université, étudiants, écrivains, artistes, médecins, se rencontrèrent au bas des pétitions. Dans *Naissance des intellectuels* (1), Christophe Charle, armé d'une sociologie historique musclée, en avait fait une analyse précise et rigoureuse. Il y avait esquissé quelques hypothèses qu'il éprouve davantage dans son dernier livre.

Car Charle est un historien obstiné et courageux. Comprendre l'émergence progressive d'un groupe social sur le long XIX<sup>e</sup> siècle passait, selon lui, par la mise en œuvre d'une enquête aux dimensions de l'Europe tout entière. Rien que cela ! Il convenait donc non seulement de maîtriser une bibliographie sans fond et de se débrouiller tant bien que mal avec plusieurs langues, mais encore fallait-il combiner avec bonheur des données statistiques parfois difficilement comparables. En des temps où certains cherchent, du côté de la micro-analyse, des réponses aux doutes actuels que connaissent les

sciences sociales, Christophe Charle propose une fresque grandeur nature. En trois séquences.

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est le moment de la construction matérielle de l'espace dans lequel évoluent les hommes d'esprit : multiplication des journaux et revues, accroissement des tirages, organisation juridique et politique du métier d'écrire, réorganisation du monde universitaire. Les révolutions de 1848 valent aussi le mouvement qui ne reprend qu'à partir des années 1860 pour culminer à la fin du siècle, âge d'or des intellectuels.

Certes, bien des décalages et des nuances distinguent les pays les uns des autres. Les nations culturellement dominantes ne marchent pas du même pas et forment en outre des modèles différents. Les intellectuels français ne sont pas aussi universels qu'ils le pensent parfois. Ils demeurent une espèce de spécialité nationale à l'instar du foie gras et de la haute couture. A tel point d'ailleurs que dans le cadre de la lucrante concurrence culturelle que se livrent la France et l'Allemagne, le terme même d'intellectuel peut être parfois, au-delà du Rhin, une manière pertinente d'insulter son prochain. En Angleterre, vers 1900, la fonction n'a pas non plus encore acquis l'autonomie dont elle dispose alors en France. A quelques exceptions près (Bernard Shaw, H. G. Wells), le modèle d'intellectuel *made in France* est rare outre-Manche.

L'ouvrage ne peut se réduire toutefois à un ensemble de comparaisons, mais préfigure ce qui pourrait être un jour une histoire du champ intellectuel européen, grâce à une analyse serrée des échanges intellectuels, y compris dans leur dimension matérielle (congrès, revues, langues, etc.). Le XIX<sup>e</sup> siècle courait après un XVIII<sup>e</sup> qui avait placé haut les mérites du cosmopolitisme culturel. Charle, qui en a la nostalgie, rédige

aussi quelques chapitres de cette histoire.

Reste que le livre emporte l'adhésion surtout grâce à l'agencement de ses comparaisons. Bien des comparatistes en conviennent : les différences enseignent davantage que les ressemblances. Les meilleures pages sont dans la révélation, par contre-jour, des particularités nationales. Les spécialistes de chaque cas n'en ont pas toujours la conscience. Charle fait également la démonstration que la comparaison devrait toujours être à la base des raisonnements de ceux qui observent les formes de l'activité humaine.

Voilà pourquoi peut-être l'ouvrage à ses débuts, qui portait sur le début du XIX<sup>e</sup> siècle, semble moins nous éclairer qu'il ne le fait par la suite. Les processus de différenciation sont alors en cours et les données sur lesquelles l'historien travaille sont moins nombreuses ou moins comparables. C'est d'ailleurs toute la critique que certains esprits trop frileux pourraient porter à cette enquête : la notion d'intellectuel est-elle exportable dans le temps et l'espace ? Les termes de la comparaison sont-ils même recevables ? Christophe Charle n'ignore pas cette fragilité. Il désamorce la critique avec une scrupuleuse humilité qui fait honneur à sa rigueur scientifique. Il se résout, écrit-il, à ne présenter qu'un essai. Presque la mort dans l'âme. Il a tort. Tous les livres ne sont-ils pas de cette espèce et n'est-il pas illusoire de croire que l'on achève un jour sa tâche ? Dans l'œuvre déjà imposante de Christophe Charle, ce nouvel ouvrage est sans doute celui qui affiche le plus d'audace. Il est, à sa manière, le plus politique de l'auteur. Il convient de le louer aussi à ce titre : Charle, me semble-t-il, devait encore « essayer ».

Christophe Prochasson

(1) Minuit, 1990.

## SOCIOLOGIE

● **L'HUMOUR ET LA CULTURE AMÉRICAINE**, de Daniel Royot.  
Selon Henry James, c'est l'humour qui a permis aux Américains de réaliser leur œuvre monumentale. L'auteur, professeur de littérature et de civilisation américaines, se propose de faire une synthèse des différentes formes qu'a pu prendre cet humour, et cela à la lumière de l'histoire et de l'actualité. Pas de théorisation excessive : c'est le goût de la satire et de l'ironie de cette contre-culture qui est mis en avant. De la Joyeuse Angleterre à *Forrest Gump*, en passant par Mark Twain, Daniel Royot nous offre un travail remarquablement documenté (PUF, 290 p., 148 F.).

● **DU CALEMBOUR AU MOT D'ESPRIT**, de Jean Cazeneuve.  
L'auteur, dont on connaît les talents multiples, avait déjà prouvé qu'il savait oublier les Américains, les salons d'ambassades, la présidence de TF 1 ou l'Institut, pour laisser courir la plume à son plaisir. L'Académie Gauloise avait couronné *Le Mot pour rire*. Jean Cazeneuve récidive avec un essai sur le comique verbal, du calembour au mot d'esprit. Comme le livre fourmille de citations classées selon les genres, le lecteur ira sûrement gratifier au gré de sa fantaisie dans cette provende, à moins qu'il ne préfère les appréciations de Jean Cazeneuve sur *Le Rire* de Bergson (éd. du Rocher, 236 p., 98 F.).

## SOCIÉTÉ

● **L'INUTILE ADAM**, d'Eric Vilain

Le sexe faible n'est pas celui qu'on pense. Faisant le point des recherches les plus récentes sur les fondements de la différenciation sexuelle, Eric Vilain montre que la constitution biologique de l'homme le rend plus fragile que la femme, et que la domination masculine ne peut que s'affirmer dans les sociétés modernes. Une approche originale d'un pédiatre généticien de vingt-neuf ans, agrégé de biochimie, chercheur à l'Institut Pasteur et à l'université de Californie à Los Angeles (éd. Médilogue, 72, rue Bonaparte, 75006 Paris, 222 p., 110 F.).

## POLITIQUE

● **LE NATIONALISME ARABE, ALTERNATIVE A L'INTÉGRISME**, de Charles Saint-Prot

Auteur, notamment, d'un essai sur Yasser Arafat (Picollec, 1990), le politologue orientaliste Charles Saint-Prot, gaulliste arabophile, « tendance Jobert-Chevènement », ne craint pas le volontarisme : après avoir clairement exposé la genèse du nationalisme arabe, doctrine politique moderniste sans être laïque, forgée dans la première partie de ce siècle par des hommes comme Michel Adak, Edmond Rabbath, Sati Housni ou Salabeddine Bitar - tous plus ou moins nourris de penseurs français tels que Renan, Bergson, Barrès, Balmville, etc. -, Charles Saint-Prot plaide vigoureusement en faveur de cette théorie comme solution de rechange à l'islamisme. Sans doute est-il trop tôt pour que l'auteur soit entendu mais, après les déceptions engendrées par les systèmes islamistes, le panarabisme pourrait bien, demain, être derechef d'actualité. Dommage que cet essai soit privé d'index ! (Ed. Ellipses, 128 p., 70 F.).

# ÉDOUARD GLISSANT

ÉDOUARD GLISSANT  
FAULKNER, MISSISSIPPI

STOCK

Un livre magnifique, magique, émouvant, inquiétant, sans doute l'un des meilleurs essais jamais écrits sur le romancier américain, et l'une des plus profondes méditations sur la question raciale dans notre civilisation contemporaine

J. M. G. Le Clezio. *Le Monde*

Stock



## Grignan ne manque pas de cachet

*Expositions, ateliers, lectures, spectacles... une première sans faux plis*

l'aimé, de Clémence Massart, sur  
le papier de la collégiale, sketches  
irrévérenciels inspirés par le cour-  
rier des lectrices d'un magazine  
féminin de années 50, qui fut le  
grand moment de ces rencontres.

Face au faste déjà ancien du  
château (siège les Nuits du village-  
tistes, celui-ci prend la relève  
avec ses Nuits nocturnes — 13  
juillet-23 août) renseignements :  
(16)-75-20-90-27), le village a dé-  
coqué son rendez-vous. Même si  
le festival s'annonce mobilisé, des en-  
fants des écoles au postillon de la  
diligence qui reliait, par les vieux  
parcours au cœur des lavandes,  
Grignan aux communes voisines,  
l'avent des Nuits dépendra sans  
doute de la façon dont les Gri-  
gnonnais s'approprieront l'événement.  
A les voir dans les rues ce  
week-end, l'optimisme est de rigou-  
leur, et, si la belle énergie de  
Colophon et de l'équipe De-  
ghel est relayée — il oisive, dé-  
but août, une sautatoire célébration  
de la mémoire d'Etienne  
Dolet, libraire imprimeur et martyr  
de la profession brûlé vil il y a  
quatre cent cinquante ans -,  
Grignan pourrait devenir un grand  
rendez-vous de l'écrit, pluriel et  
généreux, accessible et riche.

**Philippe-Jean Catinchi**

## Espagne : l'édition entre tout et n'importe quoi

Deux tendances opposées se font jour sur le marché de l'édition en Espagne. L'une d'échangeant pas l'autre, d'ailleurs : la publication d'œuvres complètes rivalise avec celle de romans choisis. Ainsi le *Círculo de Lectores* a présenté à Madrid le premier volume des vingt et un qui composera la collection vouée à Ramón Gómez de la Serna, en attendant les six de Neruda, les quatre de Kafka, les seize de Pio Baroja, puis ceux de Lorca, Vargu Llosa, et Octavio Paz. Parallèlement, après la « Biblioteca Cortázar », *Alfaguara* a lancé la « Biblioteca Juan Benet », dont le dessein a été confié à son fils, le peintre Eugenio Benet. Mais *Alfaguara* publie également, du même Juan Benet un recueil d'articles dont le plus part proviennent du journal *El País*, et qui s'intitule *Páginas Impares*. Or, le quotidien *ABC* s'est insurgé récemment dans son supplément culturel contre la profusion d'ouvrages d'auteurs connus regroupés de façon anarchique aussi bien des articles de presse que des romans tronqués de romans, le tout présenté sous un titre aléchant sans que le lecteur sache toujours de quoi il s'agit, ce qui est indélicat, ce qui ne l'est pas. Comme l'espagnol dans le même article Javier Marias, c'est le résultat d'une médiatisation excessive, les écrivains sont sollicités et se prononcent sur tous les sujets si bien qu'on ne sait plus si ce que l'on vend ce sont les livres ou la signature de leur auteur... et qu'il faut s'efforcer d'annoncer clairement ce dont on parle. Il ne faut pas confondre non plus les recueils d'articles, les romans choisis et les anthologies, qui peuvent permettre en particulier aux adolescents d'aborder des auteurs qu'ils connaissent peu ou mal.

**s o m m a i r e**

es Promesses du monde, de Pierre  
Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, de Christoph  
Damy-Robert Dufour (p. VII).

TE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

CL. MOIS-CL dans le Magazine  
ÉCRIRE AUJOURD'HUI

DOSSIER :  
- Les dessins de A. C.  
- Littérature érotique  
- Interview avec Régine Delerm  
- Les nouvelles érotiques  
- avec L'Hubert  
- Ateliers d'écriture à domicile  
- Textes de lecture  
- Voyage en Belgique (28 P.)  
- L'écriture aujourd'hui  
- L'art de Suisse (1000) - 1000

● **LA RÉSISTANCE ALLEMANDE À HITLER TRAHIE ?**  
Quelle attitude les Anglais ont-ils adoptée devant la résistance allemande à Hitler, laquelle culmine avec la tentative d'attentat du colonel von Stauffenberg, le 20 juillet 1944 ? Une indifférence proche de la trahison. Cette thèse a de quoi troubler la presse britannique où le livre de l'historien allemand, ancien éditeur du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Joachim Fest (auteur d'un *Hitler*, paru chez Gallimard), doit paraître en octobre en anglais sous le titre : *Plotting Hitler's Death* (Weindefeld & Nicholson, voir *Le Monde* du 9 juillet 1944). *The Times* en a publié des bonnes feuilles dans ses éditions du 7 et du 8 juillet. L'historien révèle notamment que, contrairement à une légende tenace, les conjurés du 20 juillet n'ont pas parlé sous la torture. Dans le même temps, la BBC émettait les noms des conjurés...



**SPÉCIALISATION** Hoechst va prochainement séparer ses activités chimiques et pharmaceutiques. Cette scission fera suite à celle réalisée dès 1993 par le chimiste britan-

nique ICI et à la restructuration de la pharmacie suisse organisée par Ciba et Sandoz. **LE NUMÉRO UN ALLEMAND** de la chimie se devait de réagir à cette nouvelle donne : il en-

tend devenir le numéro un mondial de la santé avant le tournant du siècle grâce à sa filiale Hoechst-Marion-Roussel (HMR) qui se classe actuellement quatrième. **LES INVE-**

**TISSEMENTS** en recherche et développement expliquent ces mouvements de spécialisation et de concentration, et en particulier l'ac-

quisition en 1995 de Wellcome par le britannique Glaxo pour 75 milliards de francs. Si les spécialistes jugent nécessaires les rationalisations et fusions, ils admettent qu'elles ne sont pas forcément suffisantes.

## Les Allemands s'adaptent à la nouvelle donne internationale dans la santé

Comme ses concurrents britanniques et suisses, Hoechst va séparer ses activités chimiques et pharmaceutiques. Il entend devenir le numéro un mondial de la pharmacie avant le tournant du siècle

COLOGNE  
correspondance

La contagion a gagné l'Alle-  
magne : Jürgen Dornmann, président  
du directoire de Hoechst, annonce,  
dans un entretien à l'hebdomadaire  
Die Zeit, daté du 12 juillet, sa volonté  
de proposer dès le printemps 1997 à  
ses actionnaires la séparation des ac-  
tivités chimiques et pharmaceuti-  
ques du groupe.

Le premier chimiste allemand re-  
joint la liste des groupes mondiaux  
qui ont décidé de se concentrer sur  
un seul métier, la chimie ou la phar-  
macie. Précurseur en la matière : le  
britannique ICI. Dès 1993, celui-ci  
s'est scindé en deux firmes distinctes  
cotées à la City, pour satisfaire les  
marchés qui n'aimaient pas voir co-

habiter dans la même entreprise la  
chimie et la pharmacie, au moins  
deux fois plus rentable. La chimie a  
gardé l'ancien nom et la santé a  
adopté celui de Zeneca.

En 1995, le groupe suisse Sandoz a  
installé sa chimie dans une société  
indépendante, Clariant, et fusionne  
actuellement sa pharmacie avec  
l'autre géant helvétique Ciba, pour  
donner naissance à Novartis. L'Alle-  
mand Bayer a lui aussi indiqué mi-  
juin qu'il étudierait notamment la fi-  
lialisation de sa pharmacie pour se pré-  
parer à une éventuelle fusion avec  
une autre société. Alors que les  
groupes américains sont déjà  
concentrés sur la santé, les français,  
comme Rhône-Poulenc et Eli, avec  
sa filiale Sanofi, se refusent à envis-

ger une telle hypothèse. Pour l'in-  
stant, Hoechst ne donne aucun détail  
et indique, sans en exclure l'hypo-  
thèse, qu'aucune décision n'a été  
prise à propos de l'éventuelle cota-  
tion boursière de cette nouvelle entité.

AVANT L'AN 2000

Selon les observateurs, Hoechst a  
tout intérêt à autonomiser et mettre  
en Bourse une partie de sa pharma-  
cie qui a représenté 14 % des résul-  
tats opérationnels, mais la moitié  
des dépenses de recherche et déve-  
loppement en 1995. Hoechst se de-  
vait d'autant plus de réagir à la nou-  
velle donne mondiale qu'il entend  
devenir le numéro un mondial de la  
santé avant le tournant du siècle

grâce à sa filiale Hoechst-Marion-  
Roussel (HMR). Actuellement  
numéro quatre mondial (3,6 % du mar-  
ché, avec un chiffre d'affaires de  
12 milliards de deutschemarks en  
1995, soit 40 milliards de francs fran-  
çais) HMR rassemblera dès la fin de  
l'année l'ensemble des activités  
pharmaceutiques du groupe. Le rap-  
prochement de la firme américaine  
Marion Merrel Dow, rachetée en  
1995 pour quelque 10 milliards de  
deutschemarks, et du français Rou-  
ssel-Uclaf (dont Hoechst détient  
56,6 %) semble se dérouler plus faci-  
lement que prévu. De nouvelles ac-  
quisitions sont prévues à moyen  
terme, mais aucun projet n'est cité  
pour le moment.  
Hoechst confirme ainsi sa muta-

tion tout en profitant des très bons  
résultats de l'exercice passé (2,2 mil-  
liards de deutschemarks de béné-  
fices nets pour un chiffre d'affaires  
de 32,2 milliards) : sous la houlette  
de Jürgen Dornmann, élu manager de  
l'année, le chimiste est en train de  
se concentrer sur ses activités prin-  
cipales tout en accordant une part de  
plus en plus grande à la pharmacie.  
Cette dernière, qui représentait 19 %  
du chiffre d'affaires il y a deux ans,  
en représente un petit quart au-  
jourd'hui.

UNE ÉTAPE INÉVITABLE

Hoechst, dont certaines usines dé-  
ficient régulièrement la chronique  
des incidents toxiques, souhaite  
s'éloigner de la « chimie polluante ».

La société a investi autant l'an der-  
nier dans des activités « propres »,  
comme la santé, que dans des pro-  
ductions traditionnelles. Le groupe a  
par ailleurs cédé certaines filiales  
marginales comme les produits cos-  
métiques et le producteur de car-  
bone SGL Carbon (placé en Bourse  
en mai).

Dans ce contexte, la séparation  
des activités pharmaceutiques était  
une étape incontournable et très at-  
tendue par les professionnels de la  
finance : mercredi, après la publica-  
tion de la « confidence » de Jürgen  
Dornmann, les titres du groupe ont  
fortement augmenté à la Bourse de  
Francfort.

Philippe Ricard

## La gestion de la recherche est devenue l'élément stratégique clé

GLAXO a acquis Wellcome, il y a  
un an, pour 75 milliards de francs,  
somme la plus importante jamais  
dépensée dans le secteur de la  
pharmacie, avec pour objectif la  
dynamisation de ses recherches.  
Les produits vedettes du groupe  
britannique, comme l'Azantac (anti-  
ulcéreux et médicament le plus  
vendu au monde), vont perdre la  
protection de leurs brevets. Pour-  
tant être copiés, ils seront concurren-  
cés et donc vendus à des prix  
plus bas. Pour compenser cette  
baisse de revenus, le groupe doit  
trouver de nouvelles molécules.  
« Nous voulons être un groupe de  
recherche et non une simple entre-  
prise de distribution de médica-  
ments », affirme au Monde Richard  
Sykes, le patron de Glaxo Well-  
come, numéro un mondial de la  
pharmacie.

« Avant l'acquisition de Well-  
come, Glaxo dépensait annuelle-  
ment 850 millions de livres en re-  
cherche et développement. La  
nouvelle entité y consacre 1,2 mil-  
liard de livres », explique-t-il. Ce  
dernier montant (équivalent à  
10 milliards de francs), pour 60 mil-  
liards de francs de chiffre d'affaires,  
est selon ce laboratoire « le  
budget le plus important jamais ap-  
porté à la recherche thérapeutique  
par un seul organisme ». L'objectif  
affiché est la sortie de trois mé-  
dicaments nouveaux par an. La re-  
cherche se fera dans les labora-  
toires du groupe, mais aussi en  
partenariat avec des laboratoires  
spécialisés dans la biotechnologie.

Tous les groupes pharmaceu-  
tiques font le même raisonnement.  
Les coûts liés à la recherche et dé-  
veloppement (R&D) sont en aug-  
mentation constante et atteignent  
15 % voire 20 % du chiffre d'affaires.  
Pour les financer, les entre-  
prises doivent réviser leur straté-  
gie. Fusions, scissions ou encore  
concentrations, les opérations en  
cours ont toutes pour origine le  
besoin de renforcer les finance-  
ments de la R&D.

De 120 millions de dollars au dé-  
but des années 60, le prix d'une dé-  
couverte de médicament a quintu-  
plié aujourd'hui pour atteindre  
600 millions de dollars (3,09 mil-  
liards de francs). La flambée s'ex-  
plique par le durcissement des pro-  
cédés réglementaires dans les  
différents pays et le renforcement  
de la compétition. Celui-ci se tra-  
duit par la réduction des périodes  
d'exclusivité de l'innovation et par  
la nécessité pour les laboratoires  
de diminuer les délais entre les dé-  
couvertes et les mises sur le mar-  
ché. Pour espérer rentabiliser son  
investissement, un groupe phar-  
macologique doit pouvoir commer-  
cialiser son traitement dans le  
monde entier en ayant accès à un  
réseau extrêmement développé.

A cet environnement s'ajoute  
l'apparition de nouvelles métho-  
dologies comme les biotechnolo-  
gies, le génie génétique et la chimie  
combinatoire. Dans une étude  
consacrée à « la refonte de l'innova-  
tion pharmaceutique », la société

de consultants A Prime présente  
cette émergence des biotechnolo-  
gies comme « l'un des événements  
majeurs de la fin du 20<sup>e</sup> siècle dans  
le domaine médical, aussi important  
que la découverte des antibiotiques  
à la fin de la deuxième guerre mon-  
diale ». Ces nouvelles méthodolo-  
gies s'accompagnent d'une évolu-  
tion dans la recherche. Au hasard  
des découvertes, se substitue une  
démarche inverse consistant à fa-  
briquer une substance répondant à  
un besoin précis. A une approche  
chimique se substitue une ap-  
proche plus biologique.

**Le prix  
de la découverte  
d'un médicament  
a quintuplé  
atteignant,  
aujourd'hui, plus de  
3 milliards de francs**

Cette démarche est présentée  
comme rationnelle et efficace par  
ses instigateurs. Le ciblage systé-  
matique de millions de molécules  
chimiques est peu productif et coû-  
teux, selon la société française  
Genet, spécialiste du génome hu-  
main, qui s'est introduite en  
Bourse au printemps. « En vingt  
ans, de 1974 à 1994, sur plus de mille  
médicaments découverts, seulement  
une centaine sont de pures innova-  
tions thérapeutiques ». L'approche  
plus rationnelle, qui cible les be-  
soins, permet de réduire l'augmen-  
tation des dépenses de R&D et de  
réduire sensiblement les coûts  
pour les ramener à 250 millions de  
dollars.

Conscients de ces nouveaux en-  
jeux, les grands groupes ont modi-  
fié leur politique de recherche. Ils  
multiplient les accords de partena-  
riat avec les laboratoires, dont la  
plupart sont situés aux États-Unis.  
Rhône-Poulenc-Rorac est l'un des  
plus avancés dans le domaine de la  
thérapie génique, grâce à RPR  
Genet, qui a tissé des liens avec  
une quinzaine de groupes  
commerciaux et universitaires. Le  
groupe anglo-américain Smith-  
Kline Beecham a investi 100 mil-  
lions de dollars dans Human Ge-  
nome Sciences (HGS), l'une des  
firmes de référence en la matière.  
Le français Synthelabo et l'amé-  
ricain Shering Plough ont signé des  
accords début juillet avec HGS  
pour avoir accès à ces banques de  
données de séquence des gènes.

« A côté d'une vingtaine de  
grands groupes pratiquant massive-  
ment de la recherche, il y a encore  
de la place pour de petits labora-  
toires », estime Richard Sykes,  
pour qui le marché pharmaceu-  
tique restera relativement frag-  
menté, même si la vague de

concentrations se poursuit. Son  
groupe contrôle à peine 5 % du  
marché mondial, mais détient des  
positions-clés dans des domaines  
thérapeutiques précis.

Si aucune des sociétés disposant  
d'un potentiel important d'innova-  
tions n'a participé au mouvement  
actuel de restructurations - c'est le  
cas des firmes allemandes -, toutes  
sont préoccupées par leurs re-  
sources financières. Pour une meil-  
leure efficacité, elles réduisent  
leurs champs d'activités. En  
amont, certains se scindent et dé-  
laissent leurs autres activités  
comme la chimie. En aval, des la-  
boratoires élargissent leurs pro-  
grammes de recherche, pour ne  
rester que sur les plus promet-  
teurs.

Rationalisations et fusions ne  
sont pas forcément gage de réus-  
site future. « Les coûts induits par  
les restructurations actuelles des la-  
boratoires dans leur recherche et  
développement sont bien plus élevés  
qu'il n'y paraît au premier abord et  
s'accompagnent d'un gonflement de  
leurs dépenses annuelles. Les résul-  
tats escomptés dépendent naturelle-  
ment de la qualité des prochaines  
innovations, mais aussi du porte-  
feuille existant, souligne le cabinet  
A Prime. La masse financière dispo-  
nible pour préparer l'avenir devient  
plus discriminante que jamais. Mais,  
dans la transition actuelle, elle  
ne constitue nullement une garantie  
face aux remaniements des mar-  
chés. » Dépenser n'est pas trouver,  
et le hasard conserve un rôle.

Dominique Gallois

## L'avion chinois de cent places a un profil de plus en plus européen

PÉKIN

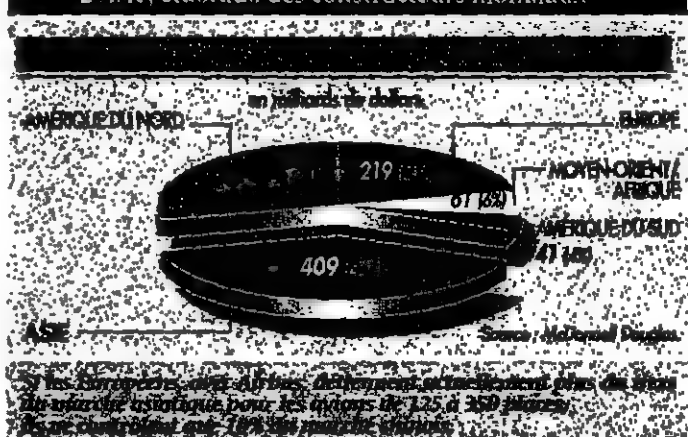
de notre correspondant  
Le projet de construction d'un  
avion de cent places en coopéra-  
tion entre aviateurs européens et  
chinois semble s'être quelque peu  
concrétisé. Mercredi 10 juillet, le  
partenaire potentiel chinois,  
l'AVIC (Aviation Industries of  
China), a annoncé qu'il choisissait  
« de manière exclusive » le consor-  
tium Aero International Asia  
(AIA), formé par le français Aéro-  
spatiale, le britannique British Ae-  
rospace et l'italien Alenia.

Il convient de prendre cette an-  
nonce avec prudence : les négocia-  
tions commerciales proprement  
dites avec chacun des partenaires,  
dont lesquelles figure une firme  
singapourienne, ne sont pas en-  
core conclues. L'AVIC et AIA font  
portant d'ores et déjà état de leur  
intention de commencer leur coo-  
pération à la fin de l'année.

« BOMIFICATION » TECHNOLOGIQUE

L'avionneur américain Boeing  
est exclu de la course. Sentant le  
vent tourner, il avait annoncé son  
retrait il y a quelques semaines,  
dans l'espoir, semble-t-il, de faire  
basculer la décision du gouverne-  
ment chinois. Les négociations ont  
également échoué avec les Co-  
réens du Sud, notamment sur le  
lieu d'implantation des chaînes de  
montage de l'appareil que les  
Chinois revendiquent. Pékin en-  
tend bien profiter de l'opération  
pour récupérer un maximum de  
technologies modernes, en  
échange de la mise à disposition de  
sa main-d'œuvre à bon marché.

L'Asie, eldorado des constructeurs mondiaux



La préférence que la Chine ex-  
prime aujourd'hui pour l'Europe  
- alors que ses relations avec les  
États-Unis traversent une phase  
difficile - procède avant tout de ce  
sout de « bonification » technolo-  
gique et assez peu du climat poli-  
tique. Les Européens lui paraissent  
plus disposés que les Américains à  
lui fournir un outil moderne venant  
remplacer l'américain de la fin  
des années 70. Le pari écono-  
mique est risqué. Pour les Euro-  
péens, le projet constitue avant  
tout un cheval de Troie dans la for-  
teresse chinoise, où ils ne dé-  
tiennent, avec Airbus, qu'environ  
10 % du marché, contre plus de  
80 % à leur rival américain Boeing.

Le cœur de la négociation entre  
Européens et Chinois va porter à  
présent sur la répartition du capital  
de la future société mixte qui sera  
formée. La partie chinoise affirme  
haut et fort que ses interlocuteurs  
européens et singapouriens sont  
d'accord pour qu'elle détienne « la  
majorité des parts » dans le projet.

2014, mais le segment des avions  
de cent places ne représenterait  
sur ce total qu'un demi-millier  
d'unités. Avec un prix de vente de  
l'ordre de 12 à 15 millions de dol-  
lars (de 62 à 77 millions de francs)  
et un investissement total de plus  
de 2 milliards de dollars (10,3 mil-  
liards de francs), les experts éva-  
luent le seuil de rentabilité à un  
millier d'appareils. Le pari écono-  
mique est risqué. Pour les Euro-  
péens, le projet constitue avant  
tout un cheval de Troie dans la for-  
teresse chinoise, où ils ne dé-  
tiennent, avec Airbus, qu'environ  
10 % du marché, contre plus de  
80 % à leur rival américain Boeing.

Le cœur de la négociation entre  
Européens et Chinois va porter à  
présent sur la répartition du capital  
de la future société mixte qui sera  
formée. La partie chinoise affirme  
haut et fort que ses interlocuteurs  
européens et singapouriens sont  
d'accord pour qu'elle détienne « la  
majorité des parts » dans le projet.

SICAV 5000

### OFFRE EXCEPTIONNELLE

Le Conseil d'Administration de SICAV 5000, SICAV d'actions françaises éligible au PEA, a décidé d'offrir à tout souscripteur la possibilité d'acquies des actions de la société sans frais et sans limitation du nombre de titres. Cette offre exceptionnelle s'étendra du 16 juillet 1996 au 16 septembre 1996 - 12 heures.

Les détenteurs d'un Plan d'Épargne en Actions peuvent, notamment, bénéficier de cette offre en réinvestissant en actions SICAV 5000 le montant des coupons perçus sur ce compte, provenant d'actions françaises ou de l'Emprunt d'Etat 6 % juillet 1993-1997 dit "Emprunt BALLADUR".

SICAV 5000 a réalisé une performance de 130,03 % sur les huit dernières années (gains en capital plus dividendes bruts supposés réinvestis du 30 juin 1988 au 28 juin 1996) et figure régulièrement parmi les SICAV les plus performantes de sa catégorie.

Renseignez-vous auprès de votre conseiller.



CREDIT LYONNAIS

Minitel : 3615 CL, choix 3 (1,29 F/mn) - Tél. : (01) 36 68 43 44 (2,23 F/mn)

### RÉPARTITION DES RÔLES

On s'acheminerait en fait vers un  
arrangement où l'AVIC contrôlerait  
une portion prédominante,  
mais inférieure à 50 %. Les Euro-  
péens détendraient 40 % du capi-  
tal et Singapour 10 %. En outre,  
certaines des firmes sud-coréennes  
initialement pressenties avant  
d'être écartées en juin pourraient  
revenir dans la négociation. De  
même, Taiwan Aerospace, le  
groupe privé de Taïpei, qui n'a  
toujours pas réussi à monter son  
propre projet avec l'industrie amé-  
ricaine, pourrait se joindre au pro-  
jet.

Les Européens devront, eux aus-  
si, s'entendre sur la répartition des  
rôles. L'allemand Daimler-Benz  
Aerospace, qui avait décidé de  
faire bande à part en présentant un  
projet mené par sa filiale Fokker  
(aujourd'hui en faillite), souhaite-  
rait être invité au tour de table. Ses  
partenaires n'excluent pas de l'ac-  
cueillir, mais comptent lui en faire  
payer le prix. L'avion sino-euro-  
péen pourrait alors devenir le plus  
petit appareil de la famille Airbus,  
à laquelle il manque un avion de  
cette taille.

Francis Deron



## DBKom sera en partie vendue à Mannesman

APRÈS DES MOIS d'un subtil jeu de poker entre les grands acteurs privés des télécommunications allemandes, la Deutsche Bahn a préféré, mercredi 10 juillet, le groupe Mannesman et ses associés au groupe Thyssen, donné pourtant vainqueur la veille, pour reprendre 49,8 % de sa filiale DBKom. Le montant de cette prise de participation n'a pas été précisé mais certains experts l'évaluent entre 2 et 3 milliards de deutschemarks (entre 6,7 et 10 milliards de francs). Le consortium mené par Mannesman Eurokom, avec la firme américaine AT&T et Unisource ainsi que la Deutsche Bank, va pouvoir utiliser un réseau de communications de 40 000 km de long des voies ferrées (dont 4 000 de fibres optiques), le deuxième après celui de l'opérateur public Deutsche Telekom, qui englobe toutes les villes du pays et environ 18 000 entreprises. Déjà très présent en téléphonie mobile, Mannesman améliore ainsi ses chances avant la libéralisation du marché allemand des télécommunications en 1998.

## Bruxelles veut mieux contrôler les concentrations d'entreprises

LA COMMISSION EUROPÉENNE a proposé une recommandation, mercredi 10 juillet, aux membres de l'Union, en vue de renforcer son contrôle sur les concentrations d'entreprises. Selon le projet, les seuils de chiffres d'affaires à partir desquels les opérations de fusions sont examinées par Bruxelles, seraient abaissés. Ils passeraient de 5 à 3 milliards d'euros (de 32 à 19,2 milliards de francs) pour le chiffre d'affaires cumulé au niveau mondial et de 250 à 150 millions d'euros pour les ventes réalisées dans la Communauté par au moins deux entreprises. Cet abaissement permettrait de surveiller des fusions dans les secteurs jusqu'à présent hors contrôle comme le textile, la mécanique, ou l'édition. Pour lutter contre les cartels, Karel Van Miert, commissaire européen chargé de la concurrence, propose, par ailleurs, de réduire les amendes de 75 % pour les entreprises qui accepteraient de coopérer avec la Commission.

### DÉPÊCHES

■ **DEUTSCHE BANK**: la banque allemande a révélé, mercredi 10 juillet, qu'elle avait acquis 5,21 % du capital de la Bayerische Vereinsbank, pour 500 millions de deutschemarks (1,7 milliard de francs). Son entrée dans le capital d'un concurrent relance les spéculations sur de possibles concentrations bancaires en Allemagne.

■ **AXA**: Claude Bebear, PDG du groupe d'assurances, déclare, dans un entretien à l'Agefi le 11 juillet, disposer d'un trésor de guerre de 30 milliards de francs, suite à d'importants désinvestissements, pour soutenir son développement. Le groupe s'est fixé comme objectif une croissance annuelle de « 15 % du bénéfice par action pendant les cinq prochaines années ».

■ **LG GROUP**: le conglomérat sud-coréen, spécialisé dans l'électronique, a signé mercredi 10 juillet un accord en vue d'investir 2,6 milliards de dollars (13 milliards de francs) au pays de Galles. Il s'agit de la plus importante implantation étrangère réalisée en Europe.

■ **FOKKER**: le gouvernement russe aurait donné son accord de principe, mercredi 10 juillet, au projet du constructeur aéronautique Iakovlev de racheter le néerlandais Fokker pour 216 millions de dollars (environ 1,1 milliard de francs), selon l'agence Itar-Tass.

■ **SIEMENS**: le groupe industriel allemand aurait versé environ 1 milliard de pesetas (40 millions de francs) à des sociétés proches du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) dans le cadre de la construction du TGV Madrid-Séville, selon un rapport d'experts du ministère des Finances.

■ **AIR FRANCE**: la commission européenne devrait annoncer le 30 juillet si elle autorise ou non le versement de la troisième et dernière tranche d'aide, d'un montant de 5 milliards de francs, à la compagnie aérienne.

■ **APPLE**: le groupe informatique américain fait à nouveau l'objet de rumeurs de vente, totale ou partielle, les fabricants de logiciels Oracle et d'ordinateurs Gateway 2000 étant donnés comme intéressés, selon le *New York Times* du 10 juillet et le *Herald Tribune* du 11 juillet.

■ **SONY**: le groupe japonais d'électronique, qui a lancé ses premiers ordinateurs personnels le mois dernier aux États-Unis, a indiqué le 11 juillet qu'il envisage d'en vendre au Japon début 1997.

■ **HEWLETT-PACKARD**: le groupe informatique américain a annoncé le 10 juillet l'arrêt de sa production de lecteurs de disques et indiqué que la progression des commandes au troisième trimestre (mai-juillet) devrait être « significativement inférieure » aux 24 % du deuxième trimestre.

■ **FRANCE TELECOM**: l'agence financière Moody's a annoncé le 11 juillet avoir abaissé la notation de la dette à long terme de l'exploitant téléphonique français dans la perspective d'une détérioration de sa structure financière.

■ **TELECOMUNICATIONS**: six compagnies suisses d'électricité ont créé une société commune baptisée Dix AG afin d'attaquer le marché des services téléphoniques.

■ **AMIANTE**: les quinze ouvriers syndiqués CGT de l'usine Eternit de Thilant (Nord) ont dénoncé, mercredi 10 juillet, la mise au chômage technique de douze d'entre eux dans le cadre du plan de chômage partiel mis en place le 8 juillet et touchant une trentaine de salariés. Ce plan a été décidé par la direction après la décision gouvernementale d'interdire l'amiante dans l'industrie. « La direction veut éliminer la CGT de l'usine », s'est borné à commenter un syndicaliste.

### EXPLOITATION MINIÈRE PAR CONTRAT

**PT. TAMBANG BATUBARA BUKIT ASAM (PERSERO), LA SOCIÉTÉ DES MINES DE CHARBON DE BUKIT ASAM (SOCIÉTÉ PAR ACTIONS), PTBA**

solicite des déclarations d'intention et des déclarations de compétence de la part d'entreprises ayant une assise financière suffisante et une expérience substantielle dans le domaine des activités minières souterraines, pour assurer l'exploitation par contrat de la mine de charbon d'Ombilin à Sumatra Ouest, Indonésie.

Il est prévu d'établir un contrat pour assurer la totalité de la phase de développement et d'exploitation, sur base contractuelle, aux calculs à la tonne délivrée en un lieu convenu.

Les déclarations d'intention et les déclarations de compétence doivent être remises à l'attention du responsable de l'Equipe de Développement de la Mine Souterraine d'Ombilin (Chairman of Ombilin Underground Development Team), au plus tard le 30 juillet 1996 à 16 heures.

Les renseignements fournis doivent comprendre au minimum :

- Liste des participations à des projets récents en rapport, avec le détail des conditions financières de l'appel d'offres et du contrat définitif.
- Nom des clients auxquels PTBA pourra s'adresser pour obtenir des références.
- Projet en cours, avec mention de la durée, en pourcentage de la capacité totale de production.
- Bilan du dernier exercice clos.
- Tout renseignement jugé à même d'être utile à PTBA.

**PT. TAMBANG BATUBARA BUKIT ASAM (PERSERO)  
SETIA BUDI BUILDING II 5TH FLOOR  
JL. H. R. RASUNA SAID - JAKARTA 12940 - INDONESIA**

Téléphone : (6221) 5254014, 5200067 Téléphone : (6221) 5254014

## Michel Thierry a confié à Paribas un mandat de vente de son groupe

Cette opération implique la cession des 17,6 % détenus dans Bertrand Faure

Michel Thierry, âgé de 67 ans, PDG du groupe qui porte son nom songe à passer la main. Il a confié à la banque Paribas un mandat de vente de sa firme,

numéro deux européen des revêtements pour sièges automobiles. Il est le premier actionnaire du fabricant de sièges automobiles Bertrand Faure,

dont il détient 17,6 % du capital et 25 % des droits de vote. Un rapprochement a été envisagé avec Sommer Alibert qui n'a pas abouti.

**SOUS-CAPITALISATION**, problèmes de succession, taille insuffisante : tel est le lot des entreprises familiales françaises, souvent obligées de se vendre à des groupes plus importants. Le groupe Michel Thierry, numéro deux européen des revêtements pour sièges automobiles, n'échappe pas à la règle : son PDG et actionnaire principal (55 % du capital), Michel Thierry, âgé de 67 ans, a donné il y a environ six mois un mandat de vente de son groupe à la banque Paribas.

Avec 960 millions de francs de chiffre d'affaires et 1 milliard de dettes, le groupe ariégeois, qui vaut 860 millions de francs en bourse, n'a pas la taille critique pour accompagner ses clients partout dans le monde. En 1995, il a souffert d'une conjoncture morose et de la hausse du prix des matières premières et a perdu 5,2 millions de francs.

Pour se désendetter de plus de 200 millions de francs, Michel Thierry avait annoncé en 1994 qu'il allait se séparer, au plus tard en

1997, de sa filiale (à 50 %) de textile-bâtiement Carreman-Michel Thierry (27 % de son chiffre d'affaires). A l'heure où les équipementiers automobiles européens connaissent une vague de concentration, il risquait d'être distancé sur son métier de base, le revêtement pour sièges automobiles.

### RECENTRAGE

Cette cession n'est toujours pas intervenue et la mauvaise année 1995 a visiblement convaincu le président du groupe que son recentrage sur l'activité automobile ne serait pas suffisant. Michel Thierry a aussi un problème de succession. Il a confié un mandat de vente de son groupe à Paribas. « Vous comprendrez qu'il s'agit de contrats de confidentialité et que je ne peux rien dire. Je ne veux pas que vous publiez cette information », déclare au *Monde* Michel Thierry, qui ne confirme ni ne dément l'information.

Le groupe Michel Thierry détient un deuxième actif, tout aussi im-

portant que son groupe : une participation de 17,6 % dans le fabricant de sièges automobiles Bertrand Faure, qui remonte à 1991.

Michel Thierry était entré à son capital pour renforcer Bertrand Faure, sorti exsangue de l'OPA hostile avortée lancée par Valeo en 1988. Il soulageait les banquiers en aidant Bertrand Faure, qui pesait seize fois plus que son groupe. Il pensait aussi être en mesure de développer une filière complète du siège. Mais il n'a jamais pesé fortement sur les orientations stratégiques de Bertrand Faure et n'a pas développé de synergies. « Michel Thierry a facturé 220 millions de francs à Bertrand Faure en 1995 », se défend Michel Thierry. « Le groupe aurait de toutes façons fait ce chiffre d'affaires sans Bertrand Faure : il l'aurait facturé directement aux constructeurs », rétorquent plusieurs spécialistes du secteur.

La cession en bloc s'annonce difficile puisqu'il faut trouver un industriel intéressé à la fois par Mi-

chel Thierry et sa participation dans Bertrand Faure. Paribas a approché Sommer Alibert pour lui vendre tout ou partie du groupe. Un tel rapprochement, démentit fermement par Sommer Alibert, est peu probable car il ne réglerait aucun problème, Sommer Alibert ayant les mêmes faiblesses que Bertrand Faure : caducité et sous-capitalisés, les deux groupes restent faibles contre-Atlanique.

Faire appel à un industriel étranger, notamment américain, sera aussi délicat. Les étrangers sont échaudés par la levée de bouillottes provoquée par la mise en vente de la participation de Carlo De Benedetti dans Valeo.

Les constructeurs automobiles, Renault et PSA veulent que Valeo reste français. Ils exigent la même chose de Bertrand Faure, le siège étant l'un des éléments les plus stratégiques dans la conception d'une automobile.

Arnaud Lapermentier et Virginie Mallange

## GIAT Industries limoge le patron de sa filiale belge FN Herstal

### BRUXELLES

de notre correspondant  
Le groupe français GIAT Industries a révoqué Claude Elsen, patron de la Fabrique nationale d'armes (FN) d'Herstal qu'il avait lui-même installé, en 1995, pour tenter de sauver sa filiale.

La décision est intervenue après une longue réunion du conseil d'administration de la FN, mercredi 10 juillet. Accusé de « fautes graves », sans autre précision, M. Elsen était venu avec son avocat. Il est provisoirement remplacé par Jacques Gentsen, jusqu'alors responsable de la stratégie des affaires internationales à la FN.

Ancien fleuron de l'industrie d'armement belge, dans la banlieue de Liège, la FN connaît tant de difficultés que GIAT

cherche un repreneur pour se débarrasser d'une filiale imprudemment acquise au début des années 90.

Luxembourgeois de 48 ans, M. Elsen avait été choisi pour introduire des méthodes de gestion nouvelles après le départ en retraite du Français Albert Diehl. Le président de FN semble avoir fait ce qu'on attendait de lui : s'appuyant sur des rapports de consultants et s'entourant d'une équipe de direction nouvelle, il avait mis en route un plan de restructuration.

### PRATIQUES CONTESTABLES

Pourquoi cette disgrâce ? Selon des informations venues de source proche de la direction de la FN, mais non commentées par l'inté-

ressé, M. Elsen n'aurait pas voulu couvrir des pratiques contestables, dont GIAT aurait profité indirectement. Un agent commercial, travaillant depuis longtemps pour la FN, aurait noué des relations très fructueuses avec des Saoudiens, notamment avec le frère de la première épouse du prince héritier Abdallah. D'où, pour la FN, de nombreuses ventes d'armes légères en Arabie saoudite, et, peut-être, pour GIAT, des livraisons de chars Leclerc.

M. Elsen aurait heurté les intérêts d'un « véritable clan au sein de l'entreprise », habitué de longue date à des opérations opaques, y compris la livraison en Arabie saoudite d'armes non homologuées sur place et destinées à de mystérieux acquéreurs. Il se dit

que GIAT tenait beaucoup au maintien de ce réseau, via la FN.

Pendant la crise interne qui a précédé la décision du conseil d'administration, certains cadres de la FN ont pris publiquement position en faveur de M. Elsen et l'ont présenté comme une victime. D'autres ont dénoncé ses méthodes autoritaires, sa présomption et les manœuvres de son entourage proche pour manipuler les médias.

Les deux représentants de la région wallonne, actionnaires à 8 %, se sont abstenus lors du vote de mercredi. Leur désir est qu'un repreneur se présente rapidement, malgré le climat détestable de l'entreprise.

Jean de la Guérivière

## Accord sur le temps de travail dans la grande distribution

DEPUIS quelques semaines, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, critiquait régulièrement l'abus du temps partiel contraint dans certains secteurs d'activité, en particulier la grande distribution. Selon les chiffres officiels, 22 % des 132 815 hommes et 61 % des 232 401 femmes employés dans les magasins de la grande distribution à prédominance alimentaire travaillent à temps partiel.

Après quinze mois de discrètes négociations, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) a signé le 10 juillet avec trois syndicats (CFDT, CFVC, FO) un accord sur la durée du temps de travail.

Contrairement à ce que souhaitent les syndicats, la durée hebdomadaire minimale de travail reste fixée à 22 heures et n'a pas été portée à 25 heures. Mais l'accord précise que « les entreprises doivent rechercher des modes d'organisation du travail des salariés à temps partiel permettant à ces derniers de gérer leur temps disponible au mieux de leurs intérêts. A cette fin, elles sont incitées

à expérimenter des organisations du type : travail à temps scolaire, travail en binôme, lots de caisse ou de rayon... ».

Par ailleurs, « ces 22 heures doivent être effectuées de telle façon que les salariés qui le souhaitent puissent exercer une autre activité (travail sur quatre jours ou uniquement le matin par exemple) ». Autre amélioration : les pauses sont prévues à raison de 3 minutes par heure. Jusqu'à présent, seuls les salariés travaillant 5 heures y avaient droit et les syndicats se plaignaient du nombre élevé de contrats de... 4 h 45 minutes !

### REPOS COMPENSATOIRE

Les salariés à temps plein n'ont pas été oubliés : ceux qui ne bénéficient pas d'une journée et demi de repos d'affilée par semaine et travaillent le dimanche matin auront droit à une majoration de leur salaire de base de 20 % pour chaque heure de travail accomplie le dimanche matin. Selon les syndicats, des dizaines de milliers de salariés sont concernés.

Le travail peut désormais être organisé sur une base annuelle. Les entreprises pourront faire effectuer 44 heures de travail pendant vingt semaines mais, en contrepartie, la durée baissera les autres semaines afin que l'horaire moyen s'établisse à 39 heures. Surtout, les heures effectuées entre la 39<sup>e</sup> et la 44<sup>e</sup> heure donneront lieu à un repos supplémentaire. Une semaine sera accordée aux salariés travaillant 44 heures par semaine pendant vingt semaines. De même, le contingent d'heures supplémentaires est réduit de 120 heures à 90 heures. Les 50 premières heures peuvent être payées ou compensées en heures de repos mais les 40 suivantes seront obligatoirement compensées en heures de repos. Enfin, des dispositifs sont prévus pour limiter le nombre d'heures effectuées par l'encadrement.

Comme pour tout accord de branche, l'enjeu pour les signataires est maintenant de le faire respecter dans les entreprises.

Frédéric Lemaître

## Les banques proposent de distribuer à moindre coût le Livret A

DOPÉS par la prise de position du gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Tichet, qui s'est prononcé, mardi 9 juillet, sur la nécessité de mettre fin aux distorsions de concurrence (*Le Monde* du 10 juillet), les banquiers sont repartis à l'attaque sur le Livret A.

Lors de la réunion du bureau de l'Association française des banques (AFB), mardi, ses membres ont décidé d'adresser au ministre de l'économie, Jean Arthuis, une lettre réclamant à nouveau la distribution du « petit livre rouge ». Cette vieille lime n'a jusqu'à présent pas eu d'écho du côté des pouvoirs publics. Début 1996, malgré son activisme, la profession n'était pas parvenue à convaincre M. Arthuis de casser le monopole de La Poste et des Caisses d'épargne. Elle avait toutefois obtenu la baisse d'un point de la rémunération du Livret A et l'accès au Livret Jeune.

C'est donc sur le terrain technique que les banquiers se sont

placés pour donner plus de chances à leurs revendications. Le Livret A est distribué par les Caisses d'épargne et La Poste. Les fonds collectés - l'encours est de quelque 750 milliards de francs - sont gérés par la Caisse des dépôts et servent à financer le logement social. La même pour les établissements qui collectent les fonds est importante : la commission versée par la Caisse des dépôts à La Poste est de 1,5 %, celle consentie aux Caisses d'épargne s'élève à 1,2 %.

**PLUS PETITE COMMISSION**  
Après moult études, l'AFB est parvenue à la conclusion que cette rétribution est « extrêmement grasse » et que, pour le bien de tous, il était possible de réduire cette ponction. Les banques se font fort de distribuer le Livret A en contrepartie d'une commission de seulement 1 %. C'est le sens de leur proposition adressée à Jean Arthuis. Le ministre ne saurait être insensible à cet argument. Il va

dans le sens de l'histoire qui veut une égalité de traitement pour tous les établissements de la place.

On sait que les Caisses d'épargne, dont les opulents fonds propres (plus de 60 milliards de francs) n'appartiennent à personne, sont depuis longtemps dans le collimateur des banquiers. La profession bancaire ne laisse échapper aucune occasion pour leur donner des coups de bélier. Il y a quelques jours, Patrice Cabart, délégué général de l'AFB, avait suggéré que les fonds propres des Caisses d'épargne soient mis à contribution pour combler le trou de la Sécurité sociale ou pour d'autres tâches d'intérêt public, car elles « n'ont techniquement besoin que de 30 milliards de fonds propres », déclarait-il le 29 juin. Une provocation plus qu'une véritable proposition mais qui permet de ne pas relâcher la pression.

On sait également que le gouvernement cherche de son côté un moyen présentable pour mettre la

main sur le pactole des Caisses d'épargne. Il n'est pas douteux que les Caisses d'épargne vont devoir sous peu se doter d'une structure qui les intégrera dans le paysage bancaire français et qui transférerait les clients des Caisses d'épargne en actionnaires.

Le discours de Jean-Claude Tichet, qui faisait siennes les revendications des banques sur la nécessité « de soumettre à la même surveillance prudentielle toutes les institutions qui exercent certaines activités bancaires », visait également La Poste. Ses « activités financières posent à l'évidence un très sérieux problème ». L'AFB vient à ce sujet de déposer un dossier auprès de la commission de la concurrence pour qu'une séparation claire soit faite entre les activités financières et les activités postales de La Poste. La guerre de tranchées a fait place à la guerre de mouvement.

Babette Stern



■ LE DOLLAR était stable, jeudi matin 11 juillet, lors des premières transactions entre banques européennes. Il s'échangeait à 1,5270 mark, 110,51 yens et 5,1698 francs.

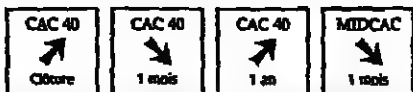
■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 382,45-382,75 dollars, contre 382,85-383,15 dollars mercredi en clôture.

■ WALL STREET est repartie à la hausse, mercredi 10 juillet. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a affiché en clôture un gain de 0,39 % à 5 603,65 points.

■ LES CÉRÉALES ont vu leurs cours progresser, mercredi, sur le marché à terme de Chicago, en raison du manque de pluie dans le Midwest. Le contrat sur le maïs a augmenté de 2,50 cents.

■ LE PÉTROLE était à la hausse, mercredi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de référence light sweet crude échéance août a gagné 14 cents à 21,55 dollars.

LES PLACES BORSIÈRES



Fermeté à Paris

LA BOURSE de Paris était orientée à la hausse, jeudi 11 juillet, en fin de matinée. A midi, l'indice CAC 40 gagnait 0,36 % pour s'établir à 2 089,35 points. Il avait ouvert en progression de 0,46 %, soutenu par le rebond observé la veille à Wall Street et par les espoirs de détente monétaire.

Le marché obligataire français était stable : le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, cédait 0,04 % à 121,66 points. Le franc ne valait guère face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3838 francs pour un deutschemark.

Les opérateurs restaient prudents, dans l'attente de la décision du conseil de la Bundesbank sur ses taux directeurs. La marge de détente monétaire en France apparaît limitée en l'absence d'initiative de la Bundesbank sur le niveau de ses prises en pension (REPO).

La cotation de Pollet a repris, jeudi matin. Les échanges sur ce titre représentaient près de 1,6



milliard de francs. Le groupe Saint-Gobain lance du 11 au 24 juillet son OPA (offre publique d'achat) simplifiée sur Pollet avec maintien de cours à

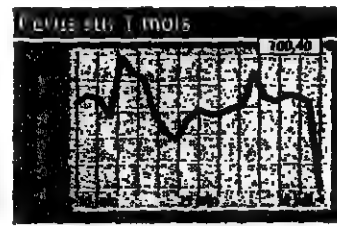
555 francs par titre. Les valeurs financières restaient bien orientées. La Société générale gagnait 3,04 %, la BNP 2,45 % et le CCF 2,85 %.

Cerus, valeur du jour

L'ACTION Cerus a terminé la séance du mercredi 10 juillet en très net recul. Elle a cédé 10,4 %, à 100,40 francs.

Les investisseurs ont mal réagi à l'annonce par Cerus d'une émission d'obligations convertibles en actions d'un montant de 1,02 milliard de francs, craignant l'effet dilutif qu'aura l'opération et redoutant que celle-ci ne traduise l'abandon du projet de cession de Valeo. « Si l'opération de conversion se réalise, il y aura un effet de

dilution très faible en fonction de l'actif net réévalué », a précisé un porte-parole de Cerus à l'agence Reuters.



Progression à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du jeudi 11 juillet en hausse. L'indice Nikkei des valeurs américaines a gagné 113,64 points (0,52 %), à 21 892,55 points.

La veille, Wall Street avait rebondi, grâce au recul des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs américaines s'était inscrit en clôture en hausse de 0,39 % à 5 603,65 points.

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt à trente ans s'était détendu à 7,08 %, contre 7,12 % mardi soir. Les investisseurs avaient été rassurés par la publication, dans le Wall Street Journal, d'extraits d'un rapport interne de la Réserve fédérale (Fed) estimant qu'une légère augmentation du rythme d'inflation ne présentait pas de danger majeur.

L'action Motorola avait perdu 12,6 % après l'annonce d'un bénéfice net par action de 54 cents au deuxième trimestre contre 79 cents un an plus tôt, bien inférieur à l'avis moyen de 69 cents des analystes.

La firme Smith Barney a réduit de 50 % à 45 % la part des actions dans son portefeuille-type d'investissement.

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
Paris CAC 40	2089,35	2089,35	+0,36
Tokyo Nikkei	21892,55	21892,55	+0,52
New York DJ	5603,65	5603,65	+0,39
Londres FT100	3765,80	3765,80	+0,36
Frankfurt Dax	2567,43	2567,43	+0,30
Bruxelles Euronext	309,19	309,19	+0,47
Amsterdam AEX	265,89	265,89	+0,36
Madrid IBEX	1755,40	1755,40	+0,36
Stuttgart DAX	3765,80	3765,80	+0,36
Hong Kong Hang Seng	10911,80	10911,80	+0,14
Singapore Straits	2230,42	2230,42	+0,07

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Titre	10/07	11/07	Var. %
Alcoa	58,12	58,12	+0,36
American Express	42,87	42,87	+0,36
AT & T	55,75	55,75	+0,36
Boeing	11,75	11,75	+0,36
Chrysler	30,25	30,25	+0,36
Coca-Cola	29,75	29,75	+0,36
DuPont	38,75	38,75	+0,36
Eastman Kodak	79,75	79,75	+0,36
Gen. Electric	83,75	83,75	+0,36
IBM	111,12	111,12	+0,36
Intel	39,75	39,75	+0,36
J.P. Morgan	49,75	49,75	+0,36
McDonald's	44,75	44,75	+0,36
Merck & Co.	49,75	49,75	+0,36
Microsoft	111,12	111,12	+0,36
Philip Morris	100,75	100,75	+0,36
Procter & Gamble	88,75	88,75	+0,36
Sealed Air	45,75	45,75	+0,36
Tesco	37,75	37,75	+0,36
Union Carb.	40,75	40,75	+0,36
United Tech.	111,12	111,12	+0,36
Windsor Electric	11,75	11,75	+0,36
Woolworth	21,75	21,75	+0,36

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Titre	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
HAUSSES, 12h30			
UFB Local	45	45	+13,75
Société Générale	582	582	+3,83
OSI/Am. CMC Ly	49	49	+6,52
Geopie	331,90	331,90	+11,49
Labinal	741	741	+2,54
Labinal	65,90	65,90	+11,28
ELP	167,20	167,20	+5,57
Crédit National	341,20	341,20	+5,52
Union Assur. F&M	612	612	+3,49
CCF	348,20	348,20	+0,44

Titre	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
BAISSES, 12h30			
London	700	700	-15,46
Interchemie I	570	570	-4,04
MS	545	545	-3,53
SC	101,50	101,50	-3,58
Metropole Inter	16,50	16,50	-2,38
Dynacore	131	131	-4,35
URS	152,50	152,50	-1,18
Boisgoss	350	350	-2,13
Sopha	132	132	-1,24
Indust. Nat. Vitr.	99,40	99,40	-2,28

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Titre	10/07	11/07	Var. %
ERANCE, 12h30			
Polare	350,000	350,000	+0,36
Société Générale	582,000	582,000	+0,36
ELP	167,200	167,200	+0,36
Am	331,900	331,900	+0,36
Legrand	62,000	62,000	+0,36
Crédit Local F&M	341,200	341,200	+0,36
Paribas	12,000	12,000	+0,36
C.F.E.	11,000	11,000	+0,36
St. Appareil	10,000	10,000	+0,36
Projet	6,000	6,000	+0,36

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Titre	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Société Générale	49	49	+11,41
Union F&M	490	490	+5,37
OSI/Am. CMC Ly	706,50	706,50	+4,92
Info R&M	618	618	+4,24
Sigmas C&M Ly	154,50	154,50	+3,87

Titre	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
BAISSES, 12h30			
Royale Indus. L.	915	915	-8,91
Trounev C&M Ly	76	76	-3,16
PCAS	108,10	108,10	-3,16
Inform. Inter. A	63	63	-2,38
Ortel	805	805	-3,22

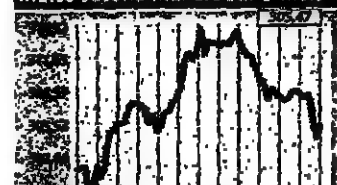
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Indice	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
Ind. SBF 120	1070,00	1070,00	+0,36
Ind. SBF 250	1044,41	1044,41	+0,36
Ind. Second Marché	305,47	305,47	+0,36
Ind. SBF 120-250	132,89	132,89	+0,36

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice Second Marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Titre	10/07	11/07	Var. %
Allied Lyons	4,48	4,48	+0,36
Barclays Bank	7,95	7,95	+0,36
B.T. Indent	1,91	1,91	+0,36
British Aerospace	9,58	9,58	+0,36
British Airways	5,47	5,47	+0,36
British Gas	1,85	1,85	+0,36
British Petroleum	5,97	5,97	+0,36
British Telecom	5,31	5,31	+0,36
B.T. Indent	1,91	1,91	+0,36
Cadbury Schweppes	5,98	5,98	+0,36
Carson	0,98	0,98	+0,36
Deutsche Bank AG	66,30	66,30	+0,36
Dresdner Bank AG	75,10	75,10	+0,36
Henkel AG	62,30	62,30	+0,36
Hoechst AG	52,30	52,30	+0,36
Karstadt AG	57,90	57,90	+0,36
Kaufhof Holding	58,00	58,00	+0,36
Leica AG	98,00	98,00	+0,36
MTU Aero Engines AG	217,00	217,00	+0,36
MTU Aero Engines AG	217,00	217,00	+0,36
Mannesmann AG	134,70	134,70	+0,36
Metalgesellschaft AG	27,45	27,45	+0,36
Preussag AG	380,00	380,00	+0,36
RWE	57,20	57,20	+0,36
Schering AG	108,20	108,20	+0,36
Siemens AG	81,27	81,27	+0,36
Tyres	29,50	29,50	+0,36
Valeo AG	60,05	60,05	+0,36
Viel	610,00	610,00	+0,36
Wella AG	89,00	89,00	+0,36

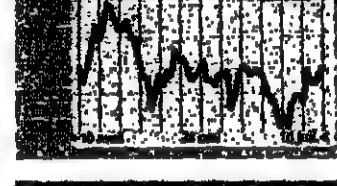
FRANKFURT Les valeurs du Dax 30

Titre	10/07	11/07	Var. %
Allianz Holding AG	2600	2600	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36
Sart AG	44,16	44,16	+0,36

New York. Dow Jones sur 3 mois



Londres. FT100 sur 3 mois



Frankfurt. Dax 30 sur 3 mois

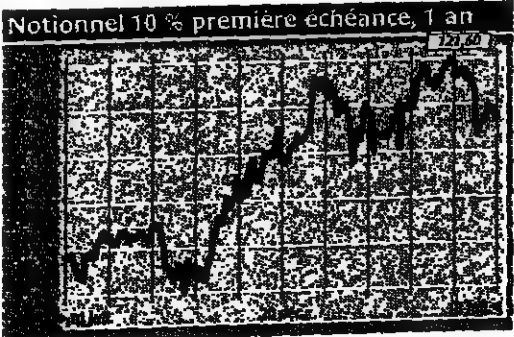


LES TAUX



Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, jeudi 11 juillet. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre gagnait 4 centimes, à 121,74 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,52 %, soit 0,03 % au-dessous du rendement de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux au 10/07	Taux au 11/07	Indice
TAUX 1007			
France	3,25	3,25	100,00
Allemagne	3,25	3,25	100,00
Grande-Bretagne	3,25	3,25	100,00
Italie	3,25	3,25	100,00
Japon	3,25	3,25	100,00
Etats-Unis	3,25	3,25	100,00

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux au 10/07	Taux au 11/07	Indice
TAUX DE RENDEMENT			
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,53	5,53	100,00
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,08	6,08	100,00
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,46	6,46	100,00
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,68	6,68	100,00
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,21	7,21	100,00
Obligations françaises	7,21	7,21	100,00
Fonds d'Etat à TME	7,21	7,21	100,00
Fonds d'Etat à TME	7,21	7,21	100,00
Oblig. franc. à TME	7,21	7,21	100,00
Oblig. franc. à TME	7,21	7,21	100,00

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Titre	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
1 mois	1,0000	1,0000	+0,36
3 mois	1,0000	1,0000	+0,36
6 mois	1,0000	1,0000	+0,36
1 an	1,0000	1,0000	+0,36

MATIF

Échéance 10/07	volume	dernier	plus	plus	premier
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 96	89179	121,74	121,74	121,74	121,74
Oct. 96	201	121,74	121,74	121,74	121,74
Nov. 96	12	121,74	121,74	121,74	121,74
Jan. 97	12	121,74	121,74	121,74	121,74

PIBIO FRANCIS

Titre	Cours au 10/07	Cours au 11/07	Var. %
Pibio Francis 1 mois	20,000	20,000	+0,36
Pibio Francis 3 mois	20,000	20,000	+0,36
Pibio Francis 6 mois	20,000	20,000	+0,36
Pibio Francis 12 mois	20,000	20,000	+0,36

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance 10/07	volume	dernier	plus	plus	premier
juillet 96	11673	2089,35	2089,35	2089,35	2089,35
août 96	48	2089,35	2089,35	2089,35	2089,35
sept. 96	1136	2089,35	2089,35	2089,35	2089,35
oct. 96	700	2089,35	2089,35	2089,35	2089,35

LES MONNAIES



Stabilité du dollar

LE BILLET VERT était stable, jeudi matin 11 juillet, lors des premières transactions entre banques européennes. Il s'échangeait à 1,5270 mark, 110,51 yens et 5,1698 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 08/10/87	% diff.	Aides	Var%
Allemagne (100 dm)	338,5000	0,00	328	-899
Autriche	6,4710	-0,00	-	-
Belge (100 f)	5,1600	+0,00	4,0700	-5,4700
Canada (100 F)	16,4345	+0,00	15,8600	-3,5600
Corée (100 W\$)	90,7200	+0,00	-	-
France (100 F)	300,7200	+0,00	3,1400	-2,8400
Grèce (100 dr)	67,8800	+0,00	83	-55
Irlande (1 Ir£)	8,2100	-0,00	7,9800	-2,8500
Israël (100 N\$)	8,0000	-0,00	7,6200	-4,7600
Grèce (100 L)	2,1500	-0,00	1,9000	-2,3700
Suisse (100 frs)	78,4000	+0,19	73	-59
Soudan (100 S\$)	77,9000	+0,17	73	-59
Taiwan (100 N\$)	71,2000	+0,06	73	-59
Autriche (100 sch)	48,1710	+0,17	46,6000	-3,2000
Espagne (100 pes)	4,0200	+0,07	3,7500	-6,7000



RÈGLEMENT  
MENSUEL

JEUDI 11 JUILLET

Liquidation : 24 juillet

Taux de report : 4,38

Cours relevés à 12 h 30

CAC 40

+0,34%

2089,02

Derniers cours

Cours précédents

Différence

%

Compensation

(1)

BASF (T.P.)

910

910

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

CAC 40

PARIS

+0,34%

CAC 40

2089,02

Derniers cours

Cours précédents

Différence

%

Compensation

(1)

BASF (T.P.)

910

910

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

CAC 40

PARIS

+0,34%

CAC 40

2089,02

Derniers cours

Cours précédents

Différence

%

Compensation

(1)

BASF (T.P.)

910

910

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

CAC 40

PARIS

+0,34%

CAC 40

2089,02

Derniers cours

Cours précédents

Différence

%

Compensation

(1)

BASF (T.P.)

910

910

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00







## Au gré de la boussole

La course d'orientation permet de découvrir la nature selon son propre itinéraire

UN DOMANICHE VENTEUX de la Pentecôte au Caylar, sur le plateau du Larzac méridional... Une lande déserte, et soudain deux mille huit cents coureurs qui s'élancent, tous ensemble comme sur un cross-country populaire : c'est parti pour le raid international d'orientation IGN-Francit. On marche ou on court, un petit moment dans un joyeux désordre, et puis tout le monde se regroupe dans une clairière. Des contrôleurs distribuent à chaque équipe de deux personnes (c'est la spécificité du raid) une feuille de route et une carte spécialement élaborée (échelle 1/25 000) par l'Institut de géographie nationale (IGN) et les experts de la course d'orientation - les habitués préfèrent dire : « CO ».

Brouhaha, cogitations, hésitations : il faut d'abord reporter sur la carte les coordonnées des balises (les « postes », dans le jargon), repérer le relief et imaginer enfin l'itinéraire le plus rapide, qui n'est pas forcément le plus direct. Seul instrument autorisé : la boussole. Longueur du parcours (de 30 à 75 kilomètres en deux jours) et profil du terrain définissent sept niveaux de difficulté.

A chaque équipe son rythme et sa stratégie. Il s'agit de retrouver dans un ordre précis une dizaine de balises où l'on poinçonne son carton de contrôle. Si le challenge vous tient à cœur, il faut rejoindre le plus vite possible l'arrivée...

A l'heure de la course, la foule du départ se disperse rapidement. Les choix tactiques éparpillent les



DESSIN NATHAL FORTIER

participants. Espionner et suivre des concurrents ? La méthode du mouton de Panurge est décidément sans intérêt et plutôt risquée : peut-être que les « autres » ont fait une erreur d'appréciation...

### RÉLÉGION ET ACTION

Le soir de la première étape, rassemblement général pour un bivouac dans un grand champ. Les organisateurs assurent une logistique sans faille avec poste médical de « campagne » pour les pieds ou les membres malades et ostéopathes à volonté. Mais chaque équipe doit demeurer autonome, c'est-à-dire confectionner sa cuisine et planter sa tente. Le règlement est d'ailleurs clair et net : matériel de camping obligatoire pour un poids minimal de 9 kilogrammes par équipe. Pas question de tricher, on fouille les sacs à dos à l'arrivée, comme à la douane ! Mais ce n'est pas le sérieux de l'épreuve ni une mauvaise météo qui entamerait la bonne humeur et la convivialité des « orienteurs » (c'est le vocabulaire consacré).

Depuis quinze ans, à la fin du

mois de mai, le rituel se répète : le raid IGN-Francit investit furtivement les derniers espaces sauvages du terroir et attire les « orienteurs » de tous bords. Ceux-ci sont prêts à tracer leur chemin hors des sentiers battus. Ils sont des copains en duo d'un jour ou en couple pour la vie.

A l'origine ce sont souvent des marcheurs tranquilles ou des « marathoniens tout terrain », des vétérans passionnés ou des débutants amusés (les jeunes à partir de seize ans peuvent former une équipe). Ils sont venus de tous les coins de France, de plusieurs pays d'Europe, voire de Lituanie ou du Canada.

La course d'orientation est un savant mélange de réflexion et d'action, une affaire de technique et d'endurance. Certains finissent épuisés, d'autres abandonnent malades, d'autres encore ne se perdent pas ! Et voilà comment cette version « grand public » et sympathique est devenue le plus beau succès d'un sport singulier et méconnu.

En compétition de haut niveau, l'ambiance est autre. Tout se déroule plus classiquement, sur courte distance, en individuel (il existe des épreuves de relais) et contre la montre (épreuve d'une demi-heure ou une heure et demi environ). Le sport reste amateur mais la performance est au rendez-vous.

Avec des cartes réduites à l'échelle 1/10 000... L'itinéraire n'est

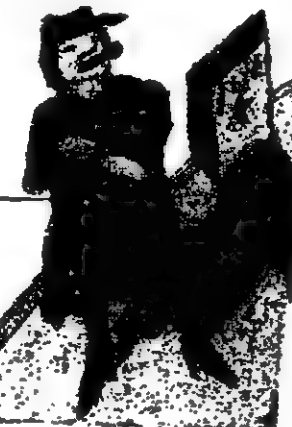
que plus subtil et difficile à trouver ! L'élite française des « orienteurs » émerge des vingt mille licenciés d'une fédération bien structurée et dynamique. La finale de la Coupe du monde doit avoir lieu pendant l'été sur le plateau du Vercors (du vendredi 23 au dimanche 25 août) et l'équipe de France a ses chances.

Savoir s'orienter fut toujours un art militaire, et surtout le propre de toutes les peuplades nomades de la planète. Mais la tradition veut que la course d'orientation soit originaire du Grand Nord où la neige et la tempête estompent souvent les repères. De fait, les Scandinaves sont forts en thème. Ils ont transformé l'utilité et l'ordre en exercice de style et en sport officiel, au début du siècle. Conséquence, certaines compétitions rassemblent à bas jusqu'à trente mille personnes et les champions y sont de véritables stars.

L'histoire est plus récente en France, mais la fédération fait preuve d'un efficace prosélytisme avec la complicité des instituteurs ! Plus de deux cent cinquante mille enfants (à partir de huit ans) apprennent les vertus pédagogiques de l'orientation et à « lire » la nature. Ce n'est pas encore comme en Suède, où elle est obligatoire dans le cursus scolaire, mais l'initiation à l'orientation vaut bien toute une leçon de géographie.

La fédération développe aussi, pour les adultes qui se prennent au jeu, une trentaine « d'espaces sport d'orientation », c'est-à-dire des parcours permanents avec balises fixes et d'accès libre. Une carte du lieu est spécialement éditée et vendue sur place (15 F) et on peut ainsi s'amuser une journée en famille ou entre amis.

Philippe Bardiau



L'AIR DE PARIS

la lyrique de cadavres qui l'entouraient, ces bouteilles de vin d'oïl sortaient des fleurs. Il y a maintenant, en permanence, un gardien ou une gardienne qui veille au grain, armé(e) d'un talkie-walkie aux sifflements crachotiers. Avec une moue très lasse et une grande économie de mots, la gardienne tient son monde, des cobites juvéniles, souvent américaines. On peut se prendre en photo, s'accrocher pour le rituel clic-clac, à côté de la soûle grise où est écrit « James Douglas Morrison, 1943-1971 ». Oui, les photos, c'est permis, et s'accrocher aussi, mais s'asseoir, non, c'est défendu, même si l'on est américain.

« Move on ! », lâche alors la gardienne dans son

plus bel anglais. Il ne faut pas non plus rôder près de la tombe en strobant de l'alcool. Le Coca-Cola semble toléré, tout comme les eaux minérales, qu'elles fassent des bulles ou non. Partir, sur le sable de la tombe, une rose rouge a été déposée. Et voici, sur ce même sable, le retour de James. Il s'agit d'un rat blanc que sa jeune propriétaire, une blonde en jean, aime faire trotter à l'ombre de son illustre homonyme. Elle a pour lui des attentions de mère et fait sonner son nom à plaisir, avant de se perdre dans un long dire sous l'œil réprobateur de la gardienne. Puis elle repart, sur l'épaule, en fredonnant de l'anglais, quelque chanson signée sans doute Jim Morrison.

Daniel Percheron

### Pratique

La course d'orientation se décline à pied, en VTT et à ski de fond.

● **Côtit.** La participation à un raid à pied nécessite un investissement de 300 F environ pour l'inscription de l'équipe. Il faut compter en plus l'équipement : boussole, guêtres contre les bousillons épineux, paire de tennis crantées.

● **Quelques dates.** Les prochains rendez-vous open sont le raid « Altitude » à Montgenèvre (Hautes-Alpes) les 27 et 28 juillet, le raid « Bomblis » près de Dijon les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre, le

raid « Azur » à Saint-Vallier (Alpes-Maritimes) les 5 et 6 octobre.

● **Renseignements.** Fédération française de course d'orientation : 37, avenue Gambetta BP220, 75967 Paris cedex 20. Tél : 47-97-11-91.

● **Parcours permanents.** En région parisienne : parc de Sceaux (Hauts-de-Seine). En province : Biscarosse-Plage (près de Bordeaux), Le Bessat (près de Saint-Etienne), Venelles (près d'Als-en-Provence). Distribution des cartes à l'entrée des parcs ou dans les mairies et offices du tourisme.

### Tombe-culte

Jim Morrison, le chanteur des Doors, repose au Père-Lachaise, tout près du chemin Lauriston. Sa tombe se cache dans l'un de ces méandres en pente qui font le charme de l'endroit. Mais elle dessine des ondes jusqu'à la grande entrée du cimetière, où un gros « Jim » au ventre bleu, dans un coin du plan, a été griffonné avec un point au-dessous indiquant l'emplacement. Dans les parages de la tombe, du côté de la sixième division, se laissent apercevoir sur d'autres tombes des graffiti plus ou moins frais : un « Jim » au milieu d'un cœur, un « Jim la nuit », un « Jim, you are the best ». La tombe elle-même, en revanche, n'est plus ce petit carré très kitsch et couvert d'inscriptions, ce dernier salon baby-cool où, au milieu des années 80, on venait déviser et gratouiller sans fin. Le buste du chanteur s'est envolé, ainsi que

la lyrique de cadavres qui l'entouraient, ces bouteilles de vin d'oïl sortaient des fleurs. Il y a maintenant, en permanence, un gardien ou une gardienne qui veille au grain, armé(e) d'un talkie-walkie aux sifflements crachotiers. Avec une moue très lasse et une grande économie de mots, la gardienne tient son monde, des cobites juvéniles, souvent américaines. On peut se prendre en photo, s'accrocher pour le rituel clic-clac, à côté de la soûle grise où est écrit « James Douglas Morrison, 1943-1971 ». Oui, les photos, c'est permis, et s'accrocher aussi, mais s'asseoir, non, c'est défendu, même si l'on est américain.

« Move on ! », lâche alors la gardienne dans son

### VENTES

## L'âge d'or du siège paillé

UNE EXPOSITION, qui a lieu actuellement au château de Lournarin, en Vaucluse, illustre l'histoire du siège paillé et de ses multiples variantes. Probablement venue d'Italie, la technique des garnitures en paille tressée s'impose dans toute la France, et les premières représentations de ces sièges sur des gravures ou des tableaux remontent au XVI<sup>e</sup> siècle. Il s'agit alors d'intérieurs paysans, les privilégiés préférant le velours ou la soie, et de simples tabourets. A la fin du XVII<sup>e</sup>, les premières chaises pailées apparaissent à Marseille ; c'est au début du XVIII<sup>e</sup> qu'on commença à les garnir d'accotoirs qui les transforment en fau-

teuils. Peu à peu, presque chaque région adapte au siège paillé son répertoire décoratif, sur la base d'un modèle caractéristique : dossier fait de trois traverses en forme d'accolade ou simplement cintrée, pieds en bois tourné, d'abord droits, puis ornés de boules et de formes variées (fuseaux, balustres, cambrures, parfois rehaussés de cannelures et de colonnettes). Des barreaux d'entretoise droits, tournés ou sculptés, renforcent toujours leur solidité. Les décors des « garde-paille » (traverses sur le devant de l'assise qui protège la paille des frottements) vont de la sobre moulure aux branchages de fleurs entrelacés, épis de blé, rosaces.

Ensuite apparaissent des variantes plus ou moins accrues, comme la mode provençale de les peindre en crème, jaune ou vert pâle, ou de les rechapir (c'est-à-dire de les peindre en détachant les contours ou les décors avec une

deuxième couleur qui tranche sur le fond), ou encore, en Auvergne, de confectionner un paillasson qui ressemble à une étoffe géométrique.

Selon les régions, plusieurs pailles différentes servent pour l'assise, mais la plus courante est la « sagne », une paille de seigle que l'on utilise soit dans sa couleur naturelle, soit teintée en jaune, vert, rouge ou violet. Les bois employés dépendent des disponibilités et des habitudes locales.

Les prix démarrent autour de 1 000 francs pour une simple chaise XIX<sup>e</sup> siècle, puis varient selon l'ancienneté et la beauté du décor : on trouve à partir de 1 500 francs des modèles de la fin du XVIII<sup>e</sup> ; il faut compter 2 000 francs pour un travail de style Louis XV fait au XIX<sup>e</sup>, jusqu'à 4 000 francs pour une chaise rechapée du XVIII<sup>e</sup>. Les fauteuils sont un peu plus chers, de 2 500 à 5 000 francs. Les canapés provençaux (« radas-

siés ») se vendent entre 6 000 et 12 000 francs.

Les sièges pailés d'époque Directoire (1795-1799), dits à bandeau, qui figurent parmi les plus beaux, présentent des dossiers à « planche repérée », dont la partie centrale est sculptée d'une lyre, d'un vase fleuri ou d'un motif architectural, surmontés du bandeau incurvé où l'on s'adosse. Les chaises de ce type se négocient à partir de 4 000 francs, 6 000 pour les fauteuils. Enfin, quels que soient les modèles proposés, les prix augmentent selon le nombre de pièces assorties : sur la base d'un siège à 4 000 francs, une paire vaut 12 000 ; une suite de quatre, 20 000 à 25 000, de six, 40 000 à 50 000 francs.

Catherine Bodel

★ « L'âge d'or du siège paillé » jusqu'au 3 septembre, château de Lournarin, 84160 Lournarin. Tél : 90-68-15-23.

## ESCAPADES

■ **SUR LES TRACES DE STEVENSON.** Au cœur des Cévennes méridionales, Explorator propose un circuit en boucle de huit jours dont cinq de marche sur les sentiers du massif du Liron, balcon ouvrant sur le parc des Cévennes, le massif de l'Aigoual et le mont Lozère. En compagnie d'ânes de bât chargés du transport des bagages, on chemine, avec un guide, sur les traces de Robert Louis Stevenson et de son ânesse Modestine, au milieu des genêts et des châtaigniers, de crêtes étonnantes en terrasses cultivées taillées à flanc de montagne et parsemées de hameaux. Au fil de la randonnée, une complicité se tisse entre les enfants (à partir de 6 ans) et les montures. Une paisible balade (cinq à six heures de marche par jour) ponctuée de haltes, de piques-niques et de baignades. Nuits en bivouac au Mas de Corbières, chez Gabrielle et Antoine Brumet qui y élèvent une vingtaine d'ânes. Prix : 2 950 F par adulte, 2 400 F par enfant de 6 à 12 ans (950 F pour un âne supplémentaire, indispensable pour les jeunes enfants) en juillet et en août ; 3 150 F et 2 500 F (nuits en gîtes) en septembre. Accès en voiture, en train (pont d'Hérault) et en avion (Montpellier). A lire : *Voyage avec un âne dans les Cévennes*, de Stevenson (10/18) et le Guide Gallimard consacré au parc national des Cévennes.

★ Explorator, 16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél : 42-66-66-24. Des randonnées avec âne de bât (en gîte, chambre d'hôte ou camping) sont proposées par Anambule, Mas de Corbières, 30570 Notre-Dame-de-la-Rouvière, tél : 67-82-48-10.

■ **HIMALAYA EN BOURGOGNE.** Organisé par Kagyu Ling, le centre bouddhiste qui fonda en 1975 le maître tibétain Kalou Rinpoché, le festival « Himalaya en Bourgogne » permet à ceux qui ne peuvent se rendre sur le « toit du monde » de découvrir la tradition bouddhique tibétaine. Exposition « Palais et attributs des divinités tantriques » (peintures sur tissus, statuettes), danses sacrées et réalisation d'un mandala par les moines du monastère : autant de moyens d'approcher la sagesse d'une civilisation plus que bi-millénaire et menacée.

★ Kagyu Ling, château de Plaisir, 71320 La Boulaye, tél : 85-79-43-41.

■ **LES CHEMINS DES VILLAGES DISPARUS.** Entre Alpes du Sud et Provence, un territoire marqué par l'empreinte de l'histoire : anciennes chartreuses, villages abandonnés au XIX<sup>e</sup> siècle, habitats troglodytes préhistoriques. Sapinières, alpages d'altitude, pierreries, falaises calcaires, mézins et gorges abritent une flore et une faune variées. Une nature et un patrimoine que l'Office national des forêts invite à découvrir, au départ de Vernes, lors d'une randonnée pédestre (niveau moyen) de six jours (2 950 F par personne) dans ce massif des Hautes-Alpes, sous la conduite d'un accompagnateur du pays. Pour étapes, des relais forestiers, maisons de caractère, dans des sites isolés. Bagages acheminés, nourriture du terroir et prise en charge éventuelle des jeunes enfants.

★ Office du tourisme de Vernes, 05400 Vernes, tél : 92-57-27-43.

■ **FESTIVAL PABLO-CASALS.** Rendez-vous des interprètes prestigieux, le festival Pablo-Casals de Prades (fondé par le violoncelliste met, chaque été, à l'honneur, la musique de chambre. Au programme de la 45<sup>e</sup> édition, concert à thème, soirée romantique (Dvorak, Schumann), soirées Schubert et Mozart, et hommage à Casals. La plupart dans l'abbaye Saint-Michel-de-Cuxa réputée pour son acoustique. L'association Arts et Vie propose, du 3 au 10 août, un forfait (3 800 F par personne en demi-pension avec les transferts) comprenant les places pour six concerts et des excursions de Saint-Martin-du-Canigou à Collioure.

★ Arts et Vie, 251, rue de Valenciennes, 75015 Paris, tél : 40-43-29-21.

■ **LA NORMANDIE À PETITS PIEDS.** A ceux qui souhaitent découvrir la Normandie sur le thème du Débarquement et de Guillaume le Conquérant en profitant de prix préférentiels sur les sites historiques tels que la tapisserie de Bayeux, le Mémorial de Caen, le Musée du débarquement à Arromanches ou les abbayes de Caen, plus de quarante professionnels du tourisme du Calvados proposent une carte Sésame, valable un an (pour la famille) et remise gratuitement dès la première nuit dans un des hôtels participant à l'opération. Ses possesseurs bénéficient d'un tarif réduit allant de 10 % à 50 % dans les musées et hôtels partenaires ainsi que sur la location de voitures chez Hertz.

★ Renseignements au 31-06-06-44.

■ **LA FRANCE VUE DU TRAIN.** Il manquait un guide touristique récent de la France ferroviaire. Avec *La France par le train*, les Editions Rustica pallient cette carence en réunissant les logos de la SNCF et de Michellin. L'ouvrage propose « quarante itinéraires pour découvrir le paysage français ». Des plus classiques aux plus pittoresques, ils sont présentés sur une double page avec une carte, un commentaire et des informations pratiques : fréquences des trains, correspondances avec les autocars, locations de voitures, artisanat et traditions. A l'honneur, les chemins de fer touristiques mais aussi les grandes étapes culturelles et gastronomiques. Malheureusement, il ignore tout de la Corse, qui célèbre, cette année, le centenaire de son chemin de fer.

★ *La France par le train*, Editions Rustica, 114 pages, 79 F.

## Antiquités

● Cannes (Alpes-Maritimes), Palais des festivals, 60 exposants, entrée 40 F, du samedi 13 au lundi 15 juillet de 15 heures à 21 h 30.  
● Fayence (Var), Le Grand jardin, 65 exposants, entrée 25 F, du samedi 13 au lundi 15 juillet de 10 heures à 20 heures.  
● Vals-les-Bains (Ardèche), entrée libre, du samedi 13 au lundi 15 juillet de 9 heures à 19 heures.  
● Cusset (Allier), parc Chambon, 50 exposants, entrée 20 F du samedi 13 au lundi 15 juillet de 10 heures à 19 heures.  
● Chénérailles (Creuse), salle polyvalente, 30 exposants, entrée 10 F, samedi 13 et dimanche 14 juillet de 9 heures à 19 heures.  
● Nontron (Dordogne), salle des fêtes, 50 exposants, entrée 10 F, samedi 13 et dimanche 14 juillet de 10 heures à 19 heures.  
● Pertuis (Vaucluse), chapelle de la Charité, 60 exposants, entrée libre, samedi 13 et dimanche 14 juillet de 9 heures à 19 heures.

## Brocantes

● Dinau (Côtes-d'Armor), petit fossé, au pied du château, 80 exposants, du vendredi 12 au dimanche 14 juillet.  
● Limoux (Aude), promenade, 40 exposants, samedi 13 et dimanche 14 juillet.  
● Langrune-sur-Mer (Calvados), place du 6-Juin, 120 exposants, samedi 13 et dimanche 14 juillet.  
● Salers (Cantal), samedi 13 et dimanche 14 juillet.  
● Châteaumeillant (Cher), 100 exposants, samedi 13 et dimanche 14 juillet.  
● Brest (Finistère), rue de Siam, du samedi 13 au mardi 16 juillet.  
● Le Grand-Roi (Gard), 50 exposants, samedi 13 juillet.  
● Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique), place du Mûrier, 100 exposants, samedi 13 juillet.  
● Auvillar (Tarn-et-Garonne), sous les arcades, 40 exposants, samedi 13 et dimanche 14 juillet.  
● Sauvigny-les-Bols (Yonne), château, samedi 13 et dimanche 14 juillet.



## Le gouvernement se convertit à l'idée d'une fusion entre Arte et La Cinquième

Les syndicats s'opposent à ce rapprochement, qui vise à réaliser des économies budgétaires

Le rapprochement des deux chaînes publiques, Arte et La Cinquième, était à l'ordre du jour d'une réunion interministérielle prés-

dée par Alain Juppé, jeudi 11 juillet. Après avoir longtemps résisté aux pressions de parlementaires de la majorité qui souhaitent une fusion

des deux structures pour réaliser des économies budgétaires, il semble que le gouvernement soit prêt à réviser sa position.

C'EST DEVENU une rumeur récurrente. Depuis que La Cinquième partage avec Arte le cinquième réseau hertzien, l'éventualité d'une fusion entre les deux chaînes est régulièrement relancée à l'ordre du jour. Un premier pas avait été franchi en 1994, lorsque Nicolas Sarkozy, alors ministre du budget chargé de la communication, avait encouragé la fusion d'un gouvernement d'intérêt économique (GIE). Mais ce GIE n'a jamais réellement fonctionné, excepté pour l'entretien du réseau et quelques productions. Surtout, il n'a jamais satisfait les parlementaires de majorité qui militent pour une fusion Arte-La Cinquième, comme, notamment, Alain Grotteray (RPR, Val-de-Marne), Laurent Linné (UDF-PR, Paris) et sur-tout Michel Péricard, président du RPR à l'Assemblée. Un des principaux arguments avancés par les députés d'une fusion repose sur l'économie de moyens qu'une telle entreprise permettrait de réaliser. Arte bénéficie en 1996 d'un budget de 1 milliard de francs et La

Cinquième de 800 millions. Personne ne semble pourtant en mesure d'en faire la démonstration. Ces partisans d'une seule et unique chaîne sur le cinquième réseau s'étaient jusqu'à présent heurtés au gouvernement, peu enclin à soutenir cette entreprise. Les choses semblent aujourd'hui changées. Inscrite au menu de la réunion ministérielle que devait présider, jeudi 11 juillet, le premier ministre, cette fusion serait, aujourd'hui, poussée par le gouvernement. Selon des sources concordantes, les modalités de ce rapprochement seraient encore floues, allant d'une fusion totale des deux chaînes à une holding composée de deux filiales, en passant par un pôle d'édition de chaînes thématiques. Resterait ensuite à désigner un président à ce nouvel ensemble : Jérôme Clément, dont le mandat à la présidence d'Arte s'arrête en décembre, et Jean-Marie Cavada, président de La Cinquième, semblent tous les deux intéressés. Ce projet, dont certains parlementaires disent qu'il aboutira en

octobre, au moment du vote du budget de l'audiovisuel, n'a pas sans problèmes juridiques et financiers. Le traité franco-allemand qui fonde le statut d'Arte pose quelques problèmes diplomatiques, les Allemands ayant toujours manifesté leur désaccord quant à une éventuelle modification des bases de financement et d'organisation d'Arte.

**INDIFFÉRENCE EN ALLEMAGNE**  
Le chancelier Helmut Kohl s'est dernièrement réjoui, lors d'une intervention sur la politique culturelle allemande à l'étranger, de l'évolution d'Arte, qu'il avait initiée avec François Mitterrand. « La pratique au quotidien de la coopération prouve qu'il est possible de rapprocher, au service de la politique culturelle européenne, des partenaires empreints de traditions différentes », a précisé le chancelier. Le nombre sans cesse croissant de téléspectateurs et le fait que toute une série d'émissions en dehors des Ems fondent coopèrent avec Arte constituent de bons signes pour l'avenir de cette chaîne. »

En Allemagne, où les téléspectateurs bénéficient d'une quarantaine de programmes sur le câble et de deux autres chaînes à vocation culturelle - ARD et ZDF -, Arte n'est cependant guère un succès d'audience. Une situation qui fait dire à des observateurs que la disparition d'Arte ne créerait pas d'émotion particulière dans l'opinion allemande. D'autant qu'au sein de la chaîne, certains affirment être « fatigués » par les atterrissements politiques en France.

L'évocation d'une fusion des deux chaînes publiques a déjà suscité quelques indignations parmi les personnels. Les membres élus du comité d'entreprise de La Cinquième se sont « unanimement étonnés des manœuvres menées ici et là pour rapprocher arbitrairement, sans la moindre concertation, deux chaînes franco-allemandes, Arte, émanation franco-allemande, et La Cinquième ». Le syndicat de l'audiovisuel CFTD Radio-Télé et pour l'enseignement, la FEN et la FSU ont, eux aussi, exprimé leur désaccord.

Véronique Cauhapé

## Le contrat liant France 2 à Jean-Luc Delarue est revu à la baisse

La chaîne met fin aux procédures engagées

L'« AFFAIRE ELKABBACH » a commencé à se refermer. Mercredi 10 juillet, un communiqué de la chaîne a indiqué que les émissions animées par Jean-Luc Delarue (« Ça se discute » et « Déjà dimanche ») « seront dans la grille de rentrée de France 2 » en septembre, mais que le financement de ses prestations a été réduit d'un tiers. Le contrat initialement signé par Jean-Luc Delarue prévoyait que sa société de production, Réservoir Prod., aurait 142,8 millions de francs de chiffre d'affaires garanti pour la saison 1996-1997. Jean-Luc Delarue a ainsi « renoncé à l'un des contrats qui prévoyait des émissions spéciales, dont le montant s'élevait à 42 millions de francs pour cet exercice ». Le contrat « d'exclusivité et de prestations techniques » qui liait Jean-Luc Delarue à France 2 a, lui, été réduit de moitié : il passe de 16 à 8 millions de francs.

La guérilla entamée par Jean-Pierre Elkabbach contre Jean-Luc Delarue pour une politique de contrats exorbitants liant France 2 à des animateurs-producteurs avait abouti à la démission de l'ex-président, le 31 mai.

Outre que le nouvel accord allège la facture pour France 2, il « désengage France 3 à l'égard de la société Réservoir Prod. », met fin « à toutes les procédures qui ont été engagées », et enfin donne à Jean-Pierre Cottet, directeur général de l'antenne, un pouvoir sur le contenu des émissions animées par Delarue. « Jean-Luc Delarue et la direction générale de l'antenne sont convenus de réunions de programmes régulières », destinées à définir une « politique éditoriale commune ».

Y. M.

## Les ministres se penchent aussi sur l'avenir de l'audiovisuel extérieur

OUTRE LA FUSION Arte-La Cinquième, la réunion interministérielle du jeudi 11 juillet devait aussi l'occasion d'évoquer la fusion d'une version « tout in » de Canal France International (CFI), banque de programmes diffusés par satellite. Un rapport commandé par Jean-Luc Chazet et Georges Vandendorp, respectivement PDG de Radio-France Internationale (RFI) et DG de la Sofrad, préconise de « thématiser CFI en chaîne tout in ». Pour des raisons d'économie, le rapport, rédigé par Michel Meyer, directeur des antennes de RFI, propose de concevoir la nouvelle CFI Info à partir de LCI. La chaîne Info de TF1 serait « internationalisée » avec l'aide des équipes de France Télévision. Pour mener de rentabiliser ce nouveau programme, TV 5, chaîne francophone internationale, « conserverait sa vocation généraliste », mais changerait ses tranches d'informations avec des journaux de CFI Info.

convaincus par le projet de Michel Meyer, « trop cher, trop parisien », TF1 en revanche se montre plus favorable. Selon Etienne Mouton, vice-PDG de la Une, « TF1 a toujours dit que LCI est un outil à francophonie qui peut être utilisé à l'international ». TF1, souligne qu'« Europe, chaîne d'information européenne et multilingue, a fait la preuve de son échec ». Pour l'heure, le projet de CFI Info vit au rythme de la restructuration de l'audiovisuel destiné à l'étranger. Lors du dernier conseil audiovisuel extérieur de la France (CAEF), la création d'un pôle radio et d'un pôle télévision avait été décidée (Le Monde du 30 novembre 1995). Baptisé Téléfi, il s'agit d'une holding regroupant CFI et TV 5. Téléfi prépare le lancement d'un bouquet de programmes numériques vers l'Afrique dont CFI Info pourrait faire partie. Le budget prévisionnel est de 150 millions de francs par an pendant trois années.

G. D.

## Tensions sociales à « L'Express »

DÉCIDÉMENT, L'Express a du mal à trouver la paix. Une assemblée générale de la rédaction a eu lieu mercredi 10 juillet, à l'appel de la société des rédacteurs et des us du comité d'entreprise, face à la profonde dégradation du climat dans la rédaction. Cette réunion intervient alors qu'une démission de journalistes, généralement anciens dans la maison, a été remerciée par la direction. La rédaction, qui a décidé de rompre avec certains collaborateurs « afin d'assurer le renouvellement des équipes » et apporter du sang neuf. L'arrivée de nouvelles signatures devraient être imminente.

27 avril). Depuis la reprise de L'Express par le groupe CEP-Communication, filiale d'Havas, les conflits se multiplient entre la direction et le personnel.

### CONFLIT A LA PHOTOGRAPHIE

Un autre conflit est né à la suite de la décision de transférer les activités de photographie dans une filiale créée avec l'imprimerie Manule & Renoud. Cela a entraîné un débrayage des ouvriers du Livre le mardi 25 juin, jour de bouclage. A cette occasion, la société des rédacteurs a condamné « la brutalité avec laquelle sont conduites les restructurations qui affectent la fabrication, la rédaction technique, la publicité commerciale ou les petites annonces ». Pour la directrice générale, Anne-Marie Finkelstein, « on va s'associer avec un imprimeur dont c'est le métier. Rien n'est changé pour les salariés, et on va investir 3 millions de francs pour moderniser ». Des négociations sont en cours. Selon elle, sa tâche est d'améliorer la situation du journal pour en assurer une meilleure exploitation. « Il faut tout reprendre méthodiquement », explique-t-elle. Cela passe par une adaptation qualitative et demande du temps. Il faut améliorer les ressources financières », assainir et moderniser l'entreprise pour que L'Express redevienne « le grand news qu'il a été. Il en a le potentiel ».

A. S.

Communications longues distances nationales

## Le prix du téléphone baisse.

Par exemple : quand vous téléphonez 6 minutes de Paris à Nice ou de Marseille à Strasbourg, vous ne payez plus que 0,87 F la minute aux moments où vous êtes le plus disponible - le soir à partir de 21h30 et le week-end du samedi 13h30 au lundi 8h00.

Bonnes vacances !



France Telecom



## Quelques nuages au nord du soleil au sud

L'ANTICYCLONE des Açores effectue une poussée par la façade atlantique. Il repousse les perturbations vers le nord de l'Europe. En conséquence, une perturbation qui circule sur la mer du Nord occasionnera des passages nuageux sur la moitié nord du pays. Le week-end se déroulera sous le soleil et connaîtra le retour de la chaleur.

Vendredi matin, les nuages, bien que présents, autoriseront

de larges embellies des Pays de Loire et de Poitou-Charentes à l'Île-de-France, à la Picardie et au Nord, jusqu'à la Lorraine, en passant par le Centre, Champagne-Ardenne et la Bourgogne. Les passages nuageux prédomineront de la Bretagne à la Normandie, parfois précédés de quelques brouillards matinaux.

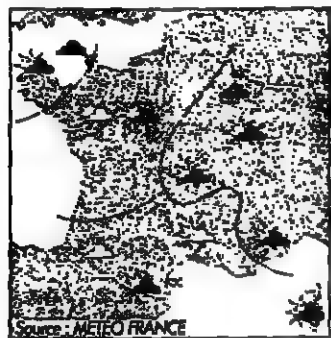
Dans la région Midi-Pyrénées, le Limousin, le Massif Central, en Alsace, en Franche-Comté, dans la vallée du Rhône et sur le pourtour méditerranéen, le soleil sera généreux. Quelques nuages discrets pourront être accrochés par les sommets alpins.

L'après-midi, les éclaircies et les passages nuageux se partageront le ciel de la Bretagne aux Pays de Loire, à Poitou-Charentes et à l'Aquitaine, jusqu'aux frontières du Nord-Est, en passant par le Centre, le Limousin, le Bassin parisien, la Picardie, le Nord et la région Champagne-Ardenne. Une averse ponctuelle sera possible des Ardennes à la Bourgogne. Des nuages un peu plus présents pourront froier le nord du Finistère et le Cotentin.

Dans le Sud-Ouest, le Massif Central, en Franche-Comté, dans les Vosges, la région Rhône-Alpes, en Provence-Côte d'Azur et en Corse, le soleil sera roi. Quelques nuages pourront assombrir le relief des Alpes et du Jura, et donner localement une averse en fin de journée.

Côté mercure, les températures minimales seront comprises entre 13 et 17 degrés, jusqu'à 20 degrés en Corse. L'après-midi, le mercure affichera de 19 degrés près des côtes de la Manche à 30 degrés près de la Méditerranée, en passant par 25 degrés dans la capitale, 27 dans le Sud-Ouest. La hausse des températures se poursuivra samedi.

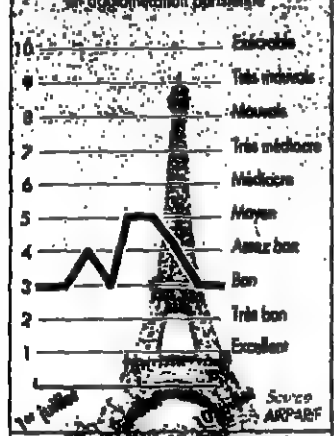
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



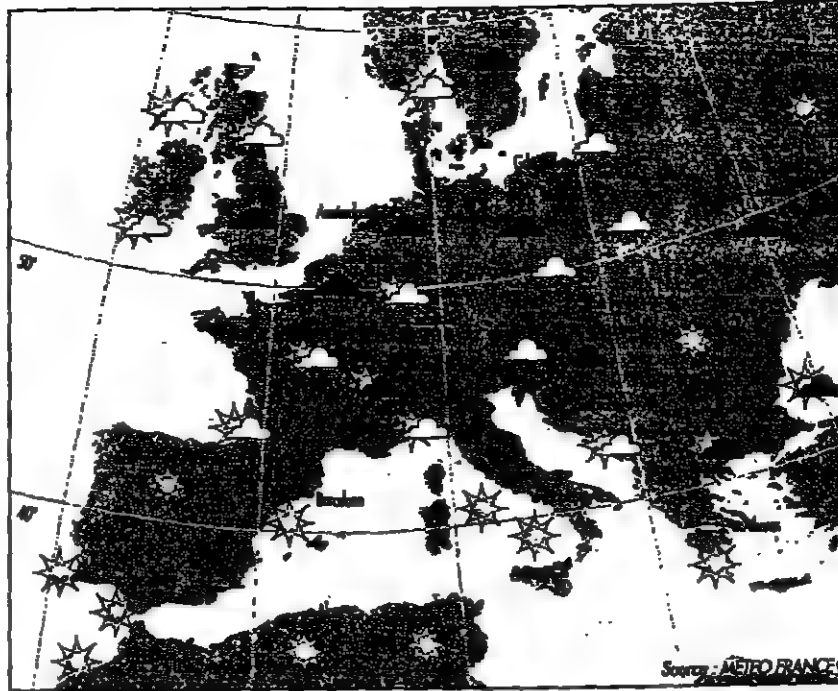
Prévisions pour le 12 juillet vers 12h00

### La qualité de l'air

#### Indice de pollution



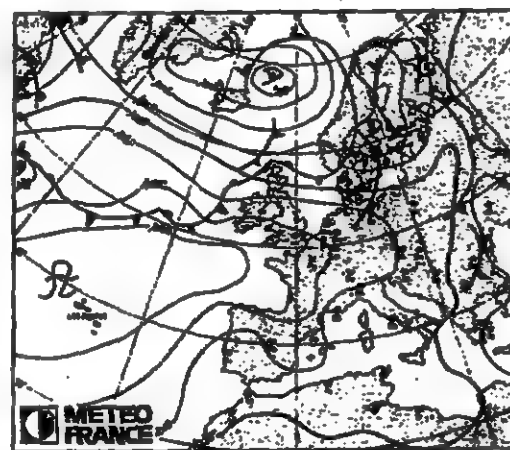
Tendance pour le 11 juillet: assez bon



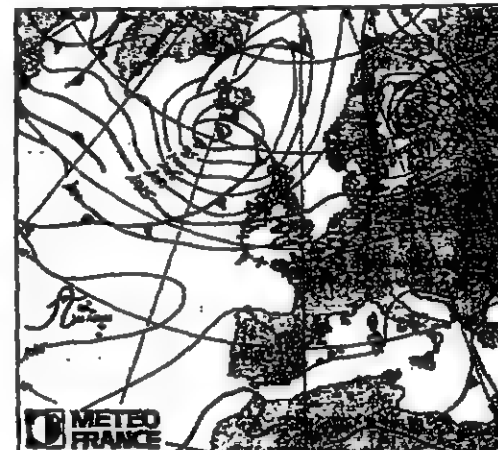
Prévisions pour le 12 juillet vers 12h00



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	23/12	TOURS	23/10	CHICAGO	23/11	LISBONNE	34/20	PRETORIA	13/5
du 10 juillet	LILLE	20/13	STRASBOURG	27/16	AMSTERDAM	17/11	LONDRES	27/15	BARAT	26/19
max/min/moyenne	LYON	20/14	ALGER	27/16	DARAKA	32/25	LOS ANGELES	27/17	RIO DE JANEIRO	25/20
	MARSEILLE	27/16	ATLÈS	32/22	DURAI	42/31	LUXEMBOURG	18/10	ROME	27/12
	NANCY	20/14	BANGKOK	32/27	DUBLIN	13/13	MADRID	33/17	SAN FRANCISCO	18/13
	NICE	24/16	BARCELONE	24/17	FRANCOFORT	19/11	MARRAKECH	32/21	SANTIAGO	20/14
	PARIS	20/14	BEIRUT	29/19	GENÈVE	21/10	MEXICO	28/12	SEVILLE	23/18
	PERPIGNAN	20/14	BERLIN	21/12	HANOI	34/27	MONTREAL	25/13	ST-PETERSBURG	23/13
	RENNES	20/14	BOMBAY	33/27	HELSINKI	16/12	MOSCOW	33/22	STOCKHOLM	13/12
	STRASBOURG	20/14	BRASILIA	33/27	HONGKONG	33/27	MURICH	32/22	SYDNEY	14/17
	TOULOUSE	23/13	BUENOS AIRES	14/5	ISTANBUL	27/18	NEW DELHI	34/27	TOKYO	22/20
			CARACAS	31/25	JERUSALEM	33/27	NEW YORK	26/20	TULSA	28/18
					KHARTOUM	33/27	OSAKA	27/14	VARSOVIE	20/10
					LE CAIRE	34/23	PRAGUE	27/18	VIENNE	18/13
					LIMA	16/14				



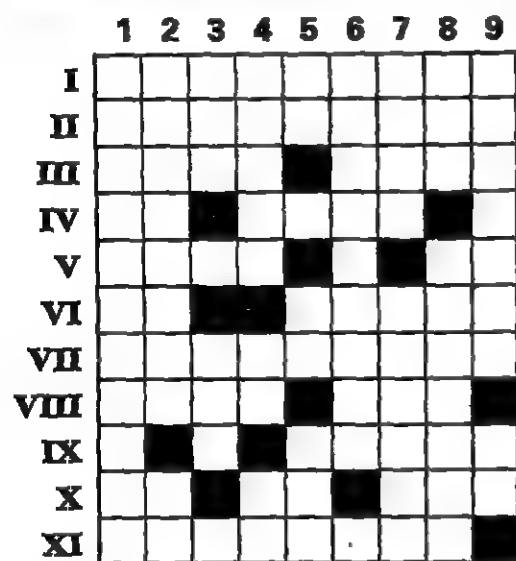
Situation le 11 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 13 juillet, à 0 heure, temps universel

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6863



### HORIZONTALEMENT

1. N'est évidemment pas un homme d'affaires. - II. Sont un peu durs de la feuille. - III. Pour conclure. Pauvre homme. - IV. Paradoxe. Pour être bons, ils ne doivent pas être trop

durs. - V. Une antique circonscription. Un métal dur. - VI. Le Jenny, pour le filer. - VII. Quand on en bave. - VIII. De perdrix, peut être accompagné d'ignons. Sur la Drôme. - IX. Un partage de succession. - X. Une base d'accord. Saint. Dans le Hainaut. - XI. Il peut n'y en avoir qu'une pour deux localités.

### VERTICALEMENT

1. Accidents de la route. - 2. Peut avoir ses pieds dans le pot. Période. - 3. Sur un chantier naval. Force cosmologique, pour des Chinois. - 4. Dans la banquette de Bruxelles. Un métal léger. Arctide. - 5. Dieu. Un gaz toxique. Peut s'essorier en un acte. - 6. Qui a une allure de macarou. - 7. Ville de France. Capitale, en Chine. - 8. Adverbe. Un petit carreau. - 9. Est tirée d'une fève. Interjection.

### SOLUTION DU N° 6862

#### HORIZONTALEMENT

I. Maréchal. - II. Omoplates. - III. Noûtrées. - IV. Tu. Enée. - V. Arrive. Nul. - VI. Gél. - VII. Nuit. Or. - VIII. Asperges. - IX. Resservis. - X. Tees. - XI. Esses. Sec.

#### VERTICALEMENT

1. Montagnarde. - 2. Amoureuse. - 3. Roi. Ipsos. - 4. Éprintes. - 5. Clans. Ress. - 6. Hâte. Ogr. - 7. Atre. Grèves. - 8. Les. Ne. Sies. - 9. Essuie.

Guy Brouty

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du 12<sup>e</sup> Lecteur - 69646 Chassilly Cedex - Tél.: 16 (1) 42-17-33-90.

Je choisis la durée suivante	France	Europe, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F
6 mois	1 058 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

« LE MONDE » (ISSN 0183-9129) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place de la République, 75001 Paris. For advertising rates, contact the publisher. For subscription rates, contact the publisher or the nearest subscription agent. For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent. For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

For the latest information, contact the publisher or the nearest subscription agent.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-2000

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe: GO LEMONDE

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LEMONDE

CD-ROM: (1) 44-08-78-20

Index et microfilms: (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (23 161)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 12, rue M. Godefroy, 94852 Ivry-Cedex.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimé en France.

Président-directeur général: Dominique Aldrey

Directeur général: Gérard Méreau

Secrétaire de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

et de la SA: Le Monde et de l'Union

## PARIS EN VISITE

### Samedi 13 juillet

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 10 heures, 2, rue d'Arcole (Paris intramuros).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): exposition Pisanello, 11 heures; le XVIII<sup>e</sup> siècle hollandais, 11 h 30; la peinture italienne, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ MUSÉE DU PETIT PALAIS: exposition Dürer, 11 heures (40 F + prix d'entrée), devant l'entrée (Département Paris); 14 h 30 (25 F + prix d'entrée) (Musées de la Ville de Paris).

■ LA PLACE DES VOSGES (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Mouri).

■ LE VILLAGE D'AUTEUIL (37 F), 11 heures, devant la façade de l'église 2, place d'Auteuil (Monuments historiques).

■ MUSÉE D'ORSAY: exposition Menzel (36 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux).

■ MONTMARTRE et ses arènes au temps de Picasso (40 F), 14 heures, sortie du métro La Fouchette (Sauvegarde du Paris historique).

■ LE Cimetière du Père-Lachaise (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

■ LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE (55 F), 14 h 30, place de la Bastille devant la FNAC (Christine Mérie).

■ L'HISTOIRE DU MÉTROPOLITAIN.

■ LES HALLES (37 F), 15 heures, devant la façade de l'église Saint-Eustache, 2, rue du jour (Monuments historiques).

■ LES HOTELS DU CRÉDIT FONCIER, de la rue des Capucines à la place Vendôme (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

■ MARAIS: jardins et hôtels (50 F), 15 heures, sortie du métro Chemin-Vert (Paris passé, présent).

TAIN (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte Dauphine côté Amiral-Bruix (Connaissance de Paris).

■ LE QUARTIER MOUFFETARD (53 F), 14 h 30, sortie du métro Monge (Europ expo).

■ LA SEINE (50 F), 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris intramuros).

■ L'ANCIEN FAUBOURG DE LA CHANSON (60 F), 15 heures, sortie du métro Château-d'Eau (Vincent de Langlade).

■ BAGATELLE: le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ LES GALERIES DU PALAIS-ROYAL, de la Régence à Louis-Philippe (55 F), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal, place Colette (Paris et son histoire).

■ LES HALLES (37 F), 15 heures, devant la façade de l'église Saint-Eustache, 2, rue du jour (Monuments historiques).

■ LES HOTELS DU CRÉDIT FONCIER, de la rue des Capucines à la place Vendôme (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

■ MARAIS: jardins et hôtels (50 F), 15 heures, sortie du métro Chemin-Vert (Paris passé, présent).

■ TAIN (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte Dauphine côté Amiral-Bruix (Connaissance de Paris).

■ LE QUARTIER MOUFFETARD (53 F), 14 h 30, sortie du métro Monge (Europ expo).

■ LA SEINE (50 F), 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris intramuros).

■ L'ANCIEN FAUBOURG DE LA CHANSON (60 F), 15 heures, sortie du métro Château-d'Eau (Vincent de Langlade).

■ BAGATELLE: le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ LES GALERIES DU PALAIS-ROYAL, de la Régence à Louis-Philippe (55 F), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal, place Colette (Paris et son histoire).

■ LES HALLES (37 F), 15 heures, devant la façade de l'église Saint-Eustache, 2, rue du jour (Monuments historiques).

■ LES HOTELS DU CRÉDIT FONCIER, de la rue des Capucines à la place Vendôme (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

■ MARAIS: jardins et hôtels (50 F), 15 heures, sortie du métro Chemin-Vert (Paris passé, présent).

■ TAIN (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte Dauphine côté Amiral-Bruix (Connaissance de Paris).

■ LE QUARTIER MOUFFETARD (53 F), 14 h 30, sortie du métro Monge (Europ expo).

■ LA SEINE (50 F), 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris intramuros).

■ L'ANCIEN FAUBOURG DE LA CHANSON (60 F), 15 heures, sortie du métro Château-d'Eau (Vincent de Langlade).

■ BAGATELLE: le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ LES GALERIES DU PALAIS-ROYAL, de la Régence à Louis-Philippe (55 F), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal, place Colette (Paris et son histoire).

■ LES HALLES (37 F), 15 heures, devant la façade de l'église Saint-Eustache, 2, rue du jour (Monuments historiques).

■ LES HOTELS DU CRÉDIT FONCIER, de la rue des Capucines à la place Vendôme (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

■ MARAIS: jardins et hôtels (50 F), 15 heures, sortie du métro Chemin-Vert (Paris passé, présent).

■ TAIN (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte Dauphine côté Amiral-Bruix (Connaissance de Paris).

■ LE QUARTIER MOUFFETARD (53 F), 14 h 30, sortie du métro Monge (Europ expo).

■ LA SEINE (50 F), 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris intramuros).

■ L'ANCIEN FAUBOURG DE LA CHANSON (60 F), 15 heures, sortie du métro Château-d'Eau (Vincent de Langlade).

■ BAGATELLE: le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ LES GALERIES DU PALAIS-ROYAL, de la Régence à Louis-Philippe (55 F), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal, place Colette (Paris et son histoire).

■ LES HALLES (37 F), 15 heures, devant la façade de l'église Saint-Eustache, 2, rue du jour (Monuments historiques).

■ LES HOTELS DU CRÉDIT FONCIER, de la rue des Capucines à la place Vendôme (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

■ MARAIS: jardins et hôtels (50 F), 15 heures, sortie du métro Chemin-Vert (Paris passé, présent).

■ TAIN (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte Dauphine côté Amiral-Bruix (Connaissance de Paris).

■ LE QUARTIER MOUFFETARD (53 F), 14 h 30, sortie du métro Monge (Europ expo).

■ LA SEINE (50 F), 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris intramuros).

■ L'ANCIEN FAUBOURG DE LA CHANSON (60 F), 15 heures, sortie du métro Château-d'Eau (Vincent de Langlade).

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde Une invention française

NOUS AVONS DÉJÀ PARLÉ du « Huff-Duff », un goniomètre à ondes courtes qui permit aux marines américaine et britannique de déceler les meutes de sous-marins ennemis. « Huff-Duff » est un sobriquet américain pour HF-DF, initiales des mots *high frequency detecting and finding*, en français: détection et repérage à haute fréquence. On sait, en effet, que plus une onde est courte, plus sa fréquence est élevée.

Ce système de radiogoniométrie a été mis au point et construit aux États-Unis; mais c'est à Paris qu'il fut conçu, par un ingénieur français, Henri Busignies. Devant les techniciens des diverses administrations, M. Busignies a raconté hier la genèse de son invention. La solution était déjà toute proche quand la France fut envahie. M. Busignies camoufla le fruit de son travail et, fin 1940, put gagner les États-Unis avec ses plans.

Le « Huff-Duff » fut un adversaire redoutable pour les sous-marins allemands. Les pertes des alliés en navires marchands furent, dès les premiers mois de l'utilisation du « Huff-Duff », réduites dans la proportion de 10 à 1, et finalement de 50 à 1.

Cette invention française n'a pas seulement apporté une aide puissante aux marines alliées dans la lutte contre les sous-marins. Henri Busignies a étendu la goniométrie jusqu'aux ondes ultra-courtes, et l'ensemble du problème de la sécurité aérienne y est intéressé: la radiogoniométrie sur les grandes routes aériennes et aux abords des aéroports, y compris l'atterrissage sans visibilité, bénéficiera largement de ces progrès que les nécessités de la guerre et la compréhension des techniciens américains ont accélérés.

C.-G. B.

(12 juillet 1946.)

## 14 JUILLET

### Services ouverts ou fermés

■ **Assistance sociale**: bureaux de secours, allocations familiales: les centres d'accueil seront fermés au public du vendredi après-midi 12 juillet au lundi 15 juillet, à 8 h 30.

■ **Archives nationales**: le Cinéma et le Musée de l'histoire de France seront fermés.

■ **Bibliothèque nationale**: les salles de lecture seront fermées. Le Musée des médailles sera ouvert.

■ **Hôtel national des Invalides**: les musées de l'Hôtel national des Invalides - armée, dôme royal (tombeau de l'empereur), plans-reliefs - et l'église Saint-Louis seront ouverts.



## CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 12 JUILLET 1996

**AVIGNON 1996** Première dé-couverte, mardi 9 juillet, pour Le Naufrage du Titanic de Hans Magnus Enzensberger. La mise en scène, signée de Pierre-Alain Cha-

puis, joue contre ce texte magni-fique et intempestif, qui charrie les utopies et les déceptions de l'écri-vain allemand trahi par Fidel Castro. ● LE COMÉDIEN Philippe Clévenot

saute heureusement le spectacle. Accompagné par Clotilde Mollet, ce grand voyageur de la scène habite le cloître des Carmes en naufragé et survivant. ● DÉCOUVERTE, à la

Chartreuse de Villeneuve-lès-Avi-gnon, d'un auteur québécois, Nor-mand Charette. Sa huitième pièce, Le Passage de l'Indiana, a été pré-sentée mercredi en première mon-

diale. Ce travail de belle tenue est si-gné de Denis Maréau, le directeur du théâtre Ubu de Montréal, qui fait ses débuts à Avignon. (De nos en-voies spéciaux.)

# « Le naufrage du « Titanic », sur les traces des rêves perdus

Malgré une piètre mise en scène, le comédien Philippe Clévenot mène magistralement la représentation de la pièce de Hans Magnus Enzensberger, confession cinglante de l'écrivain allemand

**LE NAUFRAGE DU « TITANIC »**, d'après Hans Magnus Enzensberger. Traduction de Robert Si-mon. Adaptation : Pierre-Alain Chapuis et Chantal Sauvolle. Mise en scène : Pierre-Alain Chapuis. Décors : Maciej Fiszer. Lumières : Marion Hewitt. Avec Philippe Clévenot et Clotilde Mollet. Cloître des Carmes, jus-qu'au 16 juillet (relâche le 14), à 22 heures. Tél. : 90-14-14-14

Quand il arrive sur le plateau du cloître des Carmes, Philippe Clévenot n'a rien d'un comédien qui se serait préparé à sauter en scène. C'est un homme qui arrive dans la nuit, sous les étoiles, et semble venir de loin. Il porte de solides chaussures et un costume devenu beau à force de voyager. Sa chemise blanche est ouverte, son regard clair, et sa liberté semble in-violable. « Celui qui parle ainsi, c'est moi », dit-il. Moi, Hans Ma-gnus Enzensberger, auteur du Naufrage du Titanic, dont, pendant une heure quarante, Philippe Clévenot va se faire l'interprète ma-gistral, en compagnie de Clotilde Mollet, d'une vieille radio et d'un

pan argenté sous la lumière : l'ice-berg qui fendit le paquebot, dans le silence d'une nuit océanique d'avril 1912.

Pourquoi écrire sur le naufrage du Titanic quand tout a été dit ? Parce que la vie est une comédie, répond Hans Magnus Enzensber-ger, et qu'il vaut mieux s'armer d'humour pour la traverser. L'homme sait de quoi il parle : il a demeuré sous les cocodiers de l'utopie communiste. En effet, en 1968, cet Allemand qui enseignait dans une université américaine, a décidé de s'installer à Cuba. Il n'était pas le seul à croire à la révolution cubaine : il fut l'un des premiers à sa faire les frais. Traité par Fidel Castro d'agent de la CIA, Hans Magnus Enzensberger dut laisser son rêve sous les tropiques. Il en fit un poème en trente-trois chapitres, Le Naufrage du Titanic - une pièce à une voix, commencée à Cuba en 1969 et terminée à Berlin en 1977.

« En ce temps-là, nous pensions tous que tout irait mieux demain, ou alors / sinon demain au moins après-demain. Enfin / peut-être pas vraiment mieux / mais autrement, tout à fait autrement / en tous cas. » L'homme se souvient de Berlin et il

neige. Il se souvient des nuits en-tières à parler avec des amis de la récolte du sucre, de Staline et de Dante. Il se souvient qu'il était « deux d'être nois », et qu'il voulait

### Enzensberger, le rageur

Né en Bavière en 1919, Hans Magnus Enzensberger a étudié dans diverses universités alle-mandes, ainsi qu'à Paris. Poly-glotte, grand voyageur, ensei-gnant, éditeur, il a navigué de la Russie aux États-Unis, de la Suède à Cuba, écrivant des poèmes, des romans et des es-sais qui en ont fait l'un des ter-ribles des intellectuels alle-mands, provocant, affirmement ironique et lucide. Prix Böckner en 1963, il est publié en France chez Gallimard, qui vient de res-sortir Le Naufrage du « Titanic ».

écrite sur le naufrage du Titanic. Il se souvient qu'il avait tort, que ce n'était pas un sujet pour un bon camarade de dîner des morts au lieu de chanter le socialisme. Il se souvient que d'autres, comme lui,

avaient été jetés par les hasards de leur vie sur l'île de l'utopie. Il se souvient qu'il ne savait pas que la fête était déjà finie, mais que c'était beau.

Enveloppé dans une couverture, à Berlin, dix ans plus tard, l'homme entend la neige tomber dans sa tête. De ses années cubaines lui reste une indéniable force : il se souvient de ses souvenirs. Comme le Titanic, le socialisme a coulé. Mais l'histoire reste à raconter. C'est presque malgré lui que Hans Magnus Enzensberger tire la leçon de la coïncidence fureuse qui lie ces deux naufrages. Les mots lui viennent du corps, parce qu'il est habité par tous les corps oubliés - ceux de ses amis de Cuba, dont personne ne se souvient sinon lui, ceux des passagers du Titanic, ré-ligés au rang de statistiques. Reste l'iceberg, imperturbable et silen-cieux, dont l'écrivain suit le tracé sur la route du paquebot, et pour-suit de ses questions d'homme blessé.

« Tout tangué et roule, c'est connu, tout est / sous contrôle, tout suit son cours, ces gens sans doute noyés / dans la pluie oblique, dom-mage, tant pis, de quoi chialer / bon

/ vaguement difficile de dire pour-quoi, je continue à chialer, / à na-ger. » Le mistral sied au poème : il nettoie le ciel, ce 10 juillet, jour de la première du Naufrage du Tita-nic, et balaye le plateau de bour-rasques qui font tourner les mots dits par Philippe Clévenot.

### FAIRE LE SILENCE

Le comédien n'est pas seul en scène. Clotilde Mollet l'ac-compagne, avec son violon, son petit accordéon et cette ingénuité troublante qu'elle dégage. Pour glorieux que cela soit, lutter contre les éléments, face à un public am-toutoué, n'est pas chose facile. Rendre crédible la mise en scène souffrante de Pierre-Alain Chapuis l'est encore moins. Clotilde Mollet et Philippe Clévenot doivent dé-jouer un piège terrible : l'applica-tion. Tout se passe comme si Pierre-Alain Chapuis ne savait pas que, si la vie était parfaite, il n'y aurait pas de théâtre. A force de vouloir montrer, il démontre. Donc démonte.

Tout commence pourtant bien : Philippe Clévenot est assis sur une vieille radio dans un halo de lu-mière, et parfois Clotilde Mollet le

rejoint, venant de l'obscurité du fond du plateau. S'il prend beau-coup de place, l'iceberg semble loin. C'est un pan incliné mysté-rieux. Mais vient le moment où Pierre-Alain Chapuis transforme cet hôte en une aire de jeu où les comédiens doivent se livrer à di-verses occupations - comme mettre la main dans l'eau quand il est question d'océan. Hans Ma-gnus Enzensberger n'a pas besoin d'explications. Son œuvre est celle d'un poète : « Parce que c'est un autre / toujours un autre / qui prend la parole / et que celui / dont cet autre parle / se tait. » C'est ce si-lence qui manque à la mise en scène de Pierre-Alain Chapuis.

Un jour où il parlait de son mé-tier, Philippe Clévenot a dit : « Un acteur, qu'est-ce que c'est ? C'est quelqu'un qui essaie de faire le si-lence dans la salle ». Lui le fait, comme personne, sinon peut-être Alain Cuny lisant Paul Claudel, à la fin de sa vie : impérial et détaché. Naufragé et survivant, il rend à Hans Magnus Enzensberger ce qui lui appartient : un texte qui dit que le simple fait de vivre ne suffit pas.

Brigitte Salino

### EN VILLE, EN SCÈNE

#### Philippe Clévenot

Philippe Clévenot porte la tête haut sur le corps, comme un homme marchant contre le vent. Il est âgé de cinquante-quatre ans, mais il est sans âge. C'est une voix sortie d'une bouche d'ombre, irradiée parfois d'un sourire magnifique. Un voyageur sans bagage, qui joue de l'orgue dans une église de Normandie. Depuis ses débuts avec Jean-Pierre Vincent, au début des années 70, Philippe Clévenot a tout traversé : la solitude de Marlowe - il a joué Edouard II sous la direction de Bernard Sobel -, les leçons de Louis Jouvet - avec Elvire Jouvet 40 - et la folie d'Antonin Artaud - dont il reprend à la rentrée la « Conférence au Vieux-Colombier ». Il a appris l'allemand pour lire les poètes - dont Hans-Magnus Enzensberger et son Naufrage du Titanic, une histoire d'homme qui lui ressemble.

XAVIER GARY-SODAK POUR « LE MONDE »



## Le désir du jeu, à nul autre pareil

« AVIGNON est un lieu à nul autre pareil, sublime, magnifié par l'archi-tecture et par la Provence, qui, au mois de juillet, provoque d'obscurs états d'âme où fascination et exalta-tion alternent. » Quelques mots d'Alain Crom-beque, ancien directeur du Festival, tels que nous les volons dans la préface qu'il a rédigée pour l'album-souvenir du cinquantième, Avignon, 50 festivals, gros ouvrage qui pêche ailleurs par l'académisme de sa forme et de sa rédaction (Actes Sud, 336 p., 290 F). Et Alain Crombeque de conclure, empruntant une tournure célèbre à Georges Perec, qu'il défendait ici avec cœur : « Je me souviens, ce n'était pas difficile de rendre Avignon désir-able ».

Manifestement, le désir est au-jourd'hui intact. Cela ne préjuge au-cunement en rien des chances de le satisfaire ou de le ravaler. Il est trop tôt pour en juger. Mais les pierres roses de la cité des papes s'offrent déjà à la caresse du regard de festi-valliers, qui ont manifesté une nou-velle fois leur attachement à ce lieu de mémoire. A la veille de l'ouver-ture officielle, le 9 juillet, plus de 80 000 spectateurs avaient annoncé leur venue à l'un ou l'autre des qua-rante-cinq spectacles qui leur étaient proposés.

Les professionnels se sont inscrits, comme à l'habitude, sur la liste des « servitudes », ces contingents de places qui leur reviennent de tradi-tion. Si les étrangers n'en faisaient pas de ce rendez-vous piémont, devenu pour beaucoup d'entre eux un modèle ou toujours un objectif, les Français sont bougons, comme à l'accoutumée. Et cela parce que le directeur du Festival, Bernard Faivre d'Archer, ancien élève de l'ENA « dé-voiyé » en culture, aurait, certes, pla-cé le festival sur le rail du sérieux et de la modernité de la gestion, mais aurait oublié de tisser un lien solide avec les artistes importants.

Il est certain que les « grands du théâtre » - Chéreau, Gröber, Ron-comi, Strehler, Wilson ou Deborah Warner - sont ou seront présents à d'autres rendez-vous. Mais le Festi-val d'Avignon et ceux qui le font, en premier lieu les spectateurs, n'ont pas de ces récriminations : ils sont là parce qu'ils savent que partout, dans les jardins, les vergers, les cours, les venelles, le jour comme la nuit, des artistes vont s'employer à dire le monde avec les armes du jeu, et eux, s'armer de mots, d'images, de forces en somme pour affronter ce monde qui serait plus âpre en-core si s'élevait jamais le feu de l'épou-vante que Jean Vilar a jadis atti-sé dans son négoce, « à nul autre pareil », avec le ciel et la marée.

Olivier Schmitt

**LE PASSAGE DE L'INDIANA**, de Normand Charette (texte paru aux éditions Actes Sud-Papiers, 90 p., 85 F). Mise en scène : Denis Maréau. Avec Andréa La-chapelle, Jean-Louis Millette. Ju-lie McClemons et Marc Bélard. Tinel de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, jusqu'au 16 juillet à 19 heures.

On pouvait tout attendre d'un auteur dramatique qui, peintre à ses heures perdues, se pique de « corriger » un tableau de Cézanne avant que de l'installer dans le sa-lon de sa maison à Montréal. Nor-mand Charette vient de livrer en première mondiale sa huitième pièce, Le Passage de l'Indiana, bale-tante histoire de plagiat littéraire mettant aux prises, à la fin des an-nées 80, deux éditeurs et deux au-teurs. Un copier sachant copier doit savoir copier sans que l'on s'en aperçoive... Ce n'est malheu-reusement pas le cas du pauvre Eric Mahoney (Marc Bélard), jeune auteur d'un best-seller tra-duit en huit langues, La Traversée de la mer Rouge, son deuxième ro-man : celui-ci reprend, en son centre, quatre-vingt-trois lignes d'une femme écrivain de grande renommée, Martina North (An-drée Lapelle), qui n'en décolère pas.

Leurs éditeurs respectifs prennent en charge la médiation

## Le lent dévoilement des passions humaines

Création en première mondiale, au Tinel de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, de la nouvelle pièce du Québécois Normand Charette

de ce conflit : Franck Caroubier (Jean-Louis Millette), qui défend les intérêts de Martina ; Dawn Gris-santi (Julie McClemons), intrigante poussée de prix littéraires. Ce qui pourrait être - et ce serait déjà beaucoup - l'adaptation pour la scène d'un *trial movie* du grand Hollywood est, sous la plume aigle de Normand Charette, non seulement le suspense attendu, mais aussi, par son habileté à nouer les fils d'une intrigue autre-ment dramatique et poignante, un

méticulosité, multipliant les effets de retardement qui tiennent le spectateur en alerte, et s'acharnant avec une telle ardeur sur son sujet qu'il le hisse de l'anecdote à l'essen-tiel, ici un inexorable processus de dévoilement de l'identité de ses protagonistes.

La pièce recèle ainsi en son mi-lieu un monologue, dit par Jean-Louis Millette, de belle intensité dramatique et d'une langue si juste qu'on ne résiste pas à l'envie d'en citer ces quelques lignes : « Nous

voulons, tant pis. C'est que vous m'avez aimé, tant pis. C'est que j'ignorais que vous m'aimiez, tant pis. C'est que pour moi l'amour... tant pis. »

La réalisation de Denis Maréau, directeur du Théâtre Ubu de Mon-tréal, meilleur metteur en scène québécois du moment avec Robert Lepage, est à la hauteur de cette belle pièce. On voit ici sa préci-sion de directeur d'acteurs. On connaît aussi son inclination pour les arts plastiques. Il a demandé au décorateur Michel Goulet de construire une gigantesque biblio-thèque sur le devant de la scène. Ses rayons cloisonnés sont autant de révélations successives des ac-cessoires du drame dans les lu-mières précises, mêlant le vert, le bleu et le rouge, de Guy Simard. Là vivent quatre personnages incar-nés par une distribution homo-gène, avec deux des figures ma-jures de la scène canadienne : Andrée Lapelle, de grande beauté, dont le regard et la voix disent l'expérience ; Jean-Louis Millette, tout en rondeur comme pour mieux dissimuler les bleus que l'existence lui ont infligé à l'âme. Face à eux, deux acteurs plus jeunes, Marc Bélard, dont le physique et les échappées vocales rappellent ceux de Charles Berling, et Julie McClemons, qui donne à son rôle l'ingratitude d'une conviction sans reproche.

O. S.

### Normand Charette, un auteur à maturité

Né à Montréal en 1954, Normand Charette étudie et enseigne la lin-guistique au début des années 80, moment où il crée un centre d'ac-cueil pour les réfugiés asiatiques auxquels il enseigne le français. Il re-çoit en 1976 un prix pour sa première pièce, *Rêve d'une nuit d'hôpital*, puis écrit, de 1979 à 1983, soixante-cinq textes radiophoniques sur des musiques sacrées, quatre traductions et des critiques pour la revue québécoise *Jeu*. Depuis 1988, il se consacre entièrement à l'écriture. Il est l'auteur d'un roman et de huit pièces de théâtre. L'une des plus importantes, *Les Reines*, sera créée chez nous, en 1997, par la Comédie-Française au Théâtre du Vieux-Colombier.

drame amoureux dont il convient de ne rien révéler ici.

On peut tout de même saluer le goût de cet auteur d'outre-Atlan-tique pour la langue française, ses constructions dont il se joue avec la virtuosité qu'une formation de linguiste a forgée. Auteur drama-tique, il sait construire une œuvre avec ce qu'il faut de patience et de

nous aimons pour quelque chose d'obscur, je croyais que tout était simple, et je mettais sur le compte du bonheur tout ce qui, venant de vous, m'alertait. Je vous aime, Martina, je t'aime. Je t'aimerais toujours car ce qui m'appartient de vous est ineffa-çable. (...) Si je suis devenu, trente ans plus tard, le personnage princi-pal de votre roman, c'est que je l'ai



# La « rock'n'roll attitude » des Francofolies de La Rochelle

Johnny Hallyday et Cesaria Evora ouvriront, le 12 juillet, la douzième édition des rencontres de la chanson francophone. Pendant six jours, le festival accueillera plus de cent vingt groupes et artistes

La douzième édition des Francofolies, qui aura lieu à La Rochelle (Charente-Maritime) du 12 au 17 juillet, s'annonce comme une fête familiale, drainant comme chaque année une foule de spectateurs et de prome-

neurs aux alentours du 14 juillet. S'y présentent des amateurs de chanson française, jeunes venus des banlieues pour pratiquer un hip-hop actif ou badauds avides de croquer, sur le port, Francis Cabrel ou Maxime Le Forestier.

Johnny Hallyday, qui ouvrira ces rencontres de la chanson francophone et prépare son grand concert du 24 novembre au casino-hôtel Riviera de Las Vegas, vient de publier le premier tome d'une autobiographie initia-

lémentaire. Histoire de fils sans père, de Harley-Davidson compensatrice. Autre enfant de la ballade, la Cap-Verdienne Cesaria Evora, qui a écrit la chanson « Les Belges », a écrit la chanson « Les Belges », a écrit la chanson « Les Belges ».

Illustrant une dimension de la chanson francophone jamais négligée par les Francofolies, offrent un aperçu d'une scène nationale active et originale, oscillant entre la dévotion, l'humour, l'apreté et la légèreté.

CESARIA EVORA, le 12 juillet à 18 heures, Grand Théâtre, avec Danyel Waro et les College Brothers. JOHNNY HALLYDAY, à 21 heures, Esplanade Saint-Jean-d'Acre, avec Dick Rivers et Fred Blondin, puis tournée française.

Peut-on être tout à fait heureux d'être soi-même ? Non, puisque le destin nous est imposé. Francis Cabrel, avec sa morgue habituelle, répondait ainsi à la question : « Si je devais être quelqu'un d'autre ? N'importe comment, il fallait bien qu'il y ait quelqu'un qui se dévoue. Eh bien, voilà, je me suis dévoué » (Pensées, répliques et anecdotes, éd. du Cherche-Midi). Johnny Hallyday, qui publie le premier tome (Déraciné) d'une autobiographie qui en comptera trois (Rebelle sortira en octobre, Survivant pour Noël), cite en exergue un blues de Muddy Waters : « Ma mère parlait à mon père l'autre nuit, et elle lui a dit : j'ai un fils qui va naître. Oh là là, celui-là, ce sera... ce sera un roulin'stone ». Une pierre qui roule. Un envoyé spécial

de la dégingue à l'américaine en Gaule profonde, plébiscité lors d'un récent sondage Ipsos/Sacem par 43 % des Français pour incarner le rock national, devant Téléphone (32 %) et « Schmolli », Eddy Mitchell (12 %), l'ami de la première heure reconverti à la menthe à l'eau, tandis que Johnny continue de jouer des coudes avec le whisky.

Qu'est-ce que la « rock'n'roll attitude » selon Johnny ? Déraciné pose les bases de la déchirure première : un rocker est toujours en décalage, il a la rage, la barge, il connaît le prix de la jouissance, et n'a de cesse de briser les limites de son droit au plaisir. On l'a discrètement, et, puisqu'il a tout à prouver, jamais la tranquillité ne peut l'atteindre. Johnny Hallyday est un bâtard. C'est ainsi que se définit le fils d'Huguette, elle-même enfant naturel et ayant obligé le Belge Léon Smet à l'épouser en 1944 - Johnny a un an et demi et le couple est déjà séparé - afin que leur fils ne soit pas illégitime. Mais il l'est déjà. Dans l'âme. « Mon statut de bâtard m'explique à la gueule », écrit Johnny Hallyday tout

au long des quelques 270 pages de Déraciné, dont il importe peu de savoir si le chanteur en personne les a écrites ou pas : elles sont directes, mal ficelées et touchantes. Pas reconnues, larguées par Léon, délaissées par Huguette et élevées par sa tante Hélène, épouse de Jacob Mar, prince éthiopien ruiné.

Pour paraître devant la presse à ses débuts, Johnny s'invente donc un curriculum vitae : cow-boy du terroir, c'est-à-dire de son père qu'il tient encore il chevauchait dans les plaines de l'Oklahoma. Mais cet enfant de la ballade, tombé raide amoureux à six ans de Lee Ketchman, Américain décalé et cow-boy pour de vrai, apparaît dans le couloir sordide d'un hôtel sans grâce de Lane Street à Londres où Hélène et ses deux filles - les cousines danseuses - sont venues chercher la gloire. « baragouine l'anglais avec l'accent de la Trinité ».

« DOCTEURS ONIQUES » Pour survivre sans chaos identitaire, le chanteur en herbe va devoir en finir avec lui-même. Tout seul. « Je n'ai jamais consulté de psychologue. Les pays, ces docteurs cliniques, n'ont jamais vu le couleur de mon fric. Mes problèmes, je les ai réglés moi-même, avec la seule thérapie que je connaisse, la méthode rock : saignante, plus près de l'os. » Le 28 février 1961, Johnny chante Laisse les filles et Tutti Frutti au premier festival de rock'n'roll français, au Palais des sports de Paris. La soirée finit en baston. Joyeux, libérateur, jeune et sanglant. Ce jour-là, écrit-il, « j'ai tué Jean-Philippe Smet. Je ne pouvais plus le supporter, ce mec... Jean-Philippe est mort. Vive Johnny ! »

Il est des revanches que l'on ne peut éviter de prendre. Cesaria Evora, version cap-verdienne et

tics-mondiste de la « rock'n'roll attitude » selon Johnny, fille illégitime d'un musicien ambulancier et d'une cuisinière, avoue sa plus grande blessure : que les pères de ses deux enfants aient refusé de les reconnaître. A cinquante-cinq ans (deux de plus que Johnny), Cesaria Evora récolte enfin les fruits - la notoriété et l'argent - d'une vie tourmentée, brûlée au cognac et à la fumée de cigarette, soignée au blues à haute dose des Adolescence. Elle a aujourd'hui vendu davantage d'albums aux États-Unis que Patricia Kaas. Lors de son concert au Bottom Line de New York l'an passé, on trouvait au premier rang de ses fans la blonde Madonna. Cesaria Evora, « the barefoot diva », marche pieds nus à Paris comme à Harlem, mais s'achète des chaussures en quantité, qu'elle redistribue à qui elle veut. Johnny s'achète des motos, des voitures, des « trucs de mec ».

Car c'en est un Johnny, autant que Cesaria Evora incarne un maraboutisme. D'ailleurs, il aime les hommes - pas en inverti, évidemment, et il l'écrit (« Jean-Philippe, un jour, tu seras premier danseur de l'Opéra de Paris !, lui dit Hélène Mar. Et pédé comme un porc ? Non merci, ma tante ! ». A commencer par son actuel beau-père, « un baroudeur costaud et jovial... [ancien] champion de France de rugby, de 1973 à 1975, dans l'équipe de Béziers », grand amateur de motos et de rallyes, patron de boîtes de nuit et père de Laetitia, l'actuelle M<sup>me</sup> Hallyday. Avec lui, Johnny fait du bateau, à Harbour-Island, aux Bahamas, ce qui nous vaut la fiche technique détaillée du Wild Eagle II, un Magnum-70. La description de la « bête », « deux hélices de surface avec transmission Arneson... 38 nœuds en croisière et 48 en

pointe », est suivie du numéro de téléphone des réservations, essentiellement françaises, du show de Las Vegas, prévu le 24 novembre (1-46-22-94-99, ou 44-40-05-05).

Pour flamber ses premiers cachets, Cesaria Evora, en bonne Africaine, achète des boucles d'oreilles et des colliers en or. En septembre 1961, après un gala torride à l'Olympia, Johnny s'achète sa première Triumph, une TR3 blanche et décapotable. Puis des Harley-Davidson, des Ferrari, les

my Stark, le flambeur, Les Hallyday, le protecteur-copain, Elvis Presley, l'idole) sont forts. Ils dézingent le bagarreur, ils ont les « cajones » de la suivre dans ses folies, comme Jean-Claude Camus, son producteur, jamais découragé par ses « fantasmes les plus fous, de Bercy à La Cigale en passant par le monumental Parc des princes » en 1993. Cesaria s'assied et chante de l'histoire, Johnny débambule - « C'est la marche que la chance a partie », écrit-il à son propos Marguerite

## Une manifestation familiale

Depuis douze ans, Jean-Louis Fouliquier, animateur de radio et de télévision, gère les festivités rochelaises en père prodigue. Ami des artistes et protecteur des arts chantés, Fouliquier programme les Francofolies en douceur, sans rupture avec le passé. Si le cocktail n'est pas toujours détonnant - les Francofolies viennent après le Printemps de Bourges et au beau milieu des tournées d'été -, il balaye le panorama francophone (belge et québécois compris) avec le talent d'un rassembleur.

Les grandes fêtes de l'Esplanade Saint-Jean-d'Acre (vaste parking en bord de mer) sont consacrées, cette année, à Johnny Hallyday, à l'origine zézéiste Pascal Lokua Kanza, à Johnny Hallyday, Michel Fagnan, Francis Cabrel (en clôture), NIM ou encore Cheb Mami. Ces « fêtes à... » sont le prétexte d'événements qui se prolongent bien au-delà des six jours de Francofolies, tel l'album Comme ils l'imaginent, de Véronique Sanson, enregistré il y a deux ans et toujours présent dans les classements des meilleures ventes de disques en France.

casse comme un enfant ses jouets, les utilise « uniquement comme bulldozers pour déraciner les arbres, faucher les bornes lumineuses » (Paul Guth, dans Les Nouvelles de Bretagne, en 1962). Pour Cesaria Evora, qui aime les hommes aussi, ces derniers sont viscéralement faibles et lâches - « sauf les musulmans, ceux qui savent tourner les lamentos des morras et les joies sexy des coladeras et les lui offrir à chanter ».

Duras. Ils sont parfois fatigués. Mais ils appliquent la règle ultime de survie enseignée par Desti, la jeune cousine de Jean-Philippe Smet : « Plutôt crever que d'arrêter ».

Véronique Montagne

\* Destroy, autobiographie, tome I, Déraciné, de Johnny Hallyday, éd. Michel Lafont, 274 pages, 106 F. Albums : L'Orade, 1996, an concert 2 CD Magnum...

## Autres rendez-vous

● Le Grand Théâtre accueille des spectacles intimistes. Notamment : Arno et Miossec le 13, Les Innocents le 14, Pascal Obispo et L'Affaire Louis Thio le 15, Dominique A et « Une fête à » Brigitte Fontaine le 16 à 18 heures, Lény Escudero et Romain Dikier le 16 à 21 heures, Richard Gohner et Lio le 17.

● La Salle Bleue, annexe du Grand Théâtre, est réservée aux « découvertes ». On y entendra Alain Lapeyre le 15, Lickub le 12, Blankass le 14, Pascal Mathieu le 16,

Zebda le 17.

● Le Magic Mirrors fait des expériences et offre des « cartes blanches » : Lily Margot le 12, Stella et Castañore Bazonika le 13, La Tordeur le 14, les Colocs le 17.

● L'Encaen est le nouvel espace hip-hop ouvert par les Francofolies il y a deux ans : de Menelik à DNC, de Positive Black Soul à Assassin, ils y sont tous. Pour les amateurs de rock pur, le Carré Amélie propose entre autres La Souris déginguée le 13, Marouss le 14, Lofora le 16.

● Programme complet au (16) 46-50-55-77 ou Minitel 3615 Francofolies.

## Au Bataclan, Underworld réconcilie le rock et la techno

A LUI SEUL, le groupe Underworld symbolise le glissement historique qui a vu, en Grande-Bretagne, la vague techno submerger le continent rock. Car avant de se produire pour la première fois à Paris, mercredi 10 juillet au Bataclan, ce trio vedette des raves britanniques a vécu plusieurs vies et plusieurs carrières. Dans la première moitié des années 80, la voix de Karl Hyde et les ordinateurs de Rick Smith confectionnent, sous le nom de Freur, une pop synthétique qui se démarque assez peu des Depeche Mode et autres Orchestral Manoeuvres en vogue à l'époque. Dissous en 1985, Freur mue en Underworld et le duo flirte avec le funk.

Mais bientôt l'Angleterre découvre la house music. Immédiatement intéressé par le phénomène, Underworld intègre en son sein un jeune DJ, Darren Emerson, et croise la route du producteur Rupert Hine. Il y a deux ans, Dubnobasswithmyheadman transformait l'essai en coup de maître. Jouant des boucles hypnotiques avec inventivité, Underworld pouvait enfin laisser à sa musique le temps de prendre son envol. Le trio, jamais réfractaire aux mélodies, piégeait chaque morceau de subtilités dévolues un peu plus à chaque écoute. Récemment, un nouvel album, le magnifique Second Toughest In The Infants, confirmait cette intelligence musicale.

Sur la scène du Bataclan, à l'intérieur d'un périmètre dessiné par les ordinateurs, Smith et Emerson s'affairaient tels des laborantins en blouse blanche. On perçoit d'abord la froideur clinique de rythmes robotiques. Kraftwerk et leurs rigoureuses machines sont des ancêtres continuellement cités. Mais, à l'instar du précurseur Brian Eno, Underworld humanise aussi la technologie. Long et complexe morceau d'ouverture, Juanita/Kheles/To Dream Of Love s'anime ainsi de paroles étrangement sereines. Underworld ne rime pas ses origines pop et par conséquent ses créations d'échos de blues et de new wave atmosphérique. Pourtant, plus que meneur vedette, le chanteur reste un instrument à la merci de ses camarades bidouilleurs. La plupart du temps, Karl redevient danseur. On reproche souvent au concert de techno de reproduire passivement des disques.

A partir de disquettes et d'échantillons pré-enregistrés, Underworld se permet d'improviser des mixages totalement originaux avec un « feeling » digne des meilleurs instrumentistes. Plus que sur les albums, ces nouvelles versions sont avant tout axées sur la danse. Certains morceaux perdent en finesse ce qu'ils gagnent en efficacité hypnotique. Les trois garçons tentent d'amener le public vers des sommets extatiques. Aménagée comme pour un concert de rock, la salle manque du stimuli des éclairages stroboscopiques installés habituellement dans les raves. Les formules de cassures et de relances rythmiques n'échappent pas toujours à la répétition. Sur scène on communique pourtant de forts moments de vie. Et quand, au final, Karl se lance dans l'interprétation de Born Slippy, devenu un hymne outre-Manche depuis son utilisation dans le film Trainspotting, il reçoit une ovation qui réconcilie générations rock et techno.

Stéphane Davet

## Une scène belge bien vivante

ARNO, le 13 juillet à 18 heures au Grand Théâtre (avec Les Voleurs de poules et Miossec); MARKA, le 13 à 21 h 30 au Magic Mirrors; ODIEU, le 15 à 19 heures, salle Bleue.

Il y a sûrement un blues belge : un peu pluvieux, un peu marin, et néanmoins d'une gaieté caustique, que les Francofolies, qui partent en caravane restreinte à Spa dès le 18 juillet, en attendant Montréal le 1<sup>er</sup> août, n'ont jamais négligé. Si Arno, sorti en 1981 des limbes provocateurs du groupe T.Matik, s'est livré aux dieux du rock'n'roll, version flamande, avec incursion éralisée vers Ferré, Brel et Les Filles du bord de mer d'Adamo, Odieu, punk éternel, joue les diaboliques rieurs d'une voix de buveur de bière. Sur scène, Odieu, pianiste en chemise blanche et pantalon noir, manipule les mots tel un Bobby Lapointe resuscité, condamne le non-sens et les faux-semblants de la société de consommation, accompagné par un percussionniste et un contrebassiste multi-instrumentiste sous pression.

Odieu a pris la sécurité en grippe. Il dit tout

sur le monde contemporain, sur la méthadone, l'ennui ou les supermarchés, déraile volontiers vers la performance, capable d'interpréter une chanson sur la condition canine en aboyant. Un album-pot-don, l'Es qui tol, chez Dreyfus, produit par Jean-Marie Aerts et Martin Meissonnier, un passage éclairant au dernier Printemps de Bourges, esquissent en France le talent d'un chanteur qui créa Razola, son premier groupe (punk), en 1977. Pour peu, ces joyeux duiles de la désespérance belge mettraient en scène Léon Smet (père de Jean-Philippe, futur Johnny Hallyday), fils de cheminot né à Schaerbeek - dans le pays plat.

Maurane, absente cette année, mais qui fut l'une des jeunes « mamas » des Francofolies, traîne une solitude irréductible, encore accentuée par Jean-Claude Vannier dans son dernier album, Différent, tandis que Philippe Lafontaine, joue la légèreté et le détachement. Petit dernier, mais le plus décapant, Marka est aussi coulant qu'Arno, le rocker d'Ostende, est à l'apex. C'est avec un titre décapant, Accouplé, que Marka fait son apparition sur les ondes françaises en juin 1995. Le truc est infallible : on

made les noms d'hommes politiques et ceux de coureurs cyclistes, des présentateurs de télévision avec des chanteurs arabes. Ces personnalités « accomplies » sur un fond rythmé produisent un effet comique garanti.

Ancien bassiste du groupe Allez Allez, groupe bi-communautaire, plusieurs fois disque d'or grâce à des tubes interprétés en anglais (African Queen, Valley of the Kings), puis chanteur des Cactus, Marka est un Bruxellois convaincu de la perméabilité des populations flamande et wallonne : il a ainsi enregistré une version en flamand de Déraciné en duo avec le chanteur Johan Verminnen. Marka (diminutif de marcoussou, une petite fappe, un voyou) est un adepte de la décision, amateur de blues belges, d'humour décalé, absurde. Il joue au football tous les samedis dans son club favori, le RWD Molenbeek (club de première division de la banlieue de Bruxelles). Il fut représentant de commerce, enfant gâté par une grand-mère gâtée. Sa grand-tante a eu la bonne idée de fonder les patinoires Godiva. Marka a la santé.

V. Mo.

## Elena Salgado est congédiée de la direction générale du Teatro Real

Ce départ ne devrait pas influencer sur la prise de fonctions de Stéphane Lissner à la direction artistique

MADRID

Un nouvel épisode est venu s'ajouter à l'interminable feuilleton du Teatro Real - l'Opéra de Madrid. Nommée au mois de janvier directrice générale de la Fondation du théâtre lyrique, qui gère également le Théâtre de la Zarzuela, Elena Salgado a été congédiée, mardi 9 juillet, lors d'une réunion du conseil d'administration et du ministère de la culture. En fait, il s'agit surtout d'une décision des nouvelles autorités culturelles puisque cinq des sept membres du conseil d'administration de la Fondation du théâtre lyrique ont démissionné au cours des derniers jours en signe de soutien à Elena Salgado et ont immédiatement été remplacés par le nouveau pouvoir. Cette éviction a été rendue possible par une modification des statuts qui supprime les fonctions de directrice générale, confiées à un comité exécutif de trois personnes présidé par la ministre de l'Éduca-

tion et de la culture, Esperanza Aguirre. La suppression de son poste est, selon Elena Salgado, éminemment politique en raison de son passé de haut fonctionnaire dans l'administration socialiste. Le secrétaire d'État à la culture, Miguel Ángel Cortés, n'avait jamais caché qu'il entendait se débarrasser de la directrice générale, qui a toujours refusé de démissionner, estimant que « les institutions culturelles doivent rester en marge de la politique ». « Tout cela est lamentable, a-t-elle fait remarquer. Cela me rappelle d'autres époques assez éloignées dans le temps, j'espère que cela servira d'avertissement pour le futur ».

PAS DE « SOUTIEN CLAIR »

Ce nouveau changement de direction ajoute, en effet, des incertitudes à un projet dont l'aboutissement est sans cesse retardé. Fermé en octobre 1988 pour des travaux de restauration et de réforme, le Teatro Real devrait en principe

ouvrir au mois d'octobre 1997, après de nombreux espoirs déçus. Le contrat de six ans de Stéphane Lissner, ancien directeur du Châtelet, ne devrait pas être remis en cause (Le Monde daté 17-18 mars). Ses fonctions de directeur artistique seront effectives officiellement le 1<sup>er</sup> septembre, mais le Français travaille déjà, et une première réunion, mardi 16 juillet, devrait permettre d'établir la programmation. La politique musicale fut un des arguments avancés par les nouveaux responsables de la culture pour écarter Elena Salgado. Il y en eut d'autres. Ainsi, Esperanza Aguirre lui a reproché d'avoir un salaire correspondant au double de celui du président du gouvernement, d'avoir un chef de cabinet et un chauffeur mais surtout d'avoir été nommée par un conseil d'administration qui doit disparaître.

Ainsi fut fait, en dépit des engagements formulés par Alberto Ruiz Gallardon, président de la

Communauté autonome de Madrid, selon lesquels le contrat de quatre ans d'Elena Salgado serait respecté. Au-delà de sa « tristesse personnelle de laisser un projet qui lui tenait à cœur », Elena Salgado ne regrette pas le choix de Stéphane Lissner, bien qu'elle aurait souhaité « un soutien clair » de sa part, au moment où ce qui avait été construit ensemble était remis en cause pour des raisons purement politiques. Elena Salgado ne croit pas un instant que la suppression de son poste permettra une économie de 100 millions de pesetas (4 millions de francs), comme on le lui a fait valoir, alors que ses fonctions seront réparties sur trois personnes. A l'issue de la réunion, Esperanza Aguirre a déclaré : « Aujourd'hui est un grand jour pour l'histoire ». « Mon opinion est que c'est plutôt un jour d'inquiétude, lui a répondu Elena Salgado. Mais j'espère ne tromper ».

Michel Bôlle-Richard

Kendone

6 JUIN - 3 AOÛT 1996

GALERIE SCOT  
7, RUE DE MIROMESNIL  
75008 PARIS  
Tél. : (1) 47 42 68 98

Tous les jours sauf dimanche  
11-12.30 h / 15-19 h



DISQUES

# Oumou Sangaré, star des stars

La jeune chanteuse recrée la musique malienne

OUMOU SANGARÉ a un large sourire, un port de reine, elle est jeune (vingt-huit ans à peine) et sait rire. *Worotan*, son dernier album, confirme ses immenses talents à changer le profil de la musique malienne. Enregistré à Ridge Farm, un studio champêtre de la campagne anglaise, *Worotan* souligne l'amplitude de la voix d'une chanteuse arrivée au bord de la maturité musicale après avoir remis en question les règles d'or de la musique malienne. Celle que son compatriote Salif Keita surnomme « la cantatrice du Mali » n'est pas grise : elle est originaire du sud du Mali, du pays wassoulou, là où les règles de castes ailleurs en vigueur n'ont pas cours : débarrassée de la gloire - et du fardeau - du griot, musicien héréditairement chargé de propager les légendes et de chanter les louanges des princes et des puissants, Oumou Sangaré a pu s'attaquer aux problèmes du quotidien. A l'exploitation des femmes par exemple.

A dix-huit ans, elle enregistre *Moussoulou* et bat tous les records de vente de cassettes au

Mali. Une guitare *n'goni*, un *n'jarka* (violon à une corde) suffisent à tisser la trame du chant envoûtant, fort, puissant et si vibrant à la fois d'Oumou, la star des stars de ce Mali qui aime tant la musique. Depuis, elle n'a de cesse de fustiger, à l'instar de ses aînées, Nahawa Doumbia ou Comba Sidibé, la polygamie, les femmes soumises ou les mariages arrangés. « *La vie change en Afrique* », se borne-t-elle à constater. Et loin des rives du Niger où le bluesman-éleveur de bouffes Ali Farka Touré résiste à l'expansion du désert, tout au sud, le Wassoulou, pays de pluie et de richesses potentielles, a aussi son mot à dire.

## QUELQUES TOUCHES D'OCCIDENT

Pour son deuxième album chez World Circuit, excellent label de world music responsable de la superbe rencontre entre Ali Farka Touré et Ry Cooder, son directeur, l'Anglais Nick Gold, a pensé qu'il serait souhaitable de lui adjoindre quelques touches bien senties de musique occidentale, pourquoi pas du funk...

Au côté de l'arrangeur, Massambou Wele Diallo, également directeur de l'Ensemble national du Mali, il a œuvré pour qu'une section de cuivres vienne muscler cette musique qu'on voudrait aussi pouvoir danser. Ils ont appelé à la rescousse Pee Wee Ellis, le saxophoniste ténor de James Brown et de Van Morrison. *N'guatu*, longue exhortation adressée aux jeunes Maliens pour qu'ils ne quittent pas leur campagne pour la ville, gagne ainsi un swing étrange, en crescendo.

Tiebow, titre d'une belle subtilité, met en scène la flûte peule d'Ali Wagué, ajoutant au charme de cet album de délices africains où les rythmes frappés par la harpe, les mélodies élanées, soutenues par les choristes frères et inséparables comme des fils d'acier dur mènent un jeu ancestral en toute modernité.

Véronique Mortaigne

\* 1 CD World Circuit WCD045. Distribué par Night & Day.

## MUSIQUE DU MONDE

JAVA-SUNDA  
Musiques savantes, volume 2  
L'art du gamelan degung

Situé à l'est de Java, le pays sunda possède un art d'une richesse générique dont l'origine remonte avant le XVI<sup>e</sup> siècle, période à laquelle les royaumes de la zone sont islamisés sous la tutelle de l'Empire javanais. Une époque de profonde mutation où la musique de la région change de visage, se déclinant désormais sur les *gamelans sunda*, orchestres de métalophones amenés de Java par les princes pour accompagner les festivités. Parallèlement apparaissent des formations plus restreintes, les *gamelans degung*, dont cet album, enregistré en 1972 par Jacques Brunet, permet d'approcher le répertoire. Extrêmement sophistiqué, d'une intense délicatesse, la musique que l'on entend ici n'est pas moins confondante de simplicité et de fraîcheur. Elle est interprétée par deux groupes de musiciens d'une subtilité élégante sur le gamelan degung de la radio de Bandung, où se déroulaient, à l'époque de cet enregistrement, de nombreux concerts de musique classique sudanaise. Un disque captivant, consacré à la musique de gamelan, qui de Claude Debussy à Georges Aperghis, fascina nombre de compositeurs occidentaux.

E.L.  
\* 1 CD Ocora C 560097. Distribué par Harmonia Mundi.

## JAZZ

JOE MCPHEE, EVAN PARKER, DAUWIK LAZRO

Sur la pochette, on lit, sans titre, les noms de Joe McPhee, Evan Parker et Dauwik Lazro. Ils sont saxophonistes - du soprano au baryton, McPhee y ajoutant la trompette de poche et la clarinette alto -, catégorie « improvisateurs historiques », ce qui leur a d'abord amené l'amour immense d'un public restreint mais sacrément fidèle et respectueux. Soufflés, résonances des mécanismes à clés sont à une extrémité du spectre sonore, embrassements et déchirements, presque discrets toutefois, à l'autre.

Le trio s'active à partir de propositions toujours sûres d'elles. On repère vite les partis pris de chacun dans ces quatre thèmes. Rien à voir avec des fics. McPhee, noir américain, dont le jeu se rapproche souvent des diversités de la voix : Lazro, français, né à Chantilly - régulièrement des « décideurs » culturels trouvent suspect ce nom de scène aux consonances « pas d'ici » - dans des déchirements magnifiques ; Parker, britannique, souvent classé parmi les durs de durs, mais qui laisse passer, notamment par sa maîtrise du souffle continu, son sens du lamento. Francis Mermande dans *Le Monde* du 16 mai 1995 disait d'eux qu'ils étaient « d'une liberté totale, enviable et méconnue ».

S.L.  
\* 1 CD Vanc'œuvre 9610. Distribution Sémantic.

## CLASSIQUE

AIRS D'OPÉRAS FRANÇAIS  
(Œuvres de Donizetti, Gounod, Massenet, Thomas)

Orchestre et Chœur de l'Opéra Bastille, Myung Whun Chung (direction).

Si la perfection est de ce monde, le chant de Kathleen Battle en est l'illustration... parfaite. Agilité, justesse, timbre, phrasés, caractérisation des rôles sont des leçons pour toutes ses consœurs qui voudraient affronter ce répertoire. Même la diction ! Battle ne sacrifie pas le mot à la ligne ni, comme tant de chanteurs d'autrefois, la ligne au mot. Elle se tient à équidistance de ces deux exigences souvent contradictoires en choisissant la voie de la musique.

Chung et les musiciens de la Bastille l'accompagnent dans le même esprit. Présents, ils ne s'imposent jamais au détriment de la soliste, mais savent porter cette voix, que l'on sait peu puissante, sur des sommets expressifs. On n'en dira pas tant au chœur-parfois un peu traîne. A.L.

\* 1 CD Deutsche Grammophon 447 114-2.

## WILLIAM WALTON

Ouverture Johannesburg Festival, Symphonie n° 2. Concerto pour alto et orchestre

English Northern Philharmonia, Paul Daniel (direction), Lars Anders Tomte (alto)

Premier disque d'un cycle symphonique Walton programmé par Naxos, la marque de disques préférés des fauchés... et plus encore des curieux. Pour 55 francs maximum, le mélomane peut découvrir des répertoires souvent laissés pour compte par les grands éditeurs dont certains paraissent beaucoup trop préoccupés par la « nouvelle musique » (fourretout où l'on fait coexister musique du Moyen Âge et synthétiseurs planants pour un résultat beaucoup plus ennuyeux que Klaus Schluze, Amon Düül II et Tangerine Dream dans les années 70) que par un métier qui consiste avant tout à mettre en phase répertoire et interprètes.

Naxos fait donc son beurre des manquements des autres. Ce programme Walton (1902-1983) est l'adhésion par la qualité de la musique de ce compositeur britannique, elliptique, rude, ouvrant sur de grands espaces, et par une réalisation musicale et technique impeccable. Ce qui n'est guère étonnant : le producteur de ce disque s'appelle Paul Myers.

Un nom que l'on peut lire en tout petit sur ceux de George Szell et de Glenn Gould, chez CBS.

A.L.  
\* 1 CD Naxos 8 553 402.

## ROCK

MANIC STREET PREACHERS  
Everything Must Go

Bien avant l'actuel retour en grâce des années punk, les Manic Street Preachers s'étaient affublés de cheveux ébouriffés et d'épingles à nourrice. Sans pourtant que leur musique - un rock d'un romantisme propét - justifie ces apparences rebelles. Les Gallois ont depuis délaissé ces accoutrements et prouvé que leur anxiété n'était pas de l'abrutissement.

Le guitariste Richey James, l'élément le plus dépressif du groupe, est porté disparu depuis un an. Réduit au trio, ils sortent leur disque le plus vibrant. Illustré de grosses guitares mais aussi de violons et de harpe, leur lyrisme naturel s'élève avec une grandiloquence qui les fait parfois trébucher du mauvais côté de Queen.

Mais la vitalité de ces envolées, le chant passionné de James Dean Bradfield produisent aussi des moments intenses. L'élan mélancolique du single *A Design For Life*, trempé par une pluie de cordes, les résonances « spectroscopiques » de l'épique *Everything Must Go* ont suffisamment de fougue pour qu'on se laisse porter par l'émotion.

S.D.  
\* 1 CD Epic 483930 9. Distribué par Sony.

## BIM SHERMAN

Miracle

Laboratoire autant que maison de disques, le label On-U-Sound triture depuis quinze ans du jamaïcain, electro-funk et musique industrielle, sous la houlette du producteur sorcier Adrian Sherwood.

On pensait qu'en accueillant Bim Sherman, vétéran méconnu du reggae, Adrian ornait sa musique d'expériences lourdement bizarroïdes. *Miracle* affiche au contraire une sublime légèreté. Sans oublier d'être surprenant.

Déshabillée de ses habituels atours de basse et contretemps tropicaux, la voix de miel du rasta se détache avec une distinction lascive dans un environnement tout acoustique. Une guitare sèche se glisse à ses côtés avec la limpidité d'une source.

Toujours amateur de rencontres inédites, Sherwood a décoré aussi le spleen langoureux du chanteur d'une touche orientale. Le Studio Beats Borchestra de Bombay distille ainsi encens, tablas et arrangements de cordes scintillants. D'une pureté intemporelle, d'une beauté sans frontière, cet album est un chef-d'œuvre.

S.D.  
\* 1 CD On-U-Sound 314-3444. Distribué par Musidisc.

## CHANSON

CLÉMENTINE CÉLARIÉ  
Pas l'âme d'une dame

« Raoul, mais qu'est-ce tu fous, viens ici ! Un p'tit bisou quand même ! Raoul ! Allez viens, mon minou, viens quand même » : Clémentine Célarie, qui rappelle au passage qu'elle est actrice, met en scène une version contemporaine et techno du drame de la femme soumise. Ce *Raoul* est à l'image de l'album : un collage de sons, de rythmes dans l'air du temps. Trop dans la norme multicolore, *Pas l'âme d'une dame* ne dément pourtant pas les talents de Clémentine Célarie, qui peut chanter remarquablement bien ses textes sur des musiques d'Emmanuel Valère. On retiendra *J'suis née* (« Mais pas d'ici, pas d'ici, mais j'ai pas de pays »), une affirmation de la différence en guise de titre d'ouverture) et *Délingués*, appel à l'ivresse, au non-sens, aux équipes nocturnes.

V.M.  
\* 1 CD Sensitiva Music 50587. Distribué par East West.

## DAVID KOVEN

Nouveau monde

Inspiré du jazz d'ambiance d'Al Jarreau et du funk, avec une petite pointe de Michel Delpech et de Michel Legrand, David Koven nous enseigne en chansons que jamais rien n'arrive comme il fallait s'y attendre : tout a son secret, et le jeu de balais sur la caisse claire est particulièrement apte à rendre ces atmosphères « note bleue ».

Bluesman de la légèreté, Koven traque les poussières d'étoiles, la vie après la pluie d'une voix fièle, haute, agréable.

Mais cette accumulation d'images fines et de références musicales ne franchit jamais le mur du son, qui sépare le travail bien fait des créations bouleversantes.

V.M.  
\* 1 CD EMI 837 661-2.

## CASTAFLORE BAZOOKA

Au cabaret des illusions perdues (1) SYLVAIN ET LES BARZINGUEURS Live (2)

Jeunes groupes d'enfants de la ville multiraciale et plurimusical, Castaflore Bazooka (des filles) et Sylvain et les Barzingueurs (des garçons) aiment le violoncelle, l'accordéon, la java et la parodie du drame. Sylvain, l'auteur des textes et le chanteur-pianiste, affiche une voix un peu cassée, entre Higelin et Arthur H. Ses Barzingueurs ont écouté du jazz manouche, du blues et du musette de la rue de Lappe. Le tout, encore un peu bricolé, respire la bonne humeur, malgré l'envie sous-jacente de revenir à la chanson réaliste, noire.

Les jeunes filles préfèrent le cabaret, l'ironie et l'humour sans gêne (un *C'est à moi*, très swing et torquent). Castaflore Bazooka parodie à tour de bras (la musique folk et ancienne, le twist, la chorale, la nostalgie russe et le verlan). C'est frais, cela creuse avantageusement le filon de cette jeune chanson française perchée sur la java, le rock indépendant, Ménémon et le reggae.

V.M.  
\* (1) 1 CD Les Compagnons de la Têtedmort ! 08764-2.  
\* (2) 1 CD NF 280 396.

# Querelle d'héritiers autour des archives d'Emmanuel Levinas

L'IMEC (Institut mémoires de l'édition contemporaine) a fait savoir, par un communiqué, mardi 9 juillet, qu'il avait reçu en dépôt les archives du philosophe Emmanuel Levinas, mort le 25 décembre 1995 (*Le Monde* du 26 décembre 1995). Cet institut, qui gère déjà les archives de Louis Althusser, François Châtelet, Emmanuel Mounier ou Jean Wahl, notamment, projette de créer un fonds Emmanuel Levinas, en accord avec le fils de l'auteur de *Totalité et infini*, le musicien Michaël Levinas.

La destination finale de ces documents demeure néanmoins incertaine, en raison des divergences qui opposent les héritiers d'Emmanuel Levinas. Simone Hansel, la fille du philosophe, qui a intenté une action judiciaire pour contester la validité du testament instituant son frère titulaire du droit moral sur l'œuvre de leur père, s'oppose également à cette décision, prise sans qu'elle ait été consultée. L'université de Charlotte (Caroline du Nord, Etats-Unis) s'était portée candidate pour recueillir les archives Levinas, solution qui avait la faveur de Simone Hansel.

■ THÉÂTRE : Vincent Collin, directeur du Théâtre des Arts de Cergy (Val-d'Oise), a été « remercié » par le sénateur Alain Richard (PS), président du syndicat d'agglomération nouvelle. M. Collin devrait quitter ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1997 après six ans à la tête du théâtre. M. Richard entend privilégier la diffusion par rapport à la création et souhaite « de nombreux spectacles diversifiés dans une salle pleine plutôt que des créations souvent intéressantes mais rares, trop élitistes et boudées par le public ». - (APR)

## NOUVEAUX FILMS

### UNE HISTOIRE D'AMOUR À LA CON

Film français de Henri-Paul Korchia, avec Jacques Gamblin, Françoise Muranyi-Kovacs, Emmanuel Delpoit, Sophie Telfer (1 h 25).

■ Le titre de ce film, associé à l'une de ses premières scènes (un travelling avant partant d'une fenêtre pour venir fixer une petite place typiquement parisienne où des couples se forment et se mettent à danser), situe d'emblée le propos : la rencontre amoureuse décrite sous les auspices de la trivialité et de la fantaisie. Pour ce faire, le réalisateur s'attache plus particulièrement à la relation de Pascal (libraire) et d'Hélène (employée de mairie), tout en l'entourant d'une pléiade de personnages secondaires (un aveugle métaphorique, un ami dévoué, deux loubards, une emmerdeuse, un mari jaloux...). Des raccords parasites, du dialogue de café-théâtre, un ton particulièrement désuet, une accumulation de poncifs, et, d'une manière générale, l'absence de toute idée de cinéma, portent, hélas !, un coup fatal à cette comédie, décalée, semblait-il, bien plus que son auteur ne le souhaitait.

Jacques Mandelbaum

### PLANÈTE HURLANTE

Film canadien de Christian Duguay avec Peter Weiler, Jennifer Rubin, Andy Lauer, Charles Powell (1 h 48).

■ *Planète hurlante* commence comme une sorte de *Désert des Tartares* intergalactique. Sur ce qui doit être une planète à la nature austère et définitivement polluée par des radiations, une poignée de militaires retransmis dans un bunker semblent attendre une hypothétique agression. Très vite, le véritable ennemi se révèle être une race redoutable de robots burlesques, créés par les hommes mais échappant semble-t-il à leur contrôle jusqu'à pouvoir se reproduire.

Le film de Christian Duguay démontre une invention véritable. Tirant parti de son économie de série B pour installer une atmosphère oppressante, *Planète hurlante*, adapté d'une nouvelle de Philip K. Dick, ramène, avec succès, quelques constantes du cinéma classique de science-fiction. La peur est engendrée, de façon efficace, par le danger d'un devenir organique de la matière (les robots métalliques - dont d'horribles scies circulaires reptiliennes - prennent vie) ou d'une disparition de l'humain (la découverte progressive du statut d'androïde de différents personnages).

Sans dépasser les limites de son genre de référence mais n'hésitant pas à inventer certaines images authentiquement transgressives, comme celle des enfants-clones mitraillés par les héros du film, *Planète hurlante* est une réussite indiscutable.

Jean-François Rauger

## les grands entretiens du Monde

TOME 3

Numéro spécial de Dossiers et Documents du Monde

JUIN 96

- penser le malaise social :  
Martine Aubry, Jean-Marie Delarue, Patrick Weil, Jean-Baptiste de Foucault, Jean Gandois, Dominique Strauss-Khan et Alain Touraine, Madeleine Rebérioux, Pierre Rosanvallon, Alain Duhamel et Pierre Rosanvallon, Jean Duvignaud, Paul Virilio.
- penser la ville :  
Paul Chemetov, Jean Nouvel, Oriol Bohigas, Paul Andreu, Renzo Piano, Bernard Huet, Yves Lion.
- penser l'économie mondiale :  
Michel Béand, François Rachline, Jean-Paul Fitoussi, Edmund S. Phelps, Edward Luttwak, Louis Dumont, Albert Hirschman.

## RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admission : 12 juillet  
IFMA

Admission : 18 juillet  
EDHEC - ESC Lyon - INT Gestion Evry

# 3615 LEMONDE

233 PHT

## 50<sup>e</sup> Festival d'Avignon

sur les écrans du Monde

Le Monde vous invite à vivre le Festival sur ses écrans interactifs

Rendez-vous en Avignon au Cloître Saint-Louis, 20, rue du Portail-Boquier

INTERNET <http://www.lemonde.fr>

MINITEL 3615 LEMONDE



## L'Ophélie des nuits d'été

Brigitte Baileys chante Schumann, Berlioz et Chopin à l'Orangerie du parc de Bagatelle

ELLE EST ÉTRANGE, l'élégante, l'opulente, sa voix à des couleurs, et ose-t-on dire, des décolorations que peu de ses contemporains ont eues. Brigitte Baileys, jeune mezzo-soprano suisse, est l'une des artistes les plus intelligentes et les plus subtiles du moment.

On avait repéré son extraordinaire interprétation, hallucinée, du *Comte de Monte-Cristo* de Frank Martin, d'après Rilke (1 CD Casavalle).

Plus récemment, son enregistrement des *Nuits d'été* de Berlioz, avec Philippe Herreweghe et l'Orchestre des Champs-Élysées, est une version bouleversante, névrotique, à cent lieux des élégies un



peu soufflées qu'on entend trop souvent au concert et au disque. Accompagnées au piano, ces mélodies reviennent au noir et blanc, mais mettent plus en valeur encore l'art de la diseuse. Nul doute qu'elle émeuve dans les rares mélodies de Chopin - programmation de Bagatelle oblige - qu'on n'entend presque jamais au concert.

Schumann : *Liederkreis*, Berlioz : *Nuits d'été*, Chopin : *Mélodies*. Laurent Martin (piano).

★ Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Port-Neuilly, 20 h 45, le 11. Tél. : 45-00-22-19. 150 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Jerry Gonzalez.

Le trompettiste et percussionniste Jerry Gonzalez est l'un des musiciens les plus passionnés et inventifs du jazz afro-cubain, courant qui se compte souvent

d'« exotisme ». Une musique de danse et de transe qui se réfère souvent à l'histoire du jazz. L'un des concerts attendus du club du petit matin à la programmation

juilletiste toujours riche. *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Château d'Eau, 20 h 30, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 150 F.

Mazzy Star. Des guitares d'une électricité cristalline, imprégnée de la douceur

débile du Velvet Underground, sont un éternel idéal pour le charme

venimeux de la voix de Hope Sandoval. Quelques semaines avant

la sortie de *Among My Swam*, nouvel album fort attendu, Mazzy

Star passe par Paris. *Le Divan du monde*, 75, rue des Martyrs, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Pigalle, 20 h 30, le 11. Tél. : 44-92-77-66.

Keb' Mo. A l'aube d'une petite tournée de festivals (Berck le 12, Montreux le

13, Antibes le 15, Nice le 17) et

sans passer par Paris, ce jeune

guitariste, leader avec Ben Harper

d'une nouvelle génération de bluesmen, se produit dans l'Es-

sonne. *Ris-Orangis* (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher, 20 heures, le 11. Tél. : 69-43-03-03. 80 F.

Le Mal de mère. De Pierre-Olivier Scotto

Formé au Conservatoire national supérieur d'art dramatique, pension-

naire de la Comédie-Française, puis codirecteur du Théâtre

de l'Escalier d'Or, Pierre-Olivier Scotto a écrit plusieurs mono-

logues dont il a puisé l'inspiration dans ses souvenirs d'enfance,

d'adolescence, puis dans les tourments de la quarantaine. Il signe

ici sa première pièce, mise en scène par Françoise Selgner. *Le*

*Mal de mère* relate la rencontre entre une sexagénaire exravagante (Toula Chatillon) et un psy-

chanaliste un peu paumé (Pierre-Olivier Scotto). Mais lequel des deux a le plus besoin de l'autre ?

*Théâtre de la Madeleine*, 19, rue de Surène, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Madeleine, 21 heures, du mardi au samedi ; 15 h 30, le dimanche. Tél. : 42-65-07-09. De 80 F à 240 F.

## ART

### EXPOSITIONS PARIS

Georg Aerni : panoramas parisiens. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Saint-Paul, Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 29 septembre 1996. 35 F.

Les Américains romantiques 1815-1850 : Ingres, Delacroix, Delacroix. Grand Palais, galeries nationales, place Georges-Clémenceau, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Champs-Élysées-Clémenceau, Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. De 10 heures à 12 heures les visites uniquement sur réservation au 40-87-50-50. Fermé mardi. Jusqu'au 15 juillet 1996. 45 F.

Arménie, entre Orient et Occident. Bibliothèque nationale, galeries Mazarin et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Bourne, Palais-Royal, Tél. : 47-03-91-10. De 9 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 20 octobre 1996. 35 F.

Francis Bacon. Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 octobre 1996. 45 F.

Danielle Cabane. Pavillon de Bercy, parc de Bercy, face au 34-36, rue Paul-Boncompagni, Paris-12<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Bercy, Tél. : 44-67-04-84. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1996. Entrée libre.

Calder. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Mironneau, Tél. : 45-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Ouverture exceptionnelle le 14 juillet de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 6 octobre 1996. 40 F.

Severo Camargo. Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rue du Bac, Saint-Hippolyte, Tél. : 49-54-75-00. De 11 heures à 19 heures. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 27 juillet 1996.

Anthony Caro. Galerie du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Champs-Élysées-Clémenceau, Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 40 F.

Anne Ferrier. Galerie Jacqueline Moussion, 170, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Sébastien-Frédéric, Tél. : 48-57-75-31. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 août 1996.

Barry Flanagan. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Bastille, Tél. : 48-06-52-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

La Forme libre, années 50. Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 août 1996. 35 F.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Saint-Germain-des-Prés, Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 20 F.

Sandro Chia. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debellemme, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Filles-du-Cal-

vaine, Tél. : 42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 juillet 1996.

Comme un oiseau. Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris-14<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Raspail, Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 octobre 1996. 30 F.

Patrick Carillon : trois sortilèges. Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris-6<sup>e</sup>. RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs, Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre 1996.

Dessins contemporains du musée de Bâle. Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 30 septembre 1996. 28 F.

Dessins d'Henri Fantin-Latour (1838-1904). Musée d'Orsay, salle 8, entrée quai Anatole-France, place Henry-de-Monttherland, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Solferino, Tél. : 40-49-48-14. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1996. 30 F.

Disco-le avec des fleurs. Galerie Chantal-Crouzet, 40, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

Alfred Dufour. Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Champs-Élysées-Clémenceau, Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 40 F.

Anne Ferrier. Galerie Jacqueline Moussion, 170, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Sébastien-Frédéric, Tél. : 48-57-75-31. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 août 1996.

Barry Flanagan. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Bastille, Tél. : 48-06-52-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

La Forme libre, années 50. Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 août 1996. 35 F.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Saint-Germain-des-Prés, Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 20 F.

Sandro Chia. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debellemme, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Filles-du-Cal-

vaine, Tél. : 42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 juillet 1996.

Comme un oiseau. Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris-14<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Raspail, Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 octobre 1996. 30 F.

Patrick Carillon : trois sortilèges. Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris-6<sup>e</sup>. RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs, Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre 1996.

Dessins contemporains du musée de Bâle. Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 30 septembre 1996. 28 F.

Dessins d'Henri Fantin-Latour (1838-1904). Musée d'Orsay, salle 8, entrée quai Anatole-France, place Henry-de-Monttherland, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Solferino, Tél. : 40-49-48-14. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1996. 30 F.

Disco-le avec des fleurs. Galerie Chantal-Crouzet, 40, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

Alfred Dufour. Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Champs-Élysées-Clémenceau, Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 40 F.

Anne Ferrier. Galerie Jacqueline Moussion, 170, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Sébastien-Frédéric, Tél. : 48-57-75-31. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 août 1996.

Barry Flanagan. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Bastille, Tél. : 48-06-52-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

La Forme libre, années 50. Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 août 1996. 35 F.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Saint-Germain-des-Prés, Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 20 F.

Sandro Chia. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debellemme, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Filles-du-Cal-

vaine, Tél. : 42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 juillet 1996.

Comme un oiseau. Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris-14<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Raspail, Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 octobre 1996. 30 F.

Patrick Carillon : trois sortilèges. Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris-6<sup>e</sup>. RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs, Tél. : 43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre 1996.

Dessins contemporains du musée de Bâle. Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 30 septembre 1996. 28 F.

Dessins d'Henri Fantin-Latour (1838-1904). Musée d'Orsay, salle 8, entrée quai Anatole-France, place Henry-de-Monttherland, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Solferino, Tél. : 40-49-48-14. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1996. 30 F.

Disco-le avec des fleurs. Galerie Chantal-Crouzet, 40, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

Alfred Dufour. Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Champs-Élysées-Clémenceau, Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 40 F.

Anne Ferrier. Galerie Jacqueline Moussion, 170, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Sébastien-Frédéric, Tél. : 48-57-75-31. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 10 août 1996.

Barry Flanagan. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Bastille, Tél. : 48-06-52-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

La Forme libre, années 50. Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 août 1996. 35 F.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Saint-Germain-des-Prés, Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 20 F.

L'informe : mode d'emploi. Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 août 1996. 27 F.

Charles Lapicque : l'œil, personnages animaux. A l'enseigne des Oudin, 58, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Tél. : 42-71-83-65. De 11 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 14 septembre 1996.

Jean-Jacques Lebel. Galerie de Paris, 6, rue du Pote-Lod, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Odéon, Tél. : 43-25-42-63. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 juillet 1996.

Claude Lévêque. Chez Verlior, 9, rue de Charonne, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Charonne, Tél. : 43-57-33-28. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet 1996.

Claude Lévêque, Beat Streuli, Georges Tony Stoll. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Mironneau, Tél. : 45-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Ouverture exceptionnelle le 14 juillet de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 22 septembre 1996. 27 F.

Musées. Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Victor-Hugo, Tél. : 45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre 1996. 20 F, gratuit le mercredi 10 F.

Matisses. Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New York, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Trocadéro, Alma-Marceau, Tél. : 47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 7 septembre 1996.

Musée d'Orsay, rez-de-chaussée, entrée quai Anatole-France, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Solferino, RER ligne C, Tél. : 40-49-48-14. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 28 juillet 1996. 36 F.

Monument et modernité. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Luxembourg, Tél. : 42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 31 juillet 1996. 20 F, 15 F.

Espece Electra, 6, rue Richemont, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Saint-Basile, Tél. : 42-94-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996. 20 F.

Pissarro (1839-1903). Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>rs</sup> Louvre-Louvre, Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 5 août 1996. 30 F.

Marc Riboud. Centre national de la photographie, hôtel Salomon-de-Rothschild, 18, rue de Valenciennes, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> St-Etienne, Georges-Valentin, Tél. : 53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 juillet 1996.

Willy Rosol. Musée de la Résistance nationale, parc Vercors, 88, avenue Maréchal-Meynier, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Vercors, Tél. : 40-20-20-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 21 juillet 1996.

Blanche Montpasse, docteur, 19 (39-17-10-00) ; UGC Normandie, docteur, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; Pathe Wepler, docteur, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; MEURTRE EN SUSPENS de John Badham, avec Johnny Depp, Christopher Walken, Charles S. Dutton, Peter Strauss, Roma Maffa, Gloria Reuben. Américain (1 h 39).

VO : Gaumont les Halles, docteur, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Danton, docteur, 8 (43-50-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Triomphe, docteur, 8 (47-07-53-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathe Wepler, docteur, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; MICHAËL KOSAKOWITZ, CINQ COURTES MÉTRAGES INÉDITS de Mikhaïl Kobaïdze, Géorgien, noir et blanc (1 h 13).

Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; PROQUETTE, CHANSONNETTE de Pascal Lebrette et Jacques-Rémy Girard. Français (1 h 28).

VO : UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; George-V, 8<sup>e</sup> ; Paramount Opéra, docteur, 9 (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Alésia, docteur, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> ; La Gambetta, docteur, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; DUNSTON, PANIQUE AU PALACE de Ken Knapis, avec Jason Alexander, Faye Dunaway, Eric Lloyd, Rupert Everett, Glenn Shadix, Paul Reubens. Américain (1 h 28).

VO : UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; George-V, 8<sup>e</sup> ; Paramount Opéra, docteur, 9 (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Alésia, docteur, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> ; La Gambetta, docteur, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; DUNSTON, PANIQUE AU PALACE de Ken Knapis, avec Jason Alexander, Faye Dunaway, Eric Lloyd, Rupert Everett, Glenn Shadix, Paul Reubens. Américain (1 h 28).

VO : UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; George-V, 8<sup>e</sup> ; Paramount Opéra, docteur, 9 (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Alésia, docteur, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> ; La Gambetta, docteur, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; DUNSTON, PANIQUE AU PALACE de Ken Knapis, avec Jason Alexander, Faye Dunaway, Eric Lloyd







